

*Marxisme,
dernier refuge de la bourgeoisie ?*

DU MÊME AUTEUR

Crises et Théories des crises, Champ libre, 1976.

De la pauvreté et de la nature fétichiste de l'économie, Ab irato, 1998.

Intégration capitaliste et rupture ouvrière, EDI, 1972.

Le Marxisme hier, aujourd'hui et demain, Spartacus, 1983.

Marx et Keynes, Gallimard, 1972, rééd. 2010.

PAUL MATTICK

MARXISME,
DERNIER REFUGE
DE LA BOURGEOISIE ?

*Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Daniel Saint-James*

*Préface
de Paul Mattick, Jr.*

*Note biographique
de Charles Reeve*

*Entremonde
Genève*

TITRE ORIGINAL:
Marxism, last refuge of the bourgeoisie ?

Édition originale anglaise publiée par M. E. Sharpe, Inc., 1983.
Entremonde, 2011, pour la traduction française.

Une première édition du chapitre v (« Théorie et réalité »)
dans la traduction de Daniel Saint-James est parue chez Ab Irato, à Paris, en 1998
sous le titre *De la pauvreté et de la nature fétichiste de l'économie.*

*« La classe bourgeoise dispute son dernier
combat sous un drapeau imposteur:
le drapeau de la révolution elle-même. »*

Rosa Luxemburg

*À la mémoire de
Marinus van der Lubbe*

AVANT-PROPOS

Ce livre, dernier ouvrage de Paul Mattick, n'était pas terminé à sa mort, en février 1981. Je lui ai ajouté comme chapitre final un essai, écrit en 1978, qui résume son sujet. Mais il peut être utile d'introduire les pages qui suivent par quelques mots sur l'ensemble dont elles auraient dû n'être qu'une partie.

Sur la page de garde, Paul avait écrit: « A summing up/A summons up. » (un bilan, une injonction à se soulever) *Marxisme, dernier refuge de la bourgeoisie ?* devait être la dernière expression de toute une vie de réflexion sur la société capitaliste et l'opposition révolutionnaire. Paul, en avançant l'argument que le marxisme est une critique de l'économie politique et que, par conséquent, il ne peut être utile au développement de la théorie et de la pratique bourgeoises que dans la mesure où il est vidé de son contenu essentiel, répondait à la question du titre de son livre par un non catégorique. C'est pourquoi ce livre est aussi une injonction à l'action, car la compréhension marxiste de la société moderne – seule possibilité puisque toutes les tentatives de cette société de se comprendre elle-même ont échoué – débouche sur la nécessité de s'opposer activement au travail salarié sous toutes ses formes.

Marx a fait une analyse de la société capitaliste qui n'est ni une théorie politique ni une théorie économique, En montrant que la politique bourgeoise est dominée par les questions économiques et que ces dernières ne sont que la représentation idéologique des relations sociales de classes, il a dégagé les limites inhérentes aux deux catégories, le politique et l'économique, dans l'explication de la réalité sociale. En s'opposant au capitalisme, le mouvement ouvrier devra abolir le capital et l'État, remplacer « l'économie » et « la politique » par l'auto-organisation des « producteurs libres et associés ».

Depuis l'époque de Marx, les deux aspects de sa critique, pourtant unifiés chez lui, ont été représentés par des individus et des courants

politiques différenciés. Le stalinien Henryk Grossmann, par exemple, fut la figure principale dans la redécouverte de la critique marxienne de l'économie, tandis que Rosa Luxemburg, qui comprenait cette critique de manière imparfaite, développa la théorie de Marx qui fait du mouvement socialiste une auto-organisation de la classe ouvrière. Seul à notre époque, Paul Mattick a recombina les deux aspects dans son analyse du processus aux apparences multiples, qui constitue le mode de production capitaliste. Et, comme les diverses formes organisationnelles et expressions idéologiques du mouvement marxiste ont été partie intégrante du développement de ce mode de production, il se rendit compte qu'il fallait leur appliquer la critique marxiste. C'est pourquoi ce livre était, à l'origine, conçu comme devant comporter quatre parties.

La première, écrite, est centrée sur une réexposition des points fondamentaux de la critique marxienne de l'économie politique. Un accent particulier est mis sur un aspect de la théorie de Marx, l'analyse des prix en termes de valeur-travail, et sur sa validité empirique qui ont été, dès le départ, l'objet principal des attaques bourgeoises et qui ont conduit les écrivains marxistes à faire retraite dans l'analyse économique bourgeoise.

La deuxième retrace l'histoire des formes principales du mouvement politique marxiste, social-démocratie et bolchevisme, pour montrer comment l'adoption des structures de la politique bourgeoise a entraîné l'abandon et de la pratique socialiste et de la théorie marxienne.

La troisième section, non écrite, devait explorer les tentatives récentes faites par des économistes, radicaux ou autres, pour surmonter la faillite de plus en plus flagrante de leur discipline en lui injectant des éléments de marxisme. Déjà, dans *Marx et Keynes*¹, Paul avait étudié une tentative antérieure de ce type et montré qu'elle avait échoué tant dans le domaine théorique que dans celui de la politique économique. La section projetée

1. P. MATTICK, *Marx et Keynes*, traduction française de Serge Bricianer, Paris, réédition Tel/Gallimard, 2009.

devait étendre l'argumentation aux théories « post-keynésiennes », « néo-ricardiennes » et « économique-marxistes ».

La section finale, non écrite, devait revenir au point de départ, la réexposition des principes fondamentaux du marxisme, mais cette fois en faisant l'analyse du sens de la révolution socialiste à l'époque actuelle. Paul voulait y discuter les formes de l'action révolutionnaire et la nature de l'organisation sociale postrévolutionnaire – un système de conseils ouvriers – sur laquelle doivent déboucher l'abolition du travail salarié et celle de l'État.

Malheureusement il n'y a aujourd'hui personne qui puisse terminer ce livre ou en écrire un équivalent car il y faut non seulement l'étendue des connaissances nécessaires, mais aussi cette expérience personnelle irremplaçable du mouvement ouvrier du *xx^e* siècle qui étaient celles de Paul Mattick. On peut toutefois espérer que la nécessité, qui s'affirme de plus en plus, d'abolir le capitalisme de la propriété privée qui règne à « l'Ouest » et de renverser le système du parti-État qui domine « l'Est », va créer de nouvelles générations de socialistes qui mèneront les luttes théoriques et pratiques auxquelles Paul souhaitait que ce livre nous exhorte.

Quoi qu'il en soit, il m'a paru valoir la peine de publier le livre, même inachevé. De manière caractéristique, Paul revenait encore et toujours sur tout ce qu'il écrivait. Dans le cas de ce livre, après avoir écrit la première partie, il en modifia la conception. Ce qui était parti pour être une critique de l'économie post-keynésienne devenait un projet plus ambitieux. Il continua d'écrire avec l'intention de revenir sur l'ensemble lorsqu'il eut terminé le premier jet. Ce faisant, il aurait certainement beaucoup modifié, non seulement le style, mais aussi le contenu qu'il aurait regroupé différemment et même fortement changé.

Le texte publié ici est essentiellement celui que Paul a écrit. J'ai personnellement préparé pour l'édition tous ses manuscrite depuis *Marx et Keynes*. Pour l'essentiel, il s'agissait de corriger fautes grammaticales et glissements sémantiques, même si j'ai, çà et là, suggéré des réarrangements matériels. J'ai procédé de la même manière pour ce livre, bien qu'évidemment Paul n'ait pu prendre la décision

finale concernant tel ou tel changement proposé. J'ai beaucoup réarrangé le second essai pour clarifier le cours de l'argumentation. De même ai-je redivisé la seconde partie du manuscrit en un plus grand nombre d'essais plus courts.

Ce livre est le premier que Paul ait voulu dédier à quelqu'un. Marinus van der Lubbe, l'incendiaire du Reichstag au début de 1933, était membre du groupe hollandais des Communistes internationalistes. En janvier 1934, Paul publiait un article où il dénonçait les tentatives de la III^e Internationale de faire de van der Lubbe un agent nazi, tandis que les nazis en faisaient un agent communiste. Paul y écrivait :

[Van der Lubbe] voyait le développement du fascisme en Allemagne et constatait que les partis ouvriers ne faisaient rien pour s'y opposer [...]. À la veille de la prise du pouvoir par les fascistes, les dirigeants ouvriers n'avaient rien à proposer si ce n'est de dénoncer la fraude dans l'activité du Parlement. Pour protester contre cette escroquerie, van der Lubbe mit le feu au Reichstag: il voulait dire ainsi qu'il était nécessaire de faire la révolution pas d'aller voter [...]. Van der Lubbe n'est pas un agent nazi, mais un ouvrier doué de conscience de classe, auquel les sympathies du prolétariat révolutionnaire devraient aller².

Il est bien difficile aujourd'hui d'en appeler à un prolétariat révolutionnaire. Mais, en évoquant la mémoire de Marinus van der Lubbe, je crois que Paul voulait nous rappeler qu'à une époque comme aujourd'hui où le capitalisme est en train de réaliser ses promesses d'écroulement économique et nous menace de guerre nucléaire et de catastrophe écologique, les limites de la réforme débouchent sur la nécessité d'une critique radicale des bases idéologiques du système et sur celle de l'abolition révolutionnaire des réalités dont elles sont l'image.

Paul Mattick, Jr.

2. P. MATTICK, *Marinus van der Lubbe: Proletarier oder Provokateur?* (Marinus van der Lubbe: Proletaire ou provocateur?) *Der Freidenker* 5/6 (4 janvier 1934), p. 7.

MARXISME ET ÉCONOMIE BOURGEOISE

INTRODUCTION

Selon Marx, dans la mesure où la critique de l'économie politique représente une classe, « elle ne peut représenter que celle dont la mission historique est de révolutionner le mode de production capitaliste et, finalement, d'abolir les classes – le prolétariat¹ ». Aux yeux de Marx, l'économie politique était l'expression théorique de la société capitaliste montante, une société qui ne trouvait rien de contradictoire dans les relations de classes qui avaient rendu son propre développement possible. La critique de l'économie politique se concentra justement sur ces contradictions, inhérentes à la production de capital, en termes théoriques et pratiques. La critique pratique était, au premier chef, la lutte réelle entre travail et capital pour les salaires et les profits dans le cadre des relations de production capitaliste. Or cette lutte contenait, et exprimait, une tendance précise du développement capitaliste, menant à la dissolution finale de ce système. Expliciter cette tendance, telle était la fonction de la critique théorique de l'économie politique.

De même que le prolétariat s'opposait à la bourgeoisie, Marx se colletait avec la théorie bourgeoise de l'économie, non pas pour la développer ou l'améliorer, mais pour détruire son apparente validité et pour, finalement, en venir à bout, grâce à l'abolition du capitalisme. La lutte de classe réelle au sein du capitalisme restait de « l'économie politique », mais vue du côté de la classe ouvrière, tandis que la critique de la théorie bourgeoise anticipait sur la fin de l'économie politique et, ainsi, sur la fin d'une société, dans laquelle cette critique est une partie nécessaire de la lutte du prolétariat pour son émancipation.

La critique marxienne de l'économie politique est, à la fois, une critique immanente de la théorie bourgeoise de l'économie

1. K. MARX, *Le Capital, Livre premier (1867)* in *Œuvres I, Économie I*, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1963, p. 555.

D'une manière générale, nous avons préféré pour les citations de Marx retenir, chaque fois qu'il était possible, la traduction donnée dans cette collection [NdT].

qui montre qu'il n'y a aucun rapport entre les hypothèses de cette théorie et les conclusions qu'on en tire, et une critique fondamentale qui affirme que la théorie bourgeoise de l'économie, en supposant que les relations économiques sont naturelles et immuables, ne réussit pas à comprendre sa propre société. Elle se condamne ainsi à se méprendre sur son développement et à mal évaluer son état à n'importe quel moment. Pour Marx, l'économie politique bourgeoise ne pouvait être la théorie de sa propre pratique. Elle ne pouvait servir que comme idéologie pour sauvegarder les conditions sociales de son existence.

Dans le passé, il est vrai, la théorie bourgeoise de l'économie a été l'expression de la lutte de classe de la bourgeoisie contre la société féodale et, dans cette mesure, elle s'est montrée capable de voir dans le développement de la production et de la productivité du travail le véhicule du changement social et la base de l'accumulation du capital. La théorie classique de la valeur-travail est née avec la montée de la bourgeoisie qui se considérait comme une classe progressiste puisqu'elle stimulait la croissance de la richesse des nations. Mais, avec sa consolidation en nouvelle classe dominante, la bourgeoisie trouva embarrassante cette première compréhension du processus du travail social car, maintenant, elle se trouvait face à une classe ouvrière qui mettait en question le capitalisme sur la base de sa propre théorie de la production fondée sur le travail, et qui demandait une plus grande part, si ce n'est la totalité, du produit social.

Désormais (pour la bourgeoisie) il ne s'agit plus de savoir si tel ou tel théorème est vrai, mais s'il est bien ou mal sonnante, agréable ou non à la police, utile ou nuisible au capital. La recherche désintéressée fait place au pugilat payé, l'investigation consciencieuse à la mauvaise conscience, aux misérables subterfuges de l'apologétique².

Marx parle ainsi de deux écoles différentes de l'économie politique, « l'économie classique », allant d'Adam Smith à David Ricardo,

et « l'économie vulgaire » qui ne peut concevoir comme but que la justification du *statu quo* capitaliste. Alors qu'il y a un rapport nécessaire entre la théorie classique et la critique marxienne de l'économie politique, cette adéquation se dissout avec le développement de la théorie bourgeoise, pour disparaître totalement avec la naissance de la théorie subjective de la valeur et la restriction de l'économie à l'étude des relations de prix et de marché. Cette relation entre Marx et les classiques ne veut pas dire qu'il y ait identité entre les concepts de valeur bourgeois et marxien, mais simplement que tous reconnaissent que c'est le travail qui confère la valeur aux marchandises. La théorie classique n'est pas une version affaiblie de la théorie marxienne de la valeur mais une théorie entièrement différente parce qu'elle n'a pu « résoudre l'énigme de la plus-value³ ».

La théorie de la valeur et de la plus-value chez Marx sous-entend l'exploitation du travail par le capital: elle ne pouvait que rencontrer l'opposition de l'économie bourgeoise et fut donc, soit ignorée, soit « réfutée » par un glissement qui, du même coup désavouait l'économie classique, de « l'économie politique » vers « l'économie » considérée comme une science positive qui se consacre à l'étude des relations d'échange, sans aucunement considérer les relations sociales de production sur lesquelles elles reposent. C'était bien ce qui devait arriver, même si Marx fut quelque peu déçu de voir le maigre accueil que reçut son travail de la part des économistes bourgeois. Ses ouvrages économiques, et plus particulièrement *Le Capital*, devinrent, pour reprendre un mot assez inapproprié de Frédéric Engels, « la Bible de la classe ouvrière » et, en tant que telle, ne rencontrèrent que la dérision de la doctrine économique bourgeoise. Le « marxisme », encore une expression malheureuse, fut reconnu idéologie de la classe ouvrière en opposition irréductible à la classe capitaliste et à l'ensemble des idées qui justifient l'existence de cette dernière.

Comme les choses ont changé ! Non seulement le capitalisme a connu des modifications considérables au cours de son développe-

3. F. ENGELS, Préface au livre II du *Capital*, ce passage n'est pas retenu par la Bibliothèque de la Pléiade.

ment qui se sont répercutées dans la théorie économique bourgeoise, mais le marxisme aussi s'est modifié selon les aléas de la société capitaliste. L'expansion victorieuse du capital et l'amélioration des conditions de vie de la classe travailleuse ont conduit à douter de plus en plus de la validité de la théorie critique de Marx. Ces doutes ont pris corps à partir non pas tellement d'une critique immanente de cette théorie, mais de la confrontation avec la réalité empirique qui semblait contredire les prévisions de Marx sur l'avenir du capitalisme. Le marxisme devint une doctrine de plus en plus ambiguë visant des buts différents de ceux qui avaient été initialement envisagés. Ce changement est bien dans la ligne de la conception marxienne, selon laquelle les modifications des conditions matérielles se répercutent sur la conscience des hommes. Il en résulte qu'il faut appliquer cette conception à la manière dont le marxisme est reçu. Ayant perdu ses implications révolutionnaires, il est devenu la fausse idéologie d'une pratique non révolutionnaire.

L'adaptation de la théorie socialiste aux réalités du capitalisme en développement s'est faite par l'incorporation dans le cadre du marxisme d'idées venues de l'économie bourgeoise. Jusqu'à une date récente, il n'y a pas eu de mouvement réciproque de la part de la bourgeoisie, car

Marx n'était pas simplement l'auteur d'un traité scientifique, mais aussi le grand dirigeant du mouvement socialiste. Par conséquent, c'était quelqu'un dont les conclusions étaient si inacceptables pour les économistes que peu d'entre eux ont eu la volonté, ou la patience de faire l'effort pour extraire de son œuvre les éléments dont ils auraient pu tirer profit. Si bien que, dans la mesure où il s'agit de l'économie politique théorique, l'influence de Marx, au moins pour un certain temps, est demeurée presque complètement négligeable.⁴

Cette attitude est, au moins, d'une cohérence exemplaire. On ne peut en dire autant des positions prises par les défenseurs de « l'économie marxiste ». De même que l'économie classique a dégénéré en économie vulgaire, une sorte de « marxisme vulgaire » a

4. W.C. MITCHELL, *Types of Economic Theory* (Types de théorie économique), New York, Kelley 1969, vol II, p. 117.

fait son apparition tentant de s'incorporer les « progrès » faits par la « science de l'économie ». La théorie de l'utilité marginale semblait fournir une meilleure approximation de la formation réelle des prix que la dérivation faite par Marx à partir de la valeur-temps de travail. L'abandon d'une théorie pour l'autre fut considéré comme d'autant plus désirable que le principe marginal n'était pas restreint aux relations d'échange capitalistes, mais pouvait être considéré comme universel, et, par conséquent, comme neutre et valable pour toute époque et toute société. Il y avait donc, tout compte fait, des « lois économiques » qui pouvaient être admises par tous, amis ou ennemis, et qui comblaient ce fossé infranchissable entre systèmes sociaux opposés.

Contrairement à Marx, les « marxistes » modernes ont tendance à voir dans la théorie économique bourgeoise plus qu'une apologétique, puisqu'elle sert les buts pratiques de la politique économique.

Si les économistes bourgeois étudient objectivement certains aspects de l'économie et si ainsi ils peuvent déterminer les résultats à attendre de telle ou telle politique, ils remplissent une fonction utile pour le capital et cela indépendamment de ce qu'ils défendent simultanément idéologiquement le système. Au lieu d'insister uniquement sur la nature apologétique de la théorie bourgeoise, les marxistes devraient considérer les conséquences pratiques de cette activité, les évaluer, et reconnaître la double fonction des économistes.⁵

Cette concession de la part du « marxisme » a trouvé son répondant dans le camp bourgeois. On y a fait des tentatives pour dépasser l'opposition stricte de l'économie bourgeoise au marxisme, de façon à utiliser certaines découvertes de ce dernier pour « l'enrichissement » de la théorie bourgeoise.

Ce double effort pour réconcilier, au moins jusqu'à un certain point, marxisme et théorie économique bourgeoise et dépasser leur antagonisme historique, est l'image d'une crise tant du marxisme

5. H. MEISSNER, *Bürgerliche Ökonomie in Modernen Kapitalismus* (L'Économie bourgeoise dans le capitalisme moderne), chapitre II, Valeur et Prix, Berlin, Dietz, 1967, pp. 684-85.

que de la théorie bourgeoise. Mais tandis que la crise du marxisme est une longue histoire remontant au tournant du siècle, celle de la théorie bourgeoise est née de la Grande Dépression, qui suivit la Grande Guerre et qui démontra la fausseté de la théorie néoclassique des prix et du marché. Cette théorie trouva une sorte de résurrection dans les modifications keynésiennes. On y admettait que le mécanisme d'équilibre du marché, dont on avait jusque-là supposé l'existence, n'était pas opératif mais qu'on pouvait le rendre tel avec un peu d'aide du gouvernement. Le déséquilibre né d'une demande insuffisante, pouvait être compensé par une production induite par le gouvernement destinée à la « consommation publique ». Cette compensation serait efficace non seulement dans des situations statiques, mais aussi dans des situations de croissance économique, à condition de suivre des politiques monétaires et financières appropriées.

Selon la synthèse « néo-keynésienne », une économie de marché, complétée par une planification gouvernementale, peut venir à bout de la susceptibilité du capitalisme aux crises et aux dépressions, et permettre, en principe, une croissance continue de la production capitaliste. La longue prospérité économique qui suivit la Seconde Guerre mondiale, semblait conforter ces prévisions. Mais, bien qu'on ait pu recourir, encore et encore, aux interventions gouvernementales, une nouvelle crise suivit cette période d'expansion capitaliste comme autrefois. Malgré toute l'habileté déployée pour accorder au plus fin les instruments économiques et obtenir un équilibre délicat entre inflation et chômage, rien ne put éviter un nouveau déclin économique se manifestant par une croissance du chômage avec, et malgré, un taux d'inflation croissant. La crise et les moyens inventés pour s'en dépêtrer se montraient également préjudiciables au capital.

Mis à part le fait que les conditions réelles de crise aient amené celle de la théorie économique bourgeoise à son sommet, son appauvrissement de longue date, résultant de sa formalisation croissante, de son recours au marginalisme et à la théorie générale de l'équilibre, avait fait lever de nombreux doutes, même parmi

les économistes universitaires. La mise en question de toutes les hypothèses de la théorie néoclassique et de ses rejets keynésiens est fréquente aujourd'hui et a conduit à un retour sans enthousiasme à l'économie politique classique, représenté avec le plus de vigueur par les soi-disant néo-ricardiens. On estime, souvent, que Marx lui-même est un économiste ricardien, et c'est en tant que tel qu'il rencontre une faveur croissante parmi les théoriciens bourgeois qui, maintenant, tentent d'intégrer son « travail de pionnier » dans leur propre spécialité: la science de l'économie. Et, de même que le retour de l'économie à l'économie politique est, dans certains milieux, considéré comme une démarche progressiste dans le domaine de la théorie économique, de même l'adoption de quelques-unes des méthodes analytiques développées par l'économie bourgeoise est vue dans le camp « marxiste » comme soulignant des similarités importantes, face aux problèmes à résoudre et dans le choix des outils disponibles pour leur solution. Et cela est valable tant pour le capitalisme que pour le socialisme, ce qui prouve qu'il y a des lois économiques générales, vraies dans toutes les sociétés.

Aussi étrange que cela puisse paraître, cet intérêt nouveau pour le marxisme en général et « l'économie marxiste » en particulier n'est pas le fait d'un mouvement ouvrier marxiste régénéré, mais se répand presque uniquement dans le monde universitaire qui est, pour l'essentiel, le monde de la classe moyenne. Un énorme flot de littérature marxiste se déverse à une époque où le mouvement ouvrier – pour ne pas parler des ouvriers comme d'une classe – se trouve à son reflux historique le plus bas dans ses aspirations à l'émancipation. « La marxologie » est devenue une profession et il y a des branches marxistes dans l'économie « radicale » et dans d'autres disciplines des sciences sociales. Cette académisation du marxisme va de pair avec l'adoption du qualificatif « marxiste » par des mouvements nationaux et sociaux qui n'ont pas la plus lointaine relation avec les problèmes auxquels s'intéressait Marx. Tout cela peut n'être que le reflet d'une marotte intellectuelle qui passera, mais, même si c'est le cas, elle est une preuve de l'état crépusculaire de la société moderne qui n'est plus le capitalisme d'autrefois mais

qui, faute d'une révolution prolétarienne, ne peut se transformer en socialisme. De plus, « le marxisme » dans ses formes apparemment « réalisées » des prétendus « pays socialistes », semble offrir une voie pour sortir de l'impasse actuelle ou, au moins, suggère la direction dans laquelle le capitalisme doit évoluer pour résoudre son problème de crise sans sacrifier ses relations sociales de classes et de production.

Ces préoccupations à propos du marxisme, que l'on rencontre communément parmi les scientifiques du social, et « la modernisation » de la théorie marxiste ont conduit à un amalgame d'interprétations erronées et contradictoires qui obscurcissent, beaucoup plus qu'elles ne les clarifient, les intentions de Marx et les conséquences de sa théorie pour la société capitaliste. Avant de discuter les efforts déployés pour intégrer le marxisme dans le corps de la théorie bourgeoise de l'économie ou pour accommoder cette dernière aux enseignements de Marx, il est inévitable une fois encore, de partir d'un exposé de la critique marxienne de l'économie politique et d'en dégager le contenu véritable. Ce n'est qu'alors qu'on pourra montrer quelle disparité il y a entre les positions de Marx et les diverses fausses interprétations que l'on retrouve dans les nombreuses tentatives faites pour supprimer les contradictions entre le marxisme et la théorie bourgeoise de l'économie. C'est pourquoi ce qui suit commence avec une présentation de la critique marxienne de l'économie politique dans une forme aussi brève que possible, puis s'étend à une discussion des différentes manières dont elle a été reçue, dans les cercles socialistes comme bourgeois. Il sera ensuite possible d'évaluer l'état présent de l'économie bourgeoise et du marxisme, d'examiner leurs relations mutuelles et de comprendre leur apparente prédisposition à se rejoindre sous la forme d'un pur reflet de la crise générale de la production capitaliste.

VALEUR ET PRIX

Quoique la théorie classique de l'économie ait pu reconnaître dans le travail la source de la valeur, elle se montra incapable de concilier production de plus-value et échange d'équivalents qu'exigeait la loi de la valeur. Par son incapacité à distinguer le travail de la force de travail, David Ricardo se condamna à ne pouvoir utiliser de manière cohérente le concept de valeur dans son étude de l'économie capitaliste et de son développement. Il admit donc que ce type d'économie allait de soi, et ne s'intéressa pas tellement aux relations d'exploitation capitalistes mais plutôt à la distribution du produit social entre ses destinataires, c'est-à-dire les salaires, les profits et la rente dont, selon lui, dépendait la fortune de l'accumulation du capital. La valeur des marchandises émergeait simplement du processus physique de production et non, comme l'affirme Karl Marx, des relations sociales de production spécifiques au système capitaliste, relations qui font d'un processus de production pur et simple un processus de production de valeur et d'expansion de celle-ci.

Comme Marx, Ricardo s'intéressait peu à la détermination des prix sur le marché, mais son attention ne portait sur l'ensemble de la production et de la distribution, déterminé par les relations de classes existantes. Selon lui, la valeur du travail était égale à son coût de production. Les profits résultaient de la différence entre le travail total exigé pour produire la subsistance des travailleurs et la valeur du produit social total. Plus grande était la part des travailleurs, plus faible celle des capitalistes, et vice versa. Du point de vue de Ricardo, cette division du produit social entre travail et capital dépend de deux facteurs: d'une part, de la valeur équivalente des moyens d'existence de la force de travail, de l'autre, de la concurrence entre travailleurs pour l'emploi, concurrence soumise à la loi malthusienne de la population. Dans cette conception, la valeur du travail varie non seulement avec son coût de production,

mais aussi avec l'état de l'offre et de la demande sur le marché du travail. Les mêmes inconsistances se retrouvent dans sa théorie de la distribution en ce qui concerne le profit et la rente, si bien que le concept de valeur cesse d'être la seule clef pour la compréhension du monde capitaliste. Il s'en suit que Ricardo se montra incapable de détecter les contradictions du capitalisme dans la production de ce système elle-même et qu'il en rechercha l'origine dans l'épuisement progressif du sol. Celui-ci, en faisant croître le coût de production du travail, diminuait les profits du capital et favorisait la rente, entravant ainsi le processus d'accumulation capitaliste.

Marx appréciait la pénétration de Ricardo, mais il ne s'en sentit pas moins obligé de relever ses inconsistances, ses ambiguïtés, ses confusions, pas tant pour renforcer la cohérence de la théorie de la valeur-travail, mais, avant tout, pour poser une question jusque-là informulée: pourquoi y a-t-il production de valeur? et pour établir une théorie qui y réponde. Marx remarqua que le concept classique de valeur, quoique dérivé de l'examen des relations d'échange capitalistes, n'est pas, d'un point de vue théorique, restreint à celles-ci. Il est tel qu'il permet d'identifier un phénomène vrai dans toute l'histoire. Cette remarque pouvait déjà être tirée de la définition de la nature humaine que donne Adam Smith, «une propension à échanger», et aussi de l'illustration que donna cet auteur de l'échange de valeur-temps de travail dans «un stade primitif et rude de la société» où n'existaient ni capital ni propriété terrienne. D'ailleurs, pour Ricardo aussi, c'était là «le fondement réel de la valeur échangeable de toutes choses, à l'exception de celles qui ne pouvaient être accrues par l'industrie humaine.»¹ Notons qu'il n'y a cependant aucune preuve que cette règle d'échange ait réellement prévalu aux époques précapitalistes. En faire l'hypothèse, ce n'est rien de plus que d'attribuer au passé des conditions contemporaines ou de faire une lecture de l'histoire avec des yeux capitalistes.

Bien entendu cet échange hypothétique de temps de travail disparut dès que le capital et la propriété privée firent leur appa-

1. P. SRAFFA, *The Works and Correspondance of David Ricardo* (Œuvres et Correspondance de David Ricardo), vol. II, Cambridge, Cambridge University Press, 1966, p. 13.

rition: de là découlèrent toutes les inconsistances de la théorie classique de la valeur. Marx fit aussi partir son analyse de la valeur de l'échange d'équivalents, mais il ne souscrit pas à l'hypothèse que ce type d'échange fût une possibilité réelle, pas plus aujourd'hui qu'hier. Il y vit un instrument méthodologique pour démontrer que l'échange d'équivalente en temps de travail présuppose l'existence des relations capital-travail et la transformation de la force de travail en marchandise: l'échange d'équivalents en temps de travail n'est rien d'autre qu'un moyen pour le capital de s'approprier la plus-value.

Traiter du phénomène de valeur était néanmoins nécessaire, pas seulement parce que c'était le principe de l'économie politique bourgeoise, mais aussi parce que les marchandises ne peuvent être échangées qu'après avoir été produites, parce que la variation du temps de production d'une marchandise à l'autre doit nécessairement avoir une influence sur leur valeur relative. Comme Marx le remarque « toute économie est une économie de temps ». Cependant le temps de travail est une chose, la valeur-temps de travail, une autre. Les marchandises apparaissent comme valeur, non parce que leur production a exigé du temps, mais parce qu'elles sont des marchandises produites pour l'échange et ont, par conséquent, besoin d'un dénominateur commun pour régler cet échange. La généralisation de la production de marchandises dans la société capitaliste, y compris la « marchandisation » de la force de travail, exige un équivalent universel pour la valeur de façon à permettre la distribution du travail social conformément aux rapports de production et de propriété existant entre capitalistes individuels, et entre ceux-ci et leurs ouvriers.

En l'absence de tels rapports de production, il serait néanmoins nécessaire de prendre en considération le temps de travail pour pouvoir assurer une production sociale rationnelle, capable de satisfaire les besoins et de répondre aux exigences des producteurs, mais dans une société sans classes et, par conséquent, sans rapport de propriété, le temps de travail ne serait qu'une donnée technique. Il n'y apparaîtrait pas comme l'expression d'une valeur dans

l'échange, mais comme une notation directe dans le processus matériel de production qui, en tant que telle, ne détermine pas la distribution du produit social. En d'autres termes, le temps de travail apparaît comme valeur-temps de travail, non parce qu'il est une exigence de la production sociale, mais parce que cette production se fait sous les conditions de production spécifiques au capitalisme,

Sans tenter de reprendre l'analyse abstraite de la valeur développée par Marx pour les marchandises et l'échange, on peut faire ici remarquer que, quoique le travail humain crée de la valeur, il ne possède pas lui-même de valeur, mais acquiert ce caractère avec le commencement de la production de marchandises et sa généralisation progressive. Pour pouvoir exprimer la valeur de n'importe quelle marchandise en termes d'une certaine quantité de travail humain, il faut que cette valeur soit représentée par autre chose que la marchandise elle-même. Elle doit avoir une existence indépendante de l'existence de la marchandise, chose utile. En tant que valeurs d'usage, les marchandises diffèrent qualitativement les unes des autres, de même que sont qualitativement distincts les types de travaux nécessaires à leur production. En tant que valeur d'échange, en revanche, elles sont exprimées quantitativement sous forme de quantités différentes de travail indifférencié. Marx écrit ainsi :

Le produit du travail est, dans n'importe quel état social valeur d'usage ou objet d'utilité; mais il n'y a qu'une époque déterminée dans le développement historique de la société qui transforme généralement le produit du travail en marchandise, c'est celle où le travail dépensé dans la production des objets utiles revêt le caractère d'une qualité inhérente à ces choses, de leur valeur².

Le concept de valeur, fondée sur le travail et vue comme une qualité objective de la marchandise, naît avec la domination de la production de marchandises sous les auspices des entrepreneurs capitalistes et la mise à disposition du travail salarié – bref dans une société où les relations sociales de base prennent la forme de rapports entre possesseurs de marchandises, soit biens en capital,

2. K. MARX, *Le Capital, Livre premier* (1867), in *Œuvres I, op. cit.*, pp. 392-3.

soit force de travail. Ces relations semblent naître naturellement de la production sociale elle-même, alors qu'en réalité leur source est dans la classe capitaliste et les rapports d'exploitation qui prévalent dans ce stade particulier du développement général des forces sociales de production. Les relations sociales qui, après tout, sont des relations entre personnes prennent ici la forme de relations entre marchandises. Dans ces conditions:

Les travaux privés ne se manifestent en réalité comme divisions du travail social que par les rapports que l'échange établit entre les produits du travail et indirectement entre les producteurs. Il en résulte que pour ces derniers les rapports de leurs travaux privés apparaissent ce qu'ils sont, c'est-à-dire non des rapports sociaux immédiats des personnes dans leurs travaux mêmes mais bien plutôt des rapports sociaux entre les choses.³

Voilà ce qu'il en est; un fait historique trouve son expression théorique dans la théorie de la valeur-travail. Il ne sert à rien de nier la validité de cette théorie, même si celle-ci se réfère à rien de plus qu'un système social de production qui ne peut être «social» que par le truchement des relations d'échange spécifiques au capitalisme, par le biais de la production de marchandises. Parce que l'exploitation est partie intégrante de ce processus, la classe qui en profite verra dans l'échange des marchandises le régulateur de la production sociale, répartissant le travail social dans les proportions socialement exigées, comme s'il était guidé par une «main invisible». Cette «main invisible» correspond à ce que Marx appelle «le fétichisme de la production de marchandises», le contrôle des producteurs par leur propre produit, la subordination de la production sociale et, par conséquent, de la vie sociale en général, aux vicissitudes des aléas du marché,

Pour montrer que le concept de valeur est lui-même une catégorie fétichiste, Marx fait référence à un mode de production non capitaliste, mais qui exigerait lui aussi que le temps de travail soit pris en considération sans pour autant être obligé de recourir à la forme d'une relation de valeur entre marchandises, et où la reconnaissance

3. *Id.* p. 607.

de ce que le travail individuel est part du travail social total pourrait permettre la régulation consciente de la production sociale selon la volonté des producteurs associés, Marx écrit :

L'économie politique a bien, il est vrai, analysé la valeur et la grandeur de valeur, quoique d'une manière très imparfaite. Mais elle ne s'est jamais demandée pourquoi le travail se représente dans la valeur, et la mesure du travail par sa durée dans la grandeur de valeur des produits. Des formes qui manifestent au premier coup d'œil qu'elles appartiennent à une période sociale dans laquelle la production et ses rapports régissent l'homme au lieu d'être régis par lui paraissent à sa conscience bourgeoise une nécessité tout aussi naturelle que le travail productif lui-même.⁴

La théorie bourgeoise de la valeur-travail représenta un effort double pour comprendre et justifier le système capitaliste de production. Cherchant un élément ordonnateur dans le désordre général des événements du marché, elle le trouva dans le travail contenu dans les marchandises qui fixait leur valeur relative et régissait leur échange. Sans se soucier de savoir pourquoi les rapports capitalistes de production doivent prendre la forme de relations de valeur entre marchandises, les théoriciens bourgeois affirmèrent que les prix, variant sur les marchés, ne sont que des modifications temporaires des valeurs d'échange des marchandises, déterminées par le temps de travail. À les en croire, la loi de la valeur répartit le travail social par l'intermédiaire des relations d'offre et de demande, ou, inversement, la tendance à l'équilibre que l'on suppose exister entre l'offre et la demande, sous-entend un équilibre en termes de quantités de temps de travail, c'est-à-dire la régulation automatique de la production sociale.

Ce n'est pas dans le seul esprit bourgeois mais bien dans le camp marxiste que, souvent, on voit dans la théorie de la valeur, tant dans sa version classique que marxiste, un mécanisme d'équilibre, à l'œuvre par l'intermédiaire du marché, et effectuant la distribution

4. *Ibid*, p. 614.

du travail social exigé par le système dans son ensemble⁵. Pourtant, pour Marx, l'action de la loi de la valeur ou, et c'est la même chose, l'absence de régulation consciente de la production sociale interdit toute espèce d'équilibre et s'impose à l'économie « comme loi naturelle régulatrice, de même que la loi de la pesanteur ne fait sentir à n'importe qui lorsque sa maison s'écroule sur sa tête⁶ ». La dynamique de la production capitaliste exclut toute situation d'équilibre pour la distribution du travail comme pour tout autre aspect de l'économie. Ce que la loi de la valeur amène, ce sont des conditions de crise qui affectent la production capitaliste dès que la dynamique est détériorée par une distribution du travail social qui gêne, voire empêche, l'expansion du capital.

La production de valeur est, il est vrai, production de plus-value et n'est pas réellement un échange entre travail et capital, mais bien l'appropriation d'une partie du produit des travailleurs par les capitalistes possesseurs des moyens de production. Si des salaires sont bien payés pour la force de travail, leurs équivalents en marchandises sont produits par les travailleurs qui produisent en plus les équivalents en marchandises de la plus-value, des profits des capitalistes. Les salaires ne font que déterminer les conditions dans lesquelles les travailleurs peuvent produire, à la fois leurs propres moyens de subsistance et le surproduit qui revient aux capitalistes. L'échange capital-travail n'est qu'apparent, car les moyens de production et aussi le capital avancé sous forme de salaires sont une partie de la plus-value déjà appropriée au cours de cycles de production antérieurs. Ce processus trouva son point de départ historique dans le divorce entre les travailleurs et les moyens de production – c'est-

5. Citons parmi tant d'autres l'exemple de I. I. RUBIN qui dit, dans ses *Essays on Marx Theory of Value* (Essais sur la théorie de la valeur de Marx), traduction anglaise par M. Samardžija et F. Perlman d'après la troisième édition russe parue à Moscou et Leningrad en 1928, Detroit, Black and Red, 1972, écrit, p. 67:

« La loi de la valeur est la loi d'équilibre de l'économie de marchandises [...] Le but de cette théorie (de Marx) est de découvrir les lois d'équilibre de la distribution du travail derrière la régularité de l'égalisation entre choses dans le processus d'échange [...] Le sujet de la théorie de la valeur est l'interrelation des différentes formes de travail au cours du processus de distribution qui s'établit à travers les relations d'échange entre choses, c'est-à-dire entre produits du travail. »

6. K. MARX, *Le Capital, Livre premier* (1867), in *Œuvres I, op. cit.*, p. 609.

à-dire dans l'accumulation primitive du capital, qui créa le premier le travailleur salarié moderne. Fondamentalement, l'allocation du travail social n'est donc pas réellement organisée par les relations d'échange mais par les rapports sociaux de production. Comme la loi de la valeur, le « travail salarié » et le « capital » sont des catégories fétichistes, masquant des rapports d'exploitation capitalistes. Mais, toujours comme la « valeur », elles n'en sont pas moins des noms qui désignent des relations réelles déterminant la nature et le développement du capitalisme.

Parler d'allocation du travail social par la loi de la valeur, ce n'est pas se référer à une nécessité générale valable pour tous les systèmes de production, mais exclusivement aux conditions de la société capitaliste. Il n'est donc pas question ici d'une allocation du travail qui satisfasse aux exigences régulatrices de la production sociale des divers objets d'utilité, dont la vie sociale dépend, mais d'une allocation qui s'effectue sur la base de la division entre travail et surtravail, valeur et plus-value, par l'intermédiaire de relations d'échange représentées par la valeur d'échange des marchandises. L'allocation du travail social qu'exige la satisfaction des besoins réels de la population ne se fait qu'accessoirement par l'allocation de ce travail pour la production de valeur d'échange. Quoique, d'une manière générale, les valeurs d'échange doivent aussi être valeurs d'usage, c'est le premier caractère et non le second qui détermine si un bien sera produit ou non. Le capital ne produit rien: il s'approprie la plus-value grâce au caractère de valeur d'échange de la force de travail. La taille de cette dernière est déterminée par la division du travail en travail nécessaire et en surtravail, le premier étant celui qu'exigent la production et la reproduction de la force de travail. C'est donc le rapport quantitatif entre travail nécessaire et surtravail qui décide si la production capitaliste est entreprise ou non, et qui, par là, détermine l'allocation du travail social dans les conditions de la production du capital.

Il n'y a pas d'autres limites sociales à la production de valeur d'échange, forme abstraite de la richesse, que celles qui empêchent l'accroissement de la plus-value, c'est-à-dire l'extension de l'exploita-

bilité de la force de travail. Les capitalistes s'évertuent à s'approprier le maximum de plus-value, de travail impayé, tout simplement parce qu'ils sont des capitalistes. Ce fait est complètement indépendant de ce qu'ils sont en concurrence avec d'autres capitalistes, mais les contraint d'augmenter leur capital en accroissant leur appropriation de plus-value. L'allocation du travail est abandonnée au gré des vents, à l'action de la « main invisible » de la loi de la valeur, et la production des marchandises utiles est déterminée par leur seule valeur d'échange, c'est-à-dire par leur capacité de transformer la plus-value en capital additionnel. L'allocation du travail social est donc fixée par l'expansion du capital et l'existence d'une accumulation indique que la loi de la valeur distribue le travail social conformément aux relations d'exploitation de la production du capital.

L'accumulation du capital est un processus dynamique qui sous-entend un déséquilibre continu. L'appropriation de la plus-value et son expansion supposent des changements constants de la productivité du travail, donc des relations de valeur et d'échange en général, aussi bien pour le travail que pour le capital. Ce n'est que conceptuellement que l'on peut considérer le système comme stationnaire, pour essayer de comprendre ses mouvements. En fait il n'y a pas de situation statique, le système s'étend ou ne contracte, il n'est en équilibre à aucun moment.

Faire croître la productivité du travail, c'est produire plus avec moins de travail. La valeur-temps de travail pour une marchandise donnée décroît donc si la productivité s'élève. Mais on produit alors une plus grande quantité de marchandises qu'auparavant dans un même temps ce qui compense la perte de valeur-temps de travail que subit une marchandise donnée. La même valeur d'échange, ou éventuellement une plus grande, s'exprime maintenant dans une plus grande quantité de valeurs d'usage. Pour que l'effet de cet accroissement de la productivité du travail soit positif pour les capitalistes, il faut que le rapport entre travail nécessaire et surtravail soit modifié dans le bon sens. Ce résultat peut s'obtenir de deux manières: soit par un allongement de la journée de travail, c'est-à-dire par un accroissement de la plus-value absolue, soit par

un accroissement de la productivité du travail qui réduit la valeur de la force de travail en réduisant celle des marchandises dans laquelle elle trouve son expression. C'est cette augmentation de la plus-value relative qui est la raison capitaliste de la croissance de la productivité.

Le double caractère de la marchandise, à la fois valeur d'usage et valeur d'échange, permet l'existence de la plus-value. Les travailleurs reçoivent (en paiement) la valeur d'échange de leur force de travail, les capitalistes en obtiennent la valeur d'usage, c'est-à-dire la capacité de produire des biens en surplus, au-delà de ceux qui correspondent au travail nécessaire. L'accumulation du capital suppose la décroissance de la valeur de la force de travail, entraînée par la croissance de sa productivité. Mais comme cette croissance affecte toutes les marchandises produites, et pas seulement celles qui constituent l'équivalent marchandise du travail nécessaire, un accroissement de la production n'est pas obligatoirement accompagné d'une augmentation égale de la valeur d'échange. Il s'en suit que la production de valeur est non seulement l'instrument de sa propre expansion, mais aussi une procédure qui peut mener au déclin relatif de la valeur d'échange comparativement à l'expansion physique de la production et de la masse de marchandises.

Ce mouvement contradictoire, inhérent à la nature à double face de la production de marchandises, contraint les capitalistes à des efforts toujours plus grands pour s'approprier la plus-value, car ce n'est que par un accroissement relativement plus rapide de la plus-value que peut être tenu en échec le déclin de la valeur d'échange associé à une productivité accrue du travail. Dans un système en expansion comme le capitalisme, une masse plus grande de marchandises peut fournir une masse de plus-value équivalente voire plus importante quoique la valeur d'échange des marchandises ait diminué. Le déclin n'existe alors que comme tendance, sans arrêt contrebalancé par l'expansion et l'extension du capital, et passe ainsi inaperçu. Il n'en est pas moins un aiguillon de l'accumulation du capital et cela indépendamment des exigences de la concurrence intercapitaliste. C'est de cette manière que le déclin relatif de la

valeur d'échange se traduit par une croissance absolue de la valeur et de la plus-value, par l'accumulation du capital.

En répartissant le travail social dans le système capitaliste, la loi de la valeur a pour effet premier d'entraîner une division constamment changeante entre travail nécessaire et surtravail dont découlent des altérations continues des relations d'échange, tant du point de vue valeur d'usage que valeur d'échange des marchandises. Il faut toutefois faire remarquer que la loi de la valeur n'est pas une loi naturelle comme celles qui régissent les phénomènes physiques, même si elle semble bien s'affirmer comme telle, opérant hors d'atteinte du contrôle des hommes. Elle se rapporte en fait aux résultats d'un système de production sociale qui, à cause de ses rapports sociaux particuliers, ne peut envisager, et d'ailleurs n'envisage pas, la production comme une entreprise sociale: il ne trouve sa « régulation » qu'à travers la liaison entre valeur d'usage et valeur d'échange des marchandises.

La plus-value est appropriée sous forme de marchandises. Celles-ci, comme celles qui correspondent aux exigences du travail nécessaire, peuvent posséder la qualité d'avoir une utilité bien définie, même si celle-ci doit s'exprimer quantitativement dans la valeur d'échange. La quantification des différences qualitatives entre diverses marchandises, comme entre divers types de travail, s'accomplit de fait dans la forme monétaire dans laquelle s'expriment toutes les relations de valeur. Tous les objets d'utilité voient leur valeur d'échange et leur commensurabilité s'exprimer en termes de monnaie, forme la plus abstraite de la valeur et son équivalent universel. Selon Marx:

L'autonomisation dans l'argent de la valeur d'échange de la marchandise est elle-même le produit du développement des contradictions au sein de la marchandise, entre la valeur d'usage et la valeur d'échange, et tout autant de la contradiction qu'elle ne recèle pas moins qui font que le travail déterminé, particulier de l'individu privé doit se représenter par son contraire, comme du travail égal, nécessaire, général, et sous cette forme comme travail social. La représentation en argent de la marchandise n'implique pas seulement le fait que les différentes grandeurs de valeur des marchandises sont mesurées

par la représentation de leur valeur respective dans la valeur d'usage d'une marchandise exclusive; mais en même temps qu'elles se représentent toutes sous une forme où elles existent comme incarnation du travail social et par conséquent peuvent être échangées contre toute autre marchandise, traduites à volonté dans n'importe quelle valeur d'usage⁷.

La forme argent de la valeur est la contrepartie du travail abstrait, c'est-à-dire du travail en soi, sans prendre en compte ses diverses qualifications. Il est vrai que le travail abstrait n'existe pas en tant que tel, indépendamment des divers types concrets de travail, pas plus que la forme abstraite des valeurs d'échange, l'argent, ne nie leur aspect valeur d'usage. Dans l'un comme l'autre cas, toutefois, ce qui est sans signification lorsqu'on prend le point de vue du processus physique de la production et de l'échange devient vérité dans une société produisant du capital. Et il ne peut en être autrement. Selon Marx, il y a réellement dans le capitalisme une tendance à transformer le travail concret en travail abstrait, le travail qualifié en non qualifié et le travail spécialisé en travail général, en pure force de travail. Si on laisse de côté cette tendance, on peut tout de même exprimer quantitativement la différence entre travail qualifié et non qualifié en considérant le premier comme du travail simple multiplié, c'est-à-dire comme un travail qui produit en moins de temps une quantité de valeur et plus-value donnée, incorporée dans les marchandises. Dans la réalité, les entreprises capitalistes ne s'attachent pas aux qualifications individuelles de leur force de travail; elles ne le font que dans la mesure où le processus physique de la production est en jeu. Mais il ne s'agit pas alors d'effectuer des calculs commerciaux, car ceux-ci n'incorporent que la somme totale des salaires considérés comme des coûts de production. La facture salariale mesure le coût du temps de travail social, sans prendre en compte les différentes contributions individuelles qui y entrent et qui fournissent une certaine quantité de marchandises, contenant le temps de travail nécessaire et le surtravail dépensés pour leur production. Ce qui est vrai d'une entreprise unique l'est aussi de

7. K. MARX, *Théories sur la plus-value*, Livre IV du *Capital*, traduction publiée sous la responsabilité de Gilbert Badia, Paris, éd. Sociales, 1978, tome III, p. 154.

l'ensemble de la production sociale, si bien qu'à chaque instant le temps de travail social total est égal au temps total correspondant aux marchandises produites quelles que soient les différences dans le processus concret du travail.

Le travail social est, par nécessité, du travail abstrait. De même que ce n'est pas le temps de travail particulier de tel producteur individuel, mais le temps de travail socialement nécessaire qui entre dans la détermination de la valeur de la marchandise, de même le produit de toute entreprise spécifique, dans chacune des différentes sphères de la production, doit être socialement nécessaire pour être une part de la production de valeur. L'interdépendance de la production sociale est devenue un fait de l'existence sociale; elle soumet tous les producteurs séparés à sa nécessité: chaque capitaliste ne produit qu'une part du produit social total et le marché détermine s'il s'agit bien d'une partie de ce tout. C'est alors la totalité de la production sociale, l'ensemble du temps de travail dépensé pour créer la masse totale de marchandises, qui détermine si et à quel degré le producteur individuel est aussi un producteur social et, par là, autorisé à avoir sa part du produit social.

Dire que tous les producteurs individuels sont gouvernés par les exigences capitalistes de la production sociale n'est rien d'autre que de remarquer que c'est la masse totale du travail social abstrait effectué qui fixe les limites des diverses parts de plus-value qui échoient aux capitalistes individuels. Il s'agit là de travail abstrait parce qu'il n'est pas associé à un type particulier de production, mais représente la somme des différents processus de production soumis à la loi de la valeur, à la distribution du travail social total qui permet au capitalisme d'exister et de s'étendre. En tant que somme, il n'a pas d'existence concrète mais est un conglomérat de toutes sortes de travaux, sans référence à leurs caractéristiques particulières. Mais c'est, de plus, du travail abstrait, aussi parce qu'aucun arrangement conscient de la production sociale n'existe dans la réalité. En fait, le caractère social de la production doit s'affirmer, pour ainsi dire, derrière le dos des producteurs, par l'intermédiaire de leurs produits et des relations quantitatives de valeur qui existent entre eux.

Chaque capitaliste calcule son capital en termes d'argent. Il entre dans la production pour accroître celui-ci et, bien entendu, en termes d'argent. S'il échoue, il n'a pas employé son capital de manière capitaliste: il n'a pas accru sa valeur. Inconscients des exigences réelles de production de valeur d'usage que pose l'existence sociale, les capitalistes luttent pour obtenir le maximum de valeur d'échange, seul critère du succès de leurs opérations. S'ils réussissent, ils ont du même coup satisfait aux besoins sociaux, déterminés de manière capitaliste, en termes de valeur d'usage, S'ils échouent, il faut que leur capital, dans la mesure où il n'est pas simplement perdu, soit réengagé autrement pour fonctionner comme capital. Il s'en suit qu'amasser de la valeur d'échange, ou son équivalent universel l'argent, c'est réaliser l'allocation du travail social en fonction des exigences de valeur d'usage de la production du capital, Mais cette fonction ne peut s'effectuer qu'à travers la forme abstraite de la valeur, la monnaie, et à travers la transformation du travail individuel concret en travail social abstrait.

Parce que, dans l'économie monétaire de concurrence, les capitalistes ne peuvent s'intéresser qu'au maintien et, par conséquent, à l'accroissement de leur capital, les nécessités sociales doivent s'affirmer face au manque de considération du social de la part des producteurs individuels, et de fait à travers ce manque. Comment alors expliquer qu'avec ce processus de production fragmenté, dépourvu de toute considération du social, il n'en existe pas moins une régularité manifeste et une tendance certaine au développement de la production du capital ? Selon la conception bourgeoise classique, c'est le mécanisme concurrentiel du marché qui en est responsable puisqu'il tend vers l'établissement d'un équilibre de l'offre et de la demande tel que les prix du marché avoisinent la valeur des marchandises. Ici, le processus de production se trouve régi par l'intermédiaire du processus d'échange et seul celui-ci mérite donc la considération des théoriciens. S'abstraire du processus de production permet de s'abstraire des relations sociales de production et, par conséquent, de la production de marchandises, processus de production de plus-value.

Pour Marx, tout au contraire, c'est s'abstraire de la concurrence et des relations de marché qui permet de mettre à nu ce qui gouverne le capitalisme et détermine son développement. Ce ne veut pas dire que la concurrence sur le marché n'a pas de fonction régulatrice, mais que ces fonctions sont, en retour, prédéterminées par ce qui se passe dans la sphère de la production. Les marchandises ne sont pas produites dans le seul but d'être échangées; plus exactement, l'échange de marchandises est un moyen pour extraire la plus-value, extraction sans laquelle il n'y aurait pas de marché capitaliste. La production capitaliste a comme corollaire la division du temps de travail, inclus dans toute marchandise, entre travail nécessaire et surtravail. Si on fait l'hypothèse, qui peut éventuellement correspondre à la réalité, que toutes les marchandises sont échangées, travail nécessaire et surtravail passent par le marché pour atteindre leur destination sociale: le premier satisfait les besoins de consommation des travailleurs, le second, ceux des capitalistes et de leurs serviteurs et se trouve incorporé à l'expansion du capital. Ce processus présuppose l'allocation du travail social à la fois par rapport à la valeur d'usage et par rapport à la valeur d'échange, de façon à fournir les quantités proportionnées de biens de consommation et de biens de capital qu'exige la reproduction sans heurts du capital, soit sur une même échelle, soit sur une échelle élargie⁸. Cette allocation du travail social doit se réaliser par le biais d'activités non coordonnées d'entités de capital diverses, dans leur chasse concurrentielle à la plus-value. Et, si cette allocation s'effectue en quelque manière, ce

8. Les exigences du processus de reproduction capitaliste ont été illustrées par Marx dans ses schémas de reproduction abstraite du livre II du *Capital* (troisième section, chap. xx et XXI de l'édition d'Engels, formant les chapitres XII et XIII de l'édition de la Bibliothèque de la Pléiade, Paris 1968, *Œuvres II*, p. 750 à 863). Dans ces diagrammes la production sociale totale est divisée en deux secteurs: production de moyens de production, production de moyens de consommation. Chaque secteur est composé de capital constant et de capital variable et produit de la plus-value. Marx imagine que les transactions entre ces deux secteurs sont telles qu'elles reproduisent le capital social total, soit sur la même échelle, soit sur une échelle élargie. Mais ce que présupposent les diagrammes de reproduction imaginée – c'est-à-dire l'allocation du travail social exigé pour le processus de reproduction – doit, dans la réalité, être réalisé d'abord aveuglément à travers les luttes non coordonnées des capitaux individuels qui constituent le capital total.

résultat n'est pas celui d'une tendance à l'équilibre provenant des relations d'offre et de demande, mais provient des changements des rapports de temps de travail au lieu même de la production, rapports eux-mêmes déterminés par les proportions valeur plus-value de la production du capital. Parce que la production de marchandises est subordonnée à celle du capital, l'allocation sociale du travail est déterminée par l'accumulation du capital. L'élément régulateur de la production du capital doit donc être recherché, non dans le marché, mais dans la production de valeur et de plus-values fixée par les rapports capitalistes de production.

L'échange de marchandises sur le marché doit aboutir à l'accumulation du capital. S'il ne vise pas ce but, il n'y aura aucune possibilité que les marchandises s'échangent complètement, ce qui est une condition nécessaire de l'égalisation de l'offre et de la demande. Dans une situation où la propension des travailleurs à consommer est restreinte à la valeur de leur force de travail, c'est-à-dire à la partie nécessaire du temps de travail social total, l'ensemble de la plus-value, sous sa forme marchandise, doit être consommé par les capitalistes pour que soit assurée l'échangeabilité de tout ce qui a été produit. Si c'était le cas, on aurait alors la reproduction simple, un état qui est étranger au capital. C'est donc la partie de la plus-value accumulée qui permet l'échangeabilité de toutes les marchandises et conduit ainsi à une apparente identification entre offre et demande, identification qui n'indique pourtant pas un équilibre de la production et de la consommation, mais un rapport entre travail nécessaire et surtravail assurant la reproduction élargie du capital. Voilà ce qui, seul, peut fournir la base d'une allocation du travail entre les diverses sphères et branches de la production. C'est, donc là, encore, une allocation qui résulte des rapports sociaux de production et par conséquent des relations de valeur dans lesquelles ils trouvent leur expression fétichiste.

Le processus de production capitaliste réel est affaire de production de marchandises et de possibilité de les vendre sur le marché. C'est l'héritier de processus précapitalistes de production dans lesquels les générations précédentes visaient à une sorte de coordination entre

leur production et la possibilité de la commercialiser. La « socialisation » progressive de la production, résultant de l'extension de la division du travail et de l'expansion des relations de marché, n'a pas empêché les producteurs individuels de trouver, par tâtonnements, quelque équilibre entre la production et l'échange de leurs marchandises. Aucun d'entre eux n'aurait pendant longtemps surproduit et gaspillé son temps à fabriquer des marchandises invendables, mais, en revanche, il aurait tenté d'accroître sa production si la demande pour des biens vendables avait elle-même augmenté. En ce sens, la variation des rapports entre l'offre et la demande a certainement affecté l'allocation du travail puisqu'on produisait pour le marché, le temps de travail se répartissant selon les exigences spécifiques aux divers produits et trouvant son image dans leurs prix. C'est ainsi que l'allocation du travail à travers les relations de marché précédant le capitalisme fournit le point de départ de l'allocation capitaliste du travail social par la loi de la valeur.

Cette allocation du travail social par la loi de la valeur est autre chose que son allocation par les relations d'offre et de demande dans un marché limité. En effet, cette dernière se fondait sur les valeurs d'usage de marchandises produites par du travail concret, tandis que l'allocation par la loi de la valeur repose sur la valeur d'échange et le travail abstrait. Les prétendues lois du marché de la théorie bourgeoise, que l'on évoque depuis Jean-Baptiste Say jusqu'à aujourd'hui ou presque, provenaient de l'idée que chacun produit pour consommer, que l'offre crée sa propre demande et que l'allocation du travail ne reflète rien de plus que l'extension de la division sociale du travail. Et, de fait, dans les premiers stades du capitalisme, à cause de la relative rareté du capital et de la productivité encore limitée du travail, les aspects valeur d'usage de la production semblaient dominer les relations d'échange. Mais l'extension du mode capitaliste de production et l'expansion du capital ont eu comme conséquence de déplacer l'accent de la valeur d'usage vers la valeur d'échange. Mais, cela va de soi, de même que les valeurs d'usage du passé avaient aussi des valeurs d'échange, la valeur d'échange qui domine aujourd'hui ne peut se dispenser de

son incarnation dans des valeurs d'usage définies. Et ce sont leurs valeurs d'échange et leur expansion qui, maintenant, dans une mesure croissante, déterminent le caractère des valeurs d'usage et rendent leur production dépendante de l'accumulation du capital. En d'autres termes, les valeurs d'usage ne sont produites que dans la mesure où leur valeur d'échange incorpore de la plus-value utilisable pour augmenter le capital existant.

La plus-value est le but de la production et l'expansion du capital dépend d'une allocation du travail social capable d'assurer la reproduction élargie du capital social totale *via* l'accumulation de capitaux individuels. C'est l'interdépendance des divers processus de production qui exige l'expansion du capital social total de façon que soit assurée celle des entités séparées de capital. Toutefois le capital total est un fait, pas une donnée sur laquelle bâtir des calculs. Il consiste, bien entendu, en la somme de tous les capitaux existant à un moment donné. Il s'agrandit grâce à toutes les tentatives isolées des capitaux séparés, chacun d'entre eux trouvant dans ses efforts pour s'accroître à la fois soutien et limite dans l'expansion des autres capitaux. Le capital total dispose de la plus-value totale, elle aussi inconnue, mais néanmoins quantité réelle, sous forme d'équivalent marchandise, exprimée en terme de monnaie. Il n'y a aucune manière de déterminer avec certitude la quantité de plus-value nécessaire pour assurer la reproduction élargie du système dans son ensemble, reproduction dont la croissance des capitaux séparés dépend. Les capitaux individuels peuvent seulement tenter d'accroître leurs propres profits en augmentant leur production par anticipation de marchés plus grands. Ils peuvent réussir ou ne pas réussir: leur succès, ou leur échec, se vérifie dans la sphère de la circulation, bien qu'il soit en fait déterminé dans celle de la production par le rapport entre travail nécessaire et surtravail exigé pour que le capital total s'accumule.

C'est dans le sens même où le capital total est un fait sans être une donnée (chiffable), où la plus-value totale est une quantité réelle mais inconnue, que la loi de la valeur est sous-jacente aux relations de marché et de prix, et ce quoique valeur et plus-value ne

soient pas des phénomènes directement observables ou mesurables. Dans la théorie classique, rappelons-le, la valeur-temps de travail, ou « prix naturel », détermine « les quantités respectives de biens qui seront donnés en échange les uns pour les autres », bien qu'il y ait des « déviations accidentelles et temporaires des prix de marché des marchandises à partir de ce prix primaire et naturel⁹ ». Selon Ricardo, ce sont les rapports variables de l'offre et de la demande qui conduisent à ces déviations temporaires des prix par rapport à la valeur, mais ce sont aussi eux qui « empêchent les prix de marché de rester pendant un temps quelconque, soit très au-dessus, soit très au-dessous du prix naturel ». Il s'en suit qu'on peut négliger ces déviations et identifier prix et valeur. Cette équation valeur et prix s'est transportée dans la théorie néoclassique, bien qu'elle s'y exprime en termes de valeur subjective. Dans la théorie de Marx, au contraire, seuls les prix ont une existence dans le monde capitaliste réel, même si ces prix trouvent leur détermination sociale dans les relations de valeur.

Quoique les quantités de travail nécessaire et de surtravail n'apparaissent pas ouvertement dans les marchandises, la production de celles-ci témoigne de ce que ces travaux sont bien entrés dans leurs prix. Marx n'a pas essayé de découvrir, dans le prix des marchandises, le temps de travail qui y est contenu. Pour lui, en effet, la production capitaliste n'est possible que sur la base des relations de prix qui diffèrent des relations de valeur. Mais c'est justement cette différence qui fait que la loi de la valeur-travail est la clef pour comprendre le monde capitaliste réel, la formation des prix et le développement du système. Pour Marx, comme pour les économistes classiques et pour n'importe qui, seuls les prix existent. En ce qui concerne les relations d'échange, la valeur, qu'on la considère comme étant d'ordre objectif ou subjectif, n'est pas une catégorie empirique observable mais une catégorie explicative. En tant que telle, elle ne cesse pas pour autant d'être un phénomène réel, mais elle se manifeste non en ses propres termes, mais en termes de prix précisément parce que la société capitaliste repose

9. D. RICARDO, in P. Sraffa, *op. cit.*, pp.88-97.

sur des relations de valeur. Ces dernières, dont la source n'est pas dans le processus physique de production mais dans les rapports sociaux dans le cadre desquels celui-ci se déroule, ne peuvent, pour cette raison même, être directement reconnaissables dans les marchandises individuelles, ou dans telle ou telle sphère de la production, mais n'apparaissent seulement que dans le fait que le capitalisme existe en tant que système social et qu'il s'étend ou se contracte selon les cas.

C'est la valeur et la plus-value, et non le travail et le surtravail, qui déterminent la formation des prix et leur variation. Mais ces prix ne sont pas des prix au sens général anhistorique, tels que les conçoit la théorie économique bourgeoise: ce sont des prix spécifiques au mode de production capitaliste. Ils ne sont fixés ni par l'offre et la demande, ni par les besoins ou les possibilités physiques, mais bien par l'accumulation du capital social total qui impose la distribution de la plus-value sociale totale par des relations de prix qui, quoique ne modifiant en rien le contenu temps de travail des marchandises, altère leur valeur d'échange relative, pour répondre aux exigences de plus-value du système dans son ensemble.

Les prix doivent dévier de la valeur pour que l'existence et l'expansion du capital soient possibles. Cependant l'expression « les prix dévient de la valeur » est une expression quelque peu malheureuse car elle mélange des termes explicatifs et empiriques et paraît se référer à un processus empiriquement vérifiable, alors que la réalité observable ne montre pas de valeur mais des prix de marché. Il est néanmoins impossible d'éviter la dualité valeur-prix si on veut comprendre pourquoi les prix sont ce qu'ils sont et pourquoi ils varient. En revanche cette « déviation » des prix par rapport à la valeur n'entraîne pas que le contenu temps de travail des marchandises puisse être déduit de leurs prix, puisque ce temps serait comme caché tandis que les prix sont tout à fait observables. La valeur des marchandises ne peut trouver son expression que dans les prix et n'existe pas hors les relations de prix.

Si la valeur de la marchandise ne peut apparaître que dans son prix, prix qui cesse de mesurer son contenu temps de travail, la

théorie de la valeur-travail semble, de fait, être contredite par le processus d'échange réel. S'il reste vrai, bien entendu, que le prix lui-même se rattache à des quantités de temps de travail, l'échange, régi par les prix, n'est pas un échange d'équivalents de temps de travail. L'économie classique prend comme point de départ l'observation évidente que les marchandises sont produites par du travail. Elle supposait que leurs valeurs relatives devaient être proportionnelles au temps de travail incorporé en elles, mais ne put que constater qu'il n'en allait pas ainsi dans la réalité. Marx partit, lui, de la divergence entre valeur et prix dans le but de découvrir si cette déviation rendait ou non la théorie de la valeur-travail redondante. Il est vrai que Marx, à ses débuts, est un ricardien, mais Smith et Ricardo, s'ils avaient déjà soulevé la question de la différence entre valeur et prix, n'avaient pu réussir à concilier ce fait avec la théorie de la valeur-travail.

Adam Smith se rendit compte que, dans le cadre des relations capitalistes de propriété, les valeurs d'échange des marchandises ne correspondent pas au temps de travail, car à côté des salaires elles contiennent le profit et la rente. Ricardo remarqua que l'accumulation du capital créait des proportions différentes entre capital fixe et capital circulant dans les diverses industries, et des durées de vie différentes du capital fixe: cela interdit l'échange sur la base de valeurs temps de travail. De manière incohérente, Smith et Ricardo reléguèrent l'échange de valeurs temps de travail à un stade antérieur de la société, «avant que ne soient utilisées beaucoup de machines ou de capital durable...». «Mais, ajoute Ricardo, après l'introduction de ces instruments coûteux et durables, les marchandises produites par l'emploi de capitaux égaux seront de valeur très inégale¹⁰». Ainsi, le principe de l'échange de temps de travail ne pouvait s'appliquer au capitalisme industriel ou ne le pourrait qu'avec de grandes modifications. L'identité valeur et prix est une chose du passé qui n'est plus vraie pour le capitalisme.

En dépit de quelques affirmations ambiguës de Marx que l'on peut attribuer au caractère inachevé et provisoire des manuscrits

10. *Id.* p. 42.

regroupés dans le deuxième et le troisième livres du *Capital*, et si on en juge par le corpus complet de son œuvre et par sa cohérence interne, il est tout à fait clair que, pour lui, la valeur est une catégorie historique en ce sens qu'elle a évolué avec la production capitaliste de marchandises et qu'elle est appelée à disparaître avec ce système. Pourtant Marx trouva « entièrement conforme à la réalité de reconnaître à la valeur des marchandises la priorité non seulement théorique, mais aussi historique, sur les prix de production¹¹ ». De cette remarque, F. Engels tira la conclusion que la loi de la valeur dominait tout échange de marchandise, depuis le début de cet échange il y a quelques milliers d'années jusqu'au xv^e siècle, époque à partir de laquelle l'échange proportionnel au temps de travail s'est transformé en échange disproportionné, en échange en termes de prix de production¹². Mais ce point de vue fait de la valeur une catégorie anhistorique, comme elle l'est pour Smith et Ricardo. De plus, il relègue le concept de valeur à la sphère de l'échange, et non à celle des rapports sociaux de production, et identifie de manière inexacte la valeur temps de travail avec le temps de travail en soi.

Pourtant il est évident que les marchandises sont produites par du travail et que le temps de travail doit être pris en compte dans l'établissement de relations d'échange plus ou moins régulières. Ce qu'on peut produire en une heure ne sera certainement pas de bon gré commercialisé comme produit exigeant, disons, cinq heures. Si c'est à cet état de choses que l'on veut se référer en parlant de « loi de la valeur », alors, bien sûr, elle ne s'applique qu'à des situations non capitalistes. Or c'était justement l'intention de Marx de démontrer que la loi est valable pour les conditions capitalistes.

[Retenir le premier point de vue c'est attribuer à la loi de la valeur] autant de rapport avec la valeur dans le capitalisme qu'en a l'existence de la monnaie comme moyen d'échange avec la monnaie comme capital. Que, dans l'échange, la prise en considération « rationnelle » mutuelle des quantités de temps de travail dépensé ait été un fait

11. K. MARX, *Le Capital, livre trois* (1864-1875), in *Œuvres II, op. cit.*, p. 970.

12. F. ENGELS, *Ergänzungen und Nachtrag zum 3. Band des Kapital*, (compléments et additions au livre III du *Capital*), *Marx-Engels Werke*, vol. 259 p. 909.

historique ou une pure hypothèse de la théorie classique, cela est sans effet sur la question que Marx se posait: comment la loi de la valeur s'affirme-t-elle dans une société où il n'y a aucune considération «rationnelle» mutuelle des exigences en temps de travail de la production sociale, mais seulement la poussée aveugle des producteurs individuels pour amasser du capital? Il est par conséquent sans intérêt de savoir si l'échange était ou non approximativement un échange de quantités de temps de travail. D'ailleurs, de toute façon, ce ne serait pas là la valeur temps de travail abstraite de la théorie de Marx, mais seulement le temps de travail au sens classique, c'est-à-dire une unité de compte pour des quantités de temps de travail concret, effectué dans le processus physique de production.

Marx écrit ainsi:

Étant donné que le prix n'est pas égal à la valeur, l'élément qui détermine la valeur – le temps de travail – ne peut être l'élément où s'expriment les prix; car le temps de travail devrait alors exprimer soi-même, à la fois comme facteur déterminant et non déterminant, comme équivalent et non équivalent. Le temps de travail n'existant qu'idéalement comme mesure de valeur, il ne peut servir de substance pour la comparaison des prix [...] La différence entre prix et valeur exige que la valeur en tant que prix se mesure à un autre étalon qu'elle-même.¹³

La valeur ne peut avoir sa mesure en elle-même, seulement sous sa forme prix. Sous cette dernière forme, elle trouve sa détermination sociale qui annule toutes les diverses valeurs temps de travail des marchandises, ainsi que la différence entre les diverses sortes de travail exigées pour leur production. Le caractère «social» de la production du capital apparaît non dans les relations de valeur mais dans les relations de prix.

«L'état antérieur» de la société, dont parlent Smith et Ricardo, où l'échange en temps de travail est la «règle générale», est une

13. K. MARX, *Fondements de la critique de l'économie Politique* (1857-1858), une traduction française complète a été donnée par Roger Dangeville, Anthropos, Paris, 1969. Le passage cité se trouve vol. I, p. 74, mais nous avons préféré ici la version donnée par la Pléiade in *Œuvres II, op. cit.*, p. 201.

invention de leur imagination, car l'échange de valeur présuppose la plus-value, c'est-à-dire le caractère marchandise de la force de travail, et le fait que ce caractère domine la production sociale: bref, la société capitaliste. Née dans le cadre des conditions capitalistes qui se créaient, la théorie de la valeur ne pouvait être comprise que lorsqu'elle deviendrait une théorie de la plus-value. Adam Smith a bien vu, à certains moments, que le profit et la rente étaient des déductions des produits de la classe travailleuse, mais, à d'autres, il parle des salaires, des profits et de la rente comme de composantes indépendantes de la valeur d'échange. Si Ricardo insiste sur le travail comme seule source de valeur, il n'arrive pas à faire cadrer ce fait avec l'échange inégal qui prend place dans la réalité. Cette confusion a troublé l'économie classique. Elle y prit la forme du problème de la différence entre valeur «réelle» et valeur «d'échange». Il ne s'agissait pas là seulement de distinguer entre valeur d'usage et valeur d'échange, mais aussi entre cette dernière et la valeur en soi. On relia la «valeur d'échange» au pouvoir d'achat d'une marchandise et sa valeur réelle à la quantité de travail dépensé pour la produire. On exprima aussi cette différence en parlant de valeur relative et de valeur absolue. C'est cet état de la théorie de la valeur que Marx découvrit et dont il partit dans l'intention de clarifier la divergence entre prix et valeur. Pourtant, bien qu'ayant parfaitement conscience de cette divergence, Marx n'en commença pas moins par considérer les relations de valeur comme isolées. Mais c'était justement l'examen des relations de prix qui le conduisit à cette analyse. Celle-ci effectuée, il lui devenait possible de renverser la procédure et de montrer comment les prix dérivent des relations de valeur. Mais ce n'est là que théorie: dans la réalité, il n'y a que les prix, dont les mouvements, avec leurs conséquences pour l'accumulation du capital, révèlent les relations de valeur qui les régissent.

Dans une lettre à Kugelmann, Marx écrivait:

Même s'il n'y avait pas de chapitre sur la valeur dans *le Capital*, mon analyse des conditions réelles fournirait la preuve et la démonstration du véritable rapport de valeur. Tout ce verbiage à propos de la nécessité de démontrer le

concept de valeur ne repose que sur une ignorance totale, non seulement du problème en cause, mais aussi de la méthode scientifique.¹⁴

Les rapports réels apparaissent, bien sûr, comme des relations de prix, comme la vente et l'achat de la force de travail, comme la prédominance du profit, de l'intérêt et de la rente, de l'offre et de la demande, de la concurrence et du taux de profit moyen. Mais toutes ces relations constituent le monde phénoménal du capitalisme et ne jettent aucune lumière sur ses connexions internes et sa dynamique particulière. Or, pour découvrir celles-ci, il faut procéder à une analyse systématique des catégories économiques existantes et de leurs interrelations, de façon à distinguer l'essentiel du dérivé, la réalité de l'apparence. En principe, cette analyse peut trouver n'importe quel point de départ dans la multiplicité du monde capitaliste. Marx a choisi de partir de la marchandise et de son caractère de valeur, parce que son analyse du capital s'est construite à partir de la critique de la théorie classique de la valeur. Il aurait pu aussi bien commencer avec l'analyse des prix du marché, pour finir avec les relations de valeur, forme fétichiste des rapports capitalistes de production.

La valeur temps de travail d'une marchandise est liée au temps de travail socialement nécessaire pas au temps de travail individuel. Elle se manifeste comme valeur sur le marché et est l'image d'une sorte de grossière productivité sociale moyenne, dont dévie chaque valeur produite individuellement. Les variations des conditions de production d'une entreprise à l'autre conduisent à des différences de valeur avant même que se produisent les déviations des prix dues aux fluctuations des relations de marché. Ces dernières affectent les oscillations des valeurs produites individuellement, oscillations qui se font autour de la valeur établie socialement par le marché; cette dernière prenant alors sa forme finale de prix de marché variable, différent de la valeur de marché. Comme la valeur, la valeur de marché d'une marchandise n'existe pas en tant que telle.

14. K. MARX, *Lettre à Kugelmann*, citée ici d'après les *Selected Works of Marx and Engels* (œuvres choisies de Marx et Engels), éd. en Langues étrangères, Moscou 1962 vol. II, p. 461.

Elle apparaît sous forme d'un prix bien défini ou d'une échelle de prix. Dans la mesure où les prix sont déterminés par les valeurs de marché, ils résultent des efforts isolés des capitalistes pour assurer leur profitabilité. Les prix, les données qui servent aux capitalistes de points d'orientation, s'établissent indépendamment de leurs activités individuelles et sont, de fait, le résultat de leurs efforts mêmes pour établir et modifier les valeurs de marché de leurs marchandises. C'est de cette manière que les prix vont évoluer lorsque la productivité du travail varie (par exemple baissent si celle-ci s'accroît), ce qui suppose que la division entre travail nécessaire et surtravail (ou, pour employer la formulation capitaliste, la relation entre salaires, coûts de production et prix des marchandises sur le marché) a été modifiée.

La valeur de marché dans une sphère particulière de la production diffère des valeurs produites individuellement mais domine les relations d'échange. Il s'en suit que les taux de profit diffèrent d'une entreprise à l'autre lorsqu'elles opèrent dans des conditions différentes de production. Comme tous les producteurs d'un bien donné doivent vendre celui-ci au même prix, image de la valeur sur le marché, leurs profits varieront. Au lieu de prix différents qui dériveraient de leurs valeurs hétérogènes, ils voient s'installer des prix grossièrement identiques et des taux de profit différents. La détermination sociale de la valeur s'exprime dans la concurrence des prix, à travers tous les efforts de la part des capitalistes individuels pour s'assurer un taux de profit suffisant pour rester en activité, c'est-à-dire pour s'approcher du taux de profit déterminé par la valeur de marché des marchandises, l'égaliser ou le dépasser.

Si l'on suppose un taux d'exploitation égal dans toutes les entreprises d'une sphère de production donnée, hypothèse qui est, au mieux, approximativement vraie dans la réalité, l'existence de différences dans les conditions de production conduisant à des taux de profit différents se traduit par une « composition organique » différente des divers capitaux. Ce terme marxien désigne le rapport du capital constant au capital variable, c'est-à-dire du capital investi dans les moyens de production au capital investi dans la force de

travail, tous les deux étant exprimés en termes de valeur et pris dans un sens technique. Comme le taux de profit est « mesuré » par rapport au capital total (c'est-à-dire par rapport à la somme capital constant plus capital variable) et comme seule la partie variable fournit de la plus-value, un capital de forte composition organique (où le capital constant est relativement plus grand que le capital variable) devrait fournir un taux de profit plus faible qu'un autre pour lequel ces conditions sont renversées. Autrement dit, ce n'est pas seulement la détermination de la valeur de telle marchandise par le temps de travail socialement nécessaire qui conduit à des taux de profit différents dans une sphère donnée de la production: les différences dans les conditions de la production générale, caractérisées par des compositions organiques variables, différencient encore plus le taux de profit. Bien qu'on puisse concevoir que, dans telle sphère de la production, les conditions de production soient uniformisées par la concentration du capital et que, dans une certaine mesure, ce soit bien le cas, cette uniformisation ne peut être réalisée entre des sphères totalement différentes même si, ici encore, la concentration du capital crée une tendance dans cette direction – tendance que tiennent toutefois en échec les aspects valeur d'usage de la production du capital.

L'expansion du capital ne peut se libérer de son incarnation dans des valeurs d'usages comme la force de travail, les divers moyens et matériaux de production et les utilisations sans nombre des marchandises produites. Le côté matériel ou physique d'une production qui, sous son aspect abstrait, est une croissance de la valeur d'échange, ne peut être nié, mais seulement infléchi pour l'adapter aux besoins de l'accumulation du capital. Chaque sphère de la production produit ce que la demande courante exige de sa marchandise particulière, le tout étant déterminé par l'expansion du capital et l'état du système dans son ensemble. Subordonnées à la valeur d'échange, les exigences de valeur d'usage inévitables dans la production capitaliste s'affirment par le biais de la concurrence capitaliste au sein d'une sphère donnée de la production comme entre sphères différentes. À la recherche des meilleurs profits, le

capital erre d'une sphère à l'autre et, par ses errements, établit une sorte de taux de profit moyen social ou général. Ce taux de profit est la moyenne de tous les taux moyens des différentes sphères de production. Bien entendu :

[...] la même somme, quand elle remplit sa fonction effective de capital dans les sphères de production particulières, donne des profits réels très différents: c'est à partir de leur écart par rapport au niveau moyen idéal et seulement au terme d'un procès, par une réaction, que le niveau s'établit constamment et ce, toujours seulement au cours de périodes de circulation du capital relativement longues. Pendant quelques années, le taux de profit sera supérieur dans certaines sphères; au cours des années suivantes il sera inférieur [à la moyenne] – c'est après qu'on a réuni les résultats des années considérées ou une série de telles évolutions, qu'il en résultera le profit moyen. Ainsi celui-ci n'apparaît jamais comme quelque chose qui est donné immédiatement, mais comme le résultat moyen d'oscillations contradictoires.¹⁵

Mais il ne fait aucun doute qu'abstraction faite de différences insignifiantes, fortuites, se compensant mutuellement, il n'existe pas et il ne pourrait exister de différences dans les taux moyens de profit, pour les différentes branches d'industrie, sans que tout le système de la production capitaliste s'en trouve aboli.¹⁶

Si on aborde cette question du point de vue de la théorie de la valeur, on remarquera que la mécanique du processus consiste à établir des valeurs de marché dans les sphères séparées de la production et à égaliser les taux de profit entre elles par des mouvements de capital de l'une à l'autre. Les prix, correspondant aux valeurs de marché, représentent le temps de travail socialement nécessaire, assigné aux marchandises par la concurrence. Ce sont les prix que les capitalistes doivent payer pour les marchandises qu'ils achètent et utilisent dans leur propre processus de production. Ils constituent leurs coûts, le point de départ de tous leurs calculs commerciaux. Toutefois, ici, ces coûts sont considérés comme des relations de valeur avant de devenir des prix de production qui englobent le profit

15. K. MARX, *Théories sur la plus-value*, op. cit., vol III, p. 547.

16. K. MARX, *Le Capital III* (1864-1875), in *Œuvres II*, op. cit., p. 945.

capitaliste. Sous cette forme, les coûts n'existent pas dans la réalité, car les éléments de la production sont achetés sur le marché, où les prix contiennent déjà le profit réalisé. Les coûts doivent donc être déduits par l'analyse des prix de production. Cette dissociation de la composante profit des composantes temps de travail qui constituent les dépenses capitalistes pour la production exige une expérience par la pensée¹⁷ qui sépare la composante profit des composantes valeur des prix de production. Si on considère la société dans son ensemble, il est non seulement possible, mais tout à fait réaliste, de mettre, d'un côté, le total de tous les coûts et, de l'autre, le total de tous les profits, ces deux composantes de la valeur temps de travail totale dépensée dans la production. Si on examine le capitalisme de ce point de vue favorable, il est clair que quelle que soit la composition des prix de production, les prix réels ne peuvent exprimer rien d'autre que la valeur et la plus-value totale des marchandises mises sur le marché. En ce sens, nous dit Marx :

La loi fondamentale de la concurrence capitaliste restée incomprise de l'économie politique, loi qui régit le taux général de profit et les « prix de production » déterminés par ce taux, est fondée [...] sur cette différence entre la valeur et le coût de la marchandise et sur la possibilité qui en résulte de vendre des marchandises au-dessous de leur valeur tout en réalisant un profit.¹⁸

Dans le monde capitaliste réel, la seule chose qui importe, c'est qu'il existe un prix de vente suffisamment au-dessus des coûts pour permettre de s'approcher du taux de profit général. Ce taux est le point d'orientation qui fixe les réactions capitalistes aux événements du marché. Les différences de taux de profit sont perçues par comparaison des prix de marché avec les coûts. Dans chaque sphère de production, le taux moyen de profit détermine l'expansion des capitaux individuels, en ce sens qu'un bas taux de profit découragera

17. Expression tirée du langage de la physique quantique. Il s'agit d'une expérience conceptuelle (*Gedanke Experiment*) qu'on ne peut réaliser dans la pratique, éventuellement pour des raisons fondamentales, mais dont on peut déduire les résultats et ainsi tester la validité des hypothèses ou expliciter les conséquences fondamentales qui y sont incluses [NdT].

18. K. MARX, *Le Capital III* (1864-1875), in *Œuvres II*, op. cit., p. 889.

les investissements ultérieurs et même éliminera les capitaux de profitabilité insuffisante. Le capital se déplacera alors vers d'autres sphères de la production où les taux de profit sont comparativement plus élevés, promettant ainsi une possible expansion profitable du capital. Il n'est pas question de réaliser un déplacement en bloc de capital, sous forme de moyens de production, d'une branche à une autre (même s'il n'est pas exclu qu'un même type de moyens de production puisse servir à fabriquer des biens appartenant à une autre sphère), mais de faire passer de nouveaux investissements d'une branche moins profitable à une autre qui l'est plus. Cette opération est d'autant plus facile que l'accumulation du capital marche la main dans la main avec le développement du système de crédit. Car « le crédit est le moyen par lequel le capital de toute la classe des capitalistes est mis à la disposition de chaque sphère en proportion, non pas du capital que possèdent les capitalistes de cette sphère, mais de leurs besoins de production. »¹⁹

Pour reprendre les mots mêmes de Marx :

Une baisse du taux de profit inférieur à la moyenne idéale dans n'importe quelle sphère, si elle se prolonge, suffit à provoquer un retrait du nouveau capital en lui-même. Car c'est l'apport de nouveau capital additionnel, plus encore que la répartition de celui déjà investi, qui assure la péréquation dans la répartition du capital entre les sphères particulières [...] Dès que la différence se manifeste d'une façon ou d'une autre, alors interviennent des mouvements de fuite ou d'afflux de capitaux affectant les sphères particulières. En dehors du fait que cet acte de péréquation nécessite du temps, le profit moyen n'apparaît, dans chaque sphère particulière elle-même, que dans la moyenne des taux de profit qui sont réalisés, par exemple au cours d'un cycle de sept ans, etc., suivant la nature du capital. Les simples variations au-dessous ou au-dessus de ce profit moyen, quand elles ne dépassent pas l'ampleur moyenne et qu'elles ne prennent pas de formes extraordinaires, ne suffisent pas pour provoquer un transfert de capital, à quoi il faut ajouter les difficultés que le capital fixe oppose à ces transferts. Des conjonctures momentanées ne peuvent avoir d'effet que dans une mesure limitée et davantage en attirant ou refoulant du

19. K. MARX, *Théories sur la plus-value*, in vol. II, *op. cit.*, p. 239.

capital additionnel, qu'en agissant sur la distribution du capital déjà investi dans les différentes sphères.

On voit que tout cela constitue un mouvement très compliqué où l'on doit tenir compte aussi bien des prix de marché dans chaque sphère, des coûts de production comparés des différentes marchandises, de l'état de l'offre et de la demande à l'intérieur de chaque sphère, que de la concurrence des capitalistes des différentes sphères, sans oublier en outre que la péréquation plus ou moins rapide dépend de la composition organique particulière des capitaux (par exemple selon qu'il y a plus de capital fixe ou davantage de capital circulant) et de la nature particulière de leurs marchandises, suivant que leur nature de valeur d'usage permet plus facilement de les retirer rapidement du marché ou non, d'en accroître ou d'en diminuer l'offre en fonction de l'état des cours.²⁰

Quelle que soit la complexité de ce processus, on ne peut comprendre le taux de profit général qu'en se référant aux relations sociales de valeur. Or celles-ci ne sont pas quelque chose de donné dont on pourrait déduire le taux général de profit; au contraire, l'existence d'un taux général de profit exige une explication cohérente avec le processus de production matérielle réel dans sa forme capitaliste et cela conduit nécessairement aux relations du temps de travail.

Le profit moyen, donc aussi les coûts de production, serait purement imaginaire et inconsistant si nous ne prenions pas pour base la détermination de la valeur. La péréquation des plus-values dans les différentes affaires ne change rien à la grandeur absolue de cette plus-value totale, mais modifie seulement sa répartition dans les différentes sphères de production. Quant à la détermination de cette plus-value elle-même, elle ne résulte que de la détermination de la valeur par le temps de travail. Sans cette dernière, le profit est une moyenne de rien, une simple chimère. Et il pourrait alors être aussi bien de 1000 que de 10 %.²¹

D'autre part, le taux de profit moyen ne peut être expliqué directement en termes de valeur; il faut faire référence à la concurrence capitaliste, quoique celle-ci ne puisse elle-même accroître

20. *Id.*, vol. III, p. 548-9.

21. *Ibid.*, vol. II, p. 214.

ou décroître la plus-value donnée, mais seulement affecter sa distribution.

Si on oublie complètement les relations de valeur pour ne s'intéresser qu'aux événements du marché, on se convainc immédiatement que tout capitaliste particulier qui produit des marchandises spécifiques et est en concurrence avec d'autres capitalistes étendra sa production aussi longtemps qu'il en tirera les profits habituels. Si son profit décroît régulièrement, il cessera d'accroître sa production. Il en résultera un manque d'investissements nouveaux qui, dans le cadre général d'une économie en expansion, apparaîtra comme un déclin relatif de la production des marchandises dans laquelle ce capitaliste particulier était spécialisé. Or, si l'on examine le même phénomène sous l'autre angle, on verra que les changements dans la composition du capital social total, au cours de l'accumulation, peuvent réduire voire éliminer totalement la demande pour ce type de marchandises, si bien que ce capitaliste va connaître son manque de profitabilité par le déclin de la demande. Alors, soit il essaiera de se tailler une part plus grande d'un marché en déclin aux dépens des autres capitalistes, soit il se retirera de cette sphère particulière de la production. Dans l'un et l'autre cas, la production de marchandises dans laquelle est engagé chaque capitaliste dépend d'un processus qui dépasse sa compréhension, car il est déterminé par les exigences de l'allocation de temps de travail du système dans son ensemble.

Le système dans son ensemble n'est, répétons-le, rien d'autre que la production combinée de toutes les entreprises capitalistes, donc une masse de valeur et de plus-value qui représente des quantités de temps de travail socialement nécessaires incarnées dans des marchandises. Cette masse de valeur et de plus-value est à chaque instant d'une grandeur déterminée qui ne peut être modifiée que par la destruction ou l'expansion de capital. Cette masse fixe les limites dans le cadre desquelles chaque capital peut se mouvoir et, par conséquent, les bornes de l'accroissement de chaque capital particulier. La viabilité du système repose sur une distribution de la plus-value sociale totale qui assure l'expansion du capital en termes

physiques et en termes de valeur. Cette distribution ne peut être réalisée que par la contrainte de la concurrence qui, quoique ne s'attachant pas à cette distribution en elle-même, l'affecte néanmoins en réalisant la moyenne du taux de profit à travers les besoins de profit des capitaux individuels.

Comment s'effectue, dans la réalité, cette égalisation du profit qui conduit au taux moyen ? Si des marchandises ont été produites en excès par rapport à la demande effective, déterminée par l'accumulation du capital social total, une partie du travail social total a été gaspillée. Certaines marchandises représentent alors sur le marché une quantité plus petite de travail abstrait que celle qui est réellement incorporée en elles. Certaines d'entre elles ne peuvent être vendues et les autres le sont à un prix plus faible. Il s'ensuit que le profit baisse. L'inverse se produit si la quantité de travail social effectué dans une certaine sphère de la production n'est pas assez forte pour satisfaire à la demande sociale : les prix et, avec eux, les profits seront alors plus élevés que la moyenne. Cette sur- ou sous-production, par rapport aux nécessités sociales dans le cadre de la production capitaliste, ne résulte pas de l'offre et de la demande, mais a sa source dans l'expansion ou la contraction du capital social total et dans les bouleversements du processus de production qui leur sont liés. Ces changements par rapport aux exigences de valeur d'usage, ces variations de la capacité de celle-ci à servir de porteur à la valeur d'échange, se montrent d'abord dans le processus de circulation, sur le marché, où on les subit sous forme de désaccords entre l'offre et la demande, affectant le taux de profit.

Il est clair que ces réarrangements de structure du capital en expansion qui, d'un côté, naissent de la poursuite aveugle des profits et qui, d'un autre, contraignent les capitalistes à des efforts toujours renouvelés et toujours aussi aveugles pour maintenir leur rentabilité, ne peuvent constituer un processus sans à-coups, fixant le taux de profit moyen à un niveau assurant un équilibre entre l'offre et la demande. En tout cas, un tel « équilibre » – c'est-à-dire une allocation du travail social total qui corresponde aux exigences de l'accumulation du capital social total – ne saurait exister en tant

que réalité immédiate à un moment particulier, mais, tout au plus, que comme moyenne, prise sur un certain nombre d'années, de mouvements très irréguliers du capital. Le taux de profit moyen apparaît dès lors comme une tendance à laquelle tous les capitalistes sont, à chaque instant, également soumis. Néanmoins, la concurrence capitaliste qui amène cette tendance réussit, quoique de manière contradictoire et avec toutes sortes de pertes, à effectuer une redistribution continue du capital social.

L'expérience enseigne aux capitalistes que les taux de profit ne peuvent être fixés arbitrairement. Ces capitalistes ne peuvent agir sur les prix de marché qui constituent leurs coûts de production; ces derniers sont ce qu'ils sont, déterminés par les valeurs temps de travail et le profit moyen incorporés en eux. De même, leurs propres prix de vente sont circonscrits dans certaines limites, selon le niveau de la concurrence dans leurs sphères de production respectives. Leur profit ordinaire est l'expression empirique du taux de profit moyen. C'est ce profit ordinaire que le capitaliste espère de l'emploi de son capital – qu'il soit grand ou petit – quelle que soit son activité. Que son capital ait à « tourner » plus lentement ou plus vite que d'autres, que ses produits doivent être vendus sur des marchés proches ou éloignés, dans tous les cas, le capitaliste compte sur le profit habituel pour ses investissements et il fixe ses prix en conséquence.

[...] chaque circonstance qui rend un investissement plus ou moins rentable qu'un autre – tous étant considérés comme également nécessaires dans certaines limites – entre en ligne de compte en tant que motif de compensation valable une fois pour toutes [...] Tous ces motifs de compensation que les capitalistes font valoir mutuellement lors du calcul réciproque des prix des marchandises dans les différentes branches de la production, ne signifient qu'une chose, à savoir que tous ont le même droit, au prorata de leur capital, au butin commun, la plus-value totale.²²

Comme les taux de profit ne peuvent être égalisés au cours du processus de production, le taux de profit moyen ne peut se former

22. K. MARX, *Le Capital III* (1864-1875), in *Œuvres II*, op. cit., p. 999.

que dans la sphère de la circulation. Là, les différences entre taux de plus-value n'entrent pas en compte car c'est la plus-value totale, sa masse, qui se trouve distribuée également entre les capitaux individuels sous forme du taux de profit général. Cette distribution de la plus-value sociale totale, répondant aux nécessités de la production du capital, s'exprime sur le marché par les rapports concurrentiels d'offre et de demande, par la sur- ou sous-production dans les différentes sphères, par leurs corrections, et par les relations de prix associées par le truchement desquelles la plus-value est transférée d'une sphère de production à une autre. Et ainsi, tandis que chaque entreprise capitaliste lutte pour le maximum de travail non payé, ses profits ne dépendent pas de la plus-value extraite de sa propre force de travail, mais sont déterminés par la quantité de capital qu'elle commande et par le taux de profit moyen. La grandeur de ce taux dépend, bien sûr, de la plus-value sociale totale et par conséquent du degré d'exploitation à l'échelle sociale, si bien que le désir des capitalistes d'obtenir le maximum de travail non payé, quoique n'affectant pas le processus de moyenne des taux de profit, détermine la taille de ceux-ci à un moment donné. Tandis que la formation du taux de profit moyen conduit à une différence entre la plus-value produite par les capitaux individuels et les profits qu'ils reçoivent, la grandeur de la plus-value sociale totale reste la limite de la somme des parts en lesquelles elle peut être divisée. Il est ici tout à fait immatériel de savoir si la plus-value totale est ou non réalisée en termes de prix. Ce n'est d'ailleurs jamais le cas en réalité. Car:

Quand bien même une partie de la plus-value, n'ayant pas son expression dans le prix de la marchandise, ne participerait pas à la formation de celui-ci, la somme constituée par le profit moyen et la rente normale pourrait être inférieure mais jamais supérieure à la plus-value totale.²³

Quelle soit la manière compliquée par laquelle les mouvements du profit amènent ceux du capital, et ces derniers réciproquement les mouvements du premier, le tout dans un processus incessant

23. *Id.*, p. 1442.

et imbriqué de production et d'échange, impossible à figer et à disséquer, si ce n'est de manière purement conceptuelle dans une tentative pour séparer toutes ces composantes imbriquées qui constituent la production sociale et le processus de distribution, une chose au moins est certaine: peu importe comment la masse sociale de plus-value peut se répartir parmi les capitalistes, la masse de profits, ou plus-values ne peut, elle, rien être d'autre que la plus-value totale créée dans le processus de production.

Au concept de capital dans son ensemble et à l'explication du taux général de profit comme résultant de la moyenne, dans et entre toutes les sphères de production, des taux de profit de tous les capitaux avec leurs compositions organiques différentes, correspondent en pratique le fait que chaque capital séparément n'est qu'une partie du capital social total et ne se distingue de lui et des autres capitaux individuels que par sa taille particulière. Parce que les compositions organiques des divers capitaux sont différentes, se crée une composition organique sociale moyenne du capital, telle que le rapport entre capital constant et capital variable fasse que la plus-value soit égale au profit; autrement dit la plus-value totale fournit un taux de profit bien défini correspondant à la composition organique sociale moyenne du capital. Marx, nous l'avons déjà signalé, appelait capitaux de « haute composition organique » ceux pour lesquels le pourcentage de capital constant est plus grand et le pourcentage de capital variable plus faible que ceux des capitaux ayant justement la composition organique sociale moyenne, et capitaux de « basse composition organique » ceux pour lesquels c'est l'inverse. Il peut y avoir des capitaux ayant la même composition organique que la moyenne sociale; ils pourraient alors avoir le taux de profit déterminé par cette composition moyenne. Leurs prix de production, coûts et profits, seraient égaux, ou, au moins, approximativement égaux, à la valeur et à la plus-value contenues dans leurs marchandises. Dans toutes les autres sphères de la production, la plus-value variera, mais les taux de profit seront les mêmes, c'est-à-dire correspondant au taux de profit général, tel qu'il dérive de la composition organique moyenne

du capital social total. Leurs prix de production s'écarteront de la valeur de leurs marchandises, mais cela ne changera rien au fait que la somme de tous les prix de production, prise sur la société dans son ensemble sera égale à la somme totale de la valeur et de la plus-value des marchandises produites. C'est pour cette raison que Marx a suggéré de considérer les capitalistes comme s'ils ne formaient qu'une seule et grande compagnie par actions et les divers capitaux, dans la mesure où il s'agit de leurs profits, comme s'ils appartenaient à de nombreux porteurs de parts, se partageant les profits de la compagnie, proportionnellement au nombre de parts en leur possession.

Chaque unité de 100 de capital investi, quelle que soit sa composition retire chaque année, ou à toute autre période, le profit qui, pour cette même période, revient à ces 100, la tantième partie du capital total. En ce qui concerne les profits, les différents capitalistes jouent ici le rôle de simples actionnaires d'une société par actions dans laquelle les parts de profit sont réparties uniformément en pourcentage; pour le capitaliste individuel, elles ne diffèrent que suivant l'importance du capital engagé par chacun dans l'entreprise commune, c'est-à-dire suivant la part relative de chacun dans cette entreprise, en fonction du nombre de ses actions. C'est pourquoi la fraction du prix des marchandises devant remplacer les éléments du capital consommé dans leur production et, par conséquent, servir à racheter ces valeurs – autrement dit le coût de production – dépend exclusivement des investissements dans les secteurs de production respectifs; mais l'autre élément du prix des marchandises, le profit ajouté à ce coût de production ne dépend pas de la masse de profit produit dans un secteur de production par un capital déterminé, dans un temps donné. Il dépend de la masse du profit qui revient en moyenne à tout capital engagé tant qu'il est une partie aliquote du capital social total investi dans l'ensemble de la production.²⁴

Les enchevêtrements de la production sociale sont tels qu'ils vouent à l'échec toute tentative pour retrouver le contenu de valeur spécifique aux prix des marchandises ou pour déduire de ces prix leur contenu spécifique en valeur. Le « désenchevêtrement » n'est

24. *Ibid.*, p. 951.

qu'une possibilité théorique, une dissociation par la pensée de ce qui ne peut être réellement séparé: les prix de marché des valeurs de marché, les coûts des prix de production, la valeur de la force de travail de ses modifications entraînées par les déviations des prix de production de la valeur des marchandises qui constituent le capital variable. Tenter théoriquement de pénétrer l'étonnante complexité de la production capitaliste, c'est se trouver contraint non seulement d'adopter des procédures analytiques qui ne peuvent être reproduites dans la réalité, mais aussi de construire un modèle de la production et de la distribution capitalistes qui ne peut être identique au système directement observable mais qui, essentiellement, en retient les caractéristiques fondamentales dont son existence dépend. Mis à part le fait que les données nécessaires pour une étude strictement empirique du système soient inaccessibles et que celles qui existent soient en grande mesure inutilisables pour analyser la production capitaliste, la nature même de l'économie de marché et du système des prix interdit toute investigation réaliste, fussent en termes de ses propres catégories superficielles.

S'il en était autrement, s'il était possible de retrouver dans les relations de prix les relations de valeur sous-jacentes, il ne s'agirait essentiellement que d'un exercice académique sans conséquence pratique. Car le système capitaliste ne peut exister que comme système de prix, même s'il trouve sa « régulation » (que d'ailleurs il ne souhaite pas), ses possibilités et ses limites dans les relations de valeur temps de travail. La loi de la valeur qui se rapporte aux nécessités générales s'imposant aveuglément au système capitaliste de production et d'échanges n'a pas d'existence indépendante des relations de prix, n'est pas quelque chose à laquelle ces dernières pourraient être comparées, mais a sa réalité dans les prix eux-mêmes, considérés dans le contexte d'un système de production, qui est production de capital. Il n'y a donc pas de « loi de la valeur » qui soit un phénomène concret: il y a une manière de considérer la société capitaliste du point de vue de ses nécessités inévitables. Cela amène à reconnaître que ces nécessités doivent être satisfaites par le travail social, par l'allocation de ce travail en proportions définies

c'est-à-dire en quantité de temps de travail qui prennent la forme de valeur temps de travail, justement parce qu'elles sont exprimées en termes de prix.

Toute tentative de la bourgeoisie et de tous ceux qui sont satisfaits du système capitaliste pour se pencher sur les relations de valeur, vues comme des relations de temps de travail, serait l'expression d'une perversité inutile. C'était un luxe que pouvaient s'offrir les économistes classiques, à l'époque initiale du développement capitaliste mais qui devient de plus en plus nuisible lorsque les conditions ont évolué et que s'accroît la polarisation des rapports de classes. C'est en effet un don du ciel que la forme prix de la valeur ait masqué non seulement les rapports d'exploitation qui sont à la base, mais aussi le caractère de valeur de la production elle-même. Car:

La transformation des valeurs en prix de production contribue à obscurcir la base de la détermination même de la valeur [...] [et] il est logique que le capitaliste perde ici la notion même de la valeur; car il ne se trouve pas devant le travail total que la production de la marchandise a coûté, mais seulement devant la partie de ce travail qu'il a payée sous forme de moyens de production, qu'ils soient vivants ou morts: ainsi le profit lui apparaît comme quelque chose d'extérieur à la valeur immanente de la marchandise. Dès lors, cette idée se trouve parfaitement confirmée et puissamment consolidée par le fait que, pour un secteur de production particulier, le profit ajouté au coût de production n'est pas effectivement fixé par les limites de la formation de valeur qui s'opère dans sa propre sphère, mais est déterminé par des facteurs purement extérieurs.²⁵

C'est donc aussi bien la discrétion que l'ignorance, et d'ailleurs rapidement la seule ignorance, qui fait que les capitalistes aient oublié les rapports réels de production et d'échange pour se cramponner à leur apparence extérieure sur le marché.

Dans la réalité la valeur des marchandises est la grandeur qui, d'un point de vue théorique, existe en premier. Elle comprend la somme des salaires, des profits et de la rente, tout à fait indépendamment

25. *Ibid.*, p. 960.

de leurs qualités relatives, qui s'expriment dans les prix. Cette grandeur se retrouve aussi en fin d'analyse lorsqu'on considère, comme on le doit, le système dans sa totalité, quelle que soit la distribution de la plus-value entre les capitalistes qui se réalise à travers la « transformation » de la valeur en prix. C'est pourquoi, alors même qu'il n'est pas possible de lier les prix des marchandises individuelles à leur valeur, il ne fait aucun doute que le total des prix ne représente rien d'autre que les rapports de valeur qui dominent la société capitaliste.

LE PROBLÈME DE LA TRANSFORMATION

À ce stade, nous pouvons interrompre notre exposé des grands traits de la critique marxienne de l'économie politique pour nous attaquer au problème dit de la transformation qui, de temps en temps, agita le monde du marxisme académique et qui, récemment, est revenu à la surface avec une vigueur toute particulière. Le marxisme académique, qu'il soit pour ou contre le marxisme, est un phénomène qui traduit l'impact de ce dernier sur le monde bourgeois. La montée des mouvements socialistes, les difficultés croissantes de la production du capital, les cycles des affaires, la lutte des classes, les guerres et les révolutions ont conduit la bourgeoisie instruite à prêter quelque attention aux critiques du capitalisme. Ce n'était pas là seulement un réflexe d'autodéfense, mais aussi l'expression d'une certaine curiosité, pouvant aller parfois à la sympathie pour les aspirations de la classe ouvrière.

Le marxisme, ou « socialisme scientifique », a été particulièrement envisagé parce qu'il lançait, aux sciences sociales bourgeoises, un défi qui exigeait une réponse sur le terrain de la théorie. Il ne faut pas voir dans cet intérêt le résultat d'une poussée irrésistible, simplement on ne pouvait éviter de reconnaître l'existence du marxisme, qui représentait une question secondaire, mais une question tout de même. Parmi les sciences bourgeoises, on tient ordinairement l'économie en grande estime car on pense que c'est la seule discipline dont l'exactitude s'approche de celle des sciences de la nature. Elle est hautement formalisée et, par conséquent, elle a une tendance naturelle à se concentrer sur les aspects les plus ésotériques. Elle a donc fait porter ses critiques et ses commentaires sur les schémas de la reproduction, présentés dans le deuxième livre du *Capital*, et sur la « transformation » des valeurs en prix de production, que l'on trouve dans la théorie de Marx.

La méthode la plus simple pour contester cette théorie semblait évidente: insister sur la contradiction apparente entre le premier

et le troisième livres du *Capital*. On estimait, en effet, que dans ce dernier livre, Marx abandonnait l'intérêt exclusif qu'il portait à la valeur pour se consacrer aux relations de prix. C'est cette voie simple qu'emprunta Eugen von Böhm-Bawerk. Il se convainquit que la transformation des valeurs en prix était une construction *ad hoc* de Marx, qui ne pouvait résoudre la contradiction qu'il y décelait. Mais, au premier coup d'œil, on se rend compte que l'affirmation de Böhm-Bawerk, selon laquelle « la théorie du taux de profit moyen et des prix de production ne peut être accordée avec la théorie de la valeur¹ » ne repose sur rien d'autre que l'incapacité de son auteur à comprendre la théorie de la valeur et de la plus-value chez Marx. Böhm-Bawerk croyait que, comme lui-même, Marx « concevait l'objet explicatif de la loi de la valeur... comme une question de relations d'échange entre marchandises différentes et séparées² ». De son point de vue, c'est une question à laquelle on ne peut répondre en considérant le système dans son ensemble, ce que fait Marx, car alors il n'y a plus de problème: c'est une tautologie.

Chaque économiste sait que les marchandises finissent par s'échanger contre d'autres marchandises, Il suffit d'aller au-delà du masque de l'usage de la monnaie [...] L'ensemble des marchandises est donc identique à l'ensemble des prix que l'on paie pour elles; autrement dit le prix de la totalité du produit national n'est rien d'autre que le produit national lui-même. En ce cas, il s'en suit qu'il est tout à fait vrai que le prix total payé pour le produit national entier coïncide exactement avec le montant total de la valeur ou du travail qui y est incorporé. Mais cette déclaration tautologique ne représente aucun accroissement de connaissance et ne peut servir de test pour évaluer spécialement la rectitude de la loi présumée, selon laquelle les marchandises s'échangent à proportion du travail contenu en elles.³

Cependant, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, Marx affirme justement que les marchandises ne peuvent s'échanger

1. Citée in *Karl Marx and the Close of his System* (Karl Marx et la conclusion de son système). P. SWEEZY, éd., New York, Kelley 1949; p. 30.

2. *Id.*, p. 34.

3. *Ibid.*, p. 36.

à proportion du temps de travail qu'elles contiennent. Il est aussi d'avis que la somme des prix du total social des produits ne peut être plus grande que la valeur totale produite mais peut être plus petite – et, sans aucun doute, est plus petite dans la réalité. L'égalité valeur-prix pour la société dans son ensemble est une hypothèse théorique, applicable à des relations d'échange parfaites, qui n'existent pas dans le monde capitaliste réel. Pourtant il reste vrai que les profits réalisés sur le marché sont identiques à la plus-value réalisée et que les prix des marchandises réalisés sont égaux à la valeur et à la plus-value réalisées que celles-ci contiennent. Nous savons de plus que, pour Marx, « l'objet explicatif de la loi de la valeur » ne se trouvait pas dans le simple échange de marchandises mais dans cet échange dans le cadre des rapports de production capitalistes, de l'allocation spécifique qui lui est associée et des lois du mouvement de l'accumulation du capital qui y sont incluses.

Il n'y a guère de sens à essayer de réfuter les arguments de Böhm-Bawerk contre le traitement du problème valeur-prix chez Marx, pour la bonne raison que celui-ci ne nie pas simplement la pertinence de ce traitement, mais bien qu'il nie la validité de la loi de la valeur elle-même. Si cette dernière est fautive, on ne peut évidemment rien en tirer de valable. Böhm-Bawerk adhérait à la théorie psychologique de la valeur et n'admettait pas que le travail soit le seul producteur de valeur. Il y voyait au mieux un bien échangeable comme un autre, dont la pertinence (dans la théorie économique) n'était pas plus importante que les dons de la nature (ou leur rareté) et que l'élément temps, qui tous, à son opinion, entraient dans la détermination des prix. Si Böhm-Bawerk est mentionné ici c'est qu'il est un prototype des critiques bourgeois de Marx, et cela jusqu'à aujourd'hui, que ce soit d'un point de vue général, ou de celui, plus particulier, du problème valeur-prix. Ces critiques, en ce qui concerne la « transformation » de la valeur en prix selon Marx, se divisent en deux catégories: ceux qui, comme Böhm-Bawerk, nient qu'une telle transformation soit possible, et ceux qui estiment qu'il vaut la peine d'en étudier la faisabilité. Ladislaus von Bortkiewicz tient, dans cette seconde catégorie, la place que Böhm-Bawerk occupe

dans la première. C'était un économiste bourgeois antimarxiste mais qui attaqua le problème valeur-prix comme s'il s'agissait d'un puzzle pour l'intellect, qui, comme tel, méritait qu'on trouve une solution. Contrairement à Böhm-Bawerk, il gardait un faible pour l'économie classique, en particulier pour Ricardo, et trouvait, par conséquent, que le problème valeur-prix présentait un certain intérêt⁴. Cet intérêt, à vrai dire d'abord quelque peu assoupi, avait été réveillé par la critique de Tugan-Baranowsky, portant sur les schémas de la reproduction que Marx présente dans le livre II du *Capital*. Cet auteur s'en prenait, entre autres, aux calculs de Marx sur l'établissement d'un taux moyen de profit. Il prétendait qu'on pouvait les faire bien mieux, sans recourir à la théorie marxienne de la valeur⁵. Bortkiewicz, quoique partageant les concepts d'utilité marginale retenus par Tugan-Baranowsky, n'en estimât pas moins « intéressant de montrer que Marx s'était trompé et comment, tout en ne modifiant pas sa manière de poser le problème⁶ ».

Nous avons remarqué plus haut que les schémas de Marx ne font pas de distinction entre prix et valeur: ils traitent la valeur comme s'il s'agissait de prix. Or ces schémas de reproduction ont été conçus pour remplir une fonction pédagogique: ils veulent attirer l'attention sur le besoin d'une certaine proportionnalité entre les diverses sphères de production pour que soit assurée la reproduction du capital social total. Ils n'ont aucune prétention à décrire le monde réel du capitalisme; ils servent seulement à en faciliter la compréhension. Pour atteindre ce but, il est indifférent d'exprimer les rapports de production et d'échange en terme de valeur ou en termes de prix. Ce n'est que dans le troisième livre du *Capital* que Marx traite du problème de la « transformation ». Mais, là, il utilise des diagrammes différents pour illustrer comment

4. L.V. BORTKIEWICZ, *On the Correction of Marx's fundamental theoretical construction in the third volume of Capital* (Sur la correction de la construction théorique fondamentale de Marx dans le troisième livre du *Capital*) in Sweezy éd., *op. cit.*

5. M.I. TUGAN-BARANOWSKY, *Theoretische Grundlage des Marxismus* (Fondements théoriques du marxisme), 1905.

6. L.V. BORTKIEWICZ, *op. cit.*, p. 199.

l'établissement d'un taux moyen de profit change la valeur en prix⁷. Ces diagrammes montrent que si le capital total est divisé entre un certain nombre de sphères de production (cinq dans le schéma), la divergence entre les taux de profit de ces diverses sphères dont les compositions organiques du capital sont différentes se traduit par des déviations de prix à partir de la valeur au cours de l'établissement du taux de profit moyen, amené par la concurrence, sans que s'altère l'équivalence de la valeur totale et des prix totaux pour le système pris dans son ensemble.

Dans sa discussion, Bortkiewicz réintroduit la division du capital social total en deux départements, l'un produisant les moyens de production et l'autre les biens de consommation, une division que Marx avait utilisée dans ses schémas de la reproduction du livre II du *Capital*. En accord avec ses propres calculs et ses hypothèses simplificatrices, Bortkiewicz ajoute sous la rubrique « luxe » un troisième département qui comprend cette partie de la production qui, à son opinion, n'entre pas dans la détermination du taux de profit général. Il n'est pas utile, pour le but que nous poursuivons ici, de reproduire ni le système d'équations de Bortkiewicz, ni ses exemples numériques qui sont censés montrer que la transformation de la valeur en prix proposée par Marx est erronée « parce qu'elle exclut le capital constant et le capital variable de la transformation, alors que le principe du taux de profit égal, qui vient remplacer la loi de la valeur au sens de Marx, doit contenir ces éléments ⁸ ».

La solution de Bortkiewicz consiste à étendre, ou compléter, la transformation de la valeur en prix à tout le système. Ce dernier est traité comme un état stationnaire de reproduction simple. Bortkiewicz affirme que les conditions d'équilibre ne peuvent être maintenues si le capital constant et le capital variable, laissés par Marx sous la forme valeur, ne sont pas transformés en prix de production. Que peut-on faire, sinon répéter une fois de plus que Marx a bien laissé le capital variable et le capital constant sous la forme valeur mais que cela n'a rien à voir avec l'hypothèse de l'exis-

7. Cf. K. MARX, *Le Capital III* (1864-1875), in *Œuvres II*, op. cit., p. 948-9.

8. L. V. BORTKIEWICZ, op. cit., p. 201.

tence de « conditions d'équilibre », tant pour la reproduction simple que pour la reproduction élargie, qui est posée dans le deuxième livre du *Capital*? « L'équilibre » qui apparaît dans les schémas de reproduction de Marx ne se rapporte pas au monde réel des relations de prix, mais résulte d'une formulation méthodologique qui est supposée servir notre compréhension de ces relations. Marx écrit dans le livre II :

Abstraction faite du but réel de notre recherche, il est absolument indispensable de considérer le processus de reproduction dans sa forme fondamentale en éliminant toutes les circonstances mineures qui l'obscurcissent afin de se débarrasser de tous les subterfuges ayant l'apparence d'une explication « scientifique », si l'on aborde l'analyse du processus social de reproduction directement sous sa forme complexe et concrète.⁹

En réalité :

Le fait que la production marchande est la forme générale de la production capitaliste implique déjà le rôle que l'argent y joue non seulement comme moyen de circulation, mais comme capital-argent; il engendre certaines modalités de l'échange normal, particulières à ce mode de production, des conditions du déroulement normal de la reproduction, que ce soit sur une échelle simple ou sur une échelle élargie; ces conditions renferment autant de possibilités d'un mouvement anormal, donc de crises, puisque l'équilibre – vu le processus spontané de cette production – est lui-même purement accidentel.¹⁰

Pour analyser le processus de production et d'échange capitalistes réels, il est nécessaire d'utiliser la forme prix de la valeur, dont il est question dans le livre III du *Capital*, c'est pourquoi les conditions d'équilibre, imaginées dans les schémas de reproduction du livre II, n'ont rien à voir avec le problème de la transformation. De plus, quoique touchant à la réalité, le traitement marxien du problème valeur-prix est lui-même un modèle explicatif de la formation d'un taux de profit général. L'égalité de la valeur et des prix pour la société dans son ensemble n'implique en rien l'existence d'un état

9. K. Marx, *Le Capital* II (1869-1879), in *Œuvres* II, op. cit., p. 795.

10. *Id.*, p. 829.

d'équilibre; elle ne fait qu'indiquer l'identité de la valeur et des prix dans toutes les situations économiques, en ce sens que, quels que soient les prix, leur somme ne peut excéder celle de la valeur et de la plus-value réellement produites. L'injection de notions d'équilibre dans le problème valeur-prix provient du concept d'équilibre de l'économie bourgeoise et n'est absolument pas exigée par la théorie marxienne. De plus, pour Marx, le taux de profit général n'existe qu'en tant que tendance au cours du temps, et non comme une réalité à chaque instant. Les prix de production ne sont pas, à chaque instant, identique à la somme des coûts et du profit moyen, mais s'écartent de cette grandeur, au-dessus ou au-dessous. Ce n'est donc qu'à travers la dynamique du système dans son ensemble que la valeur et les prix ont tendance à coïncider.

Exprimer la quantité de capital constant et de capital variable en termes de prix au lieu de valeur comme le recommande Bortkiewicz, ne donnerait pas leurs coûts – c'est-à-dire n'exprimerait pas la valeur de ces capitaux, parce que les coûts, comme nous l'avons vu, n'existent réellement que comme prix de production qui contiennent déjà le profit moyen. Cela est vrai que l'on traite d'un capital individuel ou du système dans son ensemble. Mais pour ce dernier, il est au moins possible de faire théoriquement la division entre le coût et le prix de production du produit total, distinguant la valeur du capital constant et variable et la masse de plus-value. C'est le rapport entre valeur et plus-value, pour le système dans son ensemble, qui détermine la grandeur du taux de profit général. Ce rapport serait inutilement masqué si, dans l'exemple de transformation donné, le capital constant et le capital variable étaient exprimés en termes de prix. Il n'y a donc aucune raison de passer de la valeur aux prix quand on traite du capital constant et du capital variable, même si l'un comme l'autre n'apparaissent dans la réalité que sous forme de prix.

Selon Bortkiewicz, « non seulement Marx n'a pas réussi à donner une façon de déterminer le taux de profit à partir des relations entre la valeur et la plus-value existantes, mais il s'est fourvoyé avec sa construction erronée des prix, aboutissant à une

compréhension incorrecte des facteurs dont dépend, de manière générale, la grandeur du taux de profit¹¹». Bortkiewicz adopte, lui, la position de Ricardo pour qui tout changement dans la structure de la production qui ne touche que des biens n'entrant pas dans la consommation des ouvriers est sans influence sur le taux de profit. Si on fait l'hypothèse de la reproduction simple, l'offre de produits doit être égale à la demande dans chacun des trois secteurs, comme cela résulte de la somme des revenus engendrés dans les trois départements. Mais, pour un taux de plus-value donné, le taux de profit dépend entièrement des compositions organiques du capital investi dans les deux secteurs produisant soit des salaires soit des biens en capital et non de celle du troisième secteur introduit par Bortkiewicz, qui produit les biens de luxe et l'or.

Il en résulte que le taux de profit moyen ne peut conduire à l'égalité de la valeur totale et du prix total, sauf dans le cas particulier où la composition organique du capital de l'industrie qui produit l'or est la même que celle du capital total. Selon Marx, du moins à ce que dit Bortkiewicz, « pour un taux de plus-value donné, la seule circonstance qui affecte la grandeur du taux de profit c'est celle où la part du capital constant dans le capital total... est plus grande ou plus petite; alors qu'il n'y a aucune différence si les compositions organiques du capital diffèrent d'une sphère de production à l'autre¹² ». Mais comme le taux de profit, toujours selon Bortkiewicz, dépend seulement du taux de plus-value et de la composition organique du capital investi dans les départements I et II, le taux de profit sur le capital total est toujours inférieur au taux de plus-value. Il en résulte que c'est le taux général de profit et non le taux de plus-value qui rend compte des prix de production.

La « correction » que Bortkiewicz apporte à l'erreur de Marx consiste alors en l'affirmation que l'égalité de la valeur et des prix dépend d'une relation particulière entre la composition organique du capital social total et celle qui prévaut dans l'industrie de l'or. Il pense que le prix total peut dépasser la valeur totale ou tomber

11. L. V. BORTKIEWICZ, *op. cit.*, p. 266.

12. *Id.*, p. 206.

au-dessous, selon l'état de cette relation. Si, par exemple, on fait l'hypothèse que la production de l'or exige une composition organique du capital plus grande que celle qui caractérise la société dans son ensemble, le prix de l'or dépassera sa valeur. Et, comme toutes les marchandises sont exprimées en termes de monnaie, ou d'or, il en découle que le prix total est moindre que la valeur totale. Inversement, si la composition organique du capital dans l'industrie de l'or est inférieure à celle de la société dans son ensemble, le prix total devient supérieur à la valeur totale. Ce ne serait que dans le cas particulier où la composition organique du capital dans l'industrie de l'or serait la même que la composition organique moyenne sociale, que prix total et valeur totale, profit total et plus-value totale coïncideraient. Ainsi, quoique, en général, les prix ne soient pas proportionnels à la valeur, ils peuvent néanmoins être déduits des relations de valeur. Cela ne justifie pas, évidemment, la procédure de transformation de Marx, mais laisse intacte son assertion selon laquelle le taux de profit dépend, de manière générale, de la composition organique du capital social total.

Or le concept de capital total chez Marx, capital auquel s'applique la loi de la valeur, couvre toute la production, et ne tient aucun compte des différentes sphères où celle-ci s'effectue. Quel que soit le caractère des diverses industries, toutes produisent pour obtenir de la plus-value. Celle-ci leur échoit, par le canal de la concurrence, en termes de prix, sous forme du taux de profit moyen, suivant la grandeur de leurs capitaux. Les prix de production sont exprimés en unités de monnaie-marchandise (or) parce que cette dernière est elle-même soumise à la loi de la valeur, c'est-à-dire déterminée par le temps de travail abstrait socialement nécessaire. Il n'est, par conséquent, pas possible de séparer la production d'or de la production générale et de déduire de l'industrie de l'or l'instrumentation nécessaire pour calculer la divergence ou la convergence entre valeur et prix. Quelle que puisse être sa composition organique du capital, l'industrie de l'or, comme toutes les autres formes de production, est gouvernée par les nécessités du système dans son ensemble et, par conséquent, par la loi de la valeur qui se révèle dans les relations

de prix. Le prix de l'or est donc une composante de la somme totale des prix, comme il l'est de la somme totale de la valeur produite. Car de même que les prix des marchandises sont mesurés en termes du prix de l'or, de même ce dernier prix trouve sa mesure dans son pouvoir d'achat par rapport à toutes les autres marchandises, Une chute ou une montée du prix de l'or se trouve compensée par une montée ou une chute des prix des autres marchandises, sans que soit troublée l'équivalence entre plus-value totale et prix total.

La « solution » de Bortkiewicz du problème valeur-prix est donc une « solution technique », c'est-à-dire un exercice de logique qui essaie de tester la cohérence interne d'une théorie, sans tenir compte de ses conséquences empiriques. Il s'agit de trouver une solution mathématique d'un problème mathématique qui repose sur le concept d'équilibre général et qui, réellement, ne se rapporte à rien de plus que le mécanisme de l'offre et de la demande du processus d'échange. La « solution » de Bortkiewicz est restreinte à la situation statique de la reproduction simple. Elle n'est pas valable pour des conditions de reproduction élargie, lorsque les capitalistes du troisième secteur investissent une partie de leurs profits dans les départements produisant salaires et biens en capital. C'est peut-être pour cette raison que le problème de la transformation a joué un rôle mineur dans la théorie marxienne et a trouvé un bouillon de culture dans l'économie bourgeoise. Les conditions de circulation statiques de la reproduction simple ont quelque ressemblance avec la théorie bourgeoise de l'équilibre – outil principal de la théorie bourgeoise des prix. Ici on considère la théorie de Marx comme si elle était une sorte de théorie walrasienne de l'équilibre, qu'on la prenne sous l'angle de la valeur ou des prix, a priori accessible au traitement mathématique. Mais comme, par nature, le capital vise son auto-expansion, la « solution » de Bortkiewicz n'a aucun rapport avec le monde capitaliste réel. Elle demeure donc le résultat d'un pur exercice intellectuel qui peut exciter les économistes ayant un penchant pour les mathématiques, mais ne peut servir de substitut à l'analyse économique dans laquelle les mathématiques peuvent peut-être avoir une utilité, pour aider la compréhension

par exemple, mais ne peuvent jamais fournir une réplique des processus économiques réels.

De même que les schémas de reproduction du deuxième livre du *Capital* ne prétendent pas dépeindre les processus concrets de la production et de l'échange capitalistes, les exemples de transformation, donnés dans le troisième livre, n'affirment pas accomplir l'impossible: la transformation de valeurs précises en prix précis. Ils servent tout simplement d'instrument pour comprendre la relation entre valeur et prix. Ne cherchant nullement à trouver un équilibre en termes de prix, Marx choisit un mélange de rapports de valeur et de prix qui lui suffit pour illustrer l'affirmation que prix et valeur sont altérés par l'établissement, résultant de l'action de la concurrence, d'un taux de profit moyen. L'exemple donné par Marx pour le processus de transformation n'a qu'une fonction explicative, mais Bortkiewicz, dans sa manière d'attaquer le problème, fait comme si les relations de valeur étaient réellement vérifiables sous forme de relations de prix. Il conçoit, comme Ricardo, la valeur temps de travail en termes d'unités physiques de marchandises et non, comme Marx, en temps de travail abstrait socialement nécessaire. Il pense, pour cette raison, qu'il est possible de procéder à l'analyse en partant directement des prix de production directement observables, déterminés techniquement, avec un taux de profit uniforme. Mais, si tel était le cas, il n'y aurait aucun besoin de théorie de la valeur car elle n'amènerait rien de plus que ce que l'on peut trouver dans les relations de prix.

L'intérêt porté au « problème de la transformation » repose donc sur une profonde incompréhension du concept de valeur chez Marx. Dans la conception de celui-ci, il n'y a pas de transformation, si ce n'est sous forme d'une construction mentale reposant sur les rapports sociaux de production qui sous-tendent les relations réelles de marché et de prix. Or, justement parce que la transformation de la valeur en prix n'est pas un fait d'expérience mais de théorie, on en vint à l'idée que la loi de la valeur elle-même n'est qu'une fiction, éventuellement nécessaire, et non un phénomène réel. Toutefois, pour Marx, la loi de la valeur est aussi réelle que le capitalisme

même, bien qu'elle se manifeste seulement dans les relations de marché et de prix.

Le fait que les relations de valeur ne soient pas observables n'entraîne pas que les résultats de l'effet de cette loi soient eux aussi inobservables, mais simplement qu'on en subit l'action sous une autre forme, à travers les diverses contradictions de la production capitaliste avec son développement hanté par les crises.

Il n'y a, répétons-le, pas de transformation réelle de valeur en prix; il n'y a toujours que des prix, et toute la recherche d'une transformation mathématique est entièrement superflue. Pourtant insistons sur ce point: si l'on part des relations de prix, une question se pose immédiatement: qu'est-ce qui constitue les prix? Il y a des vendeurs qui demandent un certain prix; ces vendeurs sont aussi des acheteurs qui mettent en question les prix des autres vendeurs. Il doit y avoir profit pour ces vendeurs capitalistes. Ils exigent un prix plus élevé pour les marchandises qu'ils vendent que ce que leur production leur a coûté. Pour comprendre les prix, il faut les décomposer, mais les prix n'ont pas besoin d'être compris pour fonctionner. Cette décomposition est rendue difficile par le fait que les prix de production que tous les acheteurs doivent payer et que tous les vendeurs demandent contiennent déjà le profit capitaliste. Mais il est évident que chaque prix doit être composé de coûts et de profits, même s'il apparaît comme un prix de production inséparable contenant coûts et profits. Si on fait mentalement abstraction du profit, on obtient les coûts. Ceux-ci sont réels, quoique non observables. En décomposant ces coûts, on obtient les salaires réels des travailleurs et cette partie du capital qui est utilisée dans la production et qui doit être regagnée lors de la vente des marchandises nouvellement produites. Et, comme seul le travail peut produire de la plus-value, on fait remonter, dans les prix de production, les profits à leur source réelle, le travail non payé des ouvriers.

Il devrait être évident que tout traitement théorique du processus ne saurait faire mieux que fournir une approximation de la réalité. Mais cela ne condamne pas pour autant un tel traitement, du

moins tant qu'il s'intéresse à la structure de base réelle de la société. Il ne fait aucun doute que la division entre travail nécessaire et surtravail, claire en termes de valeur, ne correspond pas exactement à cette division en termes de prix, parce que les prix des biens de consommation qui reviennent aux travailleurs ne sont pas égaux à leur valeur, mais à leurs prix de production. Ils entrent en tant que tels dans la détermination valeur de la force de travail comme prix de cette force. Mais, quoique les travailleurs n'achètent que des biens de consommation, la production de ceux-ci n'est pas séparée de la production générale. Le prix de la force de travail s'exprime en prix de marchandises qui, prix de production, incorporent à leur contenu-valeur une portion de la plus-value totale. Le prix de la force de travail, comme tous les prix, est donc composé d'un mélange de valeur et de plus-value. Ce mélange de valeur et de plus-value n'empêche pas la division du produit social en travail nécessaire et en surtravail sous forme de valeur et de plus-value, car tout ce qui est exigé ici, c'est que les salaires soient maintenus à un niveau assurant la profitabilité et l'accumulation du capital en termes de prix. Ainsi, à travers les relations de prix qui amènent la plus-value totale accessible entre leurs mains, les capitalistes s'approprient le contenu en profit des marchandises qui sont consommées par les travailleurs. Bien entendu, ce fait entraîne des luttes sociales entre travail et capital pour les salaires et les profits, luttes qui, à certains moments, peuvent affecter le niveau de ces derniers et leur distribution. Quoi qu'il en soit, le fait que nous soyons incapables, dans la pratique, de réduire les prix à la valeur ou la valeur aux prix ne peut modifier cet autre fait: quel que soit le montant de ce que les travailleurs reçoivent en termes de prix, il doit être inférieur au montant de ce qu'ils produisent (en termes de prix) et, quel que soit le montant de ce qui revient aux capitalistes en termes de profit, il doit être extorqué aux travailleurs dans le processus de production. Une analyse réaliste des prix et des profits conduit inmanquablement à la valeur et à la plus-value.

Selon Marx, on peut faire remonter la confusion qui règne chez les économistes classiques à propos de la valeur et des prix, à leurs

diverses tentatives de faire abstraction de la différence entre ceux-ci, pour maintenir le concept de valeur ou, au contraire, pour l'abandonner en faveur des prix de marché. Or il était nécessaire d'aller plus loin dans l'abstraction de façon à dévoiler, pour la société dans son ensemble, l'identité entre valeur et prix, plus-value et profits, sous la forme travail nécessaire surtravail qui sous-tend toutes les autres catégories économiques. De même qu'il est nécessaire de faire abstraction du temps de travail individuel pour atteindre le temps de travail abstrait socialement déterminé, de faire abstraction de l'offre et de la demande pour découvrir la valeur de marché derrière les prix de marché, de même il est nécessaire de faire abstraction du profit pour révéler le contenu valeur des coûts, sous-jacent aux prix de production et ainsi mettre à nu les rapports sociaux fondamentaux de production. Ce n'est qu'alors qu'on peut comprendre l'étonnante complexité du monde capitaliste.

Marx ne s'est pas spécialement intéressé à la détermination des prix individuels, c'est-à-dire à ces prix relatifs de la « micro-économie » bourgeoise, pas plus d'ailleurs qu'à ces ensembles de la « macroéconomie » que sont le revenu national, l'investissement, l'emploi, et qui sont utilisés dans la théorie de l'équilibre d'aujourd'hui, qu'elle soit statique ou dynamique. Il a étudié le système en tant que tel et cela exclut la division artificielle en micro et macroéconomie. Dans le capitalisme, c'est le système dans son ensemble qui détermine les prix, même si leur formation est laissée aux relations anarchiques d'échange. Toutefois, comme la productivité du travail n'évolue que lentement, les changements du niveau général des prix sont aussi lents à venir. Cela n'interdit pas pour autant des variations plus rapides des prix relatifs, résultant des mouvements du capital et des disproportions qui mettent ces mouvements en branle. L'influence des relations de valeur n'est pas tellement mise en évidence par ces changements des prix relatifs que par ceux du niveau général des prix, là où les diverses « anomalies » des prix individuels par rapport aux prix de production se compensent sans que soit affecté ce niveau général qui est déterminé par la productivité variable du travail et par l'accumulation du capital.

La distribution de la plus-value totale, dictée par le système dans son ensemble à travers la formation du taux général de profit, non seulement s'impose aux compositions organiques des divers capitaux individuels, mais aussi englobe les sphères improductives du système capitaliste, comme le capital marchand et bancaire, et cette partie de la plus-value qui tombe aux mains des monopoles ou qui est absorbée par les diverses formes de taxation. Le taux général de profit n'est pas la seule chose qui soit derrière le mécanisme de distribution de la plus-value totale, mais c'est essentiellement la première, le pas décisif dans le processus de formation des prix. La détermination des prix à partir de la valeur est de plus en plus brouillée par la grande dispersion des profits et ne se reflète plus que dans un amalgame pratiquement impénétrable de relations de prix.

Il n'y a donc aucun moyen d'isoler pratiquement la valeur de la plus-value, pas plus pour une marchandise unique que pour la société dans son ensemble. C'est pourquoi la dérivation des prix à partir de la valeur ne peut être menée que théoriquement, en partant du fait que la somme totale de la valeur et de la plus-value ne peut être rien d'autre que la somme des prix, et de son corollaire selon lequel, quelle que soit la distribution des profits, le profit lui-même ne peut excéder la plus-value réellement produite. Quelle que soit la manière complexe dont les prix se forment, ils ne peuvent échapper aux limites mises par les relations de valeur sous-jacentes. Ceci ne fournit guère d'information sur les prix relatifs. Mais cette incapacité à dégager le contenu en valeur du prix d'une marchandise isolée est une caractéristique que la théorie marxienne partage avec la théorie bourgeoise des prix. Celle-ci est tout autant incapable de rendre compte des relations réelles de prix, si ce n'est par cet équilibre des manuels scolaires qui traitent de « théorie pure », dont on ne peut trouver aucune vérification dans les relations de prix réelles et que les économistes bourgeois eux-mêmes sont en train d'abandonner.

Il n'est absolument pas nécessaire d'examiner les nombreuses tentatives faites depuis Bortkiewicz pour confirmer ou infirmer la validité de la solution du problème valeur-prix proposée par Marx. Répétons-le encore une fois: pour Marx, la valeur n'est pas quelque

chose qui doit être égalé aux prix, seuls existent des prix dérivés des relations de valeur; sur lesquelles repose le système capitaliste, et maintenus par elles dans certaines limites. La multiplication récente de contributions au « problème de la transformation » n'est pas tellement révélatrice d'un intérêt sérieux pour la théorie de Marx que d'un malaise certain dans l'esprit des économistes. Car, d'une part, ceux-ci ont perdu confiance dans la théorie bourgeoise des prix, et, de l'autre, ils ressentent le besoin urgent de consolider cette théorie, en dépit de ses échecs, pour en faire une description réaliste des événements économiques. Or l'alternative marxienne n'est pas permise aux économistes bourgeois. Dans leur recherche d'une théorie qui soit plus convaincante que la théorie standard de l'économie néoclassique, il leur faut d'abord démontrer que l'alternative marxienne est fautive, insuffisante, ou qu'elle est une approche inutile au problème du prix. Il va de soi que cet intérêt qu'ils portent au problème valeur-prix n'est guère exigé par la défense du capitalisme, car sa valeur idéologique est tout à fait limitée. L'explication s'en trouve plutôt dans la crise durable de la théorie économique bourgeoise. Il n'en reste pas moins que le débat sur ce problème a pris un tour nouveau.

On prétend fréquemment aujourd'hui que, quelles que soient les difficultés de la transformation de la valeur en prix, la théorie de la valeur-travail n'en garde pas moins sa vertu propre, indépendamment de la théorie des prix. Par exemple, on affirme que c'est une caractéristique nécessaire du modèle marxien :

que d'avoir des équations pour la valeur et des équations pour les prix qui forment deux systèmes séparés. Ce qui est visible à la surface du système des relations d'échange et des équations de prix décrit le système. Mais, sous-jacents aux relations d'échanges, il y a les rapports de production où la division en classes se manifeste.

Une transformation de la valeur en prix, et vice versa, est essentielle pour la compréhension de la réalité de la division de classes sous le phénomène de l'égalité et de l'échange libre dans le cadre de la loi [...] [Tandis que] ce n'est plus une théorie des prix relatifs, ou une théorie de l'allocation des ressources

[mais bien la théorie de la valeur qui est la théorie essentielle] pour faire ressortir l'influence, sur les relations économiques de l'échange, de la lutte de classes au sein du système capitaliste.¹³

Or la lecture, même superficielle, du *Capital* devrait rendre clair que Marx ne développait pas simplement une théorie de l'exploitation et de la lutte de classes et de leurs effets sur les relations d'échange, mais aussi une théorie de la production capitaliste avec ses tendances au développement. D'ailleurs la théorie classique avait déjà parlé des relations de classes et du fait de l'exploitation. Ce à quoi Marx s'attachait, c'était à dégager les contradictions immanentes de la production de valeur, et cela tout à fait indépendamment de la lutte de classes, même si ces contradictions ont pour conséquence l'apparition de la lutte de classes spécifique au capitalisme et même prometteuse de la disparition de ce système. Quoique contradictions du système soient une caractéristique des rapports de production sous-jacents, ces rapports apparaissent sous la forme fétichiste de relations de valeur et, par conséquent, de relations de prix qui, parce qu'elles sont identiques aux relations de valeur pour la société dans son ensemble, ne peuvent être considérées comme opposées à ces dernières. La valeur n'ayant de réalité que sous sa forme prix, il n'est pas possible d'avoir deux systèmes d'équations, l'un en termes de valeur l'autre en termes de prix. De plus, la dérivation des prix à partir de la valeur est à sens unique: il n'y a aucun moyen de remonter des prix à la valeur par un renversement de la procédure. La séparation théorique entre la valeur et les prix révèle sans doute les relations de classes et l'exploitation, mais elle montre que les prix dérivent de la valeur et, ainsi, explicite la détermination, par la valeur, des allocations de ressources, effectuées à travers les relations de prix. La forme prix de la valeur affecte essentiellement la distribution de la plus-value mais ne touche pas à la détermination par le temps de travail de la valeur des marchandises, ni la distribution de celles-ci selon les besoins de l'allocation de la production du capital. Les relations de prix ne rendent pas les rapports d'exploitation moins

13. MEGHNAD DESAI, *Marxian Economic Theory* (La Théorie économique marxienne), Londres, Gray Mills 1974, p. 3.

évidents, simplement elles les déguisent autrement. Au lieu de valeur et de plus-value, on a travail salarié et capital exprimés en termes de prix.

Meghnad Desai, pour qui la théorie de la valeur n'a pas d'autre fonction que de démasquer les rapports d'exploitation cachés, estime qu'il faut deux théories séparées, l'une traitant de la valeur, l'autre des prix, et en plus une solution du problème de la transformation qui puisse incorporer « toute étude empirique qualitative cherchant à comprendre le monde en termes marxistes¹⁴ », mais il garde secrète la manière de réaliser une telle transformation. Il remarque que les relations de valeur sont, en principe, « inobservables et non mesurables » et que les relations de prix, que l'on constate, trop trompeuses et insuffisamment fiables pour être considérées comme des preuves empiriques.

Cette séparation entre la théorie de la valeur et celle des prix semble la base commune à de nombreux participants à cette controverse sur la transformation. On a même vu récemment Paul A. Samuelson se sentir obligé de découvrir dans la théorie de Marx deux « systèmes walrasiens », l'un en termes de valeur, l'autre en termes de prix. Chacun peut être justifié, dit-il, mais il n'y a pas de passage de l'un à l'autre, pas de transformation de la valeur en prix. On doit choisir entre les deux. Et, bien entendu, comme la valeur n'existe pas dans la réalité, il n'y a aucune raison d'établir des relations walrasiennes en termes de valeur temps de travail, quoique cela puisse rendre explicite l'existence de l'exploitation. « L'hypothèse de l'exploitation » peut tout aussi bien être déduite d'un système walrasien de relations de prix, si bien que la théorie de la valeur travail apparaît redondante, même pour servir de théorie de l'exploitation. Selon Samuelson, « les outils de l'analyse bourgeoise auraient pu être utilisés pour découvrir et exposer cette notion d'exploitation, si seulement les économistes s'étaient sentis motivés pour les utiliser dans ce but¹⁵ ».

14. *Id.* p. 55.

15. P. A. SAMUELSON, *Understanding the Marxian Notion of Exploitation* (Comprendre la notion marxienne d'exploitation) in *Journal of Economic Literature*, June 1971, p. 422.

Mais, bien entendu, les économistes n'étaient pas « motivés », car, dans leur esprit, le terme « exploitation » n'est qu'une mauvaise dénomination de nécessités objectives qui s'imposent à tout système économique employant des facteurs de production s'ajoutant à la force de travail. À les en croire, l'existence du profit ne prouve pas celle de l'exploitation et « donner au profit un nom infamant », c'est simplement faire preuve d'un manque de subtilité. Mais même si on veut user d'un tel langage ordurier, il n'y a aucune raison d'avoir recours à Marx puisque la prétendue exploitation peut aussi bien être définie en termes de la théorie bourgeoise des prix. Voilà encore un point sur lequel l'accord semble se faire entre les économistes professionnels. Si quelque désaccord subsiste sur l'interprétation des intentions de Marx au sujet de la transformation de la valeur en prix et sur l'estimation des mérites de sa théorie de la valeur en général, l'unanimité se retrouve lorsqu'on en vient aux profits et aux prix, et on pense que l'analyse en valeur est reléguée par les formulations mathématiques de la théorie moderne des prix qui lui sont bien supérieures. Selon Michio Morishima, par exemple, bien qu'il soit clair qu'« un taux de profit d'« équilibre à long terme » ne puisse exister que si le taux d'« exploitation » est positif », cette proposition que Morishima baptise « théorème marxien fondamental » « est complètement indépendante du concept de valeur [...] De toute façon, nous pouvons nous faire une conception de Marx sans la théorie de la valeur, du moment que nous admettons que le théorème marxien fondamental est le noyau de sa théorie économique¹⁶ ». Ainsi, le marxisme, en dépit de ses défauts dans l'analyse, peut, et avec lui toute l'économie classique, être réintégré dans la science économique « établie » et le « travail de pionnier » de Marx être reconnu comme une contribution importante à cette science.

Marx avait pour but l'abolition du système des prix, il est donc évident qu'il ne pouvait éprouver un intérêt puissant pour une

16. M. MORISHIMA, *The Fundamental Marxian Theorem: A Reply to Samuelson* (Le théorème marxien fondamental: réponse à Samuelson), in *Journal of Economic Literature*, Dec. 1971, p. 73.

théorie des prix relatifs. Selon William J. Baumol, « la théorie de la valeur n'a jamais été conçue pour fournir une théorie des prix » et, en tout cas, « la transformation (pour Marx) n'était pas celle de la valeur en prix, mais de la plus-value en [ces] catégories hors travail » comme le profit, l'intérêt, la rente. Pour Marx, « cela ne valait la peine de discuter (cette transformation de la valeur en prix) que pour révéler qu'elle était non pertinente et pour déchirer le voile qu'elle met devant nos yeux, et ainsi atteindre à la vérité fondamentale sur la production de la plus-value¹⁷ ». Morishima appuie cette interprétation en disant qu'« il est clair que le problème de la transformation a pour but de montrer comment « l'exploitation totale du travail par le capital social total » est obscurcie par la distorsion des prix par rapport à la valeur; son autre but est de montrer comment le travail vivant peut être la seule source du profit¹⁸ ».

Mais, répond Samuelson, quand bien même le travail serait la seule source socialement pertinente de la production et quand bien même le profit serait extrait du produit du travail, on « ne peut négliger le travail préalablement effectué et qui s'incarne dans les matières premières et l'équipement, c'est-à-dire ce qu'on appelle le travail « mort » ou indirect¹⁹ ». Il se trouve que ce travail « mort » est propriété des capitalistes et que, ajoute Samuelson, il est aussi un facteur de production qui ajoute à la valeur gagnée dans le processus de production. Le revenu du capitaliste sous forme de profit ou d'intérêt ne peut être considéré comme de l'exploitation tant qu'il n'excède pas la valeur de la contribution du capitaliste à la production, L'analyse de cette situation factuelle, mise à part toutes les questions d'éthique qu'elle peut soulever, n'exige pas d'établir une théorie de la valeur et de la plus-value, mais une théorie générale des prix portant sur le revenu national indifférencié.

Il était peut-être inévitable que l'attention portée par les économistes bourgeois au problème de la transformation réveillât l'intérêt

17. WJ. BAUMOL, *Journal of Economic Literature*, Dec. 1971, p. 58.

18. M. MORISHIMA, *Marx's Economics* (L'Économie de Marx), Cambridge, Cambridge University Press, 1973, p. 86.

19. P.A. SAMUELSON, *Journal of Economic Literature*, Dec. 1971, p. 86.

des cercles marxistes pour ce sujet, aboutissant, dans certains cas, à une révision du traitement marxien. En fait, pour les uns comme pour les autres, cet intérêt renouvelé n'était qu'un sous-produit de celui porté à ce qu'on appelle la façon néoricardienne d'aborder la théorie économique, elle-même sous-produit de la crise de la théorie économique bourgeoise dans sa forme néoclassique. Quoique les ancêtres des néoricardiens soient Dimitriev et Bortkiewicz, cet engouement, que l'on rencontre communément aujourd'hui pour le problème de la transformation, résulte essentiellement de l'œuvre de Piero Sraffa, même si, paradoxalement, celui-ci ne l'aborde pas du tout²⁰. Il est plus probable que la passion que Sraffa, éditeur de l'œuvre et de la correspondance de David Ricardo, manifeste pour la théorie classique, l'ait conduit à contester les conceptions marginalistes régnantes, en effectuant un retour aux préoccupations de l'économiste anglais. Sraffa ne revient pas à la théorie de la valeur-travail de Ricardo, mais aux tentatives antérieures de celui-ci pour déterminer les relations d'échange et le taux de profit « directement en quantité de blés, sans faire appel à une quelconque évaluation²¹ », ou, pour employer le langage de Sraffa, à une considération de la « production de marchandises par le moyen de marchandises ». Comme il n'y a pas de valeur dans ce système, le problème de la transformation ne se pose pas. Laissant de côté les relations de valeur et ne faisant aucune référence à Marx, Sraffa se consacre exclusivement à une critique des conceptions du marginalisme.

Économiste bourgeois, Sraffa rejoint ses nombreux collègues lorsqu'il estime qu'il existe bien une science de l'économie valable pour tous les systèmes économiques de l'histoire, au sens de l'économie classique. Sa critique du marginalisme reste sur le terrain conceptuel général de la théorisation bourgeoise, et même de la théorie néoclassique, pour laquelle la notion d'utilité marginale ne se réfère à rien d'autre que les aspects valeur d'usage de la

20. P. SAFFRA, *Production of Commodities by Means of Commodities* (Production de marchandises au moyen de marchandises), Cambridge, Cambridge University Press, 1966.

21. P. SRAFFA, *The Works and Correspondence of David Ricardo*, *op. cit.*, Introduction, p. XXXI.

marchandise, tels que les définissent les choix des consommateurs sur le marché. Toutefois, alors que la théorie néoclassique prend comme point de départ la sphère de la consommation et y cherche sa validation, Sraffa retient la sphère de la production où les relations d'échange sont réglées par les relations de salaire et de profit.

Ainsi la crise de la théorie bourgeoise a débouché sur deux types de modifications. La principale est celle proposée par Keynes, qui reconnut tardivement que « la loi du marché » de J.B. Say, qu'on la formule dans les termes d'une théorie objective de la valeur ou dans ceux d'une théorie subjective, ne vaut pas pour le système capitaliste, car celui-ci tend vers un déséquilibre permanent entre la production et la demande effective. Cela n'empêchait pas Keynes de penser qu'il n'était pas nécessaire de restaurer l'équilibre production-consommation, c'est-à-dire de changer le système, mais qu'il fallait plutôt le soutenir de l'extérieur, grâce à des interventions gouvernementales visant à amener la demande effective à correspondre à un niveau de production garantissant le plein-emploi. L'autre direction est celle empruntée par Sraffa et les néoricardiens, qui supposent que la demande effective dépend de la distribution du produit social total, laquelle est déterminée par les relations salaires-profits. Ils en déduisent qu'il faut trouver un moyen qui rende possible l'établissement d'un rapport des salaires aux profits qui conduise à un développement capitaliste moins tourmenté par les crises.

Sraffa présente son œuvre comme un simple « prélude » à un examen plus poussé des relations de distribution des marchandises. C'est donc une entreprise préliminaire menée dans l'atmosphère raréfiée de la « théorie pure », qui cherche à clarifier les concepts économiques sans s'interroger sur la possibilité de les confronter avec le monde capitaliste réel. Cette « théorie pure » est énoncée en termes de valeurs d'usage, et cela en accord avec l'hypothèse que tous les rapports de production et de distribution reposent en fin de compte sur les seules conditions matérielles et techniques de la production, qui sont censées déterminer la structure et les fonctions de tout système économique. Il n'en reste pas moins que l'écroulement de la théorie keynésienne, résultat de l'inefficacité

de ses recommandations, a mis les néoricardiens au centre des préoccupations des économistes, en a fait une sorte de refuge face à l'état de dévastation où se trouve la théorie économique bourgeoise. Hier le keynésianisme avait pu influencer certains marxistes auto-proclamés, aujourd'hui il en va de même pour le néoricardisme. Peut-être plus encore, car cette théorie fait apparemment retour à la considération des rapports sociaux de classes et à leurs effets sur la distribution du produit social.

Nous ne traiterons ici que de l'accueil réservé à l'œuvre de Sraffa par des marxistes déclarés, comme Mario Cogoy²². Convaincu, par Sraffa, qui, il est vrai, ne traite pas de cette question, que le problème de la transformation est beaucoup plus complexe que Marx ne l'imaginait, Cogoy estime que ce travail jette un éclairage nouveau sur les difficultés de cette procédure. Sraffa, entre autres, attaque le concept marginaliste de capital et la détermination marginale de prix facteurs et construit un contre-système d'analyse économique qui ne s'attache qu'à des propriétés «ne dépendant pas des variations de l'échelle de la production ou de la proportion des «facteurs»». Dans un tel système, «le produit marginal d'un facteur (ou alternativement le coût marginal d'un produit), non seulement serait difficile à trouver, mais serait tout simplement inexistant²³». À la lumière de cette construction de Sraffa, on voit que la notion de capital, comme entité donnée et mesurable indépendamment de la formation des prix, est insoutenable parce que le capital n'est lui-même déterminé qu'après que le profit et les relations de prix sont connus. Et Cogoy de se convaincre que cette critique du capital traditionnel vaut aussi pour la théorie du capital chez Marx, parce que «le capital ne peut entrer comme une grandeur définie dans le processus de production car cette grandeur ne peut être établie qu'après la détermination de la relation entre salaires et profits. Le résultat de l'analyse de Sraffa, c'est de détruire

22. M. COGOY, *Das Dilemma der neoricardianischen Theorie* (Le Dilemme de la théorie néoricardienne), in *Gesellschaft* (Société), H.G. BACKHAUS *et al.* eds., Francfort, Suhrkamp, 1974, p. 205-263.

23. P. SRAFFA, *op. cit.*, Introduction, p. v.

tout concept de capital comme grandeur préexistant à la production et à la distribution²⁴ ».

Qui serait bien surpris d'entendre cela, sinon les capitalistes s'ils connaissaient le monde merveilleux de l'économie académique, eux qui fondent leurs exigences respectives à une part de la plus-value sociale sur la taille de leurs investissements particuliers, telle que la mesurent leurs valeurs sur le marché ? Pour l'économie des économistes, le capital peut bien ne pas être une grandeur définie que l'on puisse utiliser, cela n'empêche pas chaque capitaliste de savoir parfaitement quel est le montant de son capital en termes de monnaie, ni la réunion de tous les capitaux de constituer la valeur monétaire du capital social total, qu'il soit mesurable ou non. À l'origine, le « capital » était identifié aux moyens physiques de production, possession des capitalistes et à l'argent « avancé » aux travailleurs sous forme de salaires. Il n'y avait aucun problème avec ce concept du capital et l'accumulation était simplement la croissance de la valeur du capital en termes d'argent. C'est ce concept qui prévaut aujourd'hui, peut-être pas parmi les économistes mais en tout cas parmi les capitalistes en exercice. Le but de la production est, pour ceux-ci, d'augmenter leur capital en argent, capital qui peut s'exprimer en marchandises de toute sorte, y compris en moyens de production et en force de travail. L'accumulation du capital est une procédure extrêmement simple et transparente qui n'exige rien de plus que l'existence de possesseurs de capital et celle du système du salariat. Là où les choses se compliquent, c'est avec la distribution de la plus-value extraite. Pour comprendre, il est essentiel de distinguer la production de la plus-value de sa distribution, de façon à ne pas perdre contact avec les rapports sociaux de production sur lesquels l'édifice capitaliste entier repose. C'est pour cette raison que les catégories fondamentales introduites par Marx sont le « capital constant », le « capital variable » et la « plus-value ». Un système pour être capitaliste exige un rapport défini entre ces catégories : le capital variable doit fournir suffisamment de plus-value pour

24. M. COGON, *op. cit.*, pp. 252-3.

permettre l'expansion du capital total en termes d'argent, au-delà de sa taille précédente. Sans cela, il n'y a pas de production capitaliste.

À cause de la complexité que le système producteur de capital amène dans la distribution de la plus-value, les catégories de capital constant, variable et de plus-value perdent leur signification non ambiguë, car elles sont intimement mêlées dans les relations de prix. Ainsi que le remarque Cogoy, «les prix changent non seulement parce que des capitaux de tailles différentes doivent fournir un taux uniforme de profit, mais aussi parce que ces changements de prix altèrent la relation quantitative entre les divers capitaux... Non seulement les prix changent, mais ces changements font que les grandeurs des différents capitaux fluctuent ce qui, à son tour, influence les relations de prix²⁵».

De cela, Cogoy déduit que le problème de la transformation ne peut être résolu en partant de l'hypothèse que les relations de valeur entre capital total et plus-value totale sont identifiables au taux général de profit: la transformation de la valeur en prix doit s'accompagner simultanément d'une transformation du taux de profit en valeur, en taux de profit en prix. Rappelons à Cogoy que, d'abord, il n'y a pas de taux de profit en valeur, mais seulement un taux de profit en prix, et que, ensuite, peu importe la manière dont les variations de prix peuvent affecter les relations quantitatives entre les différents capitaux, et celles-ci, en retour, les relations de prix entre diverses marchandises puisque cela ne peut altérer en rien le concept et la réalité du capital total et de la plus-value totale et, par conséquent, la dépendance des profits de la plus-value totale.

Marx a critiqué les économistes classiques justement parce qu'ils étaient incapables de reconnaître que profit, intérêt et rente dérivent de la plus-value, et que celle-ci doit être comparée au capital total si l'on veut comprendre les mouvements de celui-ci et les relations de prix qui y sont liées. C'est cette avancée au-delà de la théorie classique que Cogoy considère comme «l'erreur de Marx» parce que, dit-il, elle conduit à une égalisation fautive entre valeur totale et prix totaux et entre profit total et plus-value totale. Selon lui, si

25. *Id.* p. 218

la valeur totale est égale aux prix totaux, le profit total ne saurait être égal à la plus-value totale sauf si les combinaisons de produits dans la catégorie profit, rapportées aux quantités de travail concret qu'elles contiennent, sont les mêmes que celles du produit social total. Or ce n'est pas le cas. Il n'est donc pas suffisant de connaître la masse de valeurs entrant dans le processus de production et le quittant; il faut aussi connaître les combinaisons de valeurs d'usage pour chaque valeur qui prend part à la formation de la structure des prix et du taux de profit. À cause de cela, « la valeur n'est pas la base des prix parce que la somme totale de tous les prix est égale à la somme de toutes les valeurs, mais parce que les prix médient le taux moyen de profit qui, quoique non identique à la structure de la valeur, en reste néanmoins dépendant²⁶ ». Il est donc nécessaire d'abandonner le concept d'un capital grandeur donnée, et de revenir à ses diverses composantes par rapport et à la valeur d'usage et à la valeur d'échange.

Cogoy affirme que l'erreur de Marx fut d'égaliser la somme des valeurs et des prix, des profits et de la plus-value sans se soucier de l'interdépendance de la production sociale, vue sous l'angle de la valeur d'usage et des conditions techniques. Il propose de reformuler le problème de la transformation, ce qui n'implique rien moins qu'une démolition de la théorie marxienne de la valeur, car il veut remplacer la valeur temps de travail abstrait par des relations de temps de travail concret, définies en termes de processus de production physique. Il va de soi que Cogoy n'effectue pas cette reformulation: il la laisse pour plus tard, mais il dégage ce qu'une telle tâche exigerait et cela apparaît si formidable qu'il est certain qu'elle ne sera jamais entreprise.

Cogoy considère que l'affirmation traditionnelle de l'identité entre les relations de valeur et les rapports sociaux de production est une « phrase creuse ». Les gens utilisent cette phrase pour éviter d'avoir à énoncer des affirmations quantitatives sur les relations entre valeur et prix ou sur la composition organique du capital, tout

26. *Ibid.*, p. 255.

en prétendant qu'énoncer de telles affirmations serait de l'empirisme injustifié. Mais si, pour des raisons théoriques, la connexion entre le niveau valeur et le niveau prix de l'analyse ne peut être établie en termes quantitatifs, alors tout le problème de la transformation n'a qu'une importance méthodologique et les relations entre le système de valeur et le système des prix est également non pertinent, soit qu'on estime que le système des prix n'a pas besoin d'une base de valeur, soit qu'on pense que le système de valeur suffit pour expliquer le mécanisme des prix. Cogoy pense néanmoins qu'il faut trouver un moyen pour dériver les prix de la valeur si on veut construire un système cohérent. Disons brièvement qu'il suppose qu'il existe dans le système capitaliste une structure interne en valeur et une structure externe en prix, chacune, pour ainsi dire, de plein droit. Ce n'est que par une analyse scientifique rigoureuse – tâche aux yeux de tous difficile – que l'on peut joindre les relations quantitatives de valeur aux relations quantitatives de prix, et établir exactement ce que ces relations ont pour conséquence, tant pour la valeur que pour les prix. Répétons une fois de plus que les relations de valeur n'existent que sous forme de relations de prix, si bien qu'il n'y a aucune manière de mener ce genre de calculs comparatifs. Cogoy est donc condamné à rester dans la sphère de la « théorie pure » et à s'amuser à construire des modèles imaginaires pour résoudre un problème qui n'existe pas.

Il était tout autant évident pour Marx, que cela peut l'être pour Cogoy et les néoricardiens, que les interdépendances de l'économie capitaliste, relativement à la valeur et la plus-value, déterminent les mouvements du capital, les profits et les salaires, le tout dans un arrangement toujours changeant. Il s'en suit que la détermination par les relations de valeur, fondamentale pour le système, ne s'affirme que dans le cours du développement capitaliste, comme moyenne de déviations incessantes des prix à partir de la valeur, et du profit à partir de la plus-value. S'il était possible d'arrêter le processus de développement et de distinguer les éléments de la structure des prix qui représentent la force de travail de ceux qui se rapportent à la plus-value, la division réelle entre travail nécessaire et surtravail

serait révélée en termes de valeur, quel que soit ce qu'elle implique en termes de prix et de profits. C'est justement parce que le capital n'a pas une taille fixe mais variable qu'il est nécessaire de s'en tenir aux relations immuables de la production de capital, qui règnent quel que soit l'effet des mouvements du capital sur les relations de prix, et, réciproquement, l'effet des relations de prix sur les mouvements du capital. Le concept de capital total exclut toute division autre que celle en capital constant, capital variable et plus-value. Ces catégories couvrent toutes les sphères de production quoi qu'elles puissent produire et dans quelles conditions. Tous les produits, y compris la force de travail, sont des marchandises de même rang. C'est la forme abstraite de la valeur et de la plus-value – l'argent – qui les rend égales. La valeur n'existe donc que comme un phénomène social, comme une moyenne de relations de temps de travail abstrait, aussi bien en ce qui concerne une marchandise unique que le capital social total pour lequel le taux général de profit est déterminé par rapport à la composition organique sociale moyenne du capital. Ce qui caractérise le concept marxien de valeur, c'est sa détermination par la valeur d'échange qui prévaut sur tous les autres aspects de valeur d'usage de la production capitaliste. Il va de soi que l'existence même de la société capitaliste dépend de la production de valeurs d'usage et de leur distribution à travers les relations de marché qui s'établissent dans la chasse à la valeur d'échange. Le profit social, ou plus-value, réalisé d'une manière ou d'une autre par l'action de la concurrence capitaliste, déterminée elle-même par l'accumulation du capital, est distribué à proportion de la grandeur des divers capitaux qui, par leur existence, reflètent l'allocation sociale du travail. Pour que cela soit réalisé, il faut que le taux de profit général soit indépendant de tout capital particulier et de sa composition organique spécifique. Ce n'est, en effet, que de cette manière que les exigences en valeurs d'usage de la production capitaliste peuvent être satisfaites.

L'interdépendance entre les unités engagées dans la production, telle qu'elle est déterminée par la valeur d'usage, présuppose l'interdépendance des unités de production, établie par la valeur

d'échange. Les relations techniques de la production sociale ne sont qu'un aspect des relations de valeur, ce que Marx exprime par le concept de composition organique. La position dominante de la valeur d'échange interdit tout rôle déterminant, hors les contraintes de la production de valeur, au caractère valeur d'usage des marchandises. En d'autres mots, les interdépendances de la production du capital, déterminées par la technique, sont subordonnées aux interdépendances des relations de valeur qui gouvernent le développement capitaliste à travers leur régulation de l'accumulation du capital. C'est cette dernière qui définit le caractère des relations techniques et non l'inverse, et, avec lui, les interdépendances de la production sociale qui apparaissent comme des relations de valeur d'usage.

Dans tout système économique viable, la production est production de valeurs d'usage: ce fait est donc tout à fait sans signification pour décrire et analyser un système particulier par exemple le capitalisme. Pour Marx, la valeur d'usage en tant que telle n'a aucune signification économique, sauf comme base matérielle de la valeur d'échange. La théorie bourgeoise affirme, bien sûr, qu'il y a des lois économiques générales valables pour tout système social et se sent par conséquent autorisée à ne voir dans le capitalisme qu'un cas particulier où elles continuent de jouer. Or ces «lois générales» se résument à l'inévitable nécessité pour tout système de se reproduire: elles sont donc aussi peu douées de signification que le fait que toute production est production de valeur d'usage. Dans les deux cas, la nature spécifique du capitalisme, forme historique, est sous-estimée à la faveur d'une généralisation sans objet s'appuyant sur des banalités du genre: tout système économique est soumis à quelques nécessités naturelles et, ainsi, partage avec les autres quelques similarités au sein de ses différences historiques.

Dans le capitalisme, le temps de travail apparaît comme valeur et est déterminé par la nécessité sociale d'une manière double: par rapport au temps socialement nécessaire pour produire toute marchandise particulière et par rapport au temps nécessaire pour

produire les quantités des diverses marchandises exigées pour la reproduction élargie du capital. La valeur temps de travail n'est donc pas identique au temps de travail réel employé dans la production, mais seulement au temps de travail abstrait contenu dans les marchandises considérées comme produits du système dans son ensemble. Ce n'est aussi que dans la mesure où la plus-value est produite sous la forme de valeur temps de travail abstrait que la plus-value totale est égale au profit total et la valeur totale aux prix totaux. Le travail improductif, c'est-à-dire le travail qui ne fournit pas de plus-value, n'est pas à strictement parler partie de la production capitaliste. Pourtant le temps de travail réellement fourni dans la société contient ce travail improductif qui n'entre pas dans le temps de travail socialement nécessaire qui définit la valeur. De plus, la valeur de la force de travail est dérivée, non du temps de travail en tant que tel, mais de la valeur des marchandises que les travailleurs achètent avec leurs salaires. C'est donc toujours de la valeur abstraite et de la plus-value que les prix et les profits sont dérivés, jamais du caractère valeur d'usage des marchandises ou des particularités techniques de leur production.

Cogoy, quoique d'accord avec la découverte de Sraffa selon laquelle le taux de profit, et avec lui tous les prix, peut être directement dérivé des relations entre quantités physiques de marchandises, aimerait pourtant garder le concept marxien de valeur, ne serait-ce que pour établir un lien entre les relations de prix et l'organisation réelle du processus de travail. Il aborde pour la première fois cette question sous le titre: *Le Dilemme de la théorie néoricardienne*, Il y continue d'affirmer que l'analyse de Sraffa ne peut remplacer la théorie de la valeur de Marx. Il soutient que, s'il est nécessaire de critiquer Marx en suivant Sraffa, il est aussi nécessaire de critiquer Sraffa en s'appuyant sur Marx, car il reste vrai que les relations de valeur sont le fondement rationnel de l'analyse de la formation des prix et des profits, même si les relations entre valeur et prix ne sont pas celles que suppose Marx. Dans son deuxième traitement, plus développé, de la même question, Cogoy parle toujours de «structure de valeur» et de «structure de prix», mais c'est pour

rejeter la première au profit de la seconde²⁷. Il affirme que, si la transformation de la valeur en prix au sens marxien est impossible, le lien interne, entre la fonction régulatrice de la loi de la valeur et les interactions entre les divers capitaux dans la formation du taux de profit, se trouve rompu et cela interdit toute analyse sensée du capitalisme. Il voit donc maintenant les défauts de Marx dans la procédure de transformation comme des défauts de la théorie de la valeur, provenant de son incapacité à prendre en compte la structure complexe de l'interdépendance technologique qui lie les diverses industries. Si la loi de la valeur garde encore une place centrale pour la compréhension du système et de ses tendances au développement, ce n'est que comme reflet des rapports sociaux de production au sens large, et pas de manière quantitative. En fait, les formes techniques qui réalisent la socialisation du travail sont plus importantes que les vagues relations de valeur qui, apparemment, montrent la socialisation du travail par l'établissement du taux de profit moyen. Le concept abstrait de valeur doit donc céder la place à des principes reposant sur la structure de valeur d'usage de la production capitaliste et, à cet égard, de toute sorte de production. Mais à ce stade, nous pouvons quitter Cogoy car il a fait le saut irrévocable, quittant le marxisme pour la théorie néoricardienne dont nous traiterons ailleurs²⁸.

Résumons. Lorsque la théorie néoclassique insiste sur le point qu'il n'y a pas de transformation de la valeur en prix, elle est suivie par les néoricardiens, mais aussi par Marx, ne serait-ce que parce qu'il n'existe aucune manière d'explicitier les relations de valeur en termes quantitatifs, pour prouver leur équivalence avec les relations de prix. Si la transformation de la valeur en prix était possible, le choix serait offert entre une théorie de la valeur et une théorie des prix. Pourquoi alors parler de valeur puisque le monde réel

27. M. COGOY, *Wertstruktur und Preisstruktur. Die Bedeutung der linearen Produktionstheorie für die Kritik des politischen Ökonomie* (Structure de valeur et structure de prix. La signification de la théorie linéaire de la production pour la critique de l'économie politique), Francfort, Suhrkamp, 1977.

28. Malheureusement cette discussion supplémentaire de l'œuvre de Cogoy n'a pas été écrite [Note de Paul Mattick, Jr.].

du capitalisme est un monde de relations de prix ? En fait, on a pu dire que :

dans la mesure où les problèmes dont on cherche la solution portent sur le comportement d'éléments disparates du système économique (prix des marchandises individuelles, profits des capitalistes particuliers, combinaison des facteurs productifs dans les firmes individuelles, etc.), il ne semble pas faire de doute que le calcul en valeur ne soit pas d'un grand secours. Les économistes orthodoxes ont énormément travaillé sur des problèmes de ce type pendant la dernière moitié du siècle et même au-delà. Ils ont développé une sorte de théorie des prix qui, dans cette sphère, est plus utile que tout ce que l'on peut trouver chez Marx et ses successeurs.²⁹

Néanmoins le concept de valeur doit être retenu car :

il permet de voir, sous le phénomène superficiel de l'argent et des marchandises, les relations sous-jacentes entre les gens et les classes.³⁰

Ainsi que nous l'avons vu, un certain nombre des participants à cette controverse, ayant publié des contributions au problème de la valeur et des prix, partagent cette opinion qui réduit la théorie de la valeur à une simple théorie de l'exploitation.

Dans toute cette discussion, on admet la théorie bourgeoise des prix. C'est la valeur qui fait problème. Après tout, ce sont les prix que l'on observe. Ils sont ce qu'ils sont, qu'ils soient rattachés ou non à des relations de valeur sous-jacentes. Mais justement, ils sont ce qu'ils sont indépendamment aussi de la théorie bourgeoise des prix qui traite d'un « système de prix purs » et non des prix rencontrés dans le monde réel. Cette « théorie pure » joue le même rôle, par rapport aux prix réels, que la théorie marxienne de la valeur, par rapport aux prix de production. Les prix de la « théorie pure » sont tout autant inobservables. « La définition des prix par les économistes n'est, nous dit-on, certainement pas facile à mettre en œuvre, si ce n'est dans des cas ultra-simplifiés de manière artificielle. C'est pourquoi

29. P. SWEEZY, *The Theory of Capitalist Development* (La théorie du développement capitaliste), New York, Monthly review, 1942, p. 129.

30. *Id.*

les *businessmen* ne suivent pas le mode d'analyse des économistes mais adoptent des règles empiriques simplifiées³¹.» Dans son champ limité, la théorie bourgeoise n'a qu'un rôle explicatif; si elle avait une valeur opératoire elle ne se référerait plus aux relations de marché qu'elle suppose s'auto-ajuster.

La théorie bourgeoise parle d'un système statique: elle est donc sans lien avec la réalité qui, elle, est dynamique. Elle fait des hypothèses théoriques qu'il est impossible de vérifier pratiquement. Elle reste la théorie d'un système de prix imaginaires. Elle insiste sur l'interdépendance de tous les prix et sur leur dérivation à partir des prix de tous les biens finaux, vus comme des prix d'équilibre. Pourtant, maintenant, on admet que la demande globale puisse différer de l'offre globale. Il en résulte un désaccord entre le prix théorique et le prix réel: ce dernier reste inexpliqué. Jusqu'à une date récente, la théorie des prix ne prenait pas en ligne de compte la distribution des revenus car elle supposait que chaque facteur de production, travail ou capital, trouvait sa propre récompense proportionnellement à son produit marginal, si bien que tous les revenus de possesseurs de facteurs étaient égaux aux contributions respectives de ces facteurs au processus de production. C'est de cette manière que le système de prix déterminerait la distribution des revenus, quelle qu'elle puisse être. En tout cas, la « science de l'économie » se restreint à l'étude de l'allocation des marchandises par le biais des « préférences révélées » des consommateurs, et cela quelles que soient les conditions de distribution. Cette théorie est aujourd'hui battue en brèche: elle ne peut rendre compte des relations réelles des prix et de leurs variations. Elle ne fait que « traduire en termes apparemment plus théoriques et plus généraux les idées étranges du capitaliste trompé par la concurrence et [s'évertuer] à démontrer la justesse de ces idées³² ».

Marx ne pouvait concevoir une théorie des prix séparée de la théorie de la valeur. Les relations de prix réelles et leur développe-

31. R. DORFMAN, *The Price System* (Le système des prix), Engelwood Cliffs, N.J., Prentice Hall, 1964, p. 40.

32. K. MARX, *Le Capital, Livre trois* (1864-1875), in *Œuvres II, op. cit.*, p. 1014.

ment historique ne sont que l'expression, sur le marché, de relations de valeur qui sont l'élément déterminant l'expansion du capital. Les prix varient avec les relations de valeur et ces dernières évoluent avec les changements du système dans son ensemble, suivant l'accumulation du capital. Le fait que les prix dérivent de la valeur apparaît dans les changements du niveau général des prix et dans le taux de profit moyen. Hors ces changements, les altérations des prix généraux n'ont pas d'autre signification que celle de réactions temporaires à des glissements de l'offre et de la demande au sein des relations de valeur existantes. Elles sont contrebalancées par des contre-glissements et peuvent être négligées. Quelle que soit la signification, pour des capitaux individuels, de ces changements des prix relatifs, ils n'affectent pas l'état de l'économie dans son ensemble, ni les tendances de son développement.

N'étant pas un abécédaire pour *businessmen*, la théorie marxienne n'a aucun désir de se torturer à déterminer les prix individuels, ou à traiter des problèmes de telle ou telle entreprise particulière et de sa profitabilité. Dans un système dynamique comme le capitalisme, « faire de l'économie » en partant des prix dépend, en tout état de cause, du comportement du système dans son ensemble. C'est un fait que la théorie bourgeoise « du risque et de l'incertitude » reconnaît à sa façon. Dans la mesure où il est possible d'avoir une preuve empirique de la détermination des prix par la valeur, c'est dans la comparaison du niveau général des prix du passé et de ceux du présent, ou entre celui des nations les plus développées et des nations les moins développées (du point de vue capitaliste), qu'il faut la rechercher. Ainsi la croissance de la productivité du travail se traduit par une baisse de la valeur des marchandises: cet abaissement de la valeur s'exprime par un abaissement des prix.

Faisons tout de suite remarquer que la valeur peut diminuer sans que les prix soient modifiés, et même que les prix peuvent augmenter. Mais cela prouve simplement qu'il y a eu dévaluation de la monnaie. La valeur d'une monnaie-marchandise, or ou argent, est déterminée comme pour toute autre marchandise, par son coût de production plus le taux de profit moyen. Son prix diminue donc avec sa valeur,

avec quelques modifications dues aux variations de relations d'offre et de demande. Mais comme la monnaie-marchandise est relayée par d'autres types de monnaie, une inflation de l'offre de monnaie peut conduire à des prix qui semblent contredire la réduction du contenu en valeur des marchandises. Il s'en suit qu'il faut étendre la loi de la valeur à l'offre de monnaie pour que la décroissance de la valeur des marchandises s'exprime par un abaissement des prix.

Si on met à part ces variations du niveau général des prix, que l'on peut constater en consultant les statistiques, c'est l'existence d'un taux de profit général qui permet de vérifier l'effet des relations de valeur sur les relations de prix et de profit. Ce n'est, bien sûr, qu'une manière de parler lorsqu'on affirme que l'établissement d'un taux moyen de profit réalise un transfert de valeur entre diverses entités de capital. En réalité, ce « transfert » n'est pas observable, mais est le résultat de mouvements forcés des prix qui échappent aux agents économiques et qui résultent des relations de valeur. L'établissement d'un taux général de profit ne rend pas caduque la loi de la valeur: c'est cette dernière qui se manifeste dans le taux de profit moyen. Les mouvements des prix dépendent des relations de valeur parce que la reproduction et l'accumulation du capital s'accomplissent, non en termes de valeurs d'usage, mais en termes de valeur d'échange. Le processus de production physique ne répond aux exigences physiques de la société que dans la mesure où elles sont compatibles avec le maintien et l'élargissement du capital. L'aspect valeur d'usage de la production de marchandises et de la marchandise elle-même interdit un échange de biens mesuré en termes de temps de travail abstrait, cela à cause des divers taux d'exploitation, des différentes conditions de production et des compositions organiques différentes des divers capitaux. C'est pourquoi l'échange de marchandises dans une société capitaliste n'est possible qu'en termes de prix qui à la fois dérivent et dévient de la valeur temps de travail.

Les prix ont précédé le système capitaliste; ils continuent d'exister avec lui mais, maintenant, associés aux relations capitalistes spécifiques de production. C'est leur existence qui a fait poser la question de leur signification dans la production capitaliste de marchandises,

conduisant à la découverte des relations de valeur sur lesquelles ils reposent. Mais l'émergence de la théorie de la valeur n'a rien changé au fait que les relations de prix déterminent le processus d'échange. On ne devrait, on ne peut, soulever la question d'une transformation réelle de la valeur en prix dans un système qui ne fonctionne que sur la base des relations de prix. Mais les relations de valeur existent tout autant: il est évident par soi-même que les marchandises doivent être produites, qu'elles le sont et par du travail d'hommes, si bien que les diverses marchandises peuvent être distinguées en termes de quantité de travail exigée pour leur production. Le caractère social de la production de marchandises demande une allocation du travail social total dans des proportions telles que soient assurées l'existence et la reproduction élargie du système. Cela doit être accompli par un processus d'échange dans lequel personne n'a conscience des exigences réelles, dans leur aspect matériel ou de valeur d'usage, du système dans son ensemble. Il faut trouver un substitut à cette conscience, et c'est ce qui se fait à travers les mouvements de prix qui, par eux-mêmes, sont sans lien direct avec les quantités de temps de travail incorporé dans les marchandises. C'est à travers les prix et non la valeur que la production sociale et l'échange trouvent quelque régulation; c'est pourquoi ce sont les prix qui doivent prendre en compte l'allocation nécessaire du travail entre les diverses sphères de production, et la rentabilité de toutes les sortes de production exigées par l'existence du système dans son ensemble.

Qu'un tel système ne puisse être conçu comme un système en équilibre semble évident. Mais cela n'a rien à voir avec son existence et sa pérennité. Régulatrice de la production du capital, la loi marxienne de la valeur ne fait rien de plus que fixer des frontières sociales définies bornant les mouvements de prix et de profits, à travers lesquels le système entre en action. Disons une fois encore que ces frontières ne sont discernables que dans les relations de prix et de profit qui transforment un équilibre apparent, suggéré en fait par l'expansion du capital, en un déséquilibre: la crise. Tout cela débouche sur le chapitre suivant. Au point où nous en

sommes, il suffit de dire que la détermination du système des prix par les relations de valeur apparaît, empiriquement, de manière la plus flagrante, dans les perturbations et les crises récurrentes du capital, quoique toujours en termes de prix et de profits et non en termes de valeur. Nous pouvons donc abandonner « le problème de la transformation » aux mages mathématiciens de « l'économie post-marxienne de la production ».

VALEUR ET CAPITAL

Étant donné le caractère de valeur de la production du capital, la croissance de la productivité du travail et l'expansion du capital sont des expressions différentes de la capitalisation de la plus-value. Ce processus modifie la composition organique du capital social total. Marx écrit :

Dans l'ensemble, il faut supposer que, dans le mode de production agricole primitif, précapitaliste, l'agriculture est plus productive que l'industrie, parce que la nature y coopère, faisant office de machine et d'organisme, alors que dans l'industrie les forces naturelles ne sont encore remplacées, à peu près exclusivement, que par la force humaine (comme dans l'industrie artisanale, etc.). Dans la phase de développement impétueux de la production capitaliste, la productivité de l'industrie se développe de manière accélérée par rapport à l'agriculture, quoique son développement présuppose que, dans l'agriculture, des variations importantes du rapport capital constant capital variable se soient déjà produites, c'est-à-dire qu'une masse de gens ait été chassée de l'agriculture. Ensuite la productivité progresse dans les deux domaines mais d'un pas inégal. Toutefois, à une certaine apogée de l'industrie, la disproportion doit nécessairement diminuer, c'est-à-dire la productivité de l'agriculture augmenter relativement plus vite que celle de l'industrie.¹

Lorsque la production capitaliste est devenue le mode de production dominant, elle détermine la croissance de la productivité dans toutes les sphères de la production et répartit le travail social en conséquence.

L'expansion du capital accroît non seulement la productivité du travail mais aussi le nombre de travailleurs salariés et, avec eux, la masse de plus-value. Mais de même que le développement capitaliste présuppose un accroissement de la productivité du travail précapitaliste, de même l'extension du mode capitaliste de production exige une croissance constante de la productivité de sa force de

1. K. MARX, *Théories sur la plus-value*, op. cit., vol. II, p. 116.

travail. Seule la croissance de la plus-value assure son expansion et son extension territoriale, grâce à la transformation de la plus-value en capital additionnel, constant et variable. C'est par l'accumulation que le capitalisme s'étend dans l'espace, transformant le travail additionnel en travail salarié, dans sa poursuite simultanée de la plus-value absolue et relative. La production capitaliste tend donc à devenir universelle, créant le marché mondial par l'extension du capital. L'échange de marchandises a donné naissance à la production capitaliste; aujourd'hui la production du capital détermine la croissance des marchés: ceux-ci dépendent de l'accumulation du capital. Cela a bien entendu pour conséquence que s'il devait y avoir une limite à l'extraction de la plus-value à partir d'un nombre donné de travailleurs, il y aurait aussi une limite à l'extension et à l'élargissement du capital.

Voyons les choses sous l'angle historique. L'expansion du capital démarre avec une très basse composition organique. Les profits sont alors faibles parce que la valeur d'usage du travail – en d'autres termes sa productivité – est encore tout à fait limitée. C'est pour cette raison que, au début, la croissance du capital repose sur la plus-value absolue, sur une journée de travail extrêmement longue et sur l'exploitation féroce de la classe ouvrière, le tout exaspéré par une concurrence au couteau dans la chasse à une plus-value sociale encore maigre. L'accumulation est alors un processus précaire à cause de la basse composition organique du capital. À un certain stade du développement cependant, la composition organique commence à croître de manière significative et remplace de manière croissante la plus-value absolue par la plus-value relative, ce qui indique une montée de la productivité de la force de travail. L'accumulation du capital peut maintenant ne poursuivre tout en réduisant, en général, le temps de travail et, en particulier, le temps de travail nécessaire, celui qui produit la valeur du capital variable.

La seconde phase d'expansion du capital est, de manière prédominante, fondée sur la plus-value relative, sur la réduction du capital variable par rapport au capital constant. Alors que la valeur d'échange de la force de travail diminue, sa valeur d'usage pour le

capital augmente. Bien entendu, ce déclin de la valeur de la force de travail ne se traduit pas par une réduction quelconque du niveau de vie des travailleurs car, progressivement, il faut moins de temps de travail pour produire l'équivalent marchandise qui représente le capital variable. Quoique, dans des limites définies, la valeur de la force de travail soit variable, Marx, dans le *Capital*, où il expose son modèle abstrait de l'accumulation, supposa qu'elle demeure non affectée, c'est-à-dire qu'elle correspond toujours à l'équivalent marchandise nécessaire pour produire et reproduire la force de travail sociale, sans tenir compte de ce que cela implique en termes de quantité de marchandises exprimée en valeurs d'usage. Si la valeur d'échange est suffisamment abaissée, elle sera exprimée par davantage de valeurs d'usage, ce qui, bien entendu, se traduira par une amélioration des conditions de vie de la classe laborieuse, même si la valeur d'échange de cette dernière a diminué. Ces valeurs d'usage continueront d'exprimer la valeur de la force de travail telle qu'elle est exigée pour sa reproduction, en accord avec les habitudes et les conditions de vie existantes. Les relations de valeur de la production capitaliste n'impliquent aucun niveau de vie précis pour la classe ouvrière, mais plutôt des niveaux de vie qui, à tel ou tel moment, permettent l'accumulation du capital.

À première vue, il peut sembler que, si l'accumulation et la croissance de la productivité sont un seul et même processus, le déclin immanent qui en résulte pour la valeur temps de travail des marchandises puisse être compensé par une croissance quantitative respective de la masse des marchandises produites. Toutefois le problème n'est pas de maintenir mais d'agrandir la plus-value pour atteindre les buts de l'accumulation. Tout capital doit devenir plus grand. Or la croissance de la productivité du travail non seulement décroît la valeur de la force de travail, mais aussi déprécie le capital déjà accumulé. Comme le capital existant est « mesuré » non par rapport aux coûts de production qu'il a connus au cours de son histoire, mais par rapport aux coûts inférieurs qui constituent le capital constant additionnel, l'élargissement du capital, en tant que valeur d'échange, est sans arrêt freiné par le déclin de la valeur

d'échange du capital déjà accumulé. Pour que le capital constant total croisse en termes de valeur, la plus-value nouvellement produite doit non seulement couvrir le coût des nouveaux investissements mais aussi la perte de valeur du capital ancien qui a été créé dans des conditions de moindre productivité. Une croissance absolue du capital exige donc un taux de plus-value assez élevé pour couvrir à la fois les nouveaux investissements et la dévaluation du capital existant. Cette situation a sa source dans le double caractère de la marchandise: valeur d'échange et valeur d'usage.

Le capital social total comprend à la fois le capital constant et le capital variable. Si l'accroissement de la productivité se traduit par une production augmentée de marchandises dans un temps moindre, il faut moins d'ouvriers pour fabriquer une même masse de marchandises, voire une plus grande. Il y a donc une diminution du nombre de travailleurs par rapport à la production; mais l'expansion du capital, grâce à la plus-value nouvellement investie, entraîne une croissance absolue du nombre de ceux-ci. Mais cette croissance absolue s'accompagne d'un déclin relatif par rapport à la croissance du capital social. Et, comme seul le capital variable produit la plus-value, le taux de profit du capital total doit baisser lorsque la composition organique du capital monte, à moins que le taux de plus-value ne croisse suffisamment vite pour le maintenir avec un capital qui s'accumule. Selon Marx:

le taux de profit fournit une expression du taux de plus-value toujours inférieure à la réalité. Le taux de profit ne serait égal au taux de plus-value [...] que si le capital entier investi était payé en salaires².

Une croissance constante de la composition organique du capital doit entraîner une baisse du taux de profit, même avec une croissance du taux de plus-value. Marx fait remarquer que:

Dans sa totalité, la plus-value est déterminée: 1° par son taux; 2° par la masse du travail simultanément employé à ce taux, ou, ce qui revient au même,

2. K. MARX, *Le Capital, Livre trois* (1864-1875), ce passage ne se trouve pas dans l'édition de la Bibliothèque de la Pléiade.

par la grandeur du capital variable. D'un côté, l'un des facteurs, le taux de plus-value, monte; de l'autre côté, le nombre des ouvriers baisse (relativement ou absolument). Pour autant que le développement des forces productives diminue la partie payée du travail employé, il augmente le taux de plus-value, donc cette dernière; mais, dans la mesure où il diminue la masse totale du travail employé par un capital donné, il diminue le facteur du nombre par quoi ne multiplie le taux de plus-value pour produire sa masse [...] À cet égard, la compensation du nombre réduit des ouvriers par l'intensification du degré d'exploitation du travail ne peut dépasser certaines limites; elle peut, certes, entraver la baisse du taux de profit, mais non la supprimer.³

La baisse tendancielle du taux de profit peut être démontrée en faisant artificiellement croître la composition organique du capital tout en laissant stable le taux d'exploitation. Dans de telles conditions, le taux de profit chute proportionnellement à la croissance de la composition organique. Ce qui révèle que l'accumulation du capital dépend de la croissance du taux de plus-value. S'il y a accumulation, cela prouve que la croissance de la plus-value est suffisante pour contrebalancer la baisse tendancielle du taux de profit, ce qui ne serait pas observable dans les relations de prix du marché.

La baisse du taux de profit et l'accumulation accélérée ne sont que des expressions différentes du même processus: elles expriment toutes deux le développement de la productivité du travail. De son côté, l'accumulation accélère la baisse du taux de profit, dans la mesure où elle implique la concentration du travail sur une grande échelle et, par suite, une composition supérieure du capital. D'autre part, la baisse du taux de profit accélère également la concentration du capital et sa centralisation par l'expropriation des petits capitalistes, du dernier des producteurs directs chez qui il y a encore quelque chose à exproprier. Ainsi, l'accumulation se trouve accélérée, quant à la masse, quoique le taux d'accumulation baisse avec le taux de profit.⁴

La multiplicité du monde capitaliste – nature globale des relations d'échange, caractère dynamique du processus d'expansion, déviations

3. *Id.*, p 1029-30 du vol. II de cette édition.

4. *Ibid.* p. 1024.

possibles sans nombre là partir des règles de base de la production et du processus d'échange déterminés socialement – rend extrêmement difficile, sinon impossible, l'identification d'événements particuliers au sein des relations de valeur qui sous-tendent le système. Il est moins difficile d'observer des événements qui confirment ou infirment le caractère de valeur de la production capitaliste. On les trouve dans le développement historique. La preuve de la théorie de la valeur doit être recherchée, non dans sa consistance logique abstraite, mais dans la course réelle du développement capitaliste, en vérifiant si oui ou non ce développement suit une tendance déductible de la théorie de la valeur.

Le Capital est donc avant tout une théorie du développement capitaliste. Marx a réservé à un travail ultérieur une élucidation plus détaillée du monde capitaliste de l'apparence, déterminé par les relations de valeur essentielles. Toutefois ces relations sont tout aussi empiriques que le monde réel de l'expérience. La théorie est abstraite non au sens d'une pure hypothèse de travail conceptuelle, mais littéralement en ce qu'elle fait abstraction de tous les phénomènes superficiels de l'économie de marché, moins importants et continuellement changeants, qui n'existent que par la vertu des relations sociales de production à la mode capitaliste. Ces relations sont le monde capitaliste réel. Relations de prix et de marché, elles peuvent prendre diverses formes trompeuses au cours du développement capitaliste, mais elles ne peuvent revêtir de tels déguisements que dans la mesure où la paie réelle de la production capitaliste, c'est-à-dire la relation capital-travail rapport de valeur, reste intacte.

C'est cette permanence qui rend possible la construction d'un modèle théorique de la production capitaliste qui néglige les nombreuses modifications de la forme que prennent les relations capital-travail, rapport de valeur, dans la société productrice de marchandises. Cette construction est aussi empirique dans la mesure où elle révèle la structure de base du capitalisme qui reste non affectée par les aléas des relations de marché. Une analyse de la production capitaliste qui repose sur les relations de valeur et rien d'autre ne rend pas compte de toute l'histoire du développement

capitaliste, mais elle met à nu la dynamique de ce développement. S'il est possible de faire abstraction de cette dynamique pour révéler la tendance inéluctable du développement d'une société qui repose sur la production de plus-value, l'inverse est impossible: on ne peut faire abstraction des relations de valeur pour saisir le développement des relations de marché. Celles-ci, relations de prix et de profit, sont certainement observables par nature, mais elles n'existeraient pas sans les relations de valeur qui les sous-tendent.

En faisant l'hypothèse d'un système capitaliste formé et complètement développé, en restreignant son analyse à la production de la plus-value et en négligeant le problème de sa réalisation, Marx est arrivé logiquement à la conclusion que les relations de valeur de la production capitaliste à la fois expliquent la rapide croissance du système et permettent de prédire sa mort finale. Rien de précis ne peut être dit sur la baisse tendancielle du taux de profit, phénomène historique et à long terme, mais l'influence prépondérante de cette tendance se manifeste dans le cycle réel de crises que connaît le développement capitaliste. La théorie de l'accumulation, proposée par Marx, est donc, en même temps, une théorie des crises, fondée sur l'analyse des relations de valeur dans la production de capital. Le cycle de crises a accompagné tout le développement capitaliste, cela quelle qu'ait pu être la composition organique du capital à un moment donné; ce n'est donc pas cette composition en tant que telle qui, avec le taux de profit, détermine l'état de l'économie, mais une relation spécifique, dépendant du temps, entre un taux d'exploitation spécifique et une composition organique spécifique du capital total.

Le modèle de Marx de la production capitaliste décrit un système imaginaire, débarrassé de tous les obstacles qui masquent les relations réelles de production et, souvent, semblent les contredire. Mais son analyse n'est imaginaire que dans la mesure où elle fait abstraction des apparences changeantes du marché, représentation de relations sociales de production immuables qui assurent la production de la plus-value *via* le caractère fétichiste de valeur de la production sociale. Comme cette dernière détermine les

mouvements réels observables du monde capitaliste, la théorie marxienne de l'accumulation, théorie de la baisse tendancielle du taux de profit, se restreint à traiter d'une contradiction inhérente à la production capitaliste qui, quoique toujours présente, n'est pas nécessairement visible dans les événements du marché, car elle peut être contrebalancée, pour des périodes de temps plus ou moins longues, par les réactions des capitalistes.

Quoi qu'il en soit, le fait même de son développement témoigne de la capacité du capitalisme à accroître le taux d'exploitation suffisamment vite pour compenser la baisse du taux de profit que ce développement entraîne. En dépit des catégories économiques qu'elles retiennent et des méthodes d'analyse qu'elles emploient, les données empiriques existantes fournissent la preuve de ce qui est évident à l'œil nu: la croissance continue de la composition organique du capital, à la fois dans son aspect matériel et dans son aspect de valeur. Selon Marx, il en résulte que:

Le même développement de la productivité sociale du travail s'exprime, d'une part, dans la tendance à une baisse graduelle du taux de profit et, d'autre part, dans la croissance constante de la masse absolue de la plus-value ou du profit accaparés; si bien que, dans l'ensemble, à la baisse relative du capital variable et du profit correspond une hausse absolue de l'un et de l'autre. Ce double effet, redisons-le, ne peut se traduire que par un accroissement du capital total à un rythme plus rapide que celui de la baisse du taux de profit.⁵

Cependant le décroissement de la partie variable du capital par rapport à sa partie constante, ce changement dans la composition-valeur du capital n'indique que de loin le changement dans sa composition technique [...]. La raison en est que ce même progrès des puissances du travail, qui se manifeste par l'accroissement de l'outillage et des matériaux mis en œuvre par une plus petite somme de travail fait aussi diminuer de valeur la plupart des produits qui fonctionnent comme moyens de production. Leur valeur ne s'élève donc pas dans la même proportion que leur masse. L'accroissement de la partie constante du capital par rapport à sa partie variable est par conséquent de

5. *Ibid.* p. 1008.

beaucoup inférieure à l'accroissement de la masse du travail employé. Le premier mouvement suit le dernier à un moindre degré de vitesse.⁶

Lorsque, au cours de l'accumulation, la croissance de la composition organique commence à faire décroître au lieu d'augmenter la plus-value extractible, la période d'expansion s'arrête. Dans la « course » serrée que mène le taux d'exploitation « contre » le taux d'accumulation, et qu'il doit gagner pour assurer la croissance du capital, l'étroitesse de son avance apparaît au grand jour, de temps en temps, lorsqu'il y a crise. Mais comme il n'est pas possible de remonter à partir des relations de prix et de profit aux changements de relations de valeur et de plus-value sous-jacentes, il n'est pas non plus possible de prédire à quel moment précis l'insuffisance de profitabilité, due à la croissance de la composition organique, bloquera le processus d'accumulation. Il faut que la baisse tendancielle du taux de profit se traduise par une chute réelle des profits sur le marché pour que son existence apparaisse au grand jour.

Toutefois, le capitalisme est le siège de bien plus de contradictions que celles inhérentes à la production de valeur, il s'en suit qu'une crise économique donnée n'est pas nécessairement liée à une baisse du taux de profit, due à des changements des relations de valeur au niveau de la production. Le désaccord entre l'offre et la demande peut être tel que soit gênée la réalisation de la plus-value produite, et la forme monétaire des relations de valeur peut conduire à des difficultés financières dérégulant le mécanisme d'échange. L'équilibre du marché n'est qu'une illusion, si bien qu'attendre une expansion sans friction du capital, au cours de laquelle de nouveaux investissements en capital fourniraient la demande nécessaire à une offre accrue, est tout autant illusoire, non seulement parce que cela présuppose un niveau précis de profitabilité, qui peut ou non exister, mais aussi parce que les agents économiques sont incapables de répondre aux exigences de production du système. Il peut alors y avoir manqué d'investissement ou échec des capitaux investis, tels que l'économie soit suffisamment ébranlée pour qu'une situation de crise s'établisse, situation qui ne se serait pas produite si, par

6. K. MARX, *Le Capital, Livre premier* (1867), in *Œuvres I, op. cit.*, p. 1135.

hasard, les décisions économiques des capitalistes avaient réussi à être plus étroitement en harmonie avec les exigences du système dans son ensemble.

Le fait que le processus de circulation du capital ne soit pas immunisé contre les crises a débouché sur diverses explications de celles-ci, qui reposent sur l'existence de perturbations dans les relations d'offre et de demande. La cause de ces perturbations serait soit une surproduction de marchandises, soit une non-consommation de la population, résultant en particulier du pouvoir de consommation limité de la classe laborieuse. Toutes ces explications retiennent l'hypothèse incorrecte que la production n'a pas d'autre but que de satisfaire les besoins de consommation de la population. Dans la théorie moderne des prix, par exemple, c'est la consommation, les changements des modes de celle-ci, qui détermine le processus de production. Si on adopte ce point de vue, on conclura qu'une crise peut être prévenue si tout ce qui est produit est consommé, y compris par la consommation productive du capital en expansion. Or une surproduction de certaines marchandises s'accompagne de la sous-production de certaines autres, mais ce n'est pas cette surproduction générale de marchandises qui caractérise la crise capitaliste due à la baisse tendancielle du taux de profit et qui ne peut être surmontée que par la reprise du processus d'accumulation. En outre, la limitation du pouvoir de consommation de la classe laborieuse est une condition de la production de capital et non une cause de crise. De fait, les crises sont surmontées grâce à une réduction relative du capital variable, ce qui est une expression de la croissance de la productivité du travail qui permet aux capitalistes de s'approprier une plus-value plus grande.

Marx s'est surtout intéressé à la crise de surproduction de capital, la suraccumulation. Celle-ci prend racine dans le caractère de valeur des relations sociales de production: c'est par conséquent un mécanisme de crise spécifique au capital. C'est cette prédisposition du capitalisme aux crises récurrentes qui montre que ce système est historiquement limité. Elle sous-entend, en effet, que le système, par suite de son expansion, repose sur une base d'exploitation qui

se restreint sans cesse. C'est cette inéluctabilité que révèle le modèle marxien abstrait de l'accumulation: elle ne peut être évitée si ce système de production n'est pas aboli. Les réactions des capitalistes à cette tendance peuvent conduire à des modifications continues de la structure de marché, éliminant certains éléments de crise et en introduisant d'autres, mais elles ne peuvent éliminer la tendance elle-même sans mettre fin au système. Il faut donc soumettre à l'analyse en valeur tout événement qui se produit dans le processus de développement pour en saisir la signification, les possibilités et les limites. Le modèle marxien abstrait de l'expansion du capital dégage une tendance au développement qui doit être reconnaissable dans les modifications diverses que subit le système. Si ce n'était pas le cas, il va de soi que le modèle perdrait toute validité et que la loi de la valeur ne serait pas la loi du développement capitaliste.

Mises à part les variations historiques du niveau général des prix, c'est la crise qui, pour Marx, constitue la preuve définitive, la vérification expérimentale de ce que la loi de la valeur est le régulateur caché de la production et du processus d'échange capitalistes. Si le mécanisme de marché pouvait par lui-même réguler l'économie capitaliste, il n'y aurait pas de crise générale. C'est pourquoi, jusqu'à une date récente, l'économie bourgeoise n'avait pas de théorie des crises, ni aucun traitement rendant compte du cycle des affaires. L'alternance de périodes d'expansion économique et de périodes de contraction est une alternance de périodes de croissance et de déclin des profits qui se raccordent sur une période de crise. Cela revient à dire qu'au plus haut point de l'expansion, le taux de profit commence à chuter de manière importante, tandis qu'au point le plus bas, il peut commencer à remonter, à condition toutefois qu'un taux de plus-value suffisant ait été obtenu à nouveau.

Pendant une période d'expansion rapide du capital, on porte davantage attention à la croissance de la production qu'à celle de la productivité du travail. On utilise à fond les ressources productives, les moyens de production relativement moins efficaces comme les plus performants, les travailleurs les moins productifs comme les plus capables, car, quoique cette méthode diminue en réalité le

taux moyen de productivité, elle peut, au début, fournir de plus grands profits par l'augmentation des ventes et l'élévation des prix. Lorsque les prix montent, le besoin de maintenir les salaires à un certain niveau se fait moins sentir: les salaires peuvent croître avec les profits. L'expansion du capital se faisant sur la base d'un niveau de profitabilité donné, elle crée, pour chaque capital individuel, le besoin concurrentiel de prendre part à l'essor général. L'extension du système de crédit soutient l'expansion de la production en réduisant, voire en éliminant, le besoin de profits immédiats. Mais, une fois mise en mouvement, l'expansion du capital est un processus aveugle, comme la production capitaliste elle-même, qui finit par atteindre les limites objectives posées par la contrainte de relations sociales de valeur inconnues.

Parce que ces relations de valeur ne sont pas discernables sous leur forme prix, ces derniers peuvent évoluer relativement indépendamment de leur détermination par la valeur. Mais cela veut seulement dire que les relations de prix perdent contact avec les relations réelles de production et d'échange. Comme les prix relatifs, comme le niveau général des prix, sont affectés par l'offre et la demande (elles-mêmes déterminées par l'accumulation du capital), il s'en suit que les prix peuvent dévier de leur base valeur, dans le sens positif ou négatif, selon que le système s'étend ou se contracte. Quand l'expansion générale de la production, déclenchée par l'expansion du capital, dépasse la croissance des profits en termes de prix et, finalement, en termes de valeur, la croissance simultanée de la composition organique du capital fait stopper l'expansion. Mais cet effet apparaît d'abord dans les relations de marché et de prix, sous la forme d'une baisse réelle de la profitabilité qui décourage les nouveaux investissements en capital.

L'accumulation du capital dépend des relations de valeur dans la production, et les interruptions du processus d'accumulation qui résultent de changements dans ces relations ne peuvent être causées que par des disparités qui se créent entre la plus-value exigée par le capital total donné et la plus-value totale réellement produite. Exactement comme le fait de l'accumulation, le manque

de profitabilité prouve que la production de capital est déterminée par les relations de valeur et de plus-value. Alors que la pulsion à accumuler est une chasse à la valeur d'échange, abstraction faite de la valeur d'usage, la productivité du travail est liée aux possibilités concrètes d'accroître la valeur d'usage de la force de travail et, par conséquent, à l'appareil physico-technique de la production. Il n'y a aucun moyen de coordonner consciemment la production pour que la productivité du travail soit toujours conforme aux exigences d'accumulation du capital. Si cette nécessité est violée, le résultat doit d'abord s'en faire sentir dans la sphère de la production, agissant sur les relations de prix et de profit, perturbant l'accumulation du capital et exigeant une réorganisation de ces relations par de nouveaux changements de prix et de profits.

Les prix et les profits ne peuvent jamais excéder la valeur et la plus-value produite, leur niveau dépend de ce qui a été en fait produit et non du taux d'accumulation nécessaire pour le capital déjà amassé. L'équivalence des prix et des profits avec la valeur et la plus-value est donc une condition de la production capitaliste qui ne garantit pas l'équivalence entre la masse de plus-value produite et celle requise pour un élargissement productif, c'est-à-dire profitable, du capital. Parce qu'il y a déclin relatif du capital variable tandis que la composition organique augmente, il peut y avoir diminution de la masse de plus-value même si son taux augmente. Il n'y a aucun moyen de déterminer la relation « propre » entre la croissance de la productivité et la baisse relative du nombre de travailleurs par rapport au capital total, de façon à pouvoir amener la masse de plus-value à être conforme au taux d'accumulation exigé.

La crise capitaliste et la dépression qui la suit signifient l'arrêt, ou la chute, de l'accumulation du capital: le processus de circulation est rompu et tout apparaît comme une surproduction de marchandises. La plus-value déjà produite, destinée à l'expansion du capital⁷, reste sous forme monétaire et ainsi manque à fonctionner comme capital.

7. Le texte anglais dit ici de manière imagée: *earmarked for the expansion of capital*, marquée à l'oreille pour l'expansion du capital, comme on marque à l'oreille une bête destinée à l'abattoir [NdT].

Une baisse du taux de profit, ou un niveau déjà bas de celui-ci, révèle que faire de nouveaux investissements non seulement ne rapporterait pas le taux ordinaire, mais encore conduirait à une baisse supplémentaire. Voilà pourquoi on n'en fait pas. La réduction des investissements [qui s'en suit] se présente comme une surproduction de moyens de production, tout autant que comme une surproduction de biens de consommation, car les travailleurs qui auraient été employés dans le cas d'une reproduction élargie du capital sont maintenant au chômage. Le manque de plus-value qui accompagne une chute réelle du taux de profit se traduit, sur le marché, par une réduction de la demande effective pour des marchandises de toute sorte. À moins que l'on ne trouve le moyen d'accroître la plus-value, la dépression prolongée s'installe. La loi de la valeur, qui explique cette chute de la prospérité vers la dépression, permet aussi de rendre compte d'une remontée de la dépression vers la prospérité: il faut une modification des relations de valeur favorable à une nouvelle expansion du capital.

Cette remontée s'accomplit donc par un renversement du processus qui a mené à la dépression. La croissance de la composition organique du capital conduit à un état de suraccumulation et une baisse du taux de profit, la stagnation et le déclin économique, en revanche, font décroître la composition organique et remonter le taux de profit. La dépression diminue la valeur du capital constant parce qu'il y a désinvestissement, banqueroutes et ventes de marchandises et de titres à des prix désavantageux. Le même appareil de production, bien qu'en partie inutilisé, représente alors une plus faible valeur d'échange, si bien que le rapport entre capital constant et capital variable se trouve modifié. Ce dernier est aussi réduit à cause du chômage, mais il se trouve maintenant rapporté à un capital constant dont la valeur d'usage est restée intacte, alors que sa valeur d'échange a été considérablement diminuée. L'effet est, en termes de valeur d'échange, similaire à celui de la croissance de la productivité en termes de valeur d'usage. Davantage de marchandises, ici des biens de production, se trouvent exprimées par une valeur d'échange plus faible, dont le déclin est compensé

par une plus grande quantité de valeur d'usage, de même que la réduction de la valeur contenue dans une marchandise est compensée par une plus grande quantité de valeurs d'usage. Le déclin de la valeur d'échange est indicatif d'un état inférieur de la composition organique, donc d'un taux de profit plus élevé pour la masse de plus-value existante.

Ce processus porte, bien sûr, préjudice à nombre de capitalistes, aux chômeurs et même aux ouvriers ayant un emploi. Mais, pour le système capitaliste en tant que tel, ces changements dans les relations de valeur fournissent une base franche pour un essor nouveau de l'économie. De plus, l'existence d'un important chômage permet de maintenir les salaires à un niveau plus bas que précédemment, ce qui fait croître la productivité, la concurrence pour les postes de travail entraînant l'élimination des travailleurs les moins productifs. Les tentatives frénétiques des capitalistes pour garantir leur capital et maintenir sa rentabilité face à la chute des prix entraînent une restructuration du processus de production et l'introduction d'innovations techniques qui augmentent la productivité du travail, et, à la longue, le taux de profit, du moins pour ceux qui réussissent, se trouve restauré, fournissant le point de départ de nouveaux investissements à grande échelle. Tout cela est, au fond, tout à fait évident. Ce que la dépression amène, c'est une tentative générale d'abaisser les coûts par une croissance de la productivité du travail, par un changement général de la structure du capital nécessitant l'assignation d'une valeur plus faible au même appareil productif, voire un appareil élargi. Bref la composition organique du capital doit diminuer sans que décroisse sa capacité productrice.

La dépression entraîne donc la destruction concentrée de valeur en capital. De fait, elle est l'expression de toutes les contradictions capitalistes, mais sous une forme plus intense. L'élimination de valeur en capital se fait aussi pendant les périodes « normales » de l'accumulation, mais à un moindre degré : l'expansion n'en est pas entravée. L'accumulation est, en même temps, processus de concentration affectant les capitaux plus petits. Faire concurrence c'est, pour le capital, fournir des marchandises à meilleur marché :

cette capacité dépend de la productivité et par conséquent de l'échelle de la production. Or, la reproduction élargie du capital entraîne la concentration de celui-ci, même si le nombre d'entités individuelles de capital peut augmenter. Pourtant, il est de plus en plus difficile de former de nouveaux capitaux parce que le capital initial minimal exigé croît constamment. À la concentration du capital s'ajoute sa centralisation, à travers la formation de sociétés par actions, de corporations, de lançements d'offres publiques d'achat (O.P.A.), de fusions.

La centralisation n'exige qu'un changement de distribution des capitaux présents, qu'une modification dans l'arrangement qualitatif des parties intégrantes du capital social.

Le capital pourra grossir ici par grandes masses en une seule main, parce que là il s'échappera d'un grand nombre [...] La centralisation ne fait que suppléer à l'œuvre de l'accumulation en mettant les industriels à même d'étendre l'échelle de leurs opérations [...] [Elle] étend et précipite les changements dans la composition technique du capital, changements qui augmentent sa partie constante aux dépens de sa partie variable, ou occasionnent un décroissement dans la demande relative du travail.⁸

Cette concentration et cette centralisation du capital sont, elles aussi, tout à fait évidentes, même si elles sont hypocritement déplorées par la littérature bourgeoise.

L'abaissement de la composition organique du capital pendant la période de dépression équivaut à un retour à un niveau antérieur de l'expansion du capital. C'est de la destruction de capital, pas de l'accumulation. Cette destruction aide, sans doute, à préparer une reprise du processus d'accumulation, mais le nouvel essor non seulement doit restaurer mais excéder, en termes de valeur, le capital préalablement amassé. En dépit des contretemps du processus d'accumulation, chaque nouvelle phase d'expansion doit conduire à une valeur en capital plus grande et, ainsi, à une composition organique accrue. Si ce n'était pas le cas, il y aurait stagnation du capital, pas accumulation. L'abaissement forcé de la composition

8. *Id.*, p. 1140.

organique, observé pendant la dépression, est, bien entendu, aussi un phénomène qui accompagne tout le processus d'accumulation. Quoique les changements matériels et techniques du processus de production répondent au besoin d'accroître le surtravail, ils peuvent néanmoins atténuer les différences (croissantes) entre capital constant et variable (en termes de valeur) et, ainsi, jusqu'à un certain point, ralentir la chute du taux de profit. Mais le ralentissement de la croissance de la composition organique est lui-même une expression de la montée de la productivité du travail et une réaction à la baisse de profitabilité du capital qui s'accumule. Il peut retarder la croissance de la composition organique, mais ne peut l'éviter totalement, car l'accumulation du capital n'est rien d'autre que l'élargissement du capital constant.

Les catégories économiques de Marx ne sont pas celles de la théorie économique bourgeoise, La baisse tendancielle du taux de profit, conséquence de l'accumulation du capital, peut être niée en s'appuyant sur le fait qu'elle n'est pas directement observable. Or, de même que les relations de valeur, prenant la forme de relations de prix, affirment leur pouvoir « régulateur » à travers les crises, la baisse tendancielle abstraite du taux de profit se manifeste aussi bien par un déclin réel et temporaire de l'économie capitaliste qui se contracte que par les diverses tentatives des capitalistes de restaurer la profitabilité et l'accumulation de leurs capitaux.

En période d'accumulation, la masse de profit croît de manière absolue, même si son taux diminue relativement à la croissance de la composition organique. La masse totale de profit peut être suffisante pour augmenter le capital existant. Empiriquement, la chute du taux de profit général se manifeste alors non dans un déclin des taux de profit réels, mais dans un ralentissement du taux d'accumulation. Cela, bien entendu, entraîne la baisse de la production capitaliste elle-même. « Toute addition de valeur doit être plus que compensée par la réduction de valeur qui résulte de la décréue du travail vivant »⁹, il s'en suit que le déclin relatif ou absolu de ce dernier dans le capital

9. K. MARX, *Le Capital, Livre trois* (1864-1875), ce passage n'est pas dans l'édition de la Pléiade.

social total doit détériorer la profitabilité ou l'accumulation, voire les deux à la fois. Découlant de la théorie de la valeur, cette déduction, quoique logiquement inattaquable, doit néanmoins être appuyée par l'observation du développement capitaliste réel. Or, effectuer des « mesures » du taux de profit pour un capital social donné, du taux nécessaire pour son augmentation, de la composition organique, non seulement se heurte à des difficultés conceptuelles, mais en plus semble défier toute vérification expérimentale en termes quantitatifs. Si les mouvements du capital qui s'expriment par sa concentration, sa centralisation, par le cycle de crise et le retard de son taux d'expansion, sont déductibles de la théorie de la valeur et qualitativement évidents pour tout le monde, ils ne peuvent être décrits en termes de statistiques et de nombres. Cela ne provient pas tellement du caractère abstrait de la théorie, de toute théorie en fait, ni de ses ambiguïtés méthodologiques, mais de l'impossibilité bien réelle d'accéder aux données nécessaires pour évaluer ces mouvements. Après tout, le capitalisme est un système qui échappe au contrôle social conscient et, par conséquent, on ne peut prévoir les changements continuels de ses interrelations quantitatives sauf dans la mesure où ils sont déterminés par les relations sociales de production, relations de valeur, et où ils apparaissent sous forme de tendances générales dans le développement capitaliste.

Les idéologues capitalistes les plus cohérents voient dans l'autorégulation de l'économie de marché sa seule régulation « rationnelle ». Cela implique, bien entendu, que les caractéristiques quantitatives se trouvent dans les relations de prix et de profit existantes, quelles qu'elles soient. Ceux qui cherchent à obtenir des données utilisables pour infléchir le cours des événements économiques doivent trouver des procédures analytiques pour distinguer dans les prix et les profits leur origine et leur destination, de façon à pouvoir établir s'ils concordent ou non avec les hypothèses théoriques. Ils doivent cependant se contenter de données qui, au mieux, ne permettent que de se faire une idée très partielle et approximative des événements économiques du passé. Les données sont fournies par les économistes professionnels dans le cadre de leur système théorique

préconçu. Il n'existe aucune donnée qui permettrait à un investisseur marxiste d'essayer d'exprimer ses découvertes théoriques en termes de statistiques empiriques. Il ne trouvera aucune catégorie économique valable pour le système dans son ensemble, mais des prix et des profits agrégés pour une partie isolée de l'économie et qui ne permet pas de dégager la variation des relations de valeur sous-jacentes aux relations de prix et de profit évoluant au cours du temps, ni l'influence des premières sur l'accumulation du capital.

Étant donné les difficultés rencontrées quand on cherche à démêler les relations de valeur de leur forme de prix et de profit, les tentatives, louables au demeurant, pour retrouver, de manière empirique et substantielle, les tendances de développement que détermine la valeur ne sont guère prometteuses. La croissance de la composition organique peut correspondre à une croissance comme à une décroissance de la masse de profit, selon le degré d'exploitation du travail. Si la valeur temps de travail du capital constant, du capital variable et de la plus-value pouvait être connue, il serait, en principe, possible de suivre les mouvements du taux de profit au cours du processus d'accumulation. Mais ce n'est justement pas possible parce que l'accumulation du capital, ou, et c'est la même chose, la croissance de la productivité du travail, entraîne des changements continuels et différents du contenu en valeur de ces trois catégories de capital: la croissance de la productivité les affecte de manière inégale. La « synchronisation » qui permet l'expansion du capital n'existe que comme tendance; elle ne s'exprime pas sous forme de quantités bien définies, discernables à chaque instant. Elle est créée par la formation de prix et de profits moyens, ce qui rend compte non seulement du taux de profit général, mais aussi de ces taux au sein des interrelations changeantes du contenu en valeur des trois catégories.

Comme le rapport de valeur qui forme la composition organique est aussi rapport de production physico-technique, toute évolution de la production est l'image de changements dans les relations de valeur et vice versa. La croissance de la composition organique sera, jusqu'à un certain point, visible dans l'accroissement de l'appareil

productif, de celui de la masse de matières premières, dans la réduction relative du nombre de travailleurs employés et dans le produit physique de la production. Ce fait permet de décrire un aspect du processus d'accumulation en termes physiques et de voir le développement du capital comme une croissance continue de la production. On peut alors traiter aussi les difficultés économiques comme étant de nature physico-technique, dues, soit à la rareté de facteurs dans la sphère de production, soit à des modifications de la demande effective. Lorsqu'on exprime en prix ou en monnaie la croissance et les mouvements de la production sociale, on ne se réfère plus à des glissements des relations de valeur, mais principalement à leurs aspects matériels ou à leurs aspects d'utilité et à leur évolution au cours du processus de production. Le rapport décisif pour le processus d'accumulation, c'est-à-dire la relation entre plus-value et capital social total, ou, en d'autres mots, l'aspect valeur de la composition organique, est complètement passé sous silence. Quoique l'expansion de la valeur d'échange soit la seule chose à laquelle se consacre la production capitaliste, cette dernière n'est vue que comme visant à l'accroissement de la production de biens de capital et de marchandises destinées à la consommation. Si on adopte un tel point de vue, il suffit de noter la croissance et le déclin du produit social, sous forme de quantités matérielles exprimées en termes de prix.

Les prix, cependant, ne se réfèrent pas à ces quantités matérielles, mais à leur contenu en valeur, modifié par le taux général de profit. Il n'y a pas de développement parallèle de la production matérielle et de celle de valeur au cours de la croissance de la composition organique. Une croissance de la composition du capital, si on la considère sous le seul aspect matériel, n'implique rien de précis quant à la masse du profit et à son taux, car masse et taux sont liés toujours aux changements de valeur du capital social total et à leurs effets sur la plus-value que crée la classe laborieuse. Les prix, dans la société capitaliste, ne représentent pas la nature physique de la production de marchandises, mais la valeur temps de travail abstrait, socialement déterminée, qui y est incorporée, et

la répartition, tout autant socialement déterminée, de la plus-value sociale totale entre les divers capitaux, telle que la révèle le taux de profit moyen. La théorie bourgeoise note bien les variations de la composition technique du capital, mais elle ne s'intéresse pas aux modifications de relations de valeur qu'elles créent. Et, comme le contenu en valeur de la production du capital ne joue, dans cette conception, aucun rôle, aucune distinction n'est faite entre l'expansion de la production et l'accumulation du capital; aucune explication n'est donnée de la baisse du taux de profit, même si ce dernier phénomène est visible empiriquement.

Même s'ils les interprètent différemment, les économistes bourgeois et leurs critiques marxistes doivent faire avec les données économiques dont ils disposent, aussi inexactes et restreintes qu'elles puissent être. Comme la composition organique, déterminée par la valeur, recouvre la composition technique, l'évolution de cette dernière jette quelque lumière sur celle de la première. Bien qu'assez vaguement, elle révèle un aspect de la structure du capital en expansion. Cet aspect doit, en quelque mesure, confirmer les déductions de Marx à partir de la loi de la valeur, ou, au moins, ne pas les contredire. Il est vrai que les catégories de l'économie bourgeoise n'ont rien à voir avec les relations de valeur de la théorie marxienne, cependant elles n'en recouvrent pas moins les relations changeantes entre la masse croissante du capital constant qui s'accumule et le nombre relativement décroissant de travailleurs qu'il emploie. Or, la décroissance de la valeur du capital variable se voit justement empiriquement dans la baisse relative du nombre de travailleurs et l'effet de cette baisse doit se faire sentir sur la croissance de la composition organique, que celle-ci soit exprimée en termes de valeur ou, simplement, en termes de nombre de travailleurs par rapport au capital amassé.

Il est, bien sûr, vrai que de telles analogies ne peuvent révéler rien de plus que des tendances générales et qu'elles ne peuvent satisfaire l'empiriste strict, toujours à la recherche de données explicatives et opérationnelles. On entend souvent affirmer que puisque la théorie de Marx transcende la théorie économique bourgeoise et permet

de résoudre des « problèmes économiques » qui ne peuvent être traités par la théorie bourgeoise des prix, elle doit, pour cette raison même, être aussi empirique que n'importe quelle autre science. Bref, on admet souvent que *le Capital* fournit une partie, sans doute meilleure, mais une partie de la « science positive » de l'économie. Or, l'œuvre de Marx en est tout à fait l'opposé. Sa théorie vise, non à résoudre les « problèmes économiques » de la société bourgeoise mais à montrer qu'ils sont insolubles. Marx était un socialiste, pas un économiste. Dans sa théorie, les phénomènes concrets de la société bourgeoise sont autre chose que ce qu'ils paraissent être. Les faits que l'on constate empiriquement doivent d'abord être débarrassés de leurs connotations fétichistes pour que se révèle leur réalité empirique. Les généralisations abstraites de la théorie de la valeur dévoilent les lois de développement d'un système qui opère avec une fausse compréhension des faits concrets existants. Les données obtenues par induction ne correspondent pas aux relations sociales réelles, elles en sont un camouflage. L'économie bourgeoise n'est pas une science empirique mais un substitut idéologique d'une telle science; une pseudo-science en dépit de sa méthodologie scientifique.

De gré ou de force, soumis à l'influence de l'idéologie régnante, l'économiste bourgeois prend pour argent comptant les catégories économiques, en fait déterminées par le capitalisme, sans être capable de vérifier empiriquement leur existence. Si ce n'était pas le cas, la théorie bourgeoise serait moins éclectique et serait davantage capable de prédire le cours des événements grâce à ses découvertes empiriques. Or, l'économie bourgeoise n'a construit aucune théorie qui puisse prendre en compte le développement capitaliste réel, ni même les tendances à court terme du marché, ce qui lui interdit toute application dans la pratique. Néanmoins, on ne peut rien affirmer dans le domaine de l'économie sans faire appel à quelque observation du monde réel. C'est pourquoi on trouve une grande quantité de matériaux descriptifs qui peuvent être confrontés avec les théories que ces faits sont censés confirmer.

En ce qui concerne la formation de capital – but de la production capitaliste et centre d'intérêt du marxisme – les données rassemblées par les statisticiens bourgeois ne confirment ni n'infirmement la théorie de l'accumulation que Marx a déduite de la loi de la valeur. Mais elles ne confirment ni n'infirmement les notions de la théorie bourgeoise, dans la mesure où ces dernières se rapportent au développement de la société capitaliste. Pour interpréter ces données, il faut avoir une conception théorique de la nature et des buts de la société. Selon le point de vue bourgeois, « le but fondamental du système économique complexe de la société moderne est d'accroître le bien-être économique des habitants du pays; c'est-à-dire de fournir davantage de biens pour satisfaire leurs besoins naturels, présents et futurs ¹⁰ ». Si on prend ce genre de déclaration au sérieux, alors, bien sûr, la formation du capital assure le bien-être de la société et les mécanismes sociaux du processus d'accumulation ne sont que des moyens pour atteindre ce but. Mais, avec une telle théorie, on ne peut arriver à comprendre ou expliquer le cours réel du développement. La théorie doit falsifier les faits pour y croire.

Bien qu'on admette de bon gré que toutes les découvertes empiriques au sujet de la formation du capital soient plutôt « conjecturales que vérifiées, partielles que complètes, indicatives que définitives ¹¹ », on ne les considère pas moins comme « essentielles pour tous ceux qui veulent spéculer de manière systématique sur la façon dont les tendances du passé peuvent influencer sur les perspectives qu'on peut projeter sur l'avenir ¹² ». Les tendances du développement capitaliste, discernables dans l'expansion de la production et l'élargissement de l'appareil productif, ne peuvent, dans la mesure où elles sont exprimables en termes de statistiques, servir à vérifier les prédictions marxistes sur les composantes valeur du capital. Toutefois, ainsi que nous l'avons laissé entendre plus haut, ces tendances sont indicatives de changements dans la

10. S. KUZNETS, *Capital in the American Economy* (Le capital dans l'économie américaine), National Bureau of Economic Research, 1961, p. 34.

11. *Id.*, p. 6.

12. *Ibid.*, p. 7.

composition technique du capital au cours de l'accumulation. Selon les données de Simon Kuznets, qui concernent les États-Unis, l'effet des modifications technologiques dans le passé

a été d'accroître à la fois la production totale et la demande en capital, cela pour l'ensemble de l'économie. Plus le taux de changement technique était élevé, plus grande était la croissance de la production et de la demande nette en capital. L'affirmation [qui suit] peut n'être que pure conjecture, mais il est raisonnable de supposer qu'à la prévision d'un haut taux de changement technologique potentiel correspond la prévision d'une forte demande en capital, déduction faite de toutes les contractions de la part d'industries affectées par la nouvelle technologie et mises à mal par la concurrence qui en découle.¹³

Les tendances du développement de la composition en valeur du capital total – c'est-à-dire la croissance plus rapide du capital constant que du capital variable – se reflètent quelque peu dans l'évolution de la composition technique et dans l'augmentation relativement plus rapide de la masse des moyens de production que de la force de travail. Selon les estimations de Kuznets, « le stock de capital, net et brut, a connu de forts taux de croissance. De 1869 à 1955, le stock net de capital a vu son niveau initial multiplié par 16, et le capital brut par 18¹⁴ ». Cela sous-entend:

une croissance marquée du capital par personne et par nombre de la force de travail. Le stock net de capital par tête, pour la période considérée, a été multiplié par 4 [...] croissant à un taux d'environ 17 % par décennie. La force de travail a, elle, cru à un taux quelque peu supérieur à celui de la population totale, si bien que le taux de croissance du stock de capital par membre de la force de travail a été quelque peu inférieur à celui du capital par tête. La découverte importante, faite ici, est que, exception faite du stock de capital net, la fourniture de biens de capital par travailleurs a cru légèrement pendant la plus grande partie de cette période, la baisse du taux de croissance ne faisant son apparition que dans l'intervalle le plus récent, c'est-à-dire 1929-1955.¹⁵

13. *Ibid.*, p. 445.

14. *Ibid.*, p. 63.

15. *Ibid.*, p. 67.

Si, mettant à part les considérations de valeur, on ne traite que des processus visibles, technico-physiques, de la production du capital, c'est à quelque chose comme les découvertes de Kuznets qu'il faut s'attendre, si on envisage l'aspect valeur d'usage des relations d'échange. Ces résultats confirment donc plus qu'ils n'infirmes les déductions de Marx à partir de la loi de la valeur. Toutefois, même ces résultats sont sujets à caution car ils reposent sur des données inadéquates. Le mode d'évolution pour le passé qui ressort des statistiques ne permet pas de prédire l'avenir, car :

la possibilité de tester la persistance de ces modes dans des conditions variables reste limitée. Les tentatives faites pour étayer ces modes, découverts empiriquement, par des hypothèses explicatives, ont rarement permis, dans l'état actuel des connaissances, d'assigner aux liens explicatifs des coefficients empiriques qui reproduiraient obligatoirement la tendance spécifique de l'évolution des taux et des proportions trouvées pour ce siècle. Comme on manque de tests adéquats et d'explications spécifiques, certains des traits majeurs de ces modes ordonnés peuvent être suffisamment douteux pour obérer toute projection quantitative apparemment précise.¹⁶

Kuznets se montre donc sceptique quant à l'utilité de ses propres compilations statistiques, scepticisme qui, selon lui, provient de leur inadéquation quantitative. Pour d'autres auteurs, on ne peut avoir aucune confiance dans les preuves statistiques, à cause aussi de leurs défauts qualitatifs. Selon Oskar Morgenstern, par exemple, la part d'erreur dans les diverses séries temporelles est telle qu'elles en deviennent pratiquement inutilisables. Même si on écarte toutes celles qui sont ouvertement falsifiées ou présentées de manière trompeuse pour servir les intérêts du *business* ou les buts des gouvernements, les preuves statistiques qu'on nous offre avec un telle confiance ne sont tout simplement pas « calculées avec le degré de raffinement et de fiabilité que l'on prétend et que l'utilisateur est en droit d'exiger ¹⁷ ». L'économie étant une science empirique,

16. *Ibid.*, p. 430.

17. MORGENSTERN, *On the Accuracy of Economic Observations* (Sur l'exactitude des observations économiques), Princeton, Princeton University Press, 1963, p. 286.

Morgenstern ne peut, bien sûr, proposer qu'une seule solution: «développer une théorie statistique (avec application expérimentale) qui nous permettrait d'évaluer la direction et l'étendue de ces distorsions préméditées de l'information et d'en éliminer l'influence. Malheureusement une telle théorie n'existe pas¹⁸». Jusqu'à ce qu'elle ait été élaborée, force est d'admettre que «l'économie se meut dans une pénombre plus épaisse que ce qu'on avait pu croire, que les décisions économiques du *business* comme des gouvernements sont largement prises dans le noir¹⁹».

Tester quantitativement la théorie de Marx de l'accumulation en la comparant aux données existantes se heurte donc à deux obstacles: d'une part, l'état misérable des preuves statistiques, d'autre part, la nécessité de les traduire en catégories marxistes²⁰. Cette théorie a beau ne pas être une affirmation a priori, elle ne peut pas être soumise à une vérification quantitative sans ambiguïté: il faut donc faire appel à des changements qualitatifs qui, pour leur part

18. *Id.*, p. 303.

19. *Ibid.*, p. 305.

20. On a parfois fait des tentatives dans cette direction. Ainsi J. M. GILLMAN dans *The Falling Rate of Profit* (La chute du taux de profit, Denis Dobson 1957) traduit en catégories marxistes, capital constant, capital variable et plus-value, des données sur le revenu national, la valeur de la production, le nombre de travailleurs employés et d'autres sur leurs feuilles de paie, sur la valeur ajoutée par le travail d'usines, telles qu'on peut les obtenir du *Bureau of Internal Revenue* (Bureau du revenu intérieur), du *Census of Manufacturers* (Statistiques des industriels), du *Bureau of Labor Statistics* (Bureau des statistiques du travail), etc. Leur relation avec la croissance de la composition organique et l'effet de celle-ci sur le taux de profit sont calculés en termes de prix, dans l'espoir que le résultat ressemblera aux catégories marxistes. On peut raisonnablement penser que les données de Gillman, comme toute donnée dérivée de la composition technique du capital, devraient indiquer certaines tendances, sans toutefois dire quelque chose de précis sur une chute du taux de profit temporaire ou tendancielle. Si la confiance de Gillman en les données accessibles est tout à fait naïve, sa connaissance de la théorie marxiste est inférieure à ce qui est nécessaire pour traiter efficacement les problèmes qu'il considère. Il suppose, par exemple, que la chute du taux de profit est due «aux limitations des potentialités du marché de consommation, seul endroit où les profits peuvent être faits». Pour lui, ce n'est pas la production mais le processus de réalisation qui conduit à la chute du taux de profit, même si, et d'ailleurs de manière assez étrange, il explique une montée du taux de profit qu'il détecte par une baisse de prix de la partie constante du capital.

Pour une critique de Gillman, voir P. MATTECK, *Value Theory and Capital Accumulation* (Théorie de la valeur et accumulation du capital) in *Science and Society*, 23:1, winter 1959, p. 27-51.

et bien qu'imparfaitement, sous-entendent la présence de relations quantitatives inaccessibles à l'observation. D'ailleurs la théorie bourgeoise a elle aussi recours aux preuves non numériques pour étayer ses découvertes quantitatives, quoique, par suite de son caractère statique, elle ne soulève même pas la question de changements qualitatifs. La théorie abstraite de la valeur est largement axiomatique et repose sur des hypothèses... hypothétiques, mais ce n'est pas seulement à cause du manque de matériau empirico-statistique à l'époque de son élaboration, mais bien parce que les catégories de prix ne peuvent être ramenées aux relations de valeur, même s'il y a abondance de données empiriques. La faculté de prédiction qui s'attache à ces relations découle des changements qualitatifs que l'on peut observer dans le développement capitaliste. Il ne fait évidemment aucun doute qu'il y a des relations quantitatives précises derrière tous les changements qualitatifs, mais ils ne sont pas discernables dans un système qui trouve sa « régulation » dans les vicissitudes du marché.

Si on s'attache à l'aspect qualitatif, la théorie marxienne de l'accumulation est plutôt bien vérifiée empiriquement. Les tendances générales du développement n'ont pas suivi une voie opposée aux déductions faites par Marx à partir de la loi de la valeur. L'élimination de la concurrence par la concurrence, l'accentuation de la concentration et de la centralisation du capital, sa monopolisation, la croissance de la productivité du travail, le cycle de crises, la domination capitaliste du marché mondial, la polarisation sociale de plus en plus marquée entre travail et capital, l'augmentation de l'armée industrielle de réserve, autant de faits qui ne peuvent être niés et qui, en général, sont reconnus. Selon la théorie de Marx, étant donnée l'accumulation du capital, ces faits sous-entendent la baisse tendancielle du taux de profit, même si les profits réels peuvent paraître stables, parce que « mesurés » de manière capitaliste, non par le rapport de la plus-value à la valeur du capital, mais par le rapport des gains des capitalistes sur le marché aux dépenses qu'ils ont effectuées. Lorsque la valeur des masses de capital dont disposent les capitalistes croît plus vite que le taux de profit ne devrait décliner,

la masse de plus-value produit un même taux de profit, en dépit de la croissance de la composition organique. Mais l'obtention de ce même taux de profit présuppose une masse de capital relativement plus grande: sans elle, le taux de profit déclinerait. La stabilité de ce taux, dans des conditions de croissance de la composition organique, ne fait que prouver la capacité du capitalisme à minimiser sa chute par une croissance de la plus-value.

Nous avons déjà fait remarquer que le mouvement contradictoire immanent à la production de valeur, c'est-à-dire la croissance de la plus-value et la baisse du taux de profit, doit, à terme, déboucher sur un déclin de l'accumulation et sur l'impossibilité d'extraire, d'un capital variable qui se rétrécit, les quantités de plus-value exigées pour la poursuite d'une expansion profitable. Cette dernière affirmation résulte, bien entendu, d'une projection, dans un avenir non défini, de [conclusions que l'on tire de l'examen de] la production déterminée par la valeur. La validité de cette projection logique, même si elle reste indéterminée d'un point de vue empirique, est néanmoins confirmée par le cycle de crises qui, pour ainsi dire, nous fournit une représentation temporaire des tendances à long terme de l'expansion capitaliste telles qu'elles sont déterminées par ses contradictions immanentes. Cependant cette perte temporaire de profitabilité et, avec elle, l'incapacité de poursuivre le processus d'accumulation ont, jusqu'à présent, toujours conduit à une restauration du taux de profit suffisante pour que reprenne une expansion continue du capital. S'il devait toujours en être ainsi, la baisse tendancielle du taux de profit, seule, ne nous renseignerait guère sur le destin du système capitaliste.

Sauf dans les situations de crise aiguë, le taux de profit peut ordinairement être maintenu, même avec un taux d'accumulation décroissant, car ce déclin interdit ou limite la croissance ultérieure de la composition organique du capital. Le taux de profit peut rester stable dans ces conditions moins dynamiques: sa baisse éventuelle proviendrait alors d'un ralentissement du processus d'accumulation. À cela correspondraient des conditions économiques en détérioration, une croissance du chômage telles qu'une quantité plus faible

de plus-value soit transformée en capital additionnel producteur de profit. Ici encore, le ralentissement du processus d'expansion peut être vu comme une situation de crise qui se prolonge. Il pourrait bien se terminer par un regain de l'accumulation, à moins qu'il ne persiste suffisamment pour se terminer seulement par la destruction du système capitaliste. Comme l'expérience du passé montre que les crises peuvent être surmontées, pourquoi penser qu'il n'en sera pas ainsi dans l'avenir, voire pour toujours ? Pourtant, une baisse constante du taux d'accumulation, résultat visible de la baisse tendancielle du taux de profit, doit mener finalement à la cessation de toute accumulation et, par là, à la fin du capitalisme ; mais il n'y a aucun moyen de déterminer le moment où le système serait au fond de l'impasse.

Le taux de profit et le taux d'accumulation dépendent de la relation entre plus-value et valeur du capital total. Ces deux composantes ne peuvent être connues avec une certitude suffisante, ni pour un pays capitaliste particulier, ni a fortiori pour le système mondial. Il s'en suit qu'il faut utiliser les données concrètes sur la situation de la société capitaliste pour faire quelque estimation de ses mouvements possibles, tant en ce qui concerne leur direction que leur échelle de temps. Le capitalisme mondial n'est pas le système fermé de la théorie marxienne et les conclusions logiques que l'on peut tirer de cette dernière ne peuvent que servir de fil directeur à travers un développement, par ailleurs impénétrable et contradictoire, tel que les mêmes lois économiques peuvent avoir pour conséquence aussi bien la montée que le déclin du système.

Cependant le modèle marxien abstrait de l'accumulation repose sur l'hypothèse que les rapports sociaux de production du capitalisme restent ce qu'ils étaient à leur début, quelles que soient les modifications de la structure du marché. Les « lois économiques » du capitalisme ne sont pas réellement des lois, mais l'apparence fétichiste de rapports sociaux : il doit y être mis fin par des actions sociales. Dans ses perspectives révolutionnaires, Marx ne s'appuyait pas sur les conséquences de la loi de la baisse du taux de profit pour l'avenir du capitalisme mais sur les réactions possibles de la classe

laborieuse face à un système capable de se maintenir seulement par l'aggravation continue de l'exploitation et qui, en même temps, ne peut éviter de mettre en danger son avenir en minant les conditions mêmes de l'exploitation sur laquelle il s'appuie. Marx n'attendait, ni ne prédisait la fin du capitalisme parce que le taux d'accumulation baisserait et le taux de profit déclinerait, mais parce que ces tendances immanentes à la production du capital créeront par force des conditions sociales qui deviendront de plus en plus insupportables à des couches de plus en plus larges de la population laborieuse. Ainsi se formeront les conditions objectives d'où puisse jaillir la détermination subjective pour un changement social.

THÉORIE ET RÉALITÉ

Le modèle abstrait de l'accumulation du capital présenté par Marx ne s'attache qu'aux contradictions immanentes de ce processus. Il ne prétend pas décrire le cours réel du développement capitaliste, même si la direction générale en est déterminée par les relations de valeur de la production du capital. Le modèle traite des rapports sociaux qui sont à la base du capital en tant que tels et cela indépendamment de leurs changements d'aspect au cours de l'expansion de l'économie capitaliste. Le modèle révèle une tendance inhérente à la production du capital, mais ce n'est que sur la base d'une connaissance des conditions sociales concrètes et de l'état réel de l'économie que l'on peut s'aventurer à quelque prédiction sur le cours ultérieur des événements et à la mise en forme de politiques prenant en compte ces contingences.

La théorie marxiste peut, en toute sécurité, prédire le cycle de crises du développement capitaliste, pourtant elle ne peut prévoir une crise particulière, à moins que celle-ci ne soit déjà apparente dans le marché sous des aspects qui annoncent sa venue certaine. Cette compréhension détaillée s'obtient à partir de l'expérience empirique passée. La théorie marxiste peut, en toute confiance, insister sur l'inévitabilité de la concentration du capital et du processus de centralisation, mais elle ne peut rien dire ni de son rythme ni de ses effets spécifiques sur la formation du capital à tel ou tel instant. Quoique la baisse du taux de profit soit un résultat inévitable de la production capitaliste, il n'y a aucun moyen de prédire à quel moment cette tendance dominera les contre-tendances à travers lesquelles se prouve d'ailleurs son existence et, en particulier, la croissance de la plus-value par rapport à une composition organique du capital particulière. Enfin, quoique le processus d'accumulation déplace le travail en fonction de la masse croissante de capital, il n'est pas possible de dire à quelle étape du développement le nombre

de chômeurs va croître absolument, et cela quelles que soient les conditions de la production capitaliste.

La théorie de l'accumulation de Marx déduit le mode de développement capitaliste de la théorie de la valeur; elle trouve sa vérification empirique dans la croissance réelle de la misère sociale, dans la concentration et la centralisation incessantes du capital, dans la polarisation toujours accentuée de la société entre le travail salarié et le capital, dans le retour récurrent de crises de plus en plus générales qui marquent la capitalisation de l'économie mondiale. Ce développement capitaliste, quoique de nature cyclique, est néanmoins progressif en ce que chaque phase d'expansion est suivie par une autre phase où la composition organique du capital est plus élevée. Cela suppose qu'avec la croissance absolue du capital variable et de la plus-value qu'il crée, et même s'il y a décroissance relative par rapport au capital accumulé, l'expansion du capital puisse, pour un temps indéterminé et pour tant et tant de raisons pratiques, apparaître comme une « réfutation » de l'analyse abstraite du capital effectuée par Marx et de ses perspectives à courte vue. Les modifications que subit le système au cours même de son développement peuvent mettre entre parenthèses les lois générales de l'accumulation, du moins pour des périodes de temps assez importantes et, par conséquent, répondre positivement aux espoirs optimistes de la classe dominante et faire lever des doutes, au sein des classes exploitées, sur la vulnérabilité du capitalisme.

Comme tout un chacun, Marx est un enfant de son époque: on doit le comprendre dans le contexte de la phase du développement capitaliste qu'il a connue. Sa critique de la société bourgeoise a été établie dans une période de développement capitaliste plutôt rapide. Quoique ce développement fût alors restreint largement à l'Angleterre, il était clair que de manière semblable et aussi rapide il allait conquérir l'Occident, et, à travers le marché mondial, toucher la planète dans son ensemble. Cette situation historique à la fois permettait et exigeait la formulation d'une théorie de la dynamique de la production capitaliste, ne serait-ce que pour saisir son développement réel et ses conséquences sociales. La gestation

du capitalisme a certes été un processus tirant en longueur et plutôt lent, mais ce système avait, au milieu du XIX^e siècle, déjà atteint une impulsion suffisante pour qu'on puisse se rendre compte de son impact sur l'avenir prévisible. Il avait déjà écarté la plupart des obstacles sociaux et économiques qui gênaient sa propre évolution et montrait, sans qu'aucun doute ne fût possible, ses propres tares. Au premier rang de celles-ci, on comptait l'accumulation rapide du capital aux dépens d'une population laborieuse à la misère croissante.

Il existe une littérature suffisamment abondante sur le développement du capitalisme des débuts, la révolution industrielle, les conditions de vie des classes laborieuses dans diverses nations capitalistes, les premières tentatives pour former des organisations ouvrières et sur les luttes réelles pour obtenir une amélioration des conditions de vie et de travail, pour qu'il ne soit pas nécessaire de discuter ici cette phase du développement capitaliste. La détresse sociale, les remous causés par ces conditions firent grande impression sur toutes les couches de la société et conduisirent à des prévisions pessimistes sur l'avenir du capitalisme. Pourtant, généralement parlant, pour les esprits bourgeois, ce lugubre état de choses n'avait rien à voir avec le mode capitaliste de production mais prenait sa source dans la « mesquinerie de la nature », dans la « multiplication des hommes » et dans la loi, formulée par David Ricardo, des rapports décroissants. La tendance du développement semblait conduire vers un état stationnaire, avec une misère sociale accrue qui pourrait, peut-être, se trouver adoucie par un système de distribution plus égalitaire.

Pour Marx, tout au contraire, c'était précisément le développement rapide du capitalisme qui était cause de la croissance de la misère sociale :

La réserve industrielle est d'autant plus nombreuse que la richesse sociale, le capital en fonction, l'étendue et l'énergie de son accumulation, partant aussi le nombre absolu de la classe ouvrière et la puissance productive de son travail sont plus considérables.

Les mêmes causes qui développent la force expansive du capital amenant la mise en disponibilité de la force de travail, la réserve industrielle doit augmenter avec les ressorts de la richesse. Mais plus la réserve grossit comparativement à l'armée active du travail, plus grossit aussi la surpopulation consolidée dont la misère est en raison directe du labeur imposé. Plus s'accroît enfin cette couche des Lazare de la classe salariée, plus s'accroît aussi le paupérisme officiel. Voilà la loi générale, absolue, de l'accumulation capitaliste¹.

À cette déclaration, Marx ajoutait : « L'action de cette loi, comme de toute autre, est naturellement modifiée par des circonstances particulières. » Mais cela n'affecte pas sa validité générale. Les modifications qu'elle subit sont largement dues aux mouvements cycliques du capital qui augmentent ou réduisent l'armée de réserve et, du même coup, cette « couche des Lazare » de la société qui regroupe les infortunés qui ne sont plus capables de vendre leur force de travail au capital. Puisque la loi générale de l'accumulation s'exprime par la diminution du capital variable, la misère générale ne peut que croître avec la croissance de l'armée de réserve industrielle. Cette misère ne se manifeste pas tant par l'abaissement des salaires, car ceux-ci ne peuvent tomber pour longtemps au-dessous du niveau nécessaire à la reproduction de la force de travail, que par l'apparition d'une masse croissante de pauvres vivants, ou plutôt mourant, des déchets de la société. Cette loi générale a été modifiée dans ses effets – et c'est justement là une preuve de sa validité – par la législation sociale mise en place dans les nations capitalistes développées pour atténuer la menace potentielle qu'elle fait peser sur la stabilité de la société. Le coût de ce sous-produit de l'accumulation est réparti sur l'ensemble de la société, bien qu'en fait il ne soit payé qu'à partir de la plus-value produite par les ouvriers productifs. Comme cette plus-value diminue relativement aux exigences de profit du capital en accumulation, ce n'est qu'une question de temps pour que l'accumulation du capital se révèle ouvertement être l'accumulation de la misère sociale.

Marx prédisait donc une accentuation de la misère au cours de l'accumulation. Cette prédiction rencontra le mépris des apologistes

1. K. MARX, *Le Capital I, op. cit.*, Bibliothèque de la Pléiade, vol. I, p. 1162.

du capitalisme: n'était-il pas évident que le niveau de vie et les conditions de travail des ouvriers s'amélioraient au jour le jour ? Certes, on ne pouvait nier la misère bien réelle qui avait accompagné le développement capitaliste, mais c'était un phénomène irrévocablement révolu, résultat de difficultés liées aux premières étapes de ce développement et qui avaient été surmontées avant même la fin du XIX^e siècle. Et si travail et capital étaient prospères quel sens y avait-il à parler de baisse tendancielle du taux de profit ? Une période relativement longue d'expansion capitaliste couronnée de succès créa un optimisme bouillonnant qui toucha aussi la classe ouvrière. Cet optimisme agita passablement le mouvement ouvrier organisé dont les porte-parole se hâtèrent d'annoncer que Marx n'avait pas réellement voulu dire ce qu'il avait dit. Cependant, quoique certainement impressionné par la misère sociale de la classe ouvrière qu'il avait sous les yeux au moment où il écrivait *le Capital*, Marx n'en a pas moins établi une théorie qui ne découle pas de ce fait mais de son analyse de la production du capital en termes de valeur. Si l'accumulation du capital se fait selon la loi de la valeur, il s'en suit que l'une des conséquences inévitables en est la croissance de la misère de la population laborieuse.

Marx ne s'intéressait pas à la misère telle qu'elle a pu régner dans telle ou telle société du passé, mais bien à celle qu'entraînent les conditions spécifiques de la production capitaliste. Chômage et paupérisme ont été une caractéristique flagrante du capitalisme tout au cours de son développement, même s'ils ont été plus ou moins émoussés ou saillants selon les hauts et les bas du cycle des affaires. La partie de la classe ouvrière au chômage a cru avec l'accroissement de la classe elle-même, faisant diminuer ou se stabiliser le taux des salaires pratiqué. Le chômage a été le problème dominant de la société capitaliste pendant des périodes prolongées, celles de dépression, imposant à la bourgeoisie quelques modifications de la loi générale de l'accumulation. Si l'on regroupe les périodes d'expansion et de contraction de l'économie, ce qu'on doit faire pour traiter le processus d'accumulation comme un tout, il ne fait aucun doute que le chômage a crû constamment, car l'absorption d'une partie

de l'armée de réserve industrielle dans les périodes d'expansion n'a pas compensé entièrement les expulsions de travailleurs hors du processus de production effectuées pendant les périodes de dépression. Si l'on considère ensemble les bonnes et les mauvaises périodes, on ne peut guère douter que le rapport du nombre des ouvriers au chômage à celui de ceux qui ont un emploi a crû avec l'accumulation du capital, car cette dernière sous-entend un déclin relatif du capital variable au sein du capital total.

Même si leur fiabilité varie avec les pays, il est bien connu que les estimations du chômage ne sont pas sûres: toutes tendent à en sous-estimer l'ampleur. Aux États-Unis, par exemple, « la méthode de calcul du chômage est truquée et délibérément fabriquée pour cacher la vérité: le niveau réel est à peu près divisé par deux² ». Mais, même en retenant de telles statistiques inadéquates, l'Organisation internationale du travail estimait à la fin de 1975

que le chômage a atteint le plus haut niveau enregistré au cours des quarante dernières années dans les vingt-trois pays couverts par cette étude. Le nombre total de sans-emploi dans dix-huit pays européens, les États-Unis, le Canada, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande a atteint 17,1 millions. Au creux de la dépression mondiale des années 1930, le chômage dans ces mêmes vingt-trois pays avait atteint le chiffre record de 25 millions, la proportion de sans-emploi ayant, elle, atteint pour certains d'entre eux la valeur de 20 à 35 % de la force de travail. Si on tient compte de ceux qui dépendent des travailleurs sans emploi pour vivre, 40,4 millions de personnes souffraient de la situation de chômage en 1975.³

2. Cf. J. CONYERS JR., *Jobless Numbers* (le nombre de chômeurs) in *The New York Times*, 1^{er} janvier 1976. « Comment le ministère du travail s'y prend-il pour fournir des statistiques biaisées ? La méthode est très simple. Il suffit de donner une définition très étroite du chômage et d'appeler non-chômeurs ceux qui ne le sont en aucune manière. Il est étonnant de constater que des millions de gens qui ont cherché du travail pendant si longtemps qu'ils ont fini par abandonner ne sont pas considérés officiellement comme sans-emploi, parce qu'ils n'entrent pas dans la catégorie « chômeurs » du ministère (un chômeur doit avoir cherché du travail dans les quatre semaines qui précèdent le recensement mensuel) [...] Si on ajoute les 5,3 millions de chercheurs d'emploi découragés et la moitié des travailleurs à temps partiel (1,8 millions) aux 7,7 millions de chômeurs officiels, on arrive au total énorme de 14,8 millions. »

3. *The New York Times*, 30 novembre 1975.

Comme le nombre de personnes au travail peut croître en même temps que le chômage, on avance aujourd'hui l'idée que pour juger des performances de l'économie, mieux vaut porter l'attention sur le niveau de l'emploi que sur celui du chômage, « car l'image que l'on retire du taux d'emploi diffère de manière significative de celle qui résulte de l'examen du chômage seul⁴».

Peut-être, mais cela ne change rien au fait que le taux de chômage croît plus vite que le taux d'emploi. Et cela montre simplement que l'expansion des affaires, enregistrée les années passées, n'était pas suffisante pour absorber un nombre décisif de chômeurs, comme cela avait été le cas au cours de périodes d'expansion antérieures. Par conséquent, le chômage et la paupérisation qui l'accompagne demeurent, en dépit du nombre croissant des emplois, des différentes mesures sociales et des assurances chômage,

Une étude demandée par le Congrès et menée par M.H. Brenner de l'université John Hopkins analyse les statistiques des États-Unis couvrant une quarantaine d'années et montre qu'il y a un lien direct entre « les actions qui agissent sur l'activité économique nationale – et particulièrement le taux de chômage – touchent la santé physique, mentale et influent sur le nombre des agressions criminelles⁵ ». C'est sans doute tout à fait évident et point n'est besoin de preuve statistique, mais il s'agit d'effets bien différents de la faim pure et simple que connurent les États-Unis et d'autres pays pendant la grande dépression. Cela peut expliquer l'espèce de suffisance qui est de règle face à la détérioration systématique de la vie sociale. Or, exactement comme le prix de la force de travail varie avec les conditions historiques, sa valeur correspondant à plus ou moins de marchandises, la misère a un caractère historique, présentant des états différents dans des circonstances différentes. La misère n'est pas ressentie lorsqu'on subit un état de famine spécifique, mais lorsqu'on connaît un appauvrissement par rapport au niveau de vie habituel. Les réactions des gens à une dégradation persistante

4. I. L. KELLNER, *Counting the Employed, Not the Unemployed* (Compter ceux qui ont un emploi, pas les chômeurs), in *The New York Times*, 31 octobre 1976.

5. Rapporté par le même journal: *The New York Times*, 31 octobre 1976.

de leurs conditions de vie habituelles peuvent être aussi radicales que celles qui résulteraient d'un état de semi-famine, produit par la croissance constante de la paupérisation. Le sens de l'expression « misère croissante » est en fait déterminé par ceux qui la subissent et ne découle pas d'une quelconque « mesure objective » de ce que les gens sont capables d'endurer. Vues sous cet angle, les modifications de la loi générale de l'accumulation capitaliste n'éviteront pas, même dans les nations capitalistes hautement développées, que croisse la misère sociale.

Selon Marx, la croissance de la misère sociale est due non à celle de l'exploitation, mais aux limitations que met à cette dernière le caractère valeur de la production capitaliste. Accroître l'exploitation d'un nombre donné de travailleurs – et cela est sans relation particulière avec leur niveau de vie et leurs conditions de travail – permet la croissance du capital, mais, du même coup, réduit sa composante variable et, par conséquent, la potentialité d'une accumulation ultérieure. Dans le monde en général, le pauvre souffre à la fois de la capitalisation et du manque de capitalisation, de même, dans chaque pays capitaliste, le prolétariat souffre à la fois de l'exploitation et du manque d'exploitation, quoique de manière plus intense dans le deuxième cas. À l'époque de Marx, le capital était restreint à quelques nations et c'était donc dans ces régions que la loi générale de l'accumulation pouvait révéler son sens concret: le fléau du chômage. Mais avec l'extension territoriale du mode de production capitaliste et la domination capitaliste du marché mondial, cette répartition entre chômeurs et non-chômeurs s'est répandue, affectant les différentes nations de manière inégale selon le niveau de leur développement capitaliste. Donc, dans la mesure où la croissance du capitalisme peut être tenue pour responsable de celle de la misère à l'échelle mondiale, par suite de l'impact de ce système sur les régions sous-développées, il faut rajouter cette misère à celle qui provient directement de l'accumulation du capital dans les pays capitalistes développés.

Comme les historiens du capitalisme qui ont produit toute une librairie de preuves documentées sur la misère des « basses couches

sociales » dans les débuts du système, on peut aligner une collection non moins impressionnante de données sur l'appauvrissement croissant des « nations en voie de développement », c'est-à-dire de la plus grande partie de la population du monde. Il n'y a pas lieu d'ajouter de nouvelle description à tout ce matériel, et ce d'autant plus que les faits sont bien connus et ne sont pas contestés. Cet appauvrissement à peu près universel qui a accompagné l'extension du capitalisme vers un système mondial montre la validité de la loi générale de l'accumulation énoncée par Marx. Cette loi n'est pas contredite mais plutôt confirmée par l'amélioration énorme du sort de larges couches de la classe ouvrière dans les pays capitalistes dominants: celles-ci ne constituent en effet qu'une petite fraction du prolétariat mondial, même si elles forment une part plus importante, quoique minoritaire, de celui de leurs propres nations.

Processus de concentration et de centralisation, l'accumulation réduit à la fois le nombre d'entités de capital par rapport à la masse totale et le nombre de travailleurs employés dans l'industrie. Il devient de plus en plus difficile de créer de nouvelles unités de capital dans les nations capitalistes avancées, mais c'est encore plus difficile dans les pays moins développés, à moins que du capital venu des premières n'entre dans le tissu social des seconds. Mais cela sert principalement l'expansion du capital des nations capitalistes dominantes et freine la formation de capital dans les pays sous-développés. Les avantages concurrentiels que possèdent les entités de capital existant depuis longtemps et hautement concentrées sont tels que, chez elles comme à l'étranger, ces entités interdisent l'apparition de nouvelles entreprises capitalistes de composition organique plus faible et, par conséquent, employant plus de force de travail. Alors que le mode capitaliste de production se généralise de plus en plus, il n'absorbe pas la même quantité de force de travail qu'il s'assimilait à des stades antérieurs. En se déroulant, l'expansion du capital crée une population en surplus, incapable de vivre en dehors comme en dedans du système capitaliste.

Il y a peu de doute: Marx croyait que les manifestations concrètes de la loi générale de l'accumulation apparaîtraient plus tôt et de

manière plus convaincante que cela a été. On ne peut cependant réfuter la loi sous le prétexte que son impact n'est pas encore total. Mais, bien entendu, et pour la même raison, on ne peut pas la démontrer, car le capitalisme pourrait se modifier d'une manière inconnue jusqu'ici et la rendre caduque. Tout ce qu'on peut demander aujourd'hui, c'est de déterminer si la loi est à l'œuvre ou non dans les tendances discernables de la production capitaliste. Et, vu sous cet angle, on ne peut en fait douter de son existence même si les conséquences ont été moins directes et plus estompées que ce que Marx envisageait.

Marx semble avoir sous-estimé la résilience du capitalisme et sa capacité de s'adapter aux conditions changeantes du processus d'accumulation. Il lui était difficile de prévoir le degré de développement de la productivité et de l'exploitabilité du travail que permettent, à un moment donné, l'utilisation des machines et l'avancement des sciences appliquées. Pourtant Marx a insisté sur le fait qu'un rapide développement des sciences accompagne et conditionne – tout en étant conditionné par elles – croissance et expansion du capital. Les changements technologiques du processus de production furent d'abord tout à fait accidentels et sporadiques, mais, rapidement, on les rechercha de manière systématique dans la quête concurrentielle de nouveaux produits et de méthodes de production moins coûteuses. Ce genre de changements améliore la productivité, ce qui entraîne une réduction du travail vivant par rapport aux moyens de production et à la masse produite (*output*). Or la croissance de la composition organique du capital peut être compensée par celle de la masse de marchandises, de sorte que le taux de profit puisse être maintenu voire accru, ne serait-ce que pour quelque temps. C'est pourquoi il n'est guère possible de prévoir exactement quel impact la science et la technologie auront sur le processus de production capitaliste déterminé par la valeur.

Le concept de croissance de la composition organique du capital fait référence à la totalité du processus de reproduction sociale, c'est-à-dire à la fois aux relations et aux forces sociales de production. On ne peut les séparer en ce sens que seules les unes déterminent

les autres. Quand on considère des sociétés différenciées au cours de l'Histoire, il est possible d'y reconnaître des forces sociales de production spécifiques qui correspondent à des relations sociales définies et de les distinguer de celles développées par d'autres formations sociales. Mais, au sein d'une société donnée, il est impossible de dériver les changements de relations sociales de production du développement des forces sociales de production. Dans le capitalisme, les forces productives changent constamment, mais dans le cadre de relations sociales de production inaltérées et c'est précisément la constance de ces dernières qui permet l'accumulation du capital en termes physiques et en termes de valeur. Alors même que les relations capital-travail stimulent le développement des forces productives, elles peuvent tout autant le freiner dès que celui-ci entre en conflit avec les relations sociales de production.

Pour Marx, «le développement du capital fixe montre à quel point l'ensemble des connaissances est devenu une puissance productive immédiate, à quel point les conditions du processus vital de la société sont soumises à son contrôle et transformées selon ses normes⁶». Pourtant cet aspect du développement des forces productives et son immense accélération dans le cadre des relations capitalistes de production sont toujours restés subordonnés aux relations de valeur entre travail nécessaire et surtravail, à leur modification déterminée par l'accumulation du capital. En lui-même, le développement scientifique et technologique peut être pertinent pour une société à venir en ce qu'il détermine les conditions de l'existence sociale, mais, dans le système capitaliste, il n'a aucune indépendance significative. C'est pour cette raison que, selon Marx, les forces de production ne peuvent se ramener à une simple question de développement technologique car elles comprennent tout autant les activités sociales créées au cours de ce développement déterminé par les relations de classes. De même que ce n'est ni la science, ni la technologie mais le capital qui représente les forces productives et qui détermine leurs limites dans la société moderne, de même c'est la révolution prolétarienne

6. K. MARX, *Principes d'une critique de l'économie politique*, in *Œuvres II*, op. cit., p. 307.

qui représentera la plus grande des forces productives en détruisant les relations capitalistes de production. L'Histoire est l'histoire de la lutte de classes, pas celle de la technologie.

Pour la bourgeoisie elle-même, et cela jusqu'à une date toute récente, « les changements technologiques étaient la *terra incognita* de l'économie moderne⁷ ». Ils ne jouaient aucun rôle dans la théorie statique du marché. Du point de vue de cette théorie, la formation de capital résulte de l'épargne qui, en faisant croître le capital physique et technique par travailleur, augmente ce que celui-ci produit pour un niveau technologique donné. Une fonction mathématique, la « fonction de production », sert à analyser les changements structurels entre les divers « facteurs de production », permettant ainsi de déterminer la proportion à établir entre eux pour obtenir la plus grande masse de produits (*output*) pour une fourniture à l'entrée (*input*) donnée. Plus la production devient intensive en capital, plus le produit (*output*) augmente et plus s'améliore le bien-être de la société. Et, comme du point de vue bourgeois, c'est la consommation qui règle l'allocation des ressources économiques, les technologies ne sont qu'une image des relations d'offre et de demande sur le marché.

Les économistes qui ne sont intéressés à la dynamique de la production capitaliste, comme Thorstein Veblen et Joseph Schumpeter, ont découvert sa force directrice dans les changements technologiques. Ceux-ci pouvaient détruire l'équilibre du marché, mais seulement pour le rétablir à un niveau technologique plus élevé. Selon ces auteurs, ce n'est pas le capital mais la technologie qui est l'élément décisif dans l'évolution du système capitaliste.

De manière analogue, alors que les économistes néoclassiques négligeaient l'aspect physique et technique de l'expansion du capital, on en vint à rejeter cette attitude lorsqu'on énonça les diverses « théories de la croissance ». Ce qui avait été jusqu'alors largement ignoré devenait la seule caractéristique de ces théories économiques, le tout dans le but d'expliquer le développement

7. J. SCHMOOKLER, *Invention and Economic Growth* (Invention et croissance économique), Cambridge, Mass. Harvard University Press, 1966, p. 3.

capitaliste sans sacrifier les concepts d'équilibre de la théorie du marché. Ici nous voulons essentiellement attirer l'attention sur ce renversement de la théorie sans plus entrer dans le détail, et rendre clair une fois pour toutes le fait qu'il n'existe aucune relation entre la théorie de l'accumulation de Marx et ces théories de la croissance que l'on rencontre ordinairement. De fait, ces dernières tentent soit d'accommoder les aspects physiques de l'expansion capitaliste aux choix imaginaires du consommateur sur le marché, soit de déterminer la distribution du produit social par les relations technologiques au sein du processus de production. Pour Marx, la loi générale de l'accumulation s'affirme quelles que soient les modifications apportées au processus de reproduction capitaliste par la croissance des forces productives, celle-ci s'exprimant par la masse et le caractère du capital fixe et leurs effets sur l'exploitabilité de la force de travail. C'est précisément cette croissance qui révèle les contradictions du système capitaliste et fait prévoir sa chute finale.

Le développement technologique tel qu'il est déterminé par l'accumulation du capital – ou, et c'est la même chose, par l'aspect valeur d'usage de la valeur d'échange ou capital – sous-entend centralisation du capital en termes physiques et en termes de valeur. Selon Marx, cette centralisation étend l'expropriation originelle des classes laborieuses pré-capitalistes, créant ainsi les travailleurs salariés « libres » pour le plus grand profit du capital, et faisant passer la propriété de nombreux capitalistes aux mains de quelques-uns. Cette monopolisation accrue du capital social que l'on peut déduire de la théorie de la valeur correspond, bien entendu, à un processus qui se déroule sur une période de temps indéterminée. Il n'est pas possible de dire à quel instant précis la formation incessante de capitaux nouveaux finira par ralentir pour laisser l'exploitation du prolétariat mondial aux mains d'un nombre décroissant de compagnies géantes, capables par leur existence même d'empêcher toute ascension victorieuse d'entreprises capitalistes nouvelles. Toutefois la concentration et la centralisation du capital est un phénomène observable empiriquement tant dans son amplitude que dans ses effets sur l'économie capitaliste dans son ensemble. C'est pour cette

raison que concentration et centralisation du capital, découvertes en premier par Marx, sont des faits qu'on ne nie plus aujourd'hui. Elles ont fait l'objet d'une immense littérature⁸, mais elles ont été aussi à l'origine de nombreuses tentatives, non couronnées de succès, qui voulaient en arrêter le cours par des mesures législatives.

Que le revenu provienne du profit, de l'intérêt ou de la rente, il est, dans chaque cas, lié à la propriété, éventuellement partielle, d'une affaire particulière. Une telle affaire peut être une compagnie géante, un établissement industriel grand ou petit, une ferme commerciale, une affaire d'extraction, mine ou scierie, un courtage en propriété foncière, etc. Toutes ces affaires représentent une certaine valeur sur le marché, exprimable en termes de monnaie. La plupart des grosses affaires sont propriété de plusieurs porteurs de parts. Les droits de propriété d'une firme, ce qu'elle rapporte, peuvent être mis sur le marché et sont l'objet de tout un trafic sur le marché boursier. Les ressources réelles d'une compagnie et l'évaluation qu'en fait le marché ne sont pas identiques, et les porteurs de parts peuvent se partager non seulement les profits réels mais aussi ces « profits » qui résultent de la vente de leurs parts. Lorsqu'on espère de forts dividendes le prix des parts augmente, il diminue au contraire si on craint un déclin de la profitabilité de la firme. Le capital d'une entreprise moderne a donc une grandeur fluctuante qui peut varier d'un jour à l'autre, alors que sa base matérielle, c'est-à-dire propriété et équipements réels, ne peut changer que par l'accumulation (ou la désaccumulation).

Aux débuts du capitalisme, les entreprises étaient, pour la plupart, possédées par des individus ou des petits groupes qui, en général,

8. Voir par exemple: The Temporary National Economic Committee, Monograph 29 (Monographie 29 du comité temporaire national pour l'économie): *The Distribution of Ownership in the 200 Largest Nonfinancial Corporations* (Distribution de la propriété dans les 200 compagnies nonfinancières les plus importantes), 1940; D. LYNCH, *The Concentration of Economic Power* (La concentration de la puissance économique), 1946; G.C. MEANS, *The Corporate Revolution in America* (La révolution des compagnies en Amérique, 1962); F. LUNDBERG, *The Rich and the Super-Rich* (le riche et le super-riche), 1968; M. MINTZ et J. S. COHEN, *America Inc.* (La C^{ie} Amérique), 1971; J.-M. BLAIR, *Economic Concentration* (La concentration économique), 1972; A.D. CHANDLER JR., *The Visible Hand: The Managerial Revolution in American Business* (La main visible: la révolution des managers dans le business américain), 1977.

voyaient dans le coût de leur équipement en capital la base de la capitalisation. Dans les conditions modernes, c'est aussi bien la profitabilité réelle que celle qu'on espère qui fixe l'évaluation projective d'une entreprise. Les espérances peuvent être ou ne pas être réalistes, d'où le caractère spéculatif du marché du capital. Cependant, les gains et les pertes spéculatifs, quoique modifiant les fortunes individuelles, n'affectent en rien l'état réel de l'économie et sa profitabilité réelle, même si un « boom à la Bourse », c'est-à-dire une expansion spéculative de capital et de profits fictifs, peut porter une situation de crise déjà existante sur les sommets, comme ce fut le cas aux États-Unis en 1929.

Certes, il existe encore de nombreuses petites entreprises dont le capital appartient à des particuliers ou à des familles, et même des firmes (surtout dans les industries d'extraction et dans le domaine foncier) dont les avoirs sont contrôlés par des personnes privées, toutefois la grande masse du capital est concentrée dans de grandes corporations et prend la forme d'actions largement distribuées. Aux États-Unis par exemple, il y a 17 millions de porteurs d'actions. Bien des gens en possèdent sans doute plusieurs, mais la plus grande partie ne l'est que par quelques personnes. Ainsi 2 % des porteurs d'actions possèdent 58 % des actions ordinaires et 1 %, 46 % des actions privilégiées. Le *big business* est toujours entre les mains de multimillionnaires qui contrôlent les compagnies grâce à la concentration de leurs actions. Dans les années 1950, par exemple, feu J. Paul Getty, président de la *Getty Oil Company*, possédait 12 570 039 parts, représentant 79 % du capital de sa société et une valeur mercantile de plus de 300 millions de dollars. Des familles comme les Mellon, les Ford ou les Du Pont, contrôlaient, grâce à leur concentration d'actions, les compagnies auxquelles elles étaient associées et, dans bien des cas, leurs avoirs excédaient la valeur de la propriété d'un Getty. Détenir 10 % des actions prestigieuses de la *Standard Oil Company* représente un portefeuille de 21 658 999 parts, soit plus de 1 516 000 000 de dollars. Il y a des cas où même 1 % correspond à des sommes d'argent stupéfiantes. La famille Watson a des intérêts dans l'*International Business Machine Corporation* (IBM), dont ils

sont les fondateurs, qui représentent 243 570 parts, une valeur mercantile de 108 millions de dollars et qui pourtant ne forment que 1 % de la valeur mercantile totale estimée à 12,2 milliards pour cette société. On compte, dans de nombreuses sociétés, des porteurs individuels qui détiennent plus de 10 % de toutes les actions, les valeurs mercantiles correspondantes ne montant à des centaines de millions de dollars. Ces concentrations peuvent être comparées au nombre moyen de parts possédées par un porteur pour une société donnée: 275 pour la General Motors, 17 pour Woolworth (grande chaîne de magasins⁹).

Cette concentration de la propriété s'est encore accélérée depuis que ces estimations ont été faites et s'est internationalisée par le biais des multinationales, atteignant un point tel que le volume des ventes de quelques grosses firmes dépasse le produit national brut de bien des nations¹⁰. Cette tendance n'est pas restreinte aux États-Unis, mais s'observe dans tous les pays capitalistes. À côté de ces firmes privées, il existe des sociétés « utilitaires », qui produisent et/ou distribuent l'eau, le gaz, l'électricité, le pétrole, s'occupent des égouts, des communications, des transports. Dans quelques nations, et, plus particulièrement, en Europe, ce genre de sociétés est directement possédé par la municipalité ou l'État. Dans d'autres pays, comme les États-Unis, elles restent propriétés privées, mais leur fonctionnement est en partie réglementé par la loi. Ce contrôle public consiste essentiellement en une fixation des tarifs exigibles par ces compagnies pour leurs services et en une détermination du

9. Pour avoir des données complètes et détaillées, voir L.H. KIMMEL, *Share Ownership in the United States*. (Qui possède des parts aux États-Unis?) Washington D.C. The Brookings Institution (1952). Voir aussi J. CROCKETT et I. FRIEND, *Characteristics of Stock Ownership* (Caractéristiques de la propriété d'actions), New York: The Ford Foundation (1963).

10. En 1966, les ventes de la *General Motors* se montèrent à 20,2 milliards de dollars, c'est-à-dire entre le PNB des Pays-Bas, 20,8 milliards, et de l'Argentine, 18,7 milliards. Les ventes nettes de *Ford* et de la *Standard Oil of New Jersey*, environ 12,2 milliards de dollars chacun, se trouvaient entre le PNB de la Tchécoslovaquie, 13,4 milliards, et de l'Union sud-africaine, 11,9. Les ventes nettes de la *Royal Dutch Shell*, de la *General Electric*, de *Chrysler*, de *Unilever* et de *Mobil Oil* étaient de l'ordre de grandeur des PNB du Venezuela, de la Norvège, de la Grèce, de la Colombie et de la Nouvelle-Zélande.

rapport de leurs investissements; en général, il s'agit d'un « rapport correct » comparable au taux de profit enregistré par ailleurs. Il arrive aussi qu'une quelconque forme de réglementation s'applique à leur politique d'investissement. Le contrôle de ces compagnies est, là aussi, très centralisé, grâce à l'intervention de sociétés de holding associées à de grandes banques. Pour garantir ce contrôle hautement concentré, l'émission d'actions demeure limitée, le financement passe plutôt par l'émission de bons à long terme. La manière dont le contrôle est assuré diffère selon les pays et les sociétés, mais les opérations réelles de ces sociétés utilitaires, qu'elles soient de statut privé, public ou mixte, ne diffèrent pas de la pratique des autres sociétés.

Posséder des parts dans une grande société ne veut pas dire la contrôler. Il est clair que les 2 millions de possesseurs d'actions de l'*American Telephone and Telegraph* (ATT) ne peuvent exercer aucune forme de contrôle sur ses transactions. La grande diffusion des propriétaires d'actions non seulement permet le contrôle par une minorité, mais l'exige et plus cette dispersion est grande, et moins il faut d'actions pour s'assurer le contrôle d'une société. Ordinairement 10 % suffisent. En théorie, les porteurs d'actions contrôlent en dernier ressort le *management* de ces sociétés puisqu'ils ont légalement le droit de le révoquer. Mais, dans la pratique, des porteurs minoritaires, mais « concentrés », font bloc avec le *management* pour s'emparer du pouvoir de décision et ne peuvent guère être contestés. Même si ce n'est pas nécessairement le cas, les *managers* et les directeurs de sociétés possèdent souvent des actions. Cependant leur puissance ne découle pas tant des parts qu'ils possèdent que de leur position. Plus une société est importante, plus le nombre de ses porteurs de parts est élevé et plus s'accroît dans la pratique cette séparation entre propriété et contrôle. Mais plus est concentrée la propriété des actions au sein d'une société, plus grand est le contrôle exercé sur le *management* par la minorité « concentrée » de porteurs de parts.

Le contrôle minoritaire sur le capital est encore renforcé par la « pyramidisation » ou « l'amplification » que pratiquent les sociétés de holding et les « directions imbriquées ». La société de holding est

un système qui permet de prendre le contrôle d'une ou plusieurs compagnies en utilisant le vote « pyramidal » pour contrôler leurs titres et, ainsi, une grande quantité de capital avec un minimum d'investissement. Les directions imbriquées correspondent à cette pratique où une même personne siège comme membre du comité de direction de plusieurs sociétés, en principe séparées, pouvant alors imposer une politique commune à l'ensemble.

Même si on laisse de côté les possesseurs d'actions sans droit de vote associé, et si on ne s'attache qu'aux propriétaires avec droit de vote, il est clair que ceux-ci ne sont guère capables de l'exercer et d'ailleurs, ordinairement, ils n'essayeront ni se soucient d'influencer la politique de leur société. Cette dernière est menée sous la responsabilité du comité directeur, un petit nombre de personnes qui, à leur tour, choisissent le *management* professionnel qui mène les opérations sur le terrain. Les directeurs sont en principe élus par les porteurs d'actions, mais ces derniers ne peuvent en général le faire directement et utilisent donc des mandataires qui les représentent et exercent leur droit de veto. Dans un trust ordinaire, le mandataire sera un membre du comité directeur et quoique, de temps en temps, il y ait des « bagarres de mandataires » pour le contrôle de la compagnie, elles ne touchent guère le *management*, groupe qui se perpétue lui-même en cooptant ses successeurs. De manière générale, les porteurs ordinaires d'actions se trouvent dans la situation passive de possesseurs de concessions minières.

Si propriété et contrôle ne coïncident pas dans la société moderne, il n'y a pas, normalement, de divergence d'intérêt entre les possesseurs passifs de concessions et les dirigeants actifs de l'affaire. Les uns comme les autres ont intérêt à ce que les profits soient maximaux. Comme le capital en général, le capital d'une société doit mener des opérations productrices de profit, conduisant à la formation de capital additionnel. Un manque de profitabilité, une perte de capital ont pour conséquence l'extinction finale de l'organisation. Il ne peut pas non plus y avoir de divergence d'intérêt entre les propriétaires et les *managers*, car la position et le revenu de ces derniers (même s'ils ne possèdent rien ou pas grand-chose) dépendent de l'existence

et donc de la profitabilité de la société qu'ils gèrent. En fait, la classe des *managers* forme le groupe singulier le plus important de la population des porteurs d'actions, ce qui renforce l'intérêt qu'ils portent à la profitabilité de l'entreprise à cause de leur double qualité: *manager* et possédant.

Le *management* des sociétés, quoique largement indépendant de la plus grande partie des porteurs d'actions, peut néanmoins être soumis au contrôle de banques d'investissements et de groupes financiers qui leur fournissent les crédits à long terme. La finance peut affirmer son pouvoir sur une firme lorsque celle-ci est, soit en expansion rapide, soit en détresse financière. Ceux qui accordent un concours financier à une société, en particulier lorsque celle-ci veut effectuer une réorganisation, exercent un droit de regard sur sa politique, intervenant dans le choix de son comité directeur et de ses cadres supérieurs. Mais, même indépendamment des besoins de crédit, la finance peut prendre de l'influence grâce à des techniques comme l'achat de participations minoritaires, la création de cartels de votes, la « pyramidisation » chère aux sociétés de holding. Toutefois, la puissance des banques et de la finance sur le monde des affaires a été quelque peu ébranlée ces derniers temps par l'entrée en lice des compagnies d'assurances et de pensions qui se sont lancées dans la course aux bons industriels, et aussi par le recours plus fréquent des sociétés à l'autofinancement de leur expansion à partir de leurs gains. Mais que le contrôle centralisé de la compagnie soit exercé par un *management* « interne » ou « externe », le fonctionnement n'en exige pas moins qu'un accent identique soit mis sur la profitabilité, comme c'est le cas lorsque propriété et contrôle direct coïncident.

La concentration et la centralisation du capital se traduisent en un mouvement contradictoire vers la monopolisation. Par analogie avec la physique newtonienne où des forces d'attraction et de répulsion maintiennent l'univers en équilibre, les économistes ont vu dans les forces du marché, l'offre et la demande, un mécanisme d'équilibre, équilibre assuré par la concurrence dans les conditions du

*laissez-faire*¹¹. Tout d'abord, cette idée n'est pas tant une description de la réalité qu'une exigence politique exprimant les besoins de la bourgeoisie montante dans les conditions mercantiles de la société féodale. Quoique « l'idéal » de non-intervention dans le marché concurrentiel ne fût jamais atteint, et ne pouvait l'être, il n'en reste pas moins que jusqu'au début du ^{xx}e siècle, ce fut la concurrence sur le marché privé qui détermina largement le caractère et le développement de la société capitaliste.

Quoi que puisse penser le *businessman* de la libre concurrence, il doit, dans la conduite de ses affaires, essayer pratiquement d'échapper aux pressions de celle-ci par des moyens et des méthodes qui, dans leurs effets, réduisent le nombre de ses concurrents, soit dans l'absolu, soit relativement à la croissance de l'économie. Par des moyens honnêtes ou déloyaux, il recherchera des profits supplémentaires, une position monopoliste sur le marché, afin de satisfaire une part plus grande de la demande, tout cela pour éviter de se faire démolir par la concurrence toujours menaçante. Toute réduction isolée des coûts entraîne un avantage sur le marché, rapidement perdu lorsque son application se généralise. C'est de cette manière que la concurrence entretient la monopolisation et que la monopolisation succombe sous les coups de la concurrence. Il n'est donc pas possible réellement de parler de concurrence sans parler de monopole l'un et l'autre étaient des aspects d'un seul et même processus du marché.

Dans la théorie bourgeoise du marché, le monopole, n'est pas intimement lié à la concurrence mais est au contraire présenté comme son opposé direct qui gêne le fonctionnement correct du mécanisme des prix. Jusqu'à une date récente, la théorie du marché retenait un modèle abstrait de concurrence parfaite. Mais ce modèle perdit la pertinence limitée qu'il pouvait avoir avec la croissance progressive

11. En français dans le texte. On désigne ainsi une politique et une doctrine économiques florissantes dans tout le ^{xix}e siècle et qui préconisent une intervention minimale sinon nulle de l'État, l'équilibre se réalisant de lui-même, grâce à l'action de la main invisible sur le marché. Clairement, elles font une allusion idéalisée au capitalisme des débuts, supposé libéral intégral. L'expression proviendrait d'une phrase qui remonterait à 1736 et serait due au marquis d'Argenson, un partisan des physiocrates: *laissez faire, laissez passer* [NdT].

de la monopolisation du monde des affaires. On parle aujourd'hui de concurrence « imparfaite » ou « monopoliste » pour décrire des situations de marché qui ne sont ni parfaitement concurrentielles ni complètement monopolisées. Dans un tel marché, aucune firme ne peut contrôler les prix à volonté, mais la limitation du nombre de concurrents modifie réellement les prix, qui ne sont pas ce qu'ils seraient dans des conditions de concurrence plus parfaite. L'achat et la vente de marchandises sur une très grande échelle assurent, jusqu'à un certain point, un contrôle monopoliste des prix. La concurrence imparfaite est donc associée au *big business* et, parce que ce dernier domine le capitalisme d'aujourd'hui, les économistes ne parlent plus de concurrence parfaite mais de « concurrence réalisable », un terme qui couvre tous les degrés et combinaisons de concurrence et de monopole.

L'attitude du *businessman* face à la concurrence et au monopole est essentiellement variable. S'il se trouve lui-même en position de monopole sur le marché, il en jouira sans arrière-pensées sinon il dénoncera les monopoles et se prononcera en faveur d'une concurrence « loyale ». Si l'exercice de la concurrence s'accompagne toujours de l'existence momentanée de situations de monopole, parce que certaines entreprises réussissent avant d'autres à baisser leurs coûts, l'apparition de monopoles peut aussi être le résultat d'un combat aux couteaux entre concurrents. Pour faire disparaître des concurrents, certaines firmes peuvent délibérément s'infliger des pertes temporaires en discriminant leurs prix, en faisant des remises excessives ou des rabais, etc. De cette manière, elles s'assurent un plus grand contrôle des prix et satisfont une part plus grande de la demande présente sur le marché. La concurrence « aux couteaux » est plus particulièrement pratiquée par les grandes comme les petites affaires dans les périodes de dépression.

Mais, tout à fait indépendamment de toute concurrence « déloyale », c'est la croissance même de l'économie de marché résultant de la concurrence qui a conduit à la concentration et à la centralisation du capital et à ses entreprises gigantesques. Elle a accentué les aspects monopolistes du marché réel, qui est à la fois

concurrentiel et monopoliste. Si, dans le capitalisme des débuts, il y avait plus de concurrence que de monopoles, dans le capitalisme tardif, il y a plus de monopole que de concurrence. La grande variété des situations de marché pouvant influencer les prix par la diminution ou l'augmentation du nombre de concurrents, soit du côté de la demande, soit du côté de l'offre, a conduit à forger toute une variété d'expressions techniques: oligopole, duopole, oligopsonne, duopsonne. Il est rare, si cela arrive jamais, que ces termes décrivent des relations de marché ayant leur contrepartie dans la réalité, mais ils servent aux théoriciens de l'économie pour construire leurs spéculations. Le monopole (un seul vendeur) et sa contrepartie le monopsonne (un seul acheteur) peuvent exister temporairement dans un domaine particulier des affaires. Mais cette situation peut difficilement se maintenir. Le monopole est toujours accompagné par la concurrence et est lui-même une forme de celle-ci. Il domine, à des degrés variés, diverses sortes d'activité, certaines tendant plus que d'autres à la monopolisation. La grande industrie par exemple connaît moins la concurrence que l'agriculture et par conséquent contrôle mieux les prix que cette dernière. Mais même les domaines où la concurrence est la plus forte voient se développer des tentatives pour surmonter ce désavantage en réalisant un certain mode de monopolisation; citons par exemple les essais des paysans de contrôler les prix en formant des coopératives. Il existe donc, dans chaque nation et dans le monde en général, un large conglomerat d'affaires où la concurrence ou le monopole dominant plus ou moins et dont le contrôle sur les prix varie de zéro à une détermination complète.

Les prix de monopole eux-mêmes ne sont pas arbitrairement fixés, mais gardent une certaine relation avec la situation du marché dans son ensemble. Plus le prix de monopole est élevé, plus la demande pour les marchandises offertes à ce prix sera faible. Ce qui aura, pour ainsi dire, été « surpayé » dans le prix de monopole ne pourra être utilisé pour acquérir des marchandises soumises à des conditions de concurrence plus ouvertes. La demande dans la sphère de la concurrence va donc diminuer, la concurrence s'exacerber et

les entreprises en concurrence baisseront leurs prix. Pour les firmes à faible marge de profit, cette baisse peut entraîner la ruine. Sur la base d'un revenu social donné qui détermine la demande existante, les prix de monopole forcent les autres prix à être inférieurs à ce qu'ils seraient dans des conditions de concurrence plus parfaite. On assiste alors à un « transfert » de revenu de la sphère des affaires en concurrence vers celles qui le sont moins. Toutefois ce « transfert » n'affecte pas nécessairement la taille des revenus d'une affaire donnée si celle-ci se trouve dans une situation de flux, c'est-à-dire s'il y a croissance du revenu social et expansion de la demande sur le marché. La croissance de la productivité sociale et l'extension du marché peuvent être telles que les prix de monopole comme ceux du secteur concurrentiel puissent rester suffisamment hauts pour assurer une profitabilité suffisante. Ce n'est que dans des conditions de stagnation ou de déclin que la monopolisation accrue s'accompagne d'une destruction continue d'entreprises plus petites, plus soumises à la concurrence, processus qui devrait trouver sa fin logique dans la monopolisation totale de l'économie et, du même coup, la fin du marché capitaliste.

Les conditions de concurrence imparfaite qui règnent aujourd'hui, incorporent encore une grande partie de concurrence non « dissoute ». Il y a partout dans le monde capitaliste d'innombrables petites affaires, en particulier dans l'agriculture et le commerce de détail, qui n'ont pas le moindre contrôle sur les prix. De telles affaires sont encore ouvertes à ceux qui ont les fonds nécessaires et qui gardent l'illusion du succès dans un monde dominé par le *big business*. Le prix de leurs coûts sont codéterminés par les prix fixés par la concurrence monopoliste tandis que leurs prix de vente sont souvent fixés par le résultat d'une concurrence acharnée. Le taux de faillite de ce type d'affaires est très élevé et leur poids relatif dans le monde des affaires est aussi faible que leur nombre est grand. Par conséquent, il existe simultanément deux marchés: le marché traditionnel où offre et demande déterminent les prix de concurrence, et un marché où des prix « administrés » déterminent l'offre et la demande, Ces prix « administrés » peuvent

être, ou ne pas être, l'indication de l'existence d'une concurrence monopoliste. Au lieu de s'engager dans une concurrence coûteuse, certaines entreprises préfèrent s'aligner sur des prix plus ou moins uniformes, soit en passant par la concertation, des accords non-écrits, soit en acceptant purement et simplement les prix fixés par les entreprises les plus grosses du secteur. S'il s'agit d'un produit homogène, l'acier par exemple, les prix s'élèveront ou diminueront au gré de la société dominante.

On dit souvent que l'absence de prix de concurrence dans la plus grande partie du marché moderne ne signifie pas la disparition de la concurrence mais plutôt un changement de forme de celle-ci: la concurrence des prix est remplacée par une autre qui s'exprime dans la publicité, les marques de fabrique, les crédits et les variations et améliorations des produits eux-mêmes. Mais cette rivalité a plus une fonction restrictive que concurrentielle, car elle tend à renforcer et étendre les monopoles existants et à les protéger des attaques d'invasisseurs possibles. La répugnance à s'engager dans la concurrence des prix n'est pas une caractéristique réservée aux grandes entreprises: même les petites ne sont guère favorables à ce type de concurrence sans frein que les économistes présentent comme essentielle pour assurer un fonctionnement correct de l'économie. Quoi que ceux-ci puissent penser sur la nécessité d'un mécanisme concurrentiel des prix, le souci du *businessman* sur le terrain demeure la profitabilité et cela quelles que soient les conditions sur le marché. S'il peut faire un profit plus élevé en baissant ses prix, forçant du même coup les autres à lui emboîter le pas, il le fera vraisemblablement. Mais c'est précisément parce qu'il peut mieux accroître son profit en recourant aux prix « administrés » qu'il préfère réduire sa production plutôt que son prix. Ce choix ne résulte pas d'un dessein pernicieux: violer les « lois économiques » et s'en prendre à « l'intérêt public », mais découle du principe de maximisation des profits, condition nécessaire pour assurer l'existence et l'avenir de toute affaire.

Avec la croissance de leur taille, les entreprises enregistrent celle de leurs frais fixes et de leurs frais généraux. Ces derniers sont

relativement constants alors que les ventes d'une firme peuvent fluctuer largement. Or, pour que la rentabilité se maintienne, il faut que les ventes soient dans un rapport bien défini avec les coûts. Si ceux-ci sont abaissés, les prix des marchandises peuvent l'être aussi, mais cela ne garantit pas une augmentation des ventes, ou même des ventes suffisantes pour que les profits l'emportent sur les coûts. Ce qu'une firme peut gagner en termes de ventes par une réduction des prix demeure souvent négligeable par comparaison aux exigences de la rentabilité. Pour que les profits ne baissent pas, il faut, dans le contexte de la concurrence des prix, que la demande sur le marché croisse rapidement. Si cette croissance n'a pas lieu, les prix les plus bas et les coûts les plus « visqueux » vont se traduire par une réduction de la marge de profit. Si la demande ne croît pas suffisamment, baisser les prix se fait à perte. Dans de telles conditions, les *businessmen* préféreront restreindre leur production et passer des accords informels pour stabiliser les prix au niveau de profit le plus confortable. Le déclin de la concurrence des prix n'est pas seulement une conséquence de la montée du *big business* mais aussi un résultat de la baisse du taux d'expansion du capital, que les *businessmen* interprètent comme une baisse de la demande sur le marché.

La concentration du capital devrait avoir rendu évident le fait que le mécanisme de concurrence des prix, tel que le conçoit la théorie bourgeoise de l'équilibre, n'a aucun effet sur le développement du capitalisme. Dans le jargon bourgeois, on dit pourtant que les « économies de la production à grande échelle », créées par la croissance de la productivité résultant de l'augmentation et de l'amélioration de l'équipement en capital, réduisent purement et simplement les coûts de production et font baisser les prix. Mais elles éliminent aussi les producteurs à hauts coûts et les chassent du marché. Instrument de la concurrence, la production de masse est aussi instrument de concentration et de monopolisation. Pourtant il a fallu que cette évolution se poursuive pendant plus de cent ans pour que la théorie bourgeoise découvre l'existence des monopoles au sein du système de *laissez-faire* et leurs effets sur les profits et

les prix, et abandonne l'analyse de la concurrence pour se tourner vers celle de la formation des prix monopolistes.

Tout au contraire, la théorie de la valeur et de l'accumulation de Marx trouve sa vérification empirique dans le fait incontestable et généralement reconnu de la croissance de la concentration et de la centralisation du capital. Dans le modèle marxien de la production du capital, la concurrence « régule » l'économie capitaliste par la formation d'un taux de profit moyen. Il est alors clair que l'élimination progressive de la concurrence doit interférer avec la formation d'un taux de profit général et ainsi rompre son caractère régulateur. Tandis que la loi de la valeur continue de déterminer le développement capitaliste, son effet sur la distribution de la plus-value diminue lorsque croît la monopolisation du capital. Cette dernière fait passer une quantité disproportionnée de la plus-value sociale entre les mains des monopoles et réduit celle qui revient au capital soumis à la concurrence. Mais, comme la concurrence, la monopolisation ne peut affecter que la répartition de la plus-value sociale disponible, pas sa masse réelle. La tendance à la baisse du taux de profit demeure et se montre d'abord dans la réduction des profits du secteur où règne la concurrence en faveur du secteur monopolisé. Ce que l'un gagne l'autre le perd. En sortant du processus de moyenne lié à la concurrence, le capital de monopoles entraîne, par son contrôle des prix, une réduction des prix et des profits pour les capitaux soumis à la concurrence, et, du même coup, réduit leur nombre dans le capital social total. Dans la mesure même où le capital de monopoles se débarrasse de la concurrence, il détruit la source de ses profits monopolistes qui tendent à devenir des profits déterminés par le degré réel de l'exploitation rapportée au capital total. Les profits de monopole deviendront le profit social moyen, profit qui augmentera ou diminuera avec la productivité du travail, en relation avec l'évolution de la composition organique du capital total.

L'élimination de la concurrence par la concurrence et la monopolisation croissante qui en résulte n'affectent pas la théorie de l'accumulation de Marx, ni l'effet de cette accumulation sur le taux

général de profit, si ce n'est dans la mesure où la perte progressive de la force « régulatrice » de la concurrence dans le domaine de la distribution de la plus-value fait croître le désordre général du système capitaliste et sa prédisposition aux crises et dépressions. Avec les effets de la monopolisation sur l'allocation du travail social en termes de valeur d'usage, les situations de crise deviennent plus dévastatrices et plus difficiles à surmonter. La distribution de la plus-value sociale, par le biais du taux de profit général, est aussi un mécanisme par lequel les exigences du processus de reproduction du capital sont satisfaites, tant en termes de valeur d'usage que de valeur d'échange. En revanche, un taux de profit monopoliste, fixé de manière plus ou moins arbitraire, altère cette étroite relation en faveur de l'expansion privilégiée de la valeur d'échange du capital monopoliste. Le capital est contraint de perdre, dans une mesure croissante, même ce degré de cohérence qui permettait de satisfaire à ses propres exigences sociales dans un stade antérieur de son développement¹².

Si on dépouille cette centralisation croissante du capital de son caractère contradictoire (c'est-à-dire capitaliste) alors, selon Marx, la tendance indubitable vers la centralisation indique :

que la production perd son caractère privé et devient un processus social, non pas formellement – dans le sens que toute production soumise à l'échange est sociale à cause de l'interdépendance absolue des producteurs et de la nécessité qui s'impose à eux de présenter leur travail comme un travail social abstrait (par l'intermédiaire de la monnaie) – mais dans la réalité des faits. Car les moyens de production sont mis en œuvre comme des moyens de production sociaux, collectifs, et par conséquent ne sont pas déterminés par le

12. L'effet de la détermination monopoliste des prix sur la distribution de la plus-value a été récemment et dramatiquement démontré, dans une branche unique, mais importante, de la production, par l'*Organisation des pays exportateurs de pétrole* (OPEP) qui, en collaboration avec l'*International Oil Cartel* (Cartel international du pétrole), a imposé une augmentation d'un facteur six des prix du pétrole en quelques années. Cela affecte, bien que dans une mesure différente, et les nations développées et les sous-développées, en distordant la reproduction de leur économie, le commerce international et les relations de paiement. Moins dramatiques mais peut-être plus dévastatrices sont les politiques de prix du type « self-service » que mènent les monopoles en général. [Suite page 159.]

fait qu'ils sont propriété d'un individu mais par leur rapport à la production. De même le travail est exécuté sur une échelle sociale.¹³

Toutefois ce même processus qui permet d'envisager la perspective socialiste de développement ultérieur de la société ne fait qu'intensifier la contradiction entre les forces sociales et les relations sociales de production capitalistes et, par conséquent, l'aggravation des conflits sociaux dans des conditions économiques allant se détériorant.

Bien qu'on ne nie pas la centralisation du capital et qu'on ne puisse plus passer sous silence les crises qu'on a subies directement, on considère généralement comme fautive la prédiction de Marx selon laquelle la société capitaliste va, avec une croissance de la misère, se polariser en deux classes principales. La classe ouvrière industrielle est certainement beaucoup plus nombreuse qu'il y a cent ans, mais elle ne comprend toujours qu'une faible partie de la population mondiale. Si on y inclut les cols blancs et les travailleurs de l'agriculture capitaliste des nations développées comme sous-développées et

[Bien qu'] aucun chiffre exact ou quasi exact pour le total ne puisse être avancé, on peut dire avec sûreté que (la classe ouvrière) regroupe au moins 500 millions de personnes. Mais c'est là moins que la population de la Chine, de l'ordre de celle de l'Inde, probablement aux alentours d'un peu moins du sixième de la population mondiale. Le nombre de gens à absorber (dans le système capitaliste) est donc énorme, mais celui qui l'a été déjà, aussi, Le taux

En ce qui concerne le pétrole, J.M. BLAIR écrit dans *The Control of Oil* (Le contrôle du pétrole), New York, Pantheon (1977), p. 320 :

« Il semble aussi clair que les pays de l'OPEP et les compagnies les plus importantes n'ont guère pris en considération les vastes conséquences économiques et sociales de leurs actions, comme le retard au développement des nations les plus pauvres du monde qui voient s'épuiser leurs possibilités d'échange avec l'étranger, l'aggravation d'une récession mondiale sérieuse, la mise en danger de la base monétaire du commerce international. »

13. K. MARX, *Theorien über dem MehrWert* (Théories de la plus-value). Nous traduisons d'après la version anglaise *Theories of Surplus-Value*, vol. III, p. 447.

d'expansion nécessaire pour absorber ce reste [...] n'est certainement pas plus grand que celui réalisé jusqu'ici.¹⁴

Comme le dit John Hicks, cinq sixièmes de la population mondiale restent en dehors du système capitaliste, mais subissent néanmoins son impact sur leurs conditions de vie. Nous voyons là les difficultés qu'il y a à maintenir, ou accroître, le taux d'expansion du capital à cause des niveaux de concentration et de centralisation déjà atteints et de leurs effets sur sa partie variable. L'expansion, pour prendre place, n'exige pas le même nombre de travailleurs additionnels que dans le passé, même pour atteindre un taux identique. La grande masse de la population mondiale ne peut plus poursuivre une existence traditionnelle, mais ne peut non plus trouver place sur le marché du travail. Et, comme le capital n'est rien d'autre que de la plus-value extraite, il devrait, par nature, être enclin à absorber un maximum de force de travail, car la plus-value absolue peut aussi servir à augmenter le capital. Le fait qu'à l'échelle mondiale, la masse de chômeurs ou de sous-employés s'accroisse en permanence ne signifie peut-être pas que le monde est polarisé entre capital et travail salarié, mais qu'il est certainement polarisé entre bénéficiaires du capitalisme et un prolétariat augmentant sans cesse et dont seule une partie décroissante peut être comptée dans la classe ouvrière.

Les économistes bourgeois voient dans la relative réduction du nombre de travailleurs industriels résultant de l'expansion du capital une réfutation de la théorie marxienne. « Dans les pays développés, dit-on ainsi, il existe encore un vrai prolétariat mais il est devenu minorité et bien plus, malheureusement, une minorité impuissante. Dans ces circonstances, l'interprétation de l'histoire présentée par Marx cesse d'avoir grand sens¹⁵. » Comme nous l'avons vu plus haut, certains économistes attendent avec confiance que le système capitaliste absorbe tout le monde comme travailleurs; d'autres, au contraire, estiment que la classe ouvrière a déjà cessé d'exister, en ce

14. J. HICKS, *A Theory of Economic History* (Une théorie de l'histoire économique), New York, Oxford University Press (1969), p. 158.

15. K. BOULDING, *The Meaning of the Twentieth Century* (La signification du xx^e siècle), New York, Harper and Row, (1964), p. 171.

sens qu'elle est complètement intégrée dans le système capitaliste. La société intégrée, ou société sans classe, est réalisée « par le processus de dialogue politique, par les compromis et par l'effet pur et simple des conséquences sociales d'un processus de croissance économique longuement poursuivi¹⁶ ». De telles projections optimistes reposent sur une compréhension totalement erronée du système capitaliste et des tendances de son développement. C'est précisément à cause de la diminution du nombre de travailleurs productifs que l'intégration apparente de la classe ouvrière se transforme en désintégration du système capitaliste et interdit cette absorption espérée du prolétariat mondial dans le système, par suite de la réduction progressive de son taux d'expansion.

En fait, il est certain que la plus grande partie, environ 80 %, de la population des pays capitalistes développés est formée de salariés qui doivent vendre leur force de travail, soit aux entreprises capitalistes, soit aux institutions publiques. Il est vrai que la différence de revenus entre les membres de cette grande masse de salariés interdit de les décrire simplement comme appartenant à une classe ouvrière uniforme. Il n'en reste pas moins que leur revenu intégré est soumis aux relations changeantes de valeur et de plus-value dans le système capitaliste dans son ensemble. Alors qu'une part de la classe ouvrière se reproduit par la valeur de sa propre force de travail, une autre tire son revenu de la plus-value obtenue par l'application du capital variable. Le processus de production exige un processus de circulation dont les coûts doivent être couverts par la plus-value gagnée dans la production. Quoique la relation capital-travail règne dans le processus de circulation comme dans celui de la production, les salaires payés dans le premier doivent être retirés des profits faits dans le second. Le coût de la circulation réduit la masse de la plus-value disponible pour la consommation capitaliste et pour l'accumulation du capital.

La croissance de la productivité du travail qui sous-entend le déclin relatif du capital variable par rapport au capital productif

16. *Id.*, p. 170.

total non seulement doit éviter une chute possible du taux de profit général, mais elle doit aussi compenser la croissance des coûts de la circulation. Cette croissance est elle-même une conséquence de celle de la productivité du travail, car la masse accrue de marchandises produites par de moins en moins de travail exige une croissance disproportionnée du travail employé dans la distribution. Cette disproportion prend sa source, d'un côté dans l'extension du marché et de l'autre dans la contradiction non encore résolue d'un accroissement plus lent de la productivité dans le processus de distribution que dans celui de production. Alors que le processus de production se concentre dans des entreprises de moins en moins nombreuses et de plus en plus grandes, celui de distribution est de plus en plus « décentralisé » pour pouvoir atteindre un marché de consommateurs qui s'étend au loin et est très dispersé. L'avancement plus lent de la productivité, dans ce qu'on appelle le secteur des services de l'économie, déprime le taux de profit. Et, tandis que cette croissance disproportionnée permet d'absorber une partie des travailleurs déplacés par la productivité croissante dans le processus de production, elle se comporte comme un facteur additionnel dans le déclin du taux d'accumulation, par lequel une décroissance de la profitabilité du capital se révèle.

La pression exercée sur le taux de profit par la croissance disproportionnée du travail non productif par rapport au travail productif (c'est-à-dire producteur de profit) ne peut être relâchée que par une croissance supplémentaire de la productivité du travail en général et de celle du travail productif en particulier. Dans l'intervalle, les mouvements du taux de profit affectent les deux couches de la population travailleuse et les placent dans la même opposition objective à la nécessité pour le capital de maintenir sa profitabilité. Ce n'est donc pas le caractère de son occupation qui définit le prolétariat mais sa position sociale de travailleurs salariés. La diminution de la classe ouvrière industrielle sous-entend en fait la croissance de la classe ouvrière en général, compte non tenu du type d'emploi que celle-ci remplit.

Il y a encore des groupes sociaux qui possèdent quelque degré d'indépendance vis-à-vis de cette relation mutuelle travail-capital, mais leur disparition progressive participe de la polarisation de la société du capital qui se poursuit. Largement déterminés par les relations capitalistes de production, certains secteurs, essentiellement l'agriculture, le commerce de détail et les professions libérales, permettent néanmoins l'existence de ces groupes hors du système du salariat. Ces couches sociales forment la classe moyenne, voletant entre capital et salariat. Le déclin progressif de cette classe est un phénomène observable à un moment où le commerce de détail est battu en brèche par les supermarchés et où les formes familiales laissent la place à des entreprises industrielles utilisant de la main-d'œuvre salariée. Ce processus s'observe partout, mais plus particulièrement aux États-Unis. On le découvre dans la baisse croissante de la population paysanne, l'élimination du métayage et dans la haute capitalisation de l'agriculture. Selon l'*Agricultural Department Census Bureau* (Bureau de la statistique du ministère de l'Agriculture) des États-Unis, moins d'un Américain sur vingt-cinq vit, en 1975, sur une ferme, alors qu'il y en vivait un sur quatre en 1935. La population agricole a décliné de 14 % entre 1970 et 1976; 37 % de cette perte s'est faite pendant la seule année 1975-1976. Au cours des six dernières années, le nombre de Noirs vivant sur une ferme est passé de 900 000 à 500 000. La réduction du travail agricole s'est accompagnée d'une croissance de 20 % de la production et d'une augmentation des surfaces cultivées. Le nombre de fermes est tombé de 6,8 à 2,8 millions dans la période de 1935 à 1976¹⁷.

Marx prévoyait qu'à un certain stade du développement capitaliste, l'accroissement de la productivité dans l'agriculture deviendrait plus rapide que dans l'industrie. Cette évolution se manifeste dans la mécanisation de la première qui a, de fait, accru sa productivité au-delà de celle observée dans la seconde. Avec cette mécanisation, encouragée, voire imposée, aux grandes fermes par une industrie agro-alimentaire hautement concentrée, l'agriculture s'est trans

17. Rapporté par *The New York Times*, 15 avril 1977.

formée de branche de production au travail intensif en branche au capital intensif. Ce phénomène a créé une surpopulation qui est venue grossir les centres urbains. Par ailleurs, si, d'une part, il fait croître le taux de profit, il a, d'une autre, pour résultat une plus grande composition organique du capital social total. Il n'y a aucun moyen de maîtriser ce développement contradictoire sauf à passer par une croissance supplémentaire de la productivité. Alors qu'un déclin de la productivité réduit le taux d'accumulation, la chute de ce dernier intensifie encore la baisse de la productivité. Depuis 1965, la productivité a décliné aux États-Unis, ce qui est une autre manière de dire que le taux d'accumulation a baissé. Encore une fois, cela sous-entend une rentabilité insuffisante, empêchant l'expansion du capital au niveau nécessaire pour maintenir ce qu'on appelle le plein-emploi et la pleine utilisation des forces productives. Phénomène cyclique, il ne fait que répéter avec quelques variations ce qui s'est produit au cours de toutes les périodes précédentes où la baisse de la rentabilité s'est manifestée par une baisse du taux d'accumulation.

Quels que soient leurs défauts pour estimer la productivité, les statistiques économiques fournissent néanmoins quelques données pour l'apprécier. Selon le *Council of Economic Advisers* (Conseil des experts économiques) du gouvernement des États-Unis, le déclin de la productivité trouve sa cause principale, entre autres choses, dans « l'inadaptation des investissements ».

Entre 1948 et 1973, les dépenses du business pour de nouvelles usines ou des équipements nouveaux ont représenté un ajout de 3 % par an aux investissements de capital ramenés à l'heure de travail. Depuis cette époque, le rapport capital-travail n'a crû que de 1,75 % par an.¹⁸

Bien entendu, les raisons de ce déclin ne sont pas recherchées dans la production du capital elle-même, mais dans le montant excessif des salaires ou dans la politique gouvernementale avec ses impôts qui « ralentissent l'introduction de machines permettant de réduire

18. Rapporté par *Time*: 5 février 1979, p. 127.

les coûts et d'économiser le travail», poussent à l'inflation et, par conséquent, «rendent les *businessmen* de plus en plus hésitants à investir dans de nouvelles machines».

Cette situation soulève la question de la rentabilité du capital. Seul un déclin des profits, relativement au capital existant, peut expliquer la répugnance capitaliste, ou son incapacité, à étendre la production par des investissements additionnels plus productifs. Comme dans tous les états de dépression antérieurs, le taux de profit, relation pratique, devient théorique. Toutefois ce taux peut être calculé à partir des données statistiques, si les méthodes utilisées dans ce but sont traitées de manière cohérente, ramenées à des dénominateurs communs. Dans ce cas, même des données inadéquates vont fournir une tendance déterminée pour l'évolution au cours du temps, montrant si le taux de profit croît baisse ou stagne. Selon une étude menée par William D. Nordhaus¹⁹, le taux de rapport du capital non financier des sociétés aux États-Unis a baissé de manière continue depuis 1966, en dépit d'une érosion du taux effectif des impôts imposées aux sociétés et d'une libéralisation de la dépréciation des dettes. Cette faible performance des profits des sociétés s'observe aussi dans la plus grande partie de l'Europe occidentale. Aux États-Unis, la part de tous les profits des sociétés dans le produit national brut est tombée de manière considérable, quoiqu'avec des oscillations, dans la période 1948-1973. Le rapport de 1971-1973 n'était que 57 % de sa valeur en 1948-1950. «Le déclin qui a suivi la guerre s'est produit en deux mouvements distincts: 1948-1954, 1966-1970, séparés par une période pendant laquelle ce taux fluctua dans une bande étroite, essentiellement à cause de mouvements cycliques²⁰.» Le déclin depuis 1966 a été suffisamment radical pour conduire Nordhaus à poser les questions suivantes: «Qu'y a-t-il derrière cet écroulement des marges de profit? Ce déclin est-il un artefact statistique? Le monde du travail a-t-il pu accroître sa part par une politique de marchandage plus agressive?

19. W.D. NORDHAUS, *The Falling Share of Profits* (La décroissance de la part allouée aux profits), Brookings Papers on Economic Activity, 1, (1974).

20. *Id.*, p. 169

Ou cette décroissance de la part qui revient au profit annonce-t-elle l'euthanasie de la classe capitaliste et, de fait, du capitalisme lui-même²¹ ? »

Nous nous intéressons ici seulement à cette reconnaissance de la chute réelle du taux de profit telle qu'elle résulte de l'étude de Nordhaus et non à l'explication que celui-ci en donne²². D'autres explications, comme le déclin de la productivité pendant la même période, sont avancées par d'autres économistes. Bien sûr, tout cela débouche sur une seule question: pourquoi y a-t-il eu un tel déclin puisqu'il aurait pu être évité par un taux plus rapide d'accumulation ? Et nous sommes revenus à la question originelle de la raison de la baisse du taux de profit. Les résultats de Nordhaus furent d'ailleurs rapidement contestés, par les faits eux-mêmes il est vrai, mais leur interprétation. Dans un papier de 1977, présenté devant le *Brookings Panel on Economic Activity* (Tribune de Brookings sur l'activité économique), Martin Feldstein, tout en reconnaissant l'importance de la chute récente du taux de profit, qui atteint son minimum des trente dernières années en 1974 avec 6,4 %, avance l'idée que cela provient de circonstances spéciales, ce qui ne permet pas, selon lui, d'en déduire qu'il y a une tendance graduelle à la chute des taux de rapport²³. Dans le passé, et maintenant aussi, une

21. *Ibid.*, p. 170.

22. Reprenant à son compte l'étrange concept selon lequel les profits sont une récompense pour la prise de risques et sont déterminés par l'importance de ceux-ci, Nordhaus suppose que la raison principale du déclin du taux de profit provient de la chute, plus ou moins grande mais continue, des « coûts en capital », chute qui résulte d'un changement « dans le climat économique général, lui-même dû aux interventions gouvernementales dans l'économie, celles-ci éliminant progressivement la peur d'une nouvelle Grande Dépression ». Comme les possesseurs de titres « veulent maximiser leur capital tout en étant adversaires du risque », la chute de la « prime de risque » a fait baisser la taux de rapport du capital et, ainsi, sa part dans le PNB.

23. Selon M. FELDSTEIN, les plus évidentes de ces circonstances particulières sont: « 1) le contrôle des prix et des salaires, 2) l'embargo sur le pétrole et le saut du prix de l'énergie, 3) la rapide croissance de l'inflation. Le contrôle des prix non seulement a limité directement les profits, mais a aussi créé des pénuries qui ont encore diminué ceux-ci. L'embargo sur le pétrole a causé des pénuries supplémentaires et le saut du coût de l'énergie signifie que le capital existant n'est pas optimal pour correspondre aux prix à l'entrée couramment pratiqués. Si ce développement a pu faire croître le rapport des nouveaux équipements, il a fait baisser celui des vieux par rapport au coût de remplacement [...] La rapide croissance de l'inflation [Suite page 165]

période de bas rapports a été suivie par une remontée des profits. La probabilité d'une chute permanente est donc exclue. Bien entendu, une chute permanente du taux de profit signifierait une dépression permanente et par conséquent une fin rapide du capitalisme.

C'est la chute réelle du taux de profit qui trouble suffisamment les économistes bourgeois pour les conduire à réexaminer ce problème oublié depuis longtemps. Déjà, dans des périodes de crise et de dépression, cette question avait attiré l'attention, mais pour être oubliée dès qu'un nouvel essor était apparu. Comme les profits sont présumés venir grossir le capital dans sa capacité de « facteur de production », on a recherché l'origine du déclin n'importe où sauf dans les relations capitalistes de production et, par conséquent, dans la composition en valeur du capital. Pourtant ce qui nous intéresse ici, c'est que la réalité du développement capitaliste s'impose même aux économistes. Voilà qui justifie, fût-ce indirectement, la théorie de l'accumulation de Marx. Tous les résultats obtenus par Marx finissent par se refléter dans la théorie bourgeoise qui tente de s'en accommoder, voire de les transformer à l'avantage du capitalisme. Et, comme le développement réel de ce système ne suit pas strictement le modèle abstrait donné par la théorie marxienne, simplement parce qu'il y a des réactions capitalistes au cours des événements déterminé par la valeur, on peut rejeter la théorie tout en gardant en considération les conditions concrètes qui la vérifient.

Toutes les appréciations critiques de la théorie de Marx sont centrées sur la baisse du taux de profit, niant la consistance logique de l'argumentation et sa vérification empirique. Dans le fatras de ces estimations critiques, on peut choisir au hasard le livre récent de F. M. Gottheil qui étudie les prédictions économiques de Marx en général et celle de la baisse du taux de profit en particulier.

a conduit à une chute des profits économiques, parce que les méthodes de calcul couramment utilisées par les firmes les ont conduit à surestimer les profits et, par conséquent, à fixer leurs prix de manière incorrecte.» in *Is the Rate of Profit Falling?* (Le taux de profit baisse-t-il) Brookings Papers on Economic Activity 19, (1977) p. 221. Tout ce que cite Feldstein représente des réactions à une chute du taux de profit antérieure et ne peut, par conséquent expliquer celle d'aujourd'hui. Les résultats de la baisse du taux de profit sont pris pour sa cause.

Gottheil affirme correctement que, pour Marx, « le taux de profit chutera quel que soit le taux de plus-value²⁴ ». Toutefois, ajoute-t-il, Marx a bien vu que « s'il permet à la plus-value de varier sans restriction, il ne peut plus dire grand-chose sur la baisse du taux de profit²⁵ ». De plus, proclame Gottheil, si la relation entre plus-value et taux de profit dépend du taux de productivité, alors « le taux de profit croît lorsque le nombre de travailleurs décroît. Et aussi la production totale²⁶ ».

Jusqu'à là Gottheil ne fait que reformuler les propositions de Marx. Mais, alors que le modèle de l'expansion du capital présenté par ce dernier sert à clarifier la théorie de la baisse du taux de profit, en supposant l'existence d'une limite supérieure à cette expansion, c'est-à-dire un point à partir duquel il n'est plus possible de contrebalancer la baisse du taux de profit par une croissance de la plus-value, Gottheil, lui, maintient qu'« une croissance infinie de la plus-value fera croître indéfiniment le taux de profit, quelle que soit la composition organique du capital²⁷ ».

« Si on incorpore des considérations de productivité dans la démonstration que fait Marx de l'existence d'une limite supérieure, dit-il, on altère les conclusions de manière substantielle²⁸. » En d'autres termes, Gottheil trouve que la théorie de Marx présente une faille logique parce qu'« on doit supposer des valeurs spécifiques aux paramètres dans les équations du taux de profit pour faire apparaître le déclin. Quoique Marx ait pu faire par ailleurs, il n'a pas prouvé que ces valeurs spécifiques, exigées pour prédire une chute du taux de profit, puissent être dérivées à partir de son modèle²⁹ ».

Or ce n'est pas la théorie de Marx qui doit apporter la preuve de la réalité de la chute du taux de profit, mais c'est le déclin périodique réel de celui-ci qui l'apporte, déclin que la théorie de Marx tente

24. F.M. GOTTHEIL, *Marx's Economic Predictions* (Les prédictions économiques de Marx) Evanston, Ill., Northwestern University Press, 1966, p. 96.

25. *Id.*, p. 97.

26. *Ibid.*, p. 98

27. *Ibid.*, p. 97

28. *Ibid.*, p. 98

29. *Ibid.*, p. 103.

d'expliquer par l'application de la théorie de la valeur-travail à l'analyse de l'expansion capitaliste. Quelles sont donc les restrictions qui empêchent qu'une « croissance infinie » de la plus-value tienne en échec la croissance de la composition organique du capital et son effet sur le taux de profit ? Selon Marx, ces restrictions sont par construction présentes dans le système à cause de la double nature de la production du capital : production de valeur d'échange et de valeur d'usage. L'expansion « infinie » de la valeur d'échange – et c'est seulement elle qui est recherchée par le capital – est limitée par l'aspect valeur d'usage, c'est-à-dire par le degré d'exploitabilité de la force de travail, sans même parler des contraintes écologiques qui sont indépendantes de toute formation sociale.

Gottheil peut bien s'imaginer avoir pu démontrer l'existence d'une erreur chez Marx sur la base même des arguments de celui-ci – c'est-à-dire sur la base de la théorie de la valeur – mais sa démonstration fait référence au processus de production en tant que tel et pas à sa détermination par la valeur. Il va de soi que si on voit la production capitaliste comme essentiellement un processus de production matérielle, si on élimine, pour ainsi dire, de son aspect technique l'hypothèse d'une croissance de la productivité faisant croître régulièrement le capital, alors on ne trouve pas de baisse du taux de profit. Quoique Gottheil fasse remarquer que « la valeur de la force de travail est déterminée par la subsistance réelle de l'unité familiale, ou par les coûts réels de la reproduction de la classe travailleuse³⁰ », il néglige le fait que ces coûts supposent une relation (changeante) entre travail nécessaire et surtravail dans le processus de production déterminé par la valeur. Pour avoir une reproduction de la classe travailleuse meilleur marché, il faut réduire la part nécessaire de la production totale et ainsi assurer la formation accélérée de capital. Mais cette part nécessaire ne peut être réduite à zéro, si bien que son déclin doit ralentir la croissance de la productivité du travail au fur et à mesure que le capital accumule. Ce que Gottheil ne comprend pas, c'est que la croissance de la productivité du travail n'est qu'un autre aspect de

30. *Ibid.*, p. 105.

la décroissance de la valeur de la force de travail, c'est-à-dire de la réduction du rapport du capital variable au capital constant. Ce n'est pas la croissance de la productivité du travail en termes de valeur d'usage mais l'appropriation croissante du surtravail en termes de valeur d'échange qui rend possible l'expansion continue du capital. Quelle que soit la croissance de la productivité du travail, elle se traduit toujours par une réduction relative du nombre de travailleurs employés par un capital donné et, en accord avec ce fait, par un glissement des relations de valeur qui ne peut qu'affecter le taux de profit du capital total. Ce n'est alors qu'une question de temps pour que la disparité entre production croissante du travail et utilisation décroissante de la force de travail (l'une compensant l'autre, mais aussi entrant en conflit avec elle), se traduise ouvertement par un taux d'accumulation plus bas et une croissance ralentie de la composition organique du capital.

Pour qu'on nous comprenne bien, rappelons que la croissance de la productivité en termes de valeur d'échange reste toujours liée à cette croissance en termes de valeur d'usage. Marchandise comme les autres, la force de travail est en même temps source de plus-value parce que son utilisation contient à la fois du travail nécessaire et du surtravail, mesurés par le temps de travail payé et non payé. La productivité du travail et la quantité de ses produits ne peuvent être séparés du temps de travail passé dans le processus de production. Parce que le temps de travail nécessaire ne peut être réduit au point où tout travail devient du surtravail, il y a là une limite à la croissance de la productivité car celle-ci ne peut être accrue à volonté au-delà de ce qui est supportable par l'homme. Lorsqu'on garde à l'esprit l'existence de ces limites absolues et si on fait l'hypothèse d'un système fermé et d'une population ouvrière constante, on en déduit logiquement que la croissance de la productivité est finie, comme la croissance de la plus-value, et qu'elle a une limite supérieure qu'elle atteindra avec l'augmentation de la composition organique.

Le capitalisme n'est pas un système fermé à population laborieuse constante. Il n'en reste pas moins que le mécanisme façonné par Marx

en faisant l'hypothèse contraire doit caractériser, bien qu'avec des modifications à longue portée, l'expansion réelle du capitalisme avec sa population laborieuse variable, car c'est bien ce mécanisme qui, au premier chef, rend le capitalisme possible. C'est pour ainsi dire sa « logique interne ». Elle détermine le cours de son développement dans une direction définie et permet la prédiction de ses tendances. Dans un capitalisme en expansion, la croissance de la productivité du travail s'accompagne d'une augmentation absolue du nombre de travailleurs, si bien que la diminution de leur nombre, relative par rapport à la croissance du capital, peut passer inaperçue, sauf si on remarque la formation de l'armée de réserve industrielle. Le taux de profit peut rester le même, voire croître, alors que la composition du capital augmente. La baisse du taux de profit n'est donc qu'une tendance du processus d'accumulation. Mais cette tendance est néanmoins réelle, comme la loi de la valeur qui est à l'œuvre, même si on ne peut la percevoir dans les relations de prix du marché. En fait, la théorie de la baisse du taux de profit est un autre nom de la théorie de la valeur travail de Marx.

La théorie de la valeur travail trouve sa confirmation dans les crises capitalistes et elle la trouve aussi dans la réduction de la profitabilité du capital. La perte de profitabilité et la périodicité des crises ne peuvent être expliquées sans recourir au désaccord entre les profits réellement productifs et ceux qu'exigent une expansion continuée et profitable. Quoi qu'elles aient pu avancer pour expliquer ce fait, toutes les théories s'accordent sur un point: la crise sous-entend manque de profitabilité, désinvestissement au lieu d'investissement, destruction étendue de capital et chômage à grande échelle. Toutes s'accordent aussi sur le fait que la fin de la crise et de la dépression que celle-ci a entraînées dans son sillage présuppose la restauration de la profitabilité du capital. Toutefois les moyens suggérés pour atteindre ce but diffèrent avec la théorie des crises considérée. D'un point de vue marxien, la généralité de la crise – c'est-à-dire le fait qu'elle embrasse tous les aspects de l'économie – prend sa source dans la baisse du taux de profit ou, et c'est la même chose, dans le pouvoir « régulateur » de la loi de

la valeur, qui contrôle un processus de production par ailleurs non « régulé » et aveugle.

Selon Gottheil, le fait que le taux de profit doive baisser par suite de la production même de capital est une pure hypothèse de Marx.

Si on ne rend pas explicite la relation entre taux de plus-value et composition du capital, aucune loi concernant le mouvement du taux de profit ne peut être formulée [...] Si on admet certaines valeurs des paramètres, alors le taux de profit va chuter. Si, cependant, on choisit d'autres valeurs pour l'ensemble des paramètres, alors il va croître. Comme Marx ne donne aucune indication pour estimer les valeurs à venir de ces paramètres, toute prédiction concernant la baisse du taux de profit est logiquement intenable.³¹

Ce que Gottheil exige de Marx n'est pas une prédiction qui repose sur les relations sociales de production observables et leurs conséquences pour le développement capitaliste, mais une connaissance quantitative exacte du rapport futur, entre taux de plus-value et composition du capital. Ce rapport n'est pas connu aujourd'hui et est encore plus hors d'atteinte pour l'avenir. C'est dans la nature du développement fétichiste du capital qu'on ne puisse rien saisir des relations changeantes entre taux de plus-value, composition du capital et taux de profit en tant que tels. Toutes ces modifications se manifestent dans l'expansion ou la contraction de l'économie déterminées par les changements de prix. Mais comme ces relations de prix, quelles qu'elles puissent être, dérivent des relations de valeur de la production capitaliste, les mouvements du capital, dans leur dépendance du taux de profit, peuvent être ramenés aux relations sociales de production en tant que relations de valeur. Marx n'a pas essayé de résoudre des problèmes insolubles; il a simplement tenté d'expliquer le développement capitaliste réel dans le domaine du possible. Et, ici, les valeurs des paramètres des différentes catégories économiques, quoique variant dans leur application, le font dans le cadre invariable des relations capitalistes de production qui déterminent le poids changeant de ces différentes valeurs pour le système dans son entier et au cours de son développement.

31. *Ibid.*, p. 116.

Ce n'est pas la possible baisse du taux de profit à laquelle les critiques de Marx font objection, mais à son élévation au statut de « loi économique » qui détermine les tendances du développement capitaliste. Et, de fait, si la baisse du taux de profit ne fait que rendre compte du cycle des affaires et n'a pas d'autres conséquences, alors il n'y a aucune raison de supposer un mouvement séculaire unidirectionnel vers l'écroulement final du système capitaliste. Bien entendu, pour Marx, les « lois économiques » *per se* n'existent pas, même si le processus de production et de reproduction est, à tout moment et en toutes conditions, non seulement une relation sociale, mais aussi le métabolisme entre l'homme et la nature. Ce dernier aspect est une nécessité naturelle et non une « loi économique ». Parler de « lois économiques », c'est faire référence à des arrangements changeants installés par l'homme. Ce sont des relations sociales de production qui gouvernent, pendant qu'elles durent, un mode spécifique de production, mais qui ne jouent pas dans des circonstances différentes. La « loi de la baisse du taux de profit » n'est rien d'autre qu'une loi de l'expansion capitaliste et ne l'est qu'aussi longtemps que la production de la valeur détermine le processus social de production. Ici la soumission de la classe ouvrière aux relations capital-travail d'exploitation est si profondément mystifiée qu'elle apparaît comme une « loi économique » inaltérable qui domine la société comme si elle était une loi naturelle alors qu'elle n'est en fait rien de plus qu'un système modifiable de relations de production à la perspective historique limitée.

Pour démontrer l'existence de limitations historiques du mode capitaliste de production, il faut découvrir la présence de ces limitations déjà à l'œuvre dans le système en tant que tendances objectives du développement, et celles de forces subjectives s'opposant à elles. Reconnaissant l'impossibilité de prévoir l'avenir dans ses moindres détails et les limitations de l'analyse économique dans la compréhension des événements économiques, Marx se contenta d'avoir découvert la loi générale de l'accumulation, fondée sur les relations sociales de production.

La validité de la théorie de Marx apparaît dans la réalité d'un monde assailli par des crises récurrentes aux dimensions toujours plus grandes et au pouvoir destructeur toujours accentué. Les contradictions inhérentes au système capitaliste, depuis longtemps à l'œuvre, avant même que Marx ne soit né, ont formé le point de départ de son analyse économique. Ces contradictions sont toujours là, mais aujourd'hui nous ne faisons pas que les subir, nous les comprenons. La théorie de Marx de l'accumulation tient ou s'écroule non à cause des limitations mises à l'analyse économique par le système analysé lui-même, mais par suite du développement réel du capitalisme, en tant que système social de production viable.

Il est intéressant, mais compréhensible, que la plupart des critiques de Marx planent dans la sphère de la théorie « pure », cherchant à contester la consistance logique de tel ou tel aspect. Lorsqu'ils présentent des preuves empiriques, ils le font de manière tout à fait sélective, insistant sur les phases de succès de l'expansion du capital et laissant de côté les périodes passées de crise et de dépression qu'ils considèrent comme des aberrations qui ne touchent pas à la stabilité essentielle du système.

Cette nonchalance fut abandonnée pendant la grande dépression de 1929, mais pour être reprise après la Deuxième Guerre mondiale, avec le nouvel essor de la production capitaliste. D'un point de vue marxien, c'est la phase de contraction et non la phase d'expansion qui a l'importance primordiale. Car c'est dans les périodes de dépression durable et sérieuse que l'irrationalité du système se révèle le mieux et que l'illusion de son immortalité est la plus ébranlée. À ce moment, les conditions concrètes contredisent ouvertement les constructions idéologiques et permettent une plus grande prise de conscience de la véritable nature du capital. À cause de la base étroite de l'exploitation qui caractérise l'accumulation du capital, l'expansion de celui-ci a pour conséquence sa grande susceptibilité aux crises et aux dépressions de dureté accentuée. Comme toute l'activité économique est en prise avec l'accumulation du capital, elle doit se contracter avec tout déclin du taux d'accumulation et,

par conséquent, avec toute chute du taux de profit telle qu'elle se traduit dans un changement des relations de marché.

Les difficultés qui ne dressent sur le chemin de l'ajustement aveugle du taux d'exploitation aux nécessités de l'accumulation du capital apparaissent au grand jour dans la fréquence et la sévérité des dépressions capitalistes. Toutefois, une situation où les crises reviennent souvent correspond en même temps à une situation où la reprise de l'accumulation est relativement aisée: c'est le cas de la première époque du capital. Plus tard, les dépressions deviennent moins fréquentes mais d'une nature plus dévastatrice, concernant une masse plus importante de capital et une plus grande partie de la population. L'extension globale du capital a mené à des crises de nature mondiale, affectant dans une mesure croissante les régions sous-développées du point de vue capitaliste. Celles-ci ont vu se superposer à leur triste état ces effets de leur contact avec le monde capitaliste. C'est dans la profondeur et la durée croissantes des crises capitalistes que la baisse séculaire du taux de profit se montre, et toute description objective de l'histoire du capitalisme jusqu'à aujourd'hui fournit la preuve empirique de la validité de la théorie de Marx.

L'incapacité, ou la mauvaise volonté, dont fait preuve la théorie bourgeoise d'aujourd'hui – et pas seulement la théorie bourgeoise – pour comprendre le système capitaliste et son développement, repose sur une conviction profonde qui caractérise aussi l'économie politique classique: il ne peut y avoir d'autre mode de production que le mode capitaliste. Le système lui-même est supposé fournir à la société la rationalité nécessaire lorsque ses membres poursuivent leurs intérêts propres. Si la confiance dans la « main invisible » qui était de règle dans les débuts a largement disparu, la croyance dans la nécessité et la rationalité des relations de production existantes n'en a pas été affectée, même si ces relations exigent aujourd'hui, et de manière de plus en plus accentuée, l'intervention de nombreuses mains visibles. Le « principe de rationalité » exige, bien sûr, que la production soit faite de manière à satisfaire les besoins de consommation de la société. Même certains marxistes ont de grandes difficultés

pour voir dans le système capitaliste un système irrationnel; aussi restreignent-ils leur critique à l'inégalité de la distribution qui va de pair avec les relations capital-travail. Ils estiment que cette inégalité cause les disproportions du processus de production, destiné qu'il est à la production de biens de consommation, si bien que la sous-consommation des travailleurs devient cause d'une surproduction de marchandises et, par conséquent, du cycle de crises du système capitaliste. Pour Marx pourtant, le capitalisme est un système irrationnel précisément parce qu'il « accumule pour accumuler » et, pour cette raison, trouve ses bornes en lui-même. « Produire pour produire » est visiblement irrationnel, mais, de plus, semble-t-il, ce comportement se trouve exclu, par le besoin capitaliste, de réaliser la plus-value dans la sphère de la circulation.

Peut-être que le meilleur moyen pour comprendre le système capitaliste est de partir de l'idée d'un système social dans lequel le principe capitaliste, supposé mais inapplicable, de la production pour la production est réalisé. Dans ce cas, la production et son expansion sont déterminés par les besoins, variables, de la consommation de la population. Ce sont ces besoins, dans leur forme de valeur d'usage qui doivent être satisfaits par la production et celle des moyens de production dans leur forme de valeur d'usage. La rationalité d'un tel système est de caractère purement technique et organisationnel. On n'y prend pas en considération la valeur des marchandises qui, par nature, est indépendante de leur valeur d'usage et qui, par conséquent, est sans lien avec les exigences de la production et de la consommation sociales, si ce n'est dans la mesure où ces exigences servent à amasser du capital dans sa forme valeur abstraite. Dans un système libéré des relations de valeur, production et consommation sont des processus complémentaires et les difficultés que l'on peut rencontrer en coordonnant les unes et les autres sont aussi de nature purement technique et organisationnelle.

Ce n'est pas le cas du capitalisme. La quête des profits maximaux qui motive chaque entreprise et est, de fait, nécessaire pour le maintien de son existence, demande que la plus-value à l'échelle sociale totale excède les exigences de la consommation qui doivent

être satisfaites à partir de cette plus-value produite. Une partie de cette dernière doit être réinvestie pour permettre à l'économie de s'étendre, extension par laquelle se réalise l'accumulation du capital dans sa forme valeur. Le montant de cette partie est déterminé par celui du capital déjà accumulé, indépendamment de son rapport à la part consommable de la plus-value. Et, de même que la croissance du capital social total est seule à permettre l'expansion d'entités individuelles de capital, de même la profitabilité de ces dernières est une précondition de l'expansion du capital total. L'accumulation du capital implique alors l'expansion de la production, en relative indépendance de la consommation et même à ses dépens, et détermine une croissance des moyens de production relativement plus rapide que celle de la production en général.

La croissance des moyens de production, indicatrice d'une accumulation du capital couronnée de succès, accroît en retour la production des biens de consommation par le biais d'une croissance absolue du capital variable et par une affluence plus grande que celle exigée par la consommation des capitalistes. Pourtant une question demeure: comment la valeur du capital constant qui s'étend de manière disproportionnée et qui retient sa valeur-capital dans sa partie fixe, se reproduisant et s'élargissant sans cesse (les moyens de production), comment cette valeur peut-elle être réalisée à travers le processus d'échange dans la sphère de circulation? Cette question, bien sûr, ne se pose que si on suppose que le système capitaliste tend vers l'équilibre. Si on abandonne cette hypothèse, qui n'est d'ailleurs pas garantie, le problème se résout par l'accumulation du capital. Or, dans toute son existence, le capitalisme s'est trouvé en état de déséquilibre, situation qui a pu durer à cause des relations capital-travail et de l'extraction de plus-value. Déterminée par l'accumulation du capital, l'allocation, variable, du travail modifie les relations de marché en faveur des biens en capital, quoique les moyens de production élargis entraînant une croissance de la productivité amènent une plus grande production de biens de consommation. Le rapport capital-produit peut, on ne peut pas, faire croître la quantité produite de sorte que soit justifié le capital

additionnel. Mais il ne peut le faire en termes de valeur, à moins que la productivité ne dépasse la croissance de la composition organique du capital. Si ce n'est pas le cas, la valeur de ces produits plus nombreux restera à la traîne de la valeur du capital accumulé, même si les deux ont augmenté.

Vue sous l'angle du capital social total, une partie de la plus-value produite, celle qui est réinvestie dans des moyens de production supplémentaires, ne peut être réalisée dans les relations d'échange d'un marché donné, car elle ne peut trouver de contrepartie équivalente dans le processus de circulation. Les producteurs individuels de biens en capital trouvent, bien entendu, un marché pour leurs produits, à tout le moins aussi longtemps que le capital, dans son ensemble, s'étend. Mais ils trouvent ce marché, pour ainsi dire, en dehors du processus de circulation de l'échange des marchandises puisqu'ils mènent leur production au-delà des confins du marché donné. Ce qui se passe ici est quelque peu semblable à l'image développée par la macro-économie keynésienne, c'est-à-dire celle d'une expansion de la production au-delà de la demande effective du marché, avec cette différence cependant qu'elle est restreinte au capital productif s'étendant par anticipation de profits à venir et de marchés croissants. C'est une addition au capital existant qui, quoique mesurée en termes de prix et par conséquent de valeur, rompt avec les relations d'offre et de demande données, dans la mesure où celles-ci trouvent leur détermination dans les exigences de consommation de la société capitaliste. Le rapport capital-produit peut rester le même ou être modifié, ce qui est produit change pourtant qualitativement en s'incorporant une masse relativement plus grande de biens en capital.

Ce processus est rendu possible (et opaque) par la forme monnaie de la valeur, par le fait que la monnaie en circulation à un moment donné ne représente qu'une part de la masse totale des marchandises qui circulent. Comme toute marchandise peut prendre la forme monnaie, et celle-ci la forme d'une marchandise quelconque, le capital peut s'exprimer en termes de monnaie et la monnaie être considérée comme du capital latent. Le capital existant représente,

mais n'est pas une certaine quantité de monnaie, Mais à travers sa dénomination monétaire, il peut remplir la fonction de la monnaie. De même la monnaie, quelle que soit sa source, peut être transformée en capital. Quoique la quantité de monnaie croisse avec l'expansion générale de la production, elle ne le fait pas nécessairement dans la même mesure. En fait, c'est un principe de la production de capital que de minimiser l'usage de la monnaie marchandise, pour réduire le coût de la circulation. Il n'y a donc aucun obstacle sur la voie d'une expansion continue du capital qui provienne du côté monétaire, même si une contraction de l'économie apparaît comme un manque de monnaie, par suite de la contraction du processus de circulation.

La masse des biens en capital, en excès par rapport à ceux nécessaires pour assurer la simple reproduction du capital, et la masse des biens de consommation, déterminées qu'elles sont par les relations de distribution antagoniques, représentent une part de la plus-value ayant la forme de capital additionnel. Il apparaît alors que l'accumulation prend en charge les conditions de déséquilibre dans lesquelles le capital est contraint d'évoluer. Aussi longtemps que le capital s'étend grâce à la croissance de la productivité du travail, il n'y a pas de problème de réalisation en dépit de la variation de l'allocation du travail qui lui est associée, et cela malgré la relative décroissance du capital variable. La décroissance relative de la consommation ne fait alors que laisser une part de plus-value plus grande pour l'expansion et la production des moyens de production se fait à un rythme plus rapide que la production générale. C'est de cette manière que le capital s'« approfondit » et s'étend de lui-même, devenant un processus d'industrialisation à l'échelle mondiale, réalisant ainsi l'ensemble de la plus-value. Comme le capital en expansion peut s'exprimer sous forme de monnaie, la possession de ce capital sous forme physique satisfait aux exigences de la production capitaliste – c'est-à-dire la transformation d'une certaine quantité de monnaie en une plus grande.

Il reste vrai, bien sûr, que chaque entreprise capitaliste doit justifier son expansion par le rendement sur son capital et que, dans

ce but, elle doit être capable de vendre, sur le marché, sa production élargie. Mais ce marché croît et, en fait, ne croît qu'à cause de l'expansion générale du capital avec ses investissements additionnels tirés de la plus-value existante. La reproduction du capital sur une échelle élargie, but de la production capitaliste, trouve son apogée dans la capitalisation progressive de l'économie mondiale. Il n'y a donc aucun obstacle matériel sur la route d'une expansion continue du capital car le monde est loin d'être entièrement capitalisé. Cette capitalisation exige seulement des moyens de production additionnels et l'utilisation de la force de travail.

Les difficultés du capitalisme doivent donc être recherchées ailleurs, puisqu'elles ne peuvent être trouvées ni dans le processus physique de production, ni dans celui de circulation. La seule cause restante pour les crises et la stagnation, c'est le processus d'accumulation lui-même ou, plutôt, l'incapacité récurrente de produire suffisamment de plus-value pour assurer la profitabilité du capital en expansion. En croissant, le capital augmente la quantité de produits. Parmi ces derniers, il y a aussi des biens en capital qui constituent l'expansion physique du capital. En termes monétaires, et pour se répéter, l'expansion du capital, au sein de l'expansion totale de la production, ne soulève aucun problème étant donné que la plus-value présente dans ce processus trouve sa réalisation dans l'élargissement de l'appareil de production. Toutefois, le capital sous forme de moyens de production ne produit aucune plus-value: il ne fait que transférer sa propre valeur, sur des intervalles de temps plus courts ou plus longs, aux marchandises produites qui vont sur le marché. Avec la décroissance relative du capital variable, la source de plus-value diminue relativement au capital accumulé, même si le rapport capital-production reste le même.

Pour que le taux de profit ne décline pas, il faut que la production croisse plus vite que le capital constant. C'est là une autre manière de dire que le taux d'exploitation doit dépasser le taux d'accumulation. Pour autant qu'on puisse l'établir à partir des statistiques peu fiables que l'on possède, tel a bien été le cas pendant le siècle dernier, même si l'accumulation a été interrompue par une série de dépressions.

Sur la base de la structure du capital existant alors, il semble bien que le taux d'exploitation ait été suffisant pour assurer le processus d'expansion. Ainsi peut s'expliquer l'accumulation plutôt rapide du capital pendant cette période. Depuis la première décennie de ce siècle, cependant, le rapport capital-production s'est stabilisé, ce qui revient à dire que le taux d'accumulation s'est ralenti par rapport au capital existant. Mais, comme l'accumulation du capital est aussi un processus de concentration qui regroupe davantage de profit dans moins de mains, les capitaux accumulés ne se sont pas rendus compte, du moins pendant un certain temps, du déclin des profits. Et, parce que le processus de centralisation peut faire croître le taux de profit même en l'absence de concentration du capital, par la simple réorganisation et une utilisation différente du capital existant, une relative stagnation du capital ne se traduit pas immédiatement en diminution des profits. Par ailleurs, la concentration et la centralisation accélérées du capital peuvent être aussi envisagées comme des mesures imposées à celui-ci par le maintien de sa rentabilité. Dans la mesure où ces dispositions compensent un manque de nouveaux investissements, elles brident la montée de la composition organique du capital et soutiennent le taux de profit, mais aux dépens de l'accumulation. Et, alors que le taux de profit peut être stabilisé, l'activité économique générale stagne car elle ne peut progresser sans production de capital additionnel. Tôt ou tard, la stagnation conduit à une crise qui peut être surmontée par la reprise du processus d'accumulation.

Aussi longtemps que la part de plus-value dans la valeur du produit total permet à la fois la consommation capitaliste et de nouveaux investissements en adéquation au capital existant, le taux de profit ne tombera pas, même si la composition organique du capital croît ou, pour s'exprimer en termes bourgeois, si le rapport capital-produit net augmente. Mais c'est justement le nœud de la question; alors que le taux de profit doit baisser avec la croissance de la composition organique du capital, une croissance plus rapide du taux d'exploitation, visible dans l'accroissement du produit évite que cette tendance n'apparaisse dans les taux de profit réels. Pour

progresser, le capitalisme doit constamment élever la productivité du travail, c'est-à-dire réinvestir dans des moyens de production plus efficaces, par l'accumulation du capital. Un ralentissement du taux d'accumulation ou même la stagnation du capital peuvent, d'un côté, réduire ou éviter la croissance de la composition organique et ainsi stabiliser le taux de profit, mais, d'un autre, ils conduisent à une chute brutale des profits par la réduction de la production totale, consécutive au manque d'investissements nouveaux. Une partie de la plus-value reste sous forme monétaire; elle ne produit aucune plus-value et, dans cette mesure, réduit, au cours du temps, la masse totale de profits.

La production capitaliste, c'est la production de capital par le truchement de la production de marchandises. Il s'en suit qu'un manque d'investissements ne peut avoir qu'une cause: la crainte que ces investissements se révèlent non profitables et, par conséquent, dénués de sens. Cette peur n'est pas un phénomène psychologique, elle provient directement du fait que le taux de profit du capital existant montre déjà une forte tendance à décliner. La raison de ce déclin n'est pas discernable, car elle est liée au capital dans son ensemble, à la masse sociale totale de plus-value dans son rapport au capital social total. Mais, même si elle n'est pas discernable, elle n'en affecte pas moins, bien qu'à des degrés divers, tous les capitaux individuels et elle détermine les décisions individuelles dans les politiques d'investissement. La baisse du taux de profit précède le déclin ou l'arrêt de l'accumulation qui n'est, par conséquent, que l'expression manifeste de cette baisse inhérente à l'expansion du capital. La baisse du taux de profit est donc le signal de la rupture du déséquilibre en spirale de la production du capital, condition nécessaire de son développement continu.

Sans reprise du processus d'accumulation, la *raison d'être*³² de la production du capital disparaît. C'est donc dans les réactions capitalistes à la décroissance de la profitabilité que la théorie de Marx de l'accumulation trouve sa vérification évidente. Ces réactions, quelles que soient leurs conséquences, n'ont qu'un but: faire croître

32. En français dans le texte [NdT].

la plus-value par une croissance accentuée de la productivité du travail, le tout pour restaurer la profitabilité du capital en expansion. C'est là, et cela a toujours été, la seule solution, suggérée par les capitalistes et la « science de l'économie », pour surmonter une période de déclin économique, même si cela signifie accumuler pour accumuler, sans souci des conséquences sociales.

RÉVOLUTION ET RÉFORME

INTRODUCTION

Tablant sur ses hypothèses, le modèle marxien de la production capitaliste ne pouvait que conclure à l'écroulement final de ce système. Toutefois, cet effondrement n'y est pas conçu comme le résultat automatique des processus économiques, jouant indépendamment des actions humaines, mais comme le résultat de la lutte de classe prolétarienne.

À mesure que diminue le nombre de potentats du capital qui usurpent et monopolisent tous les avantages de cette période d'évolution sociale s'accroissent la misère, l'oppression, l'esclavage, la dégradation, l'exploitation, mais aussi la résistance de la classe ouvrière sans cesse grossissante et de plus en plus disciplinée, unie et organisée par le mécanisme même de la production capitaliste. Le monopole du capital devient une entrave pour le mode de production qui a grandi et prospéré avec lui et sous ses auspices. La socialisation du travail et la centralisation de ses ressorts matériels arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en éclats. l'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont à leur tour expropriés.¹

L'histoire du mouvement ouvrier qui, d'un point de vue bourgeois, n'a aucun rapport avec ce qui précède, est, du point de vue marxien, de la toute première importance et la raison même de l'intérêt porté aux problèmes de l'économie politique. Cela vaut tout autant pour les grandes questions soulevées par le matérialisme historique que pour celles, plus subalternes, du destin du capital. Pour Marx, l'histoire sociale est l'histoire de la lutte des classes, déterminée par les contradictions liées aux classes qui caractérisent chaque formation sociale. Le développement général des forces sociales de production produit des relations sociales de production particulières, et la combinaison de celles-ci détermine l'idéologie dominante, conscience associée à un mode de production donné.

1. K. MARX, *Le Capital, livre premier* (1867), in *Œuvres I, op. cit.*, p. 1239.

Les forces sociales matérielles déterminent le développement dans le domaine des idées, constatation qui est évidente, voire banale, dès lors qu'on l'a reconnue et formulée.

Les relations de classes et l'exploitation sont vieilles comme l'Histoire elle-même. Mais elles prennent des formes différentes qui dépendent de la manière dont la classe dominante extrait le surtravail. Cette manière dépend, à son tour, de l'état de la puissance productrice à un moment donné. Si un mode de production donné est le plus avantageux pour une certaine classe dominante établie, elle le défendra contre toute altération qui puisse diminuer son pouvoir et son contrôle sur le produit social. Mais cette défense empêchera le développement ultérieur de la puissance sociale de production et s'opposera aux besoins sociaux naissants qui exigent des changements dans le mode de production, et aux innovations dans ce processus même. Le processus de reproduction continu modifie toujours le processus de production quel qu'il soit, mais à des degrés variables. Les changements peuvent être si lents qu'ils sont imperceptibles, et ce fait explique pourquoi des conditions statiques ont prévalu dans quelques formations sociales pendant de longues périodes. Mais même ces sociétés ont une « histoire » à cause des altérations, aussi limitées fussent-elles, du processus de production.

Les changements radicaux ou révolutionnaires des modes de production exigent, pour se produire, la montée de nouvelles classes dans les relations sociales existantes, car l'histoire, pourtant déterminée par des nécessités objectives, a besoin, pour se réaliser, de la détermination subjective des gens à modifier les relations sociales existantes. Celle-ci s'exprime sous forme d'une nouvelle idéologie, mais toutes les deux sont le résultat des changements qui se sont déroulés au sein des relations sociales de production existantes.

Marx résuma sa conception matérialiste de l'Histoire qui sert de « fil conducteur » à ses études économiques, de la manière suivante :

Dans la production sociale de leur existence, les hommes nouent des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté; ces rapports

de production correspondent à un degré donné du développement de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports forme la structure économique de la société, la fondation réelle sur laquelle s'élève un édifice juridique et politique, et à quoi répondent des formes déterminées de la conscience sociale. Le mode de production de la vie matérielle domine en général le développement de la vie sociale, politique et intellectuelle. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur existence, c'est au contraire leur existence sociale qui détermine leur conscience. À un certain degré de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en collision avec les rapports de production existants, ou avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors et qui n'en sont que l'expression juridique. Hier encore formes de développement des forces productives, ces conditions se changent en lourdes entraves. Alors commence une ère de révolution sociale.²

Si on peut décrire cette situation comme un état où la « structure économique de la société » détermine « l'édifice juridique et politique » et les « formes déterminées de la conscience sociale », de façon à faire ressortir l'argument du matérialisme historique, cela n'implique pas qu'on puisse séparer réellement la « structure » et la « superstructure », la seconde étant expliquée par la première; on peut simplement énoncer que le processus de production matériel est entrepris consciemment et qu'ainsi il « conceptualise » l'identité entre un état donné des forces sociales de production et les relations sociales de production qui lui correspondent. C'est en termes de cette totalité à double face – simultanément matérielle et idéelle – que les formations sociales qui évoluent au cours de l'histoire se différencient.

Bien qu'il soit possible de séparer par la pensée la totalité du processus social de production et celui de reproduction en leurs diverses manifestations dans les sphères politique, légale et idéelle de la pratique sociale, ces aspects ne peuvent être concrètement isolés, puis classés selon leur importance dans le système social pris comme un tout. En d'autres termes, on ne peut dire que les activités

2. K. MARX, *Critique de l'économie politique* (1859), in *Œuvres I, op. cit.*, p. 272.

politiques légales et idéelles puissent de leur propre chef affecter les processus économiques et codéterminer leur développement, car la superstructure est l'expression de la structure socio-économique. On peut comprendre cet état de fait par analogie avec les relations valeur-prix dans le capitalisme, où les relations de valeur doivent s'exprimer dans la forme différente des prix. Ce n'est pas que la superstructure soit une image pure et simple de la base économique, mais que cette base est ce qu'elle est par la vertu de sa superstructure spécifique.

De même que les relations capitalistes de prix sont la fois distinguables et indiscernables des relations de valeur, la superstructure dans toute formation sociale est à la fois séparable et inséparable de la structure socio-économique. Quand on parle de l'une, on parle de l'autre et, dans les deux cas, on ne fait que parler du processus social de production qui fait que la société existe. La conséquence évidente en est que tout changement fondamental de la société affecte simultanément sa « structure » et sa « superstructure ». Autrement dit, aucun changement politique, légal ou idéal, ne peut prendre place sans changement des relations de production et de l'état des forces productives de la société et ces changements fondamentaux ne peuvent se produire sans être accompagné d'altérations correspondantes dans la « superstructure ». Il est donc impossible de modifier un système social à partir de la seule « superstructure », par exemple par le moyen de réformes politiques, car de tels changements doivent toujours s'arrêter dès qu'ils mettent en danger les relations sociales de production existantes. Un changement de ces dernières n'est possible que par une révolution qui renverse la « base » en même temps que la « superstructure ».

Toutefois une nouvelle formation sociale, créée par le développement des forces sociales de production, ne représente pas seulement elle-même, mais aussi, sous forme embryonnaire, une autre société. La période de gestation de cette nouvelle société varie avec le degré de changement induit – spontanément ou consciemment – dans le processus social de reproduction. Dans les sociétés où un tel changement ne se produit pas, les forces productives et les relations sociales

stagnent. Ces sociétés n'ont pas d'histoire, même si elles possèdent des relations de classes d'une sorte ou d'une autre. Le matérialisme historique ne s'intéresse qu'aux sociétés en développement, mais les changements dans ces sociétés, tôt ou tard, finiront nécessairement par mettre un terme à la stagnation des sociétés plus statiques et par modifier leur cours.

Quoique s'incorporant des innovations techniques, les forces sociales de production ne peuvent être réduites à la technologie. La transformation de l'économie féodale et mercantile, relativement statique, en système capitaliste dynamique, par exemple, n'est pas due à des changements technologiques mais à l'extension d'une technologie donnée à un champ d'application plus grand. Elle s'est faite par le biais de changements des relations de production qui ouvrirent la voie au vaste développement des forces productives qu'a connu la révolution industrielle.

L'ère précapitaliste reposait sur l'agriculture, considérée comme seule source de surproduit, rendant possible l'existence d'une classe dominante non productrice mais possédant la terre. Une part au moins du produit social total était un « don de la nature », au-delà des résultats du travail agricole fourni. Cet état de choses trouva son expression dans les théories économiques des physiocrates qui parlaient de la « stérilité » de toute production autre que l'agricole. Selon cette théorie, et contrairement aux idées du mercantilisme, tout surplus provenait de la sphère de la production et non de celle de la circulation ou de l'échange des marchandises. De fait, il n'y avait qu'un échange minimal entre les produits agricoles et les produits manufacturés des centres urbains. Le surplus était extrait du travail des paysans qui opéraient dans des conditions d'autosuffisance, possédaient l'outillage agricole nécessaire pour effectuer ce travail. Il s'agissait donc d'un cas d'expropriation manifeste, pas de relations d'échange. Il y avait bien des manufactures et des artisans, mais ils employaient une technologie adaptée exclusivement et directement à la satisfaction des besoins de la classe dominante et répondant aux habitudes de celle-ci. Sans doute les travailleurs urbains étaient-ils exploités, en ce sens que, même si une partie de

leurs produits servait à satisfaire leurs propres besoins, ils produisaient essentiellement pour la classe dominante. Mais c'était le surplus agricole qui rendait possible leur production comme leur surproduction. Le développement technique, s'il y en avait, était déterminé non par l'accumulation du capital, mais par les besoins et les coutumes de la classe dominante. S'il y avait accumulation, elle ne prenait pas la forme abstraite de la valeur d'échange, mais celle de la valeur d'usage.

Comme les moyens de production étaient entre les mains des producteurs agricoles, pour exploiter ces derniers, il fallait recourir au travail obligatoire qui, sous forme de travail forcé ou de corvée, était imposé à toute l'infrastructure. Dans de telles conditions, toute amélioration de la productivité du travail agricole se serait traduite par une augmentation du surproduit absorbé par la classe propriétaire de la terre et par son appareil d'État. Aucun aiguillon ne poussait à des innovations techniques la paysannerie, qui montrait plutôt le désir de travailler le moins possible pour réduire son degré d'exploitation. La stagnation de la production agricole qui en résultait limitait le développement technique en général puisque celui-ci dépendait presque totalement du surplus agricole. Faire croître ce surplus était le seul souci de la classe dominante comme de la population urbaine qui y voyaient la condition préalable à toute satisfaction des besoins et à toute amélioration du niveau de vie. Finalement, cette croissance se réalisa grâce à l'incorporation de l'agriculture dans les relations d'échange, à l'intérieur des centres urbains et entre eux, incorporation amenée par une division du travail plus poussée au sein des relations de classes existantes. Pour faire croître le surplus agricole, il était nécessaire de priver la population paysanne du contrôle sur ses moyens de production et ainsi de la contraindre de sortir de l'économie d'autosuffisance pour la faire entrer dans l'économie de marché concurrentielle.

Cette réalisation, en quelque sorte double, fut effectuée à la fois dans le domaine de l'agriculture et dans celui de la classe des marchands, médiateurs du processus d'échange. Elle contenait en germe l'extension des relations de marché et de la production de

marchandises à toute la production sociale, et la transformation progressive du travail en travail salarié. La commercialisation de l'agriculture en France et en Angleterre déclencha le mouvement des *enclosures*³, qui chassa de la terre un grand nombre de paysans et en transforma d'autres en ouvriers agricoles salariés mais étendit aussi l'industrie campagnarde et le système du travail à façon à domicile transformant ainsi une forme de production complémentaire en forme essentielle. Fournis par les marchands en moyens de production et en matières premières, les paysans se transformèrent en travailleurs salariés, les marchands devenant, eux, des entrepreneurs capitalistes. De plus en plus, les relations sociales se muèrent en relations capital-travail, fait qui, par sa généralisation, exprimait la croissance des forces sociales de production et l'émergence d'une nouvelle classe accumulant le surtravail sous forme de plus-value et de capital.

Pour résumer une longue histoire assez bien connue, disons qu'avec la capitalisation croissant de l'agriculture s'ouvrait la voie qui mènerait l'ensemble de la production sociale sous la domination du capital. Occupant une position médiane entre l'aristocratie terrienne et le prolétariat rural, la classe moyenne élargit son champ d'opération grâce à l'extension du travail salarié et à la poursuite concurrentielle de la valeur d'échange, forme abstraite et apparemment sans limite de la richesse, non liée en tout cas à une forme spécifique de propriété mais à toutes ces formes dans lesquelles la plus-value se matérialise. De nouvelles méthodes de production virent le jour et se développèrent pour accroître les profits des capitaux investis; on rechercha les innovations techniques, non plus pour augmenter le bien-être et le luxe de la classe dominante, ce qui était un but limité, mais pour extraire encore plus de plus-value de tous les types de travail. Même s'ils n'en avaient pas la conscience théorique, en pratique, les capitalistes se rendaient parfaitement compte que l'expression « travail de l'homme » a un double sens. « [Elle] peut signifier soit l'acte personnel du travailleur, soit l'effet produit par cet acte. Dans le premier cas, on doit admettre que

3. Les propriétaires terriens mirent des clôtures à leurs champs [NdT].

le travail d'un homme lui appartient en propre [...] mais cela n'entraîne pas [...] que l'effet de son travail [...] doive, de la même manière, lui appartenir en propre⁴.»

La plus-value devenue le but de la production et le travail salarié seul moyen d'existence pour un nombre croissant de gens, la production s'accéléra à proportion de la croissance de l'exploitation. Évidemment, cette transformation sociale s'accompagna de toutes sortes de dislocations importantes de l'économie et de son système politique, affectant non seulement la population laborieuse mais toute la société. Le capital industriel, ses exigences de profit suivant le même rythme, crût plus vite que le capital investi dans l'agriculture: il s'opposa à ce dernier. La plus-value de la propriété terrienne, la rente foncière, jouissait d'une position de monopole et échappait ainsi au processus de moyenne du taux de profit en général, ce qui réduisait les profits du capital industriel. Cet antagonisme entre les intérêts des propriétaires fonciers et ceux de la bourgeoisie montante marque les étapes du début du capitalisme et trouva son expression dans les aspirations de la bourgeoisie au pouvoir politique et au contrôle de l'État. Il finit par se résoudre grâce aux révolutions bourgeoises qui, d'une manière ou d'une autre, transformèrent les relations féodales en relations capitalistes de production et la production elle-même en production de capital.

Il est certain que la nature de ce processus historique a été moins claire que celle de son résultat. Les idéologies mêlent passé et avenir et ne se rapportent pas à des intérêts particuliers mais à des intérêts généraux et conjecturaux. Elles peuvent donc être considérées à part des buts et des intérêts qu'elles servent dans des conditions et des relations de classes particulières. C'est pour cela qu'elles sont indispensables pour le maintien comme pour le renversement des rapports sociaux, car elles passent par-dessus des différences de classes par ailleurs infranchissables. Pendant que la révolution se fait, l'unité, apparemment indivisible, du mode de

4. T. RUTHERFORD, *Institutes of Natural Laws* (Les institutions de la loi naturelle, 1754).
Cité par P. LARKIN in *Property in the Eighteenth Century* (La propriété au XVIII^e siècle),
Londres, Longmans Green, 1930, p. 102.

production et de sa superstructure politique et idéale est rompue, ce qui semble révéler l'existence d'idéologies qui se combattent, indépendantes les unes des autres. Mais, après coup, lorsque la société s'est modifiée, les choses se rassemblent de nouveau; une nouvelle période historique se déroule, caractérisée par les forces productives qu'elle a libérées, par les relations sociales qui leur sont associées et par les expressions «superstructurelles», apparemment extra-économiques, du processus matériel de production.

Clairement, l'Histoire est l'histoire des changements sociaux des modes de production et des relations de classes qui ont fini par mener à la société capitaliste. Voilà le centre d'intérêt de Marx et celui de la classe aux dépens de laquelle cette société existe. Autrement dit, il n'y a plus d'Histoire pour la bourgeoisie: le développement de tout nouveau mode de production aurait, en effet, pour conséquence sa fin en tant que classe dominante. Du point de vue du matérialisme historique, toutefois, il faut analyser le capitalisme pour ce qui est des relations de classes spécifiques à ce système avec leur effet sur le développement de la production du capital. Il est clair que l'émergence de ces relations de classes a permis une énorme augmentation de la puissance sociale de production sous forme d'accumulation de capital. Si cette dernière est le sang qui irrigue la société capitaliste et lui donne vie, c'est aussi en elle que se trouvent les limites historiques de ce système. S'il n'y a pas de limite, alors la bourgeoisie a raison: l'Histoire est arrivée à sa fin.

La théorie de Marx de la révolution prolétarienne est donc partie intégrante de sa théorie de l'accumulation capitaliste. Au fur et à mesure que le capital s'accroît croît aussi la classe ouvrière. L'accumulation du capital assure le règne de la classe capitaliste et la confirme dans son rôle, mais cela n'est possible dans les faits que s'il y a croissance de l'exploitation de la force de travail, que celle-ci soit compensée ou non par une amélioration du niveau de vie des travailleurs. Cette amélioration dépend des variations des relations de valeur, une diminution de la valeur d'échange de la force de travail pouvant correspondre à une augmentation (ou une diminution) de la quantité de valeurs d'usage. Rappelons que, selon Marx, la

variation de la structure du capital au cours de l'accumulation se traduit par une baisse du taux de profit, même avec un taux de plus-value croissant, parce que la masse de plus-value est réduite puisqu'il y a déclin du capital variable par rapport au capital constant, ou, et c'est la même chose, puisqu'il y a décroissance du nombre d'ouvriers par rapport au capital total amassé. Bien entendu, de même qu'un abaissement de la valeur d'échange de la force de travail n'est pas forcément contradictoire avec une augmentation des salaires, exprimée en termes de valeurs d'usage, de même une croissance de la composition organique du capital peut être compensée par un accroissement de la productivité annulant le déclin de la plus-value incluse dans chaque marchandise par une quantité beaucoup plus grande de produits, ce qui peut restaurer le taux de profit, voire l'amener au-dessus de son niveau ordinaire.

Tout cela suppose, en retour, que le taux d'accumulation du capital soit suffisamment élevé. C'est pourquoi le taux de profit du système marxien est indéfini (Marx a fait des hypothèses précises pour exposer sa théorie), et que son comportement est impossible à prédire de manière strictement empirique. Ce qui nous intéresse dans cette partie du livre, ce n'est pas tant le développement du capital que les prévisions qu'on en tire pour l'évolution d'une conscience révolutionnaire dans la classe ouvrière. Comme tous les vrais révolutionnaires, et quels qu'aient pu être son penchant pour la science et sa perspective matérialiste, Marx était un romantique dans ses pensées, ses sentiments et ses attitudes. Sincèrement convaincu que « jamais une société n'expire avant que se soient développées toutes les forces qu'elle est assez large pour contenir; [que] jamais des rapports supérieurs de production ne se mettent en place, avant que les conditions matérielles de leur existence ne soient écloses dans le sein même de la vieille société⁵ », il n'en voyait pas moins dans le prolétariat en train de mûrir la force productive la plus importante s'opposant aux relations de production capitalistes. Dans sa conception, l'Histoire ne fait rien: ce sont les hommes qui doivent la faire, par la lutte de classes. Ayant étudié passionnément

5. K. MARX, *Critique de l'économie politique* (1859), in *Œuvres I*, op. cit., p. 273.

la Révolution française, observé les soulèvements révolutionnaires de 1848 – pendant lesquels la classe ouvrière s'était montrée, même dans le contexte des aspirations bourgeoises, une force anticapitaliste indépendante – et, y ayant participé, Marx voyait l'avenir du capitalisme réglé d'avance par la révolution prolétarienne. Il n'était évidemment pas possible et, même du point de vue de Marx, il était superflu d'essayer d'en déterminer à l'avance le moment où les relations capitalistes de production cesseraient de pousser en avant le développement des forces productives sociales, libérant ainsi le besoin objectif d'un changement social. Ce qui était nécessaire pour la révolution, c'était seulement la présence, dans le sein du capitalisme, d'une force représentant les nouvelles relations sociales en conflit avec les forces de production limitées par le capital. Dans un capitalisme développé, toute crise prolongée et profonde pourrait mener à une situation révolutionnaire et au renversement du système. Une fois rompu le cycle de crises de la production du capital, s'ouvrirait la voie d'un développement social sans entraves. Dans le mouvement marxiste des débuts, tout cela paraissait réaliste parce que le mouvement socialiste grossissait et que se répandait l'idée qu'il y avait une issue de rechange au capitalisme.

Les conditions objectives, en se modifiant au cours du développement capitaliste, devraient amener la préparation subjective de la classe ouvrière au changement des relations sociales de production. On voyait donc dans la théorie et la pratique d'un mouvement ouvrier en pleine croissance, un phénomène unitaire, dû à l'auto-expansion, qui est en même temps son autolimitation du système capitaliste. Marx, en utilisant la méthode scientifique, put fournir, dans *Le Capital*, une théorie qui synthétise luttes de classes et contradictions générales du capitalisme. Selon cette théorie, la lutte de classes réelle transformerait la conscience de classe en conscience révolutionnaire et la lutte pour l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail en lutte pour l'abolition du système du salariat, c'est-à-dire en combat pour en finir avec le capitalisme. Les marxistes voyaient donc la conscience de classe résulter de l'accumulation du capital, avec ses relations

maître-esclave dans le processus de production, avec la croissance disproportionnée de l'exploitation dans les rapports d'échange capital-travail, avec celle, flagrante, de la misère de couches toujours plus grandes de chômeurs et de laissés-pour-compte de l'emploi, avec l'extrême pauvreté des périodes de dépression, et avec l'insécurité qui prévaut dans toutes les circonstances tant que dure ce système. D'un autre côté, celui qu'on peut qualifier de positif, cette accumulation entraînait la concentration toujours plus poussée d'un grand nombre d'ouvriers dans les entreprises industrielles, et on pensait que cela conduirait le travailleur à se reconnaître membre d'une classe sociale et, par conséquent, à devenir capable de passer de tentatives individuelles à des tentatives collectives pour améliorer ses conditions de travail. On ne voyait pas les luttes ouvrières sous le seul angle de l'amélioration du niveau de vie, mais aussi sous celui de la prise de conscience par la classe ouvrière de la croissance de sa force dans la contestation capital-travail, et encore sous celui de ce renforcement de la confiance des ouvriers en eux-mêmes, tant comme individus que comme membres d'une classe, qui l'accompagne. On pensait que sortiraient de cette classe, par suite de sa confrontation constante avec la bourgeoisie, non seulement la volonté de faire valoir les intérêts temporaires des ouvriers, mais aussi la conviction renforcée que la production sociale pourrait être menée en dehors des relations capital-travail.

Cette attente devait être déçue. Des travailleurs, en nombre croissant, adhérèrent bien aux idées révolutionnaires et se regroupèrent dans les organisations socialistes, mais d'autres, en plus grand nombre, restèrent imperméables aux idéologies socialistes, même s'ils se montraient prêts à se battre pour leurs salaires et pour l'amélioration de leurs conditions de travail. Ces luttes économiques ont trouvé leur forme organisationnelle dans les syndicats. Or ces derniers, contrairement à ce que Marx attendait, ne sont pas devenus des « écoles du socialisme » mais sont restés ce qu'ils étaient dès l'origine: un pur phénomène du caractère marchandise de la force de travail. Ils ne s'attachent qu'au prix de la force de travail au sein des relations de marché capitalistes. Devenues inutiles, et même

embarrassantes, les idées socialistes qui avaient pu être associées au syndicalisme furent progressivement jetées par-dessus bord: elles gênaient l'ascension de ces organisations et mettaient en danger leur statut légal.

La maxime de Marx selon laquelle la conscience d'une époque est celle de sa production matérielle et sociale, vaut tout autant pour la classe ouvrière. La lutte de classes, vue par les yeux socialistes, était censée changer la conscience de classe des travailleurs: elle l'a fait jusqu'à un certain point, mais pas en direction du socialisme, considéré comme but pratique. Elle a bien eu pour conséquence la prise de conscience de l'opposition d'intérêts entre travail et capital, mais elle n'a pas mis en cause les relations capital-travail elles-mêmes, se contentant de contester le degré d'exploitation, tel qu'il s'exprime par le rapport salaire-profit. Pour être efficace, la lutte de classe devait être organisée et, si l'on voulait maintenir les gains obtenus, il fallait rendre les organisations permanentes. Plus augmentait le nombre des ouvriers organisés, plus s'affirmait le besoin d'actions coordonnées, et plus s'amenuisait l'initiative individuelle dans la détermination de ces activités. Le pouvoir de décision passa aux mains d'une direction centralisée coiffant une structure bureaucratique hiérarchisée qui en vint à se considérer comme un instrument devant assurer ses propres intérêts, pour être capable de mener ses activités en faveur de la classe ouvrière.

Or ce sont les ouvriers eux-mêmes qui ont bâti ces organisations et qui leur ont délégué le pouvoir de contrôler leurs propres activités. Le fait qu'ils ne les aient pas abandonnées pourrait bien signifier que leurs exigences coïncident avec les revendications mises en avant par les dirigeants qui occupaient les postes de commande de leurs organisations. Il est vrai que ces dirigeants, en tout cas ceux des partis socialistes, affectaient de considérer le combat pour les réformes comme un simple moyen d'atteindre les buts révolutionnaires et non comme une fin en soi. Mais, dans la réalité, seule la lutte pour des réformes était possible, si bien qu'il en résulta des types d'organisation uniquement capables de fonctionner dans des

relations de production données et qui, par conséquent, du fait même de leur croissance et de leur succès, étaient destinées à se transformer en défenseurs du système capitaliste, car l'existence de ce système est une condition préalable à la leur. On ne voit pas quelle fonction elles pourraient remplir dans la société socialiste, aussi est-il normal qu'elles ne puissent penser en termes de changement révolutionnaire si ce n'est, quand cela semble opportun, dans des discours rhétoriques.

On admettait qu'il y avait une relation « dialectique » entre réforme et révolution, la lutte quotidienne pour des revendications immédiates devant se changer en lutte contre le système lui-même. Mais il n'y eut pas, en réalité, de croissance notable de la conscience de classe révolutionnaire: simplement se créèrent des formes organisationnelles incapables de faire le saut de la réforme à la révolution. À l'idéologie bourgeoise qui contrôle la société du capital s'ajoutait l'influence d'organisations non révolutionnaires, s'exerçant sur les parties organisées comme non organisées de la classe ouvrière, les maintenant sous contrôle, en un effort à double face pour confiner la lutte de classes dans les limites de la société capitaliste. Les attentes de Marx d'un effet révolutionnaire de l'accumulation du capital sur la conscience de la classe ouvrière se révélèrent infondées, au moins pour l'étape d'ascension du développement capitaliste.

CAPITALISME ET SOCIALISME

Alors que l'analyse de Marx des contradictions sociales inhérentes au capitalisme porte sur les tendances générales du développement de ce système, la lutte de classe réelle est, elle, bien quotidienne et doit s'ajuster aux conditions sociales changeantes. Ces ajustements ne peuvent que se refléter dans la théorie marxiste: l'histoire du capitalisme est aussi l'histoire du marxisme. En dépit d'interruptions pendant les périodes de crise et de dépression, le capitalisme a réussi à se maintenir en place jusqu'à aujourd'hui, grâce à une expansion continue du capital, à son extension dans l'espace, s'appuyant sur une croissance accélérée de la productivité du travail. Il a ainsi prouvé qu'il lui était possible, non seulement de restaurer une profitabilité à un moment perdu, mais même de la faire croître suffisamment pour que le processus d'accumulation reprenne. Il a pu aussi améliorer le niveau de vie de la grande masse de la population laborieuse. La lutte de classe économique, au sein d'un capitalisme en ascension, loin de mettre le système en danger lui a, au contraire, fourni un stimulant supplémentaire, le poussant à hâter l'expansion du capital par l'application d'innovations techniques et la mise en œuvre d'une organisation du travail augmentant son efficacité. La progression du mouvement ouvrier organisé, l'amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière sont venues renforcer l'adversaire capitaliste et émousser les tendances oppositionnelles du prolétariat. En l'absence d'action révolutionnaire, le marxisme n'est plus qu'une théorie permettant de comprendre le capitalisme. Il cesse d'être la théorie d'une pratique sociale réelle, capable de changer le monde, et fonctionne comme une idéologie anticipant une telle pratique. Son interprétation de la réalité peut bien être correcte, elle ne l'affecte guère. Le marxisme ne fait que décrire les conditions dans lesquelles se trouve le prolétariat et renvoie leur modification à un avenir indéterminé. Dans un capitalisme en ascension, ces conditions sont telles que le prolétariat est soumis

à la règle du capital, réduit à l'impuissance ou, au mieux, à une opposition idéologique.

Le succès de l'expansion capitaliste et l'amélioration des conditions de vie des ouvriers ont fait lever des doutes sur la validité de la théorie marxienne, abstraite, du développement capitaliste. Si l'on mettait à part les situations récurrentes de crise, la réalité empirique semblait aller à l'encontre des prévisions de Marx. Même ceux qui continuaient d'adhérer à la théorie marxiste ne l'associaient plus à une pratique dont l'idéologie était la mise à bas du capitalisme. Le marxisme se transforma donc en une idéologie évolutionniste qui exprimait le souhait de transcender ce système par le moyen de réformes constantes en faveur de la classe ouvrière. Le révisionnisme marxiste, sous sa forme voilée comme sous sa forme ouverte, déboucha sur une sorte de synthèse entre le marxisme et l'idéologie bourgeoise, corollaire théorique à l'intégration pratique de plus en plus poussée du mouvement ouvrier à la société capitaliste.

Mouvement de masse organisé, au sein d'un capitalisme ascendant, le socialisme ne pouvait « gagner » qu'en devenant mouvement réformiste. Il s'adapta politiquement au cadre de la démocratie bourgeoise et économiquement à celui du marché du travail; il cessa du même coup de contester les rapports sociaux de production fondamentaux et les structures politiques créés par ces rapports. Si on examine son importance, on verra que le marxisme a été un mouvement beaucoup plus régional qu'international, ce qu'on peut soupçonner lorsqu'on constate son implantation précaire dans les pays anglo-saxons. De fait, il a été surtout un mouvement d'Europe centrale, même si sa théorie a été développée à partir d'une réflexion sur l'Angleterre, pays le plus avancé alors du point de vue capitaliste. À un moment où, dans cette dernière, le capitalisme était déjà le mode de production dominant, la bourgeoisie d'Europe centrale en était encore à lutter pour se libérer des entraves héritées du régime féodal et pour créer des entités nationales dans lesquelles la production capitaliste pourrait progresser. L'agitation économique et politique qui accompagna la formation des divers États nationaux

d'Europe vit participer prolétariat et bourgeoisie, ce qui créa une conscience politique visant au changement social.

Tout en s'opposant aux forces réactionnaires du passé, solidement retranchées, la bourgeoisie montante dut aussi affronter la classe ouvrière dans la mesure où celle-ci essaya de réduire l'intensité de son exploitation. Mais, en dépit de cette confrontation qui commença immédiatement, la classe ouvrière se trouva contrainte de soutenir les aspirations de la bourgeoisie, n'aurait-ce été que pour créer les conditions de sa propre émancipation. Il s'en suivit que, dès le début, le mouvement ouvrier en Europe continentale ressentit un double besoin: lutter contre l'exploitation capitaliste et favoriser le développement de ce système et des institutions politiques dont il s'était doté. Les deux classes émergentes, bourgeoisie et prolétariat, partageaient un même intérêt: mettre fin aux droits acquis du passé. C'était là, déjà, une forme d'intégration, qui se refléta dans la stratégie et la tactique du mouvement ouvrier: lutte pour le pouvoir politique, au sein de la démocratie bourgeoise, et lutte pour l'amélioration des conditions de vie de la classe laborieuse, dans les limites de l'économie politique. Toutefois, mouvement politique, le marxisme ne pouvait se dispenser du but socialiste même si, pratiquement, il ne pouvait gagner, pour la classe ouvrière, rien de plus que ce qu'obtenaient les mouvements apolitiques qui se développèrent dans les nations capitalistes établies, comme l'Angleterre ou les États-Unis, et qui se restreignaient à la lutte pour l'élévation des salaires et l'amélioration des conditions de travail, sans contester les rapports sociaux de production existants.

Ce furent donc des particularités historiques qui déterminèrent le caractère des mouvements socialistes d'Europe continentale, l'identification partielle des aspirations politiques du prolétariat à celles de la bourgeoisie dans un capitalisme montant. La théorie marxienne avait bien comme conséquence de se préparer à une révolution socialiste au sein d'un processus révolutionnaire général, mais celui-ci ne pouvait alors déboucher que sur le triomphe de la bourgeoisie, la destruction de l'État semi-féodal et la domination de la production capitaliste. Ce ne serait qu'une fois cette œuvre

accomplie que s'ouvrirait la route vers une lutte restreinte à l'antagonisme capital-travail qui poserait, au premier chef, la question de la révolution prolétarienne. Pour favoriser ce développement général, il fallait donc prendre part à l'achèvement de la transformation bourgeoise, en poussant en avant les forces de production capitalistes par des exigences économiques qui ne pouvaient être satisfaites que par une croissance accélérée de la productivité du travail et par l'accumulation rapide du capital.

Dans les pays anglo-saxons, en revanche, ces problèmes particuliers qui agitaient le mouvement ouvrier européen ne se posaient plus, ou même ne s'étaient jamais posés, parce que le mode capitaliste de production et le règne de la bourgeoisie étaient déjà une réalité sociale incontestée. Ce qui était un but pour le mouvement ouvrier européen était déjà un fait accompli: la lutte entre travail et capital se restreignait à la sphère économique. La conscience de classe y trouva son expression dans le trade-unionisme pur. La monopolisation du capital qui se mettait en route, se répercuta dans la tentative de « monopolisation » du travail, considérée comme une des formes développées de la concurrence générale dans un capitalisme en expansion. Cette situation préfigurait le développement du mouvement ouvrier continental et, avec lui, de son aile marxiste ou socialiste. Plus le capitalisme réalisait sa destinée, plus l'idée d'un changement révolutionnaire restait en rade. Les syndicats se développèrent et rompirent leurs liens, hier très étroits, avec les partis socialistes. Ces derniers, eux-mêmes, concentrèrent leurs efforts sur des activités purement parlementaires, faisant pression pour obtenir une législation favorable à la classe ouvrière, demandant l'extension et non l'abolition de la démocratie bourgeoise. Comme le disait Edouard Bernstein, un révisionniste de premier plan de la social-démocratie allemande, pour cette époque, et aussi pour l'avenir prévisible, « le mouvement est tout, le but n'est rien ».

Mais les idéologies organisées n'abdiquent pas facilement, surtout lorsque leurs champions défendent non seulement leur conviction, mais aussi leur position au sein d'organisations censées réaliser ces buts idéologiques. La montée plutôt rapide du mouvement socialiste

permet que s'installât une structure organisationnelle, attirant de plus en plus les intellectuels et capable d'entretenir une bureaucratie dont l'existence ne pouvait que dépendre de la permanence et de la croissance de l'organisation. La structure de la société capitaliste se reproduisit dans les organisations socialistes et dans les syndicats: la séparation entre une direction aux commandes et une base à l'obéissance s'installa. Les ouvriers, de même qu'ils s'adaptaient aux conditions générales du capitalisme, acceptèrent cette structure similaire du mouvement socialiste, y voyant l'exigence inévitable d'une activité organisationnelle efficace. Quoique dans un sens tout à fait différent que celui qu'on lui donne d'habitude, la phrase « un État dans l'État » caractérise plutôt bien la social-démocratie.

Comme dans le monde capitaliste en général, il y eut, dans le mouvement social-démocrate, une droite, un centre et une gauche, quoique la lutte entre ces tendances demeurât purement idéologique. La pratique réelle était réformiste, intouchée par la rhétorique de l'aile gauche et, en fait, indirectement aidée par elle, car elle collait une étiquette socialiste sur des activités opportunistes qui ne visaient nullement au renversement du capitalisme, mais seulement à l'accroissement de l'organisation au sein de ce système. On semblait admettre que la démocratie bourgeoise et le capitalisme lui-même prépareraient, par leur dynamique propre, les conditions sociales d'un changement qualitatif qui serait l'état de socialisme. Cette idée confortable était partagée par toutes les tendances du mouvement qu'elles aient encore cru à l'action révolutionnaire pour accomplir la transformation du capitalisme en socialisme, ou qu'elles aient estimé possible une nationalisation pacifique des moyens de production, par une majorité socialiste ayant accédé au contrôle de l'État.

Dans un cas comme dans l'autre, on renvoyait la transformation sociale à un avenir lointain et on ne lui faisait jouer aucun rôle dans l'activité quotidienne du mouvement. On pensait que le capitalisme devait effectuer sa course non seulement dans les pays capitalistes hautement développés, mais aussi dans ceux qui commençaient tout juste de créer les rapports capitalistes de production. Il était

indéniable, bien sûr, que des crises dévastatrices interrompraient la capitalisation régulière de l'économie mondiale mais on estimait que cette prédisposition aux crises était, tout comme la misère sociale qui avait accompagné le capitalisme à ses débuts, une maladie infantile qui disparaîtrait lorsque le système serait adulte. La concentration et la centralisation du capital, amenées par la concurrence, finiraient par progressivement éliminer celle-ci, mettant ainsi fin à l'anarchie du marché capitaliste. L'installation d'un contrôle centralisé de l'économie, au niveau national puis international, permettrait de réguler consciemment et la production et la distribution, ce qui créerait les conditions objectives d'une économie planifiée affranchie de la régulation par la loi de la valeur.

Cette idée fut affirmée avec force par Rudolf Hilferding, dont les écrits économiques furent largement considérés comme une suite du *Capital* de Marx¹. Hilferding prenait largement appui sur le travail de Michael I. Tugan-Baranovsky qui déduisait des « conditions d'équilibre » des schémas de la reproduction donnés par Marx dans le livre II du *Capital*, qu'une expansion sans limite du capital était théoriquement possible². Mais Hilferding pensait que cette possibilité se heurtait, dans le processus de circulation, à de graves difficultés qui entravaient la réalisation complète de la plus-value. Il concevait la concentration du capital, au cours de l'accumulation, comme une fusion du capital bancaire et du capital industriel, créant une forme de capital bien décrite par le nom de « capital financier ». Ce processus impliquait la cartellisation progressive du capital, aboutissant à un « Cartel général » unique qui prendrait le contrôle intégral de l'État et de l'économie. L'élimination progressive de la concurrence, en perturbant de plus en plus les relations objectives de prix, finirait par rendre inopérant le mécanisme de prix de la

1. R. HILFERDING, *Das Finanzkapital* (1909). Traduction française de M. Ollivier sous le titre: *Le capital financier*, Paris, 1970.

2. M. I. TUGAN-BARANOVSKY, *Studien zur Theorie und Geschichte der Handelskrisen in England* (Études pour servir à une théorie des crises industrielles en Angleterre), Iéna 1901. Traduction française (très remaniée) de Joseph Schapiro, sous le titre: *Les crises industrielles en Angleterre*, Paris 1913, *Theoretische Grundlage des Marxismus, op. cit.*

théorie classique. En conséquence, la loi de la valeur deviendrait incapable de réguler l'économie capitaliste.

Nous ne nous intéresserons pas ici à la théorie des crises d'Hilferding parce que, selon lui, les difficultés que celles-ci créent ne suppriment pas la tendance à la cartellisation complète de l'économie capitaliste. Disons simplement que cette théorie est confuse et que son auteur voit les crises comme découlant d'un problème de réalisation de la plus-value, créé par des disproportions entre les diverses sphères de production et entre production et consommation³. Quoi qu'il en soit, avec l'avènement du Cartel général, les prix seraient déterminés consciemment pour assurer la viabilité du système. Ils n'exprimeraient plus les relations de valeur, mais la distribution du produit social, consciemment organisée en termes de produits. Dans ces conditions, l'argent, hier forme universelle et générale de la valeur, pourrait être éliminé. Les antagonismes sociaux qui existeraient encore ne proviendraient plus du système de production, celui-ci étant complètement socialisé, mais exclusivement de celui de distribution qui garderait un caractère de classe. Ainsi le capitalisme serait vaincu par son propre développement: l'anarchie de la production et le type de capitalisme analysés par Marx dans *le Capital* auraient cessé d'exister. L'expropriation du capital ou, ce qui est la même chose, la socialisation de la production serait accomplie par le capital lui-même.

Bien entendu le concept de Cartel général, tout comme la « fin logique » que Marx déduisait de son analyse du processus

3. En fait, Hilferding n'avait aucune théorie des crises. Il se bornait à décrire les différences dans les conditions du marché qui distinguent les périodes de prospérité de celles de dépression. Dans la mesure où il a tenté de dégager une explication, il s'auto-contradit. D'une part, il affirme avec Marx que la cause des crises doit être recherchée dans la sphère de production, dans la difficulté récurrente de produire la plus-value nécessaire pour une expansion ultérieure profitable du capital, d'autre part, il parle d'un manque de coordination entre le capital en expansion et la montée de la consommation, ce qui trouble les relations entre l'offre et la demande en termes de prix, empêchant ainsi la réalisation de la plus-value produite. En plus de cette disproportion particulière, Hilferding en mentionne un certain nombre d'autres, comme celles qui peuvent s'élever entre capital fixe et capital circulant, entre rapports de production de valeur et rapports techniques, entre les fonctions de la monnaie comme réserve et comme médium d'échange, entre des changements inégaux du taux de roulement des différentes entités de capital, etc. [Suite page 208].

d'accumulation capitaliste, n'est qu'une illustration d'une tendance du développement concret de ce système. Mais alors que, dans le modèle de Marx, le capitalisme va vers une fin inévitable à cause de la décroissance de la productivité, dans celui du Cartel général, il aboutit à un système « économiquement concevable » capable de se maintenir indéfiniment par le contrôle de l'ensemble de la production sociale. Si le capitalisme s'écroule quand même, ce n'est donc pas pour des raisons économiques, mais par suite d'un processus politique résultant d'une décision consciente, étendant la socialisation de la production, déjà achevée par le capitalisme, à la sphère de la distribution. Cette transformation n'est possible que par un changement politique subit qui ôte le contrôle de la production des mains du capitalisme privé cartellisé et le transfère, à l'État. Cette transformation exige la prise du pouvoir politique par les socialistes, mais laisse les rapports de production inchangés.

Bien que Hilferding fasse référence à la loi de la baisse du taux de profit au cours de la croissance de la composition organique du capital et qu'il rejette, pour cette raison, les théories populaires de sous-consommation, il affirme néanmoins que les différences de composition organique des divers capitaux apparaissent dans le désaccord entre production et consommation, exprimé en termes de rapports de prix. Il oublie que c'est le taux de profit général, le taux de profit moyen, qui règle les prix de productions sans tenir compte des différences de composition organique entre les divers capitaux individuels, et que c'est le processus d'accumulation lui-même qui répartit le travail social pour favoriser une croissance plus rapide du capital constant. Pourtant, en cherchant la cause des crises dans le processus de circulation, Hilferding parle de différence entre les prix du marché et les prix de production. Autrement dit, il affirme que certains capitalistes réalisent plus de profit que celui qui est contenu dans le prix de production tel que le détermine la composition organique du capital social total, tandis que d'autres en réalisent, de manière correspondante, moins. Bien entendu, cette conception sous-entend une entrave aux fonctions du taux de profit moyen, résultant de la monopolisation croissante du capital. Mais cette gêne ne modifie pas la taille du profit social total, ou de la plus-value, par rapport aux exigences d'accumulation du capital social total, sur quoi se fonde la théorie des crises chez Marx. Alors que dans la théorie de Marx, les relations de valeur règlent les relations de prix, dans l'interprétation d'Hilferding les relations de prix réelles rompent la force régulatrice des relations de valeur, parce que les prix n'enregistrent pas les exigences de valeur qui assureraient les conditions d'équilibre permettant la reproduction élargie du capital. [Note de P. Mattick].

Pour une discussion plus approfondie des idées d'Hilferding sur les crises, on pourra se reporter au livre de P. MATTICK, *Crises et Théories des crises*, traduction française de Serge Bricianer, Champ Libre, Paris 1976 [NdT].

Un tel développement semblait concevable. L'organisation socialiste grossissait, luttait pour accéder au pouvoir politique dans le cadre de la démocratie bourgeoise, ralliait des masses toujours plus grandes d'électeurs: finalement elle arriverait à avoir la majorité parlementaire et à prendre le contrôle du gouvernement. L'État socialiste n'aurait plus qu'à instituer le socialisme par décret, en nationalisant, en socialisant (on pensait que c'était la même chose) les branches décisives de l'industrie. Cela suffirait à étendre graduellement le type de production et de distribution socialiste à la société tout entière. Et, comme le capitalisme aurait pris la forme particulière du capital financier, Hilferding suggérait qu'il suffirait de nationaliser les plus grosses banques pour démarrer la transformation socialiste. Alors la dictature économique du capital se changerait en ce que Hilferding, par déférence envers Marx et Engels, appelait la «dictature du prolétariat».

Tout cela, bien sûr, exige que persistent les institutions politiques de la démocratie bourgeoise et que le mouvement ouvrier demeure fidèle à son idéologie socialiste. Est-ce que la bourgeoisie observerait les règles du jeu parlementaire si elle était perdante? Est-ce que le caractère du mouvement socialiste pourrait demeurer le même si son influence et sa puissance organisationnelle augmentaient au sein du régime capitaliste? Voilà deux questions qu'on ne se posait pas. Mais, les écarterait-on, il n'en reste pas moins qu'on ne voit pas bien pourquoi, si le capitalisme n'a pas de fin «économiquement concevable», devrait se créer l'occasion politique de l'abolir. Un capitalisme sûr du point de vue économique est capable de garantir sa sécurité politique. Bien plus, si c'est le capitalisme qui socialise par lui-même le processus de production, cette socialisation conserve les rapports sociaux sous leur forme de rapports de classes, et ceux-ci seraient transférés tels quels dans la forme nationalisée de ce processus. En effet, dans l'exposé de Hilferding, le changement du contrôle privé en contrôle gouvernemental ne touche pas à la relation travail salarié-capital, sauf dans la mesure où le contrôle économique passe des mains de la bourgeoisie à celles de l'appareil d'État. Ainsi, dans cette conception, le socialisme n'est rien d'autre

que l'achèvement du processus de centralisation inhérent à l'expansion concurrentielle du capital, la transformation du capital privé en capital « social » et son contrôle par l'État, qui rend possible la planification centralisée de la production. Un tel « socialisme » ne se distingue du capitalisme organisé qu'en ce qu'il permettrait une distribution plus équitable.

Le progrès théorique accompli par le mouvement socialiste, depuis ses débuts au sein d'une révolution bourgeoise incomplète, consistait donc dans l'affirmation que, de même que le mouvement socialiste avait poussé en avant le développement capitaliste, de même le capitalisme complètement développé et la démocratie bourgeoise ouvrieraient la voie au socialisme. Les travailleurs avaient, pour des raisons historiques et quelque peu à contrecœur, prêté la main à l'ascension du capitalisme démocratique, ce même capitalisme préparait maintenant, tout autant à son corps défendant mais sans pouvoir l'éviter, les conditions d'une transformation socialiste. Le développement du travail salarié et du capital était donc une évolution marquée par la réciprocité dans laquelle ouvriers et capitalistes, en œuvrant pour l'accumulation du capital, agissaient comme des précurseurs du socialisme. Pour jouer un rôle actif dans ce processus historique, il était seulement nécessaire d'en accroître la prise de conscience de façon à en accélérer l'accomplissement.

Pour Hilferding, le capitalisme avait déjà atteint son stade suprême de développement. En dépit des guerres impérialistes et des révolutions qu'il entraînait dans son sillage, le « capitalisme tardif » était un capitalisme organisé qui n'était plus déterminé par des lois économiques, mais par des considérations politiques. Le principe capitaliste de concurrence était en train de céder la place au principe socialiste de planification par intervention de l'État dans l'économie. Les luttes de classe pour les salaires et les conditions de travail se changeaient en lutte politique. D'ailleurs les salaires eux-mêmes se transformaient en « salaires politiques » par suite de l'action des partis socialistes au Parlement, améliorant la législation sociale avec les lois sur l'arbitrage, les conventions collectives, l'assurance-chômage, etc. augmentant ainsi le « salaire

économique » et l'affranchissant de sa détermination par la valeur. Toujours selon Hilferding, l'État n'était pas simplement ce « comité exécutif de la classe dominante » dont parlait Marx, mais, à travers les partis politiques, l'image des rapports de force changeants entre les diverses classes qui, toutes, participaient au pouvoir d'État. La lutte de la classe ouvrière se transformait en combat pour la détermination de la politique sociale et, finalement, pour le contrôle de la « démocratie bourgeoise ». Ou, plutôt, de la « démocratie formelle » parce que la démocratie n'appartient à personne d'autre que la classe ouvrière qui, la première, en a fait une réalité par sa lutte même contre la bourgeoisie. Par la démocratie, les travailleurs conquerraient le gouvernement, l'armée, la police, la justice et ainsi réaliseront leur désir d'une société socialiste⁴.

Étant donné le cours réel des événements, les rationalisations de Hilferding des politiques post-capitalistes des partis socialistes peuvent sembler sans intérêt. La « route démocratique vers le socialisme » a conduit directement aux dictatures fascistes et Hilferding, lui-même, a connu une fin misérable. Mais sa conception du socialisme comme économie planifiée sous contrôle d'un gouvernement qui remplit les fonctions autrefois exercées par le capitalisme centralisé mais privé se retrouve dans presque toutes les images existantes d'une société socialiste.

Marx arrête son analyse juste au moment où, comme attendu, le système capitaliste est renversé, et, mises à part quelques remarques occasionnelles et très générales sur le caractère fondamental de la nouvelle société, il laisse pour l'avenir la construction du socialisme. Hilferding s'arrête pile au « dernier état » du capitalisme sans entrer dans une investigation plus détaillée de la transformation du « capitalisme organisé » en organisation socialiste de la société. Son camarade de parti Karl Kautsky, le plus éminent marxiste après Marx et Engels, s'est, lui, senti obligé d'exposer quelques spécula-

4. R. HILFERDING, Discours au congrès du parti social-démocrate, Kiel, 1927. Cf. *Protokoll der Verhandlungen des sozialdemokratischen Parteitagés 1927 in Kiel* (Procès-verbal des débats du congrès du parti social-démocrate de 1927 à Kiel), Berlin 1927, p. 165-224.

tions sur les possibilités de la situation post-révolutionnaire⁵. Lui aussi voyait « l'expropriation des expropriateurs » être réalisée par l'achèvement de la démocratisation de la société, démocratisation que la classe ouvrière aurait à accomplir. Il fallait donc prendre des mesures immédiates pour atteindre ces buts démocratiques que la bourgeoisie elle-même n'avait pas réussi à faire passer dans les faits: suffrage universel, liberté de la presse, séparation de l'Église et de l'État, désarmement, remplacement de l'armée par des milices, progressivité de l'impôt. Kautsky estimait que les rapports de classes existant depuis des milliers d'années étaient profondément ancrés dans la conscience des hommes, si bien qu'ils ne seraient pas renversés d'un seul coup. Seule une éducation égale pour tous ferait disparaître les préjugés de classe. Mais le plus important, c'était de mettre fin au chômage par l'institution d'une assurance-chômage qui ferait monter, sur le marché, la valeur de la force de travail. Les salaires augmenteraient et les profits diminueraient, voire disparaîtraient complètement. Point ne serait besoin de chasser les capitalistes de leurs positions dominantes dans l'industrie, car, avec ce changement des conditions, les bourgeois préféreraient vendre leurs droits de propriété, reconnaissant que la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière est incompatible avec un mode de production capitaliste. Marx dit un jour par plaisanterie que, peut-être, la route la moins coûteuse pour atteindre le socialisme, était d'acheter les capitalistes. Kautsky érigeait cette boutade au rang de programme politique. Restait à savoir qui achèterait les propriétés des capitalistes. Selon Kautsky, une partie, les ouvriers eux-mêmes, une partie, les coopératives et le reste, les agences gouvernementales au niveau local et national. Toutefois, on pouvait exproprier les grands monopoles, car ils portent préjudice à toutes les classes sociales y compris les petits capitalistes. Et, comme ces monopoles constituent une partie particulièrement importante de l'économie, cette expropriation accélérerait une transformation par ailleurs graduelle de la propriété

5. K. KAUTSKY, *Am Tage nach der sozialen Revolution* (Le lendemain de la révolution sociale) in *Die soziale Revolution*, 1^{re} partie, Berlin, 1902. Traduction française sous le titre: *La Révolution sociale*, Paris, 1921.

privée en propriété publique. Tout cela permettrait la régulation consciente de la production et mettrait fin au règne des relations de valeur. Si on continuerait d'utiliser le calcul en temps de travail, ce serait pour aider à la formation des prix: ils ne régleraient plus la production et la distribution. L'argent perdrait son caractère de marchandise et de capital et serait réduit à un simple moyen de circulation. Cette utilisation des prix et de l'argent impliquerait, bien entendu, le maintien du système du salariat, même si les salaires cessaient d'être l'image de l'état de l'offre et de la demande sur le marché du travail. Il y aurait encore des différences entre ceux-ci pour faciliter l'allocation du travail social, mais cela n'empêcherait pas une montée générale des rémunérations. Bien sûr, il faudrait accumuler du capital et payer les compensations pour le transfert des droits de propriété des capitalistes. Pour toutes ces raisons, la productivité aurait à être accrue et à dépasser le niveau atteint dans le vieux capitalisme, de façon à rendre possible une élévation du niveau de vie.

Quoique préférant la méthode des compensations, Kautsky n'est pas certain qu'elle sera retenue: l'avenir décidera. Il se rend aussi compte que, avec ce système des compensations, la plus-value, autrefois directement extraite par les capitalistes, leur reviendra encore sous forme d'obligations gouvernementales. C'est là une dépense supplémentaire qui disparaîtra avec l'accumulation de capital additionnel, mettant fin ainsi à la poursuite de l'exploitation. De plus, Kautsky remarque hypocritement que, comme la propriété capitaliste n'existerait plus que sous formes d'obligations auprès des nouveaux propriétaires publics, il serait facile d'assécher ces revenus, non gagnés, par l'impôt. Autrement dit, les compensations finiraient par équivaloir à la confiscation quoique de manière moins brutale.

Le mot d'ordre du socialisme est donc: travailler plus, augmenter la productivité. De ce point de vue, continue Kautsky, les socialistes ont beaucoup à apprendre en étudiant les méthodes de production des grandes compagnies américaines. Sans compter que ces méthodes, encore limitées aux trusts gigantesques, pourraient être plus efficaces si elles étaient étendues à toute la société. Le

capitalisme prépare donc très bien l'organisation socialiste de la production: celle-ci n'est pas à inventer. Il faut simplement changer le caractère accidentel et anarchique de la production capitaliste pour en faire une production gérée consciemment et visant à satisfaire les besoins de tous.

Cette vision lénifiante de l'avenir, avec son État et ses rapports avec la société socialiste, fut pourtant considérée par les socialistes de droite non seulement comme injustifiée, mais comme dangereuse et menaçant le progrès continu du mouvement social-démocrate. Ils concevaient ce progrès comme un pur développement du trade-unionisme de type britannique ou américain et du parlementarisme qui permettrait au Parti d'entrer dans des coalitions avec les partis bourgeois et, tôt ou tard, peut-être, d'occuper des postes ministériels. Dans ce but, il fallait sacrifier l'idéologie marxiste et adopter des principes évolutionnistes comme ceux proposée par Edouard Bernstein. Mais Kautsky, lui, était l'autorité marxiste de premier plan et il ne voulait pas renoncer à l'héritage marxiste. De plus, il avait été fortement impressionné par le soulèvement révolutionnaire de 1905 en Russie et par les grandes grèves de masse qui se produisirent, à peu près à cette époque, dans plusieurs pays d'Europe. La révolution socialiste lui paraissait donc toujours être une possibilité, peut être pas pour le présent, mais du moins pour l'avenir. C'est dans cet esprit qu'il écrivit son ouvrage le plus radical: *Le Chemin du pouvoir*, où il attaque le pur réformisme qui animait les partis socialistes⁶.

Le socialisme et son présupposé, la prise du pouvoir politique par l'État prolétarien, écrit-il dans cet ouvrage, ne peuvent être atteints par une transformation du capitalisme imperceptible, graduelle et pacifique mais seulement de la manière prévue par Marx: il faut conquérir le pouvoir d'État. Sur ce point, il y a affinité entre les idées de Marx et d'Engels et celles de Blanqui. La seule différence est que ce dernier faisait confiance au coup d'État exécuté par une minorité, tandis que Marx et Engels pensaient à des actions

6. K. KAUTSKY, *Der Weg zur Macht* (1909). Traduction française sous le titre: *Le Chemin du pouvoir*, in *Marxisme d'hier et d'aujourd'hui*, Paris, Anthropos, 1969.

révolutionnaires menées par les larges masses de la classe ouvrière, seule force révolutionnaire dans le capitalisme moderne, pour aboutir à l'État prolétarien, c'est-à-dire à la dictature du prolétariat. Cette insistance, mise par Kautsky, sur le contenu révolutionnaire du mouvement ouvrier entraîna, de manière générale, une division du parti socialiste en deux branches: l'une « orthodoxe », l'autre « révisionniste ». La première semblait régner sur l'idéologie, la seconde déterminait la pratique réelle. Cette division ne resta pas confinée à la social-démocratie allemande mais, par le canal de la II^e Internationale, se répandit dans toutes les organisations socialistes. S'il y avait bien, en plus, d'autres mouvements qui s'opposaient à la théorie comme à la pratique marxiste, les anarcho-communistes, les syndicalistes et les mouvements ouvriers apolitiques des pays anglo-saxons, c'était le mouvement marxiste que la bourgeoisie considérait comme la menace la plus importante car il avait développé une contre-idéologie effective, capable de renverser le système capitaliste. Quoi qu'il en soit, le succès, en Russie, de la révolution de 1917, apparemment « marxiste », ses répercussions dans les pays d'Europe centrale et, au bout, la division entre pays capitalistes et « socialistes » finirent par aboutir à une situation où n'importe quel soulèvement social, n'importe où dans le monde a reçu ou reçoit encore le qualificatif de « marxiste ».

Mais pour l'instant, restons-en au mouvement socialiste pré-révolutionnaire qui trouva en Hilferding et Kautsky ses porte-parole les plus exemplaires. C'est donc leur interprétation du marxisme à la lumière des conditions sociales nouvelles qui dominait l'idéologie socialiste. Pour l'un comme pour l'autre, l'avènement du socialisme demandait la prise du pouvoir politique, la conquête de l'État, soit par un processus d'évolution soit par une révolution. Pour l'un comme pour l'autre, le capitalisme avait préparé le terrain à l'installation d'un système socialiste de production. Il ne restait qu'une seule chose à faire: supprimer la détermination de la production capitaliste par la valeur, sa soumission au fétichisme de la marchandise lié au marché concurrentiel, organiser la production et la distribution en accord avec les besoins vérifiables de la société.

Or il est indéniable que Marx et Engels avaient reconnu l'évidence: le renversement du capitalisme exige celui de l'État. Pour eux, le politique dans la révolution prolétarienne s'achève par le renversement de l'appareil d'État capitaliste par tous les moyens nécessaires. La classe ouvrière victorieuse n'installera pas de nouvel État, pas plus qu'elle ne prendra le contrôle de l'État existant, mais elle exercera sa dictature de façon à pouvoir atteindre son but réel: l'appropriation des moyens de production et leur transformation irrévocable en moyens sociaux de production, au sens le plus littéral du terme, c'est-à-dire mis sous contrôle des producteurs libres, égaux et associés. Même si elle remplit des fonctions autrefois dévolues à l'État, cette dictature ne deviendra pas un nouvel État, mais sera un moyen d'éliminer toutes les mesures répressives, en mettant fin aux rapports de classes. Il n'y a pas de place pour un «État socialiste» dans le socialisme, même s'il y est nécessaire d'avoir une direction centrale de l'économie socialisée, car celle-ci sera une partie de l'organisation des producteurs associés et non une entité indépendante qui se dresse contre eux.

Il se pourrait, bien sûr, que pour des raisons non encore discernables tout cela ne soit qu'utopie et ce serait alors le cas de la société socialiste au sens de Marx. Mais il faut que l'essai en soit tenté dans une situation révolutionnaire, pour qu'un effort sérieux soit fait pour atteindre la société sans classe. Les conditions objectives peuvent l'imposer à la classe ouvrière, qu'elle en comprenne ou non toutes les conséquences. Mais l'effort peut aboutir à l'échec si le prolétariat abandonne sa propre dictature à une nouvelle machine étatique organisée séparément qui usurperait le contrôle de la société. Il est d'ailleurs impossible de prévoir les conditions sociales concrètes et particulières dans lesquelles le processus révolutionnaire pourrait se déployer. On ne peut non plus prédire si l'extension et l'intensification du règne de la dictature du prolétariat dégénérerait, ou non, en un nouvel État prenant un pouvoir indépendant. Quoi qu'il en soit, ce n'est pas par l'État que le socialisme peut être réalisé car l'entrée en lice de l'État exclurait l'autodétermination de la classe ouvrière, qui est l'essence du socialisme: le règne de l'État

perpétue le divorce entre travailleurs et moyens de production, divorce sur lequel reposent leur dépendance et leur exploitation et, ainsi, perpétue les rapports sociaux de classes.

C'est précisément la tentative d'éliminer ces éléments, apparemment utopiques, de la doctrine marxienne qui conduisit les théoriciens de la II^e Internationale à insister sur le rôle de l'État comme instrument pour la réalisation du socialisme. Divisés sur la manière de prendre le contrôle de l'État, ils se retrouvaient unis dans leur conviction que l'organisation de la nouvelle société incombait à l'État. C'était leur sens des réalités qui les conduisirent à mettre en question les concepts marxistes abstraits de révolution et de construction du socialisme, pour revenir à des idées plus terre à terre et en relation plus étroite avec les possibilités concrètes du moment.

En effet, la construction d'un système socialiste est sans aucun doute une entreprise formidable. Y réfléchir est déjà d'une complexité étonnante. Elle défie toute solution facile ou convaincante. Elle semble tout à fait hors de portée de la classe ouvrière, qui est relativement inéduquée. Elle exige la plus grande des compétences pour comprendre et gérer les phénomènes sociaux et pour traiter avec un soin extrême les problèmes de réorganisation si on ne veut pas la voir se terminer par un échec lugubre. Elle demande une vue d'ensemble des besoins sociaux, des qualifications particulières pour ceux qui s'en occupent et, par conséquent, des institutions conçues pour assurer le processus de reproduction sociale. De telles institutions doivent avoir suffisamment d'autorité pour résister à toutes les objections irrationnelles et donc avoir le soutien du gouvernement qui, en sanctionnant leurs décisions, les fait siennes. De plus, il ne faut pas interférer avec le flot régulier de la production et éviter toute expérimentation inutile: il serait donc préférable de continuer avec des méthodes de production qui ont fait leur preuve, et avec les rapports de production sur lesquels elles reposent.

Dans la théorie marxienne, une période de révolution sociale apparaît lorsque les rapports sociaux de production existant deviennent une entrave à l'utilisation et au développement des forces sociales

de production. C'est par un changement de ces rapports sociaux que ces forces se trouvent libérées. Leur expansion ultérieure peut, mais pas nécessairement, exiger leur augmentation quantitative. Avec la fin de la poussée de « l'accumulation pour l'accumulation » et avec elle, de toutes les restrictions dues à ce type de production de richesse abstraite, la puissance productive disponible est libérée au sein d'un système de production qualitativement différent, axé sur les besoins de la société, évalués maintenant de manière rationnelle.

Dans le capitalisme, les forces productives du travail social apparaissent comme puissance productive du capital et limitent leur propre expansion à travers la baisse de la plus-value au cours de l'accumulation capitaliste. Les applications de la science et de la technologie ne font qu'accélérer le processus et deviennent elles-mêmes des barrières à la formation du capital. Mais en l'absence de cette formation, la production doit décliner, même par rapport aux besoins sociaux tels que les détermine le système, devenant incapable d'assurer d'abord la reproduction élargie du capital puis, même, la reproduction simple, ce qui signifie la fin du système. Concrètement, ce processus prend la forme non seulement de périodes récurrentes de dépression et d'une tendance à long terme vers le déclin économique, mais aussi d'une incapacité du capitalisme à profiter des forces productives développées au cours de sa chasse sans répit à la plus-value. Une partie des forces productives reste ainsi potentielle, car elle ne peut accroître la profitabilité du capital que de manière insuffisante, voire ne pas l'accroître du tout, et pour cette raison elle reste inemployée. Exprimé en termes économiques, du capital constant et du capital variable restent oisifs parce que s'ils ne peuvent être employés de manière capitaliste, ils ne peuvent pas être employés du tout. Leur utilisation complète exigerait un changement des rapports de production qui débarrasserait la production sociale de sa dépendance envers la création de plus-value.

Parce que la croissance capitaliste de la puissance productive sociale a la forme de l'accumulation du capital, la science et la technologie servent cette sorte particulière de développement social et non le développement social en tant que tel. Et, parce que science

et technologie n'ont pas de direction de développement qui leur soit interdite, elles peuvent en changer lors d'une modification de structure sociale qui tourne le dos à la nécessité d'accumuler du capital. Cette modification viserait à répondre aux exigences réelles de production et de consommation d'une société, qui ne serait plus « socialisée », au sens limité que son développement est déterminé par l'interdépendance de producteurs de marchandises séparés, mais qui le serait dans un sens social véritable, c'est-à-dire tel que les intérêts particuliers privés ou de classe y seraient empêchés d'interférer dans les besoins de la société dans son ensemble, besoins déterminés consciemment. La science et la technologie avanceraient dans des directions autres que celles exigées par la société capitaliste. De plus, bien qu'expression de l'accumulation rapide du capital, la monopolisation croissante de ce dernier entraîne celle de la science et de la technologie et leur subordination aux intérêts spécifiques de capitaux centralisés. Ce fait gêne la croissance de la productivité dans les secteurs de l'économie restant soumis à la concurrence et interdit la croissance des forces sociales de production dans les nations sous-développées (au point de vue capitaliste), sauf dans la mesure où cela peut correspondre aux intérêts des capitaux centralisés des pays capitalistes dominants. Finalement, la monopolisation du marché mondial met la masse de la plus-value produite aux mains d'un nombre diminuant de capitaux, opérant à l'échelle internationale tout en accroissant la paupérisation de la population mondiale. Simultanément, la forme nationale de la production capitaliste interdit à celle-ci de devenir internationale et de réaliser une expansion tous azimuts des forces sociales de production. Cela exigerait de prendre en considération les besoins réels de la population mondiale, dans le cadre d'une économie mondiale socialisée. Incapable d'avancer dans cette direction, la puissance productive du capital, pour croître, se transforme en puissance destructive qui, aujourd'hui, non seulement menace du retour de guerres nouvelles et mondiales, mais aussi de détruire le monde. Dans ces conditions, le capitalisme a cessé d'être un véhicule de la croissance des forces sociales de production. Simplement, il a amené la phase où peut se

produire un changement des rapports sociaux, condition préalable à toute reprise d'un processus civilisateur de travail social.

Pour les théoriciens de la II^e Internationale aussi, le socialisme signifiait un changement de rapports sociaux de production. Mais ils voyaient ce changement non dans l'abolition du travail salarié, mais dans la transformation subite ou graduelle du capital privé en capital social sous les auspices de l'État. Il est vrai qu'ils parlaient également de la fin du travail salarié, mais, derrière cette phrase, il n'y avait rien de plus que l'acte négateur de l'expropriation du capital par l'État qui, pensait-on, modifierait automatiquement le statut de la classe laborieuse. Il ne venait à l'esprit de personne que les travailleurs eux-mêmes dussent prendre en main les moyens de production et eux-mêmes déterminer les conditions de la production, l'allocation du travail social, les priorités de la production et la distribution du produit social, et créer des formes organisationnelles qui pourraient assurer que le pouvoir de décision reste entre les mains des producteurs réels. Dans la conception statique du socialisme, ce n'est pas la classe ouvrière elle-même qui réorganise la société. On le fait pour elle. À sa place se substitue un groupe social particulier qui s'imagine que, par cette méthode, il efface les stigmates de l'exploitation du travail salarié.

Il est vrai que, dans l'ensemble, les ouvriers socialistes eux-mêmes partageaient les conceptions de leurs dirigeants et admettaient que l'instauration du socialisme était une fonction du gouvernement. C'était une illusion, comme la suite le montra, mais cette illusion avait fait l'objet d'un endoctrinement systématique de la classe ouvrière. Cet endoctrinement fut couronné de succès parce qu'il prédisait une procédure qui semblait logique, étant donné les tendances centralisatrices de la production capitaliste et les formes démocratiques de la politique bourgeoise. On a donc vu la grande différence entre capitalisme et socialisme dans la simple élimination du caractère de propriété privée du capital par le contrôle centralisé d'un gouvernement qui ne serait plus au service des intérêts de la classe capitaliste, mais de ceux de la société dans son ensemble. Pour atteindre ce but, l'État aurait à gérer la production et par conséquent

le processus de travail. Dans ces conditions, il semblait que pour rendre cette évolution possible, il fallait maintenir l'existence du travail salarié,

Or le travail salarié n'est que l'autre aspect de la relation capital-travail qui caractérise la société capitaliste et détermine sa puissance productive. La monopolisation du capital en termine, du moins idéalement, avec les relations concurrentielles de marché et permet, dans une certaine mesure, le contrôle conscient de l'économie: cela gêne la détermination de la production sociale par la valeur, voire y met fin. Il peut s'en suivre, ou non, un accroissement des puissances sociales de production, mais les rapports capitalistes de production restent intacts. La socialisation de la production demeure incomplète puisqu'elle n'affecte pas ces rapports sociaux. La suppression du fétichisme de la production de marchandises, remplacé par le contrôle conscient, supprime du même coup le caractère fétichiste du travail salarié, mais ne supprime pas le travail salarié lui-même. Son existence continuée exprime l'absence de pouvoir social de la classe ouvrière et la concentration de celui-ci dans les mains de l'État contrôleur. Le rapport capital-travail est modifié, pas aboli: il y a révolution sociale, pas révolution ouvrière.

RÉFORME ET RÉVOLUTION

La révolution politique bourgeoise a été le point culminant d'un processus prolongé de changements sociaux dans la sphère de production. Là où la classe capitaliste montante prit le contrôle complet de l'État, elle créa une situation assurant le rapide déploiement des rapports capital-travail. Le féodalisme résista à cette transformation mais avec des variantes selon les pays. Si le capitalisme progressait de manière générale, sa gestation exigeait à la fois force et compromis. Il en résultait un mélange d'ancien et de nouveau, tant dans le domaine politique qu'économique. Les classes dirigeantes se scindèrent en une aile réactionnaire et une aile progressiste, cette dernière luttant pour le contrôle politique par un État capitaliste démocratique. Cette division en une autocratie retranchée sur ses positions et une bourgeoisie libérale est un reflet de la marche inégale du développement capitaliste. D'ailleurs, cette distinction interne entre réaction et progrès s'étendit aux nations elles-mêmes et à leurs institutions politiques.

Le mouvement socialiste naquit donc dans une société encore incomplètement bourgeoise et dans un monde formé de nations encore plus ou moins soumises aux forces réactionnaires d'autrefois. Cette situation conduisit à une alliance opportune, mais contre nature, entre bourgeoisie et prolétariat. L'histoire de l'opposition capital-travail montre que celle-ci dut d'abord apparaître sous la forme d'intérêts communs, de façon à libérer les forces productives qui feraient du prolétariat une classe sociale indépendante. Pour la classe ouvrière, prendre part aux révolutions bourgeoises et soutenir leurs exigences ce n'était pas contredire le « but historique » qu'on lui attribue, mais c'était se soumettre à une condition préalable inévitable à sa lutte future contre la bourgeoisie.

On a souvent affirmé que c'était par peur du prolétariat que la bourgeoisie avait limité sa lutte contre l'autocratie féodale, mais c'était en fait parce qu'elle se rendait compte que sa force, face à

l'ennemi réactionnaire, était encore trop restreinte qu'elle reculait, renonçait à imposer des mesures radicales en faveur de ses propres aspirations politiques. Tout en étant soutenue par la population laborieuse, la bourgeoisie avait la certitude qu'elle recevrait l'assistance des forces réactionnaires si cela se montrait nécessaire pour mettre fin à toute initiative révolutionnaire de la classe ouvrière. Le temps, en tout cas, travaillait pour la bourgeoisie: en effet les couches féodales de la société s'adaptaient au processus de capitalisation et s'intégraient au mode capitaliste de production. Des éléments conservateurs dont les intérêts en apparence inconciliables étaient largement fondés sur l'agriculture, s'intégraient donc aux forces démocratiques progressistes représentant le capital industriel. Ainsi finit-on par atteindre les buts visés par les révolutions bourgeoises de 1848, qui avaient secoué presque toutes les nations d'Europe occidentale avant d'échouer. L'année 1848 avait fait lever l'espoir d'une révolution prolétarienne avant terme, en particulier parce que la fermentation politique avait été créée par des conditions de crise économique dévastatrices. Or les années de dépression étaient passées et avec elles ces soulèvements sociaux contre les obstacles qu'on pensait entraver le changement social. Le capital ne s'accumula pas moins dans les pays soumis à des régimes politiques réactionnaires que dans ceux où l'État favorisait la bourgeoisie libérale.

L'État-nation moderne est une création du capitalisme. Celui-ci exige la transformation des États faibles en États viables pour que soient réalisées les conditions d'une entrée victorieuse dans la concurrence sur le marché mondial. La grande affaire de la bourgeoisie devint alors, de manière prédominante, le nationalisme. Elle voyait, dans l'expansion capitaliste et l'unification nationale, des processus complémentaires, même si le nationalisme sous sa forme idéologique était considéré comme une valeur en soi. C'est sous cette forme que ce dernier prit des aspects révolutionnaires dans ces nations, comme l'Irlande ou la Pologne, qui subissaient la domination étrangère. L'existence du capitalisme suppose celle de la nation, c'est pourquoi ceux qui étaient en faveur du premier

se devaient de défendre la seconde. Et cela valait aussi pour ceux qui voyaient [dans l'avènement du capitalisme] un préalable à la révolution prolétarienne qui, du moins le supposait-on, mettrait fin à la séparation en nations de l'économie mondiale. C'est dans cet esprit que Marx et Engels se prononcèrent pour la formation de nations suffisamment puissantes pour assurer un développement capitaliste rapide. Bien entendu, le fait que Marx et Engels aient été en faveur de la formation d'États-nations viables n'a eu réellement aucune importance, car leur influence sur le cours véritable des événements fut moins que mince. Tout ce qu'ils purent faire fut d'exprimer leurs sentiments et leurs préférences dans le cas des diverses luttes nationales qui accompagnaient la capitalisation du continent européen. C'étaient des luttes dans lesquelles les ouvriers ne pouvaient encore que fournir la chair à canon dans des batailles pour des intérêts de classe qui n'étaient pas les leurs, ou ne l'étaient que d'une manière tout à fait indirecte en ce qu'un rapide développement capitaliste pouvait leur promettre une amélioration de leurs conditions de vie dans le cadre de leur situation dépendante de travailleurs salariés. Ce n'était qu'au sens de l'Histoire que leur participation aux soulèvements révolutionnaires nationalistes de l'époque et aux guerres qui en résultèrent pouvait être justifiée; pour le moment elle ne pouvait que servir les intérêts de classe spécifiques à la bourgeoisie montante entrant dans la concurrence [mondiale]. L'Histoire était certainement faite par la bourgeoisie, mais l'existence de cette classe exigeant celle du prolétariat et même son développement, il fallait considérer le processus historique aussi du point de vue de la classe ouvrière et proposer des politiques qui, selon toute probabilité, feraient progresser les intérêts de celle-ci au sein du développement capitaliste.

Or la formation d'États-nations viables entraînait l'absorption d'entités nationales moins viables, si bien qu'il fallait distinguer entre nations possédant le potentiel nécessaire à un vaste développement capitaliste et celles qui en étaient privées. Friedrich Engels, par exemple, faisait ainsi la différence entre les nations destinées à influencer sur le cours de l'Histoire et les autres, incapables de jouer

un rôle dans le développement historique¹. Selon lui, le nationalisme en tant que tel n'était pas une force révolutionnaire, il ne le devenait qu'indirectement, dans des situations où il permettait un développement capitaliste rapide. Il n'y avait aucune place pour des nations petites ou arriérées dans le monde capitaliste qui se développait. C'est pourquoi les aspirations nationales pouvaient être soit révolutionnaires, soit réactionnaires, selon leur impact, positif ou négatif, sur la croissance des forces sociales de production. Ce n'était donc que dans la mesure où les mouvements nationaux appuyaient le développement capitaliste général qu'on pouvait les considérer comme progressistes et présentant un intérêt pour la classe ouvrière, le nationalisme n'étant que la forme contradictoire au sein du système capitaliste d'un développement préparant la voie à l'internationalisation de la production du capital et, partant, à l'internationalisme prolétarien.

Il va de soi que cette conception générale dut être explicitée plus clairement dans des situations empiriques: on prit donc parti, au moins verbalement, pour tel ou tel mouvement national, ou pour tel ou tel belligérant dans les guerres nationales qui marquèrent le XIX^e siècle. Mais ce soutien, modulé selon le développement capitaliste ou selon le désir ou le besoin flagrant de telle ou telle nation d'assurer sa position dans la concurrence économique mondiale, débouchait sur la défense de la nation en tant que telle, ne serait-ce que pour sauvegarder ce qui avait été déjà acquis. Autrement dit, plus la classe ouvrière s'estimait avancée et plus elle s'identifiait avec le nationalisme régnant. Là où les travailleurs ne contestaient pas du tout les rapports sociaux capitalistes, comme en Angleterre et aux États-Unis, l'acceptation du nationalisme bourgeois et de ses conséquences impérialistes fut totale. Là où, au moins, il y avait opposition idéologique au système capitaliste, comme dans le mouvement marxiste, les sentiments nationalistes furent prônés de manière plus hypocrite: on les présentait comme des moyens

1. Cette position de F. Engels a été critiquée avec passion par Roman Rosdolsky, un léniniste nationaliste ukrainien, dans son livre: *Friedrich Engels und das Problem der «Geschichtslosen Völker»* (F. Engels et le problème des «peuples sans histoire»), Francfort, Archiv für Sozialgeschichte, Bd 4, 1964.

tant de transformer la nation en une nation socialiste suffisamment puissante pour résister à une possible attaque de forces contre-révolutionnaires extérieures. On se mit donc à distinguer entre nations sur la voie du socialisme, clairement reconnaissables à la puissance grandissante de leurs organisations socialistes et à leur influence croissante sur la société en général, et nations encore complètement sous la domination de leurs classes dominantes traditionnelles, à la traîne du développement social général en route vers le socialisme.

C'est pourquoi une certaine nation pouvait devenir une sorte de « nation d'avant-garde », destinée, par son exemple, à conduire les autres nations. Ce rôle avait été joué par la France dans la révolution bourgeoise; on le revendiquait maintenant pour l'Allemagne, dans la révolution socialiste, à cause de son rapide développement capitaliste, de sa position géopolitique et de son mouvement ouvrier, orgueil de la II^e Internationale. Une défaite de cette nation dans une guerre capitaliste non seulement ferait reculer son développement et son mouvement ouvrier, mais retarderait l'avancement du socialisme lui-même. Ce fut donc au nom du socialisme que Friedrich Engels, par exemple, se fit le défenseur de la nation allemande face à des nations moins avancées comme la Russie, mais aussi face à des nations capitalistes plus avancées comme la France, au cas où celles-ci ne fussent alliées à l'adversaire russe potentiel. Et ce fut August Bebel, le populaire dirigeant de la social-démocratie allemande, qui se déclara prêt à se battre pour la patrie allemande si cela était nécessaire pour assurer la continuité de son développement socialiste.

Dans le monde capitaliste de nations en concurrence, les gains de certaines sont les pertes des autres, même si tout le monde accroît son capital grâce à l'élargissement du marché mondial. La concentration du capital progresse aussi bien au niveau international que dans le cadre de chaque nation. Et, comme la concurrence débouche sur la monopolisation, le « marché libre mondial », libre théoriquement, devient un marché partiellement contrôlé. Les moyens mis en œuvre pour ce contrôle – protectionnisme, colonialisme, militarisme, impérialisme – sont employés pour garantir les privilèges nationaux, dans une économie capitaliste mondiale en expansion.

La monopolisation et l'impérialisme entraînent un certain taux d'interférence consciente dans le mécanisme du marché, même s'il ne s'agit que de viser à l'accroissement de la puissance nationale. Or le contrôle conscient est aussi le but du socialisme si bien que certains socialistes, comme les Fabians en Angleterre, en vinrent à considérer la régulation économique, résultant de la monopolisation du capital et de ses activités impérialistes, comme un pas progressiste vers le développement d'une société plus rationnelle.

Dans un capitalisme en ascension, les organisations de travailleurs peuvent avoir une croissance relativement sans à-coup si le taux d'accumulation est tel qu'il fournisse des profits suffisants, tout en permettant une amélioration graduelle des conditions des classes laborieuses. C'est pourquoi les mouvements ouvriers, organisés par nations, luttant pour des réformes sociales et, de fait, essentiellement pour une augmentation des salaires, ne pouvaient éviter de favoriser l'expansion de leur capital national. Qu'on l'admette ou non, la concurrence internationale touche aussi bien la classe ouvrière que le capital. L'aile socialiste du mouvement ouvrier elle-même ne saurait être immunisée contre cette pression extérieure, sinon elle perdrait contact avec la réalité et ne pourrait maintenir son influence sur la classe ouvrière et cela en dépit de toutes les paroles idéologiques, déversées en faveur d'un internationalisme prolétarien, présenté comme un but final mais lointain, du mouvement socialiste.

La division nationale de la production capitaliste « nationalise » aussi la lutte de classe prolétarienne. Ce n'est pas là une simple question d'idéologie – c'est-à-dire une acceptation non critique du nationalisme bourgeois par la classe ouvrière – mais c'est un besoin pratique, car c'est dans le cadre de l'économie nationale que la lutte de classe est menée. Lorsque l'unification de l'humanité apparaît comme un but lointain et peut-être utopique, c'est l'État-nation, avec son évolution historique et ses succès dans la course concurrentielle au capital, qui détermine le destin de son mouvement ouvrier et celui de la classe ouvrière en ce qui concerne ses conditions d'existence. Pour être efficace le nationalisme doit, comme toute idéologie, avoir quelques contacts précis avec les besoins réels et

les possibilités, non seulement ceux qui correspondent aux intérêts de classe directement associée au nationalisme, mais aussi à ceux qui lui sont soumis.

Une fois établie et systématiquement perpétuée, l'idéologie du nationalisme prend, comme l'argent, une existence indépendante: elle affirme sa puissance sans révéler les intérêts de classe matériels et spécifiques qui, au premier chef, conduisent à sa formation. De même que ce n'est pas le processus de production sociale, mais son apparence fétichiste qui structure la compréhension consciente que la société capitaliste a d'elle-même, de même l'idéologie nationaliste, séparée des rapports sociaux de classes qui la sous-tendent, apparaît comme faisant partie de la fausse conscience qui domine la société tout entière. Le nationalisme prend donc l'apparence d'une valeur en soi et devient la seule forme dans laquelle une sorte de «socialité» peut se réaliser dans une société, par ailleurs asociale et atomisée. C'est, bien sûr, une «socialité» abstraite et non pas réelle, mais elle atteste le besoin subjectif de l'individu isolé d'affirmer son humanité en tant qu'être social. Comme tel, le nationalisme est le réflexe idéologique d'une société capitaliste, système de production social d'un gain privé reposant sur l'exploitation d'une classe par une autre. Il seconde ou remplace la religion dans son rôle de force de cohésion de l'existence sociale, car aucune autre force de cohésion n'est viable à ce stade du développement des forces sociales de production. Le nationalisme est donc un phénomène historique mais qui semble aussi «naturel» que la production capitaliste elle-même et qui prête à cette dernière une aura de «socialité» qu'elle ne possède pas réellement.

Les ambiguïtés des idéologies, nationalisme compris, sont à la fois leur faiblesse et leur force. Pour garder son efficacité au cours du temps, une idéologie doit être cultivée sans cesse. L'extension à toutes les nations du nationalisme idéologique ne peut être abandonnée au processus contradictoire de socialisation; il doit être systématiquement propagé pour éradiquer tout doute sur sa validité pour la société dans son ensemble. Mais comme les moyens d'endoctrinement sont, comme ceux de la production et

du contrôle physique direct, entre les mains de la bourgeoisie, les idées de la classe dominante sont les idées sociales dominantes. Sous cette forme, elles répondent au besoin subjectif d'intégration de l'individu dans une communauté plus large et protectrice.

Le capital opère à l'échelle internationale, mais regroupe ses profits au niveau national. Son internationalisation prend donc l'apparence d'un nationalisme impérialiste, visant la monopolisation des sources de plus-value. C'est un processus à la fois politique et économique, même si la connexion entre les deux aspects n'est jamais clairement discernable, à cause de l'existence relativement indépendante de l'idéologie nationaliste qui masque les intérêts économiques spécifiques qui sont à la base du capitalisme. Ce camouflage est d'autant plus efficace que toute l'histoire connue a été celle de pillages, de guerres, où s'affrontaient divers peuples, engagés dans la construction ou la destruction d'un groupe ethnique ou d'un autre, d'un empire ou d'un autre. La sécurité « nationale », ou plutôt la sécurité « nationale » assurée par l'expansion, semble bien être la matière dont est faite l'histoire, lutte « darwinienne » sans fin pour l'existence qui ne tient aucun compte des spécificités historiques des rapports de classes au sein des entités « nationales ».

Monopolisation et concurrence, libre-échange et protectionnisme sont des aspects d'un même et unique développement historique. Il en va de même pour le nationalisme et l'impérialisme, qui sont indissociables, quoique ce dernier puisse prendre toute une variété de formes, depuis la domination directe jusqu'au contrôle indirect, économique et financier. Vue sous l'angle politique, l'accumulation du capital apparaît comme une expansion concurrentielle de nations et donc comme une lutte impérialiste pour obtenir une part plus grande des ressources exploitables du monde, réelles ou imaginaires. Ce processus, implicite dans la production capitaliste, entraîne une division du monde en nations capitalistes plus ou moins couronnées de succès. Certaines nations cédèrent avant d'autres à cet impératif impérialiste spécifique au capitalisme, voire profitèrent les premières des possibilités d'une expansion impérialiste. L'Angleterre et la France entrèrent en lice dès le xviii^e siècle, l'Allemagne et les

États-Unis au XIX^e seulement. Quelques nations, plus petites, furent totalement incapables d'entrer dans la compétition impérialiste et durent se caser dans une structure mondiale dominée par les grandes puissances capitalistes. Cette lutte des nations impérialistes pour une plus grande part des profits mondiaux connut des fortunes diverses dont le résultat se voit, dans le domaine économique, par la concentration d'un capital mondial, croissant dans un nombre diminuant de nations. On aurait eu finalement le même résultat si l'expansion du capital s'était faite, en l'absence d'interventions impérialistes, par des capitaux nationaux en concurrence les uns avec les autres: ce n'est pas la concurrence qui détermine la course du développement capitaliste, mais la production capitaliste qui fixe la course de la concurrence et gouverne l'histoire sanglante du capitalisme.

L'objet des rivalités nationales est d'amasser du capital, car c'est sur lui que repose toute puissance politique et militaire. Le nationalisme est une idéologie qui s'appuie non sur l'existence de la nation, mais sur celle du capital et sur son auto-expansion. En ce sens, il médiatise une internationalisation de la production de capital qui ne conduit pas plus à une unification de l'économie mondiale que la concentration et la monopolisation à une élimination du caractère de propriété privée des capitaux nationaux. Que ce soit dans le domaine national ou international, la production capitaliste crée l'économie mondiale à travers la création du marché mondial. Pourtant, à la base de ce processus général concurrentiel se trouve un besoin réel, bien qu'encore abstrait, d'une organisation mondiale de la production et de la distribution qui soit bénéfique pour toute l'humanité. Ce n'est pas seulement parce que la Terre serait mieux adaptée à une telle organisation, mais aussi parce que développer encore plus les forces productives sociales et libérer la société du besoin et de la misère ne peut se réaliser que par une coopération internationale complète qui ne fasse pas entrer en compte des intérêts particularisés. Toutefois cette interdépendance irrésistible que suppose tout développement social progressiste s'affirme dans le système capitaliste à travers une lutte sans fin pour le contrôle

impérialiste. C'est l'impérialisme et non le nationalisme qui a été le grand problème du tournant du siècle. Les intérêts « nationalistes » de l'Allemagne se transformèrent en intérêts impérialistes, entrant en concurrence avec les intérêts impérialistes des autres nations. Les intérêts « nationaux » de la France se confondirent avec ceux de l'Empire français, comme ceux de l'Angleterre avec ceux de l'Empire britannique. La lutte pour le contrôle du monde, la division et la redivision de ce contrôle entre grandes puissances impérialistes et, aussi, quelques moindres nations, déterminèrent les politiques « nationales » qui culminèrent dans la Première Guerre mondiale.

La crise révèle les contradictions fondamentales de la production capitaliste. De même, la guerre capitaliste révèle la nature impérialiste du nationalisme. L'impérialisme, cependant, cherche à se présenter comme un besoin national, comme la nécessité d'éviter ou de surmonter une situation de crise, comme une lutte défensive contre les desseins impérialistes des autres nations. Il y eut pourtant des cas où ces autres nations n'existaient pas. L'impérialisme prit alors l'apparence de mesures destinées maintenir le bien-être de la nation, tout en remplissant une mission « civilisatrice » dans des territoires nouveaux. Il n'est pas trop difficile d'obtenir le consentement, pour une aventure impérialiste, de la part d'une classe ouvrière plus ou moins habituée aux conditions capitalistes et donc sous la domination de l'idéologie nationaliste. L'état de dépendance absolue des travailleurs leur fait sentir que leur sort, pour le meilleur et pour le pire, est indissolublement lié à celui de leur nation. Incapables, jusqu'à présent, de se battre pour une quelconque sorte d'autodétermination, et, par conséquent, ne le voulant pas, ils trouvent facilement le moyen de se convaincre que ce qui concerne leurs maîtres les concerne aussi. Et cela d'autant plus que c'est pour eux la seule manière de se voir comme membres à part entière de la société, de regagner comme citoyens la « dignité » et « l'estime » qu'on leur refuse comme membres de la classe ouvrière.

Il n'y a pas lieu d'être ennuyé par cet état de chose et ce n'est pas une raison pour rejeter la classe ouvrière parce que stupide et incapable de distinguer ses intérêts propres de ceux de la bourgeoisie.

Après tout, elle ne fait que partager l'idéologie nationaliste avec les autres membres de la société. Ceux-ci ont tout aussi peu conscience qu'elle de ce que le nationalisme, comme la religion à une époque antérieure ou la foi dans les bienfaits des relations de marché, n'est qu'une expression idéologique de l'auto-expansion du capital, c'est-à-dire d'une sujétion sans espoir de la société aux « lois économiques », dont la source se trouve dans les rapports sociaux d'exploitation de la société capitaliste. Il est vrai que la classe dominante tire au moins bénéfice du processus de production antisocial de la société, mais elle le fait aussi aveuglément que la classe ouvrière accepte ses souffrances. C'est cet aveuglement qui rend compte de l'apparente indépendance de la force du nationalisme idéologique et le rend capable de transcender les rapports sociaux de classes.

La conception matérialiste de l'Histoire tente à la fois d'expliquer la persistance d'une forme donnée de société et de dégager les raisons qui rendent possible sa modification. Ses partisans ne devraient donc pas être surpris par la résilience de sociétés qui peuvent durer longtemps tout en recréant leur idéologie dominante. Les changements de l'état des choses peuvent y être pour longtemps presque imperceptibles, ou bien tels qu'on ne puisse en reconnaître les conséquences. C'est la présence même de contradictions de classes qui explique à la fois la stabilité et l'instabilité sociales, l'une comme l'autre dépendant de conditions qui échappent au contrôle des dirigeants comme des dirigés. La société capitaliste se distingue, cependant, des formes sociales qui l'ont précédée en ce que les relations capital-travail de la production sociale accélèrent continuellement les changements des forces productives tout en maintenant les rapports sociaux de production fondamentaux, si bien qu'on peut s'attendre à une confrontation des classes sociales antagoniques. Telle fut, en tout cas, la conclusion que le mouvement marxiste tira de la polarisation croissante de la société capitaliste et de l'existence de contradictions internes à son processus de production. Les intérêts de classe finiraient par prendre le pas sur l'idéologie bourgeoise et la conscience de classe prolétarienne par faire contrepoids à celle de la bourgeoisie.

Comme nous l'avons déjà noté plus haut, ces espoirs n'étaient pas irréalistes, d'ailleurs la bourgeoisie les craignait tout autant. Elle réagit à la montée des mouvements socialistes et à celle de la pugnacité de la lutte de classe par des mesures répressives qui trahissaient sa peur d'une nouvelle révolution sociale possible. De fait la conscience de classe semblait miner le consensus national et ruiner la mainmise de l'idéologie bourgeoise sur la population ouvrière. Jusqu'environ 1880, la théorie de l'accentuation de l'appauvrissement de la classe ouvrière avec l'avancement de l'accumulation du capital et de l'intensification de la lutte de classes qui en résulte se trouva vérifiée dans les faits: elle rendait compte des conditions sociales réelles et de la radicalisation des masses laborieuses. Pourtant, cette même période, où, semblait-il, se prolongeait une situation de crise sociale, déboucha sur une nouvelle phase d'expansion accélérée du capital qui se poursuivit avec quelques interruptions de-ci de-là, presque jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale. C'est au cours de cette phase que se créèrent les conditions objectives qui permirent la légalisation des organisations de travailleurs et leur intégration dans le système capitaliste, tant au niveau économique que politique.

Il va de soi que l'acceptation des organisations de travailleurs et des organisations socialistes par la bourgeoisie n'était pas un don gracieux que celle-ci offrait librement et généreusement à la classe ouvrière. C'était en fait le résultat d'une lutte de classes, sans doute limité, mais qui arracha à la bourgeoisie et à son État des concessions entraînant une amélioration des conditions matérielles des travailleurs et une élévation de leur statut social au sein de la démocratie bourgeoise. Ces concessions n'auraient pas pu être accordées s'il n'y avait pas eu une croissance de la productivité du travail amenant une accélération du processus d'accumulation. Mais cela n'empêcha pas qu'elles apparussent comme le résultat de l'effort personnel de la population laborieuse, cette classe montante dans le cadre du capitalisme. Ainsi se trouva encouragée l'illusion que la croissance de la puissance des organisations des travailleurs finirait par faire de la classe ouvrière la classe dominante de la société, à la place de la bourgeoisie. Or, en réalité, l'amélioration de la condition

ouvrière sous-entend simplement la croissance de l'exploitation, c'est-à-dire une décroissance de la valeur de la force de travail par rapport à la valeur totale du produit social. Cependant capitalistes comme ouvriers pensent, dans la vie quotidienne, non en rapports sociaux de valeur mais en termes de quantité de produits dont ils disposent pour l'expansion du capital ou pour la consommation générale. Mais que l'amélioration de la condition de la classe ouvrière ait été le résultat de la croissance accélérée de sa productivité ne diminua pas l'importance de l'amélioration de son niveau de vie avec ses effets sur les engagements idéologiques.

Déçu par le lent développement de la conscience de la classe prolétarienne des nations capitalistes dominantes, contrariés par la capacité de ces dernières à surmonter les situations de crise et à atteindre ainsi des niveaux toujours plus élevés d'auto-expansion, les socialistes durent admettre que les prédictions de Marx d'une paupérisation de la classe ouvrière et d'un développement de la conscience de classe révolutionnaire résultant de la lutte de classes, ne semblaient guère être confirmées par les événements réels. Par exemple, c'est Friedrich Engels qui tenta d'expliquer ce sombre constat par une affirmation (que Lénine devait plus tard répéter comme un perroquet). Il y avait « corruption » de la classe ouvrière et cette corruption était délibérément entretenue par la bourgeoisie, qui permettait à une fraction croissante du prolétariat industriel de partager, jusqu'à un certain point, le butin de l'impérialisme. Selon cette vue, la montée d'une « aristocratie ouvrière » au sein de la classe ouvrière internationale affaiblissait la solidarité de classe nécessaire à une lutte de classe cohérente contre la bourgeoisie, tout en introduisant l'idéologie bourgeoise, et plus particulièrement son aspect nationaliste, dans les rangs du prolétariat. Le déclin de la conscience de classe révolutionnaire se manifestait dans la croissance régulière d'un réformisme opportuniste qui acceptait les rapports capitalistes de production et la démocratie bourgeoise.

De toute façon, on ne voyait aucun lien entre la lutte économique de la classe et une montée de la conscience révolutionnaire des ouvriers. On voyait déçu l'espoir que les confrontations sans cesse

renaissantes entre capital et travail pour les profits et les salaires déboucheraient sur la reconnaissance de la nécessité de mettre fin au système du salariat, pour en terminer avec les activités de Sisyphe des ouvriers. Le fait est que cette prise de conscience n'était pas possible à ce stade particulier du développement capitaliste. Aussi longtemps que profits et salaires pouvaient croître simultanément, fût-ce de manière disproportionnée, que la division de classe du produit social pouvait être modifiée par la législation sociale et même si tout cela supposait la poursuite de luttes économiques et politiques, le caractère des luttes resterait fixé par les demandes limitées d'une population laborieuse, toujours dans les rets de l'idéologie bourgeoise. Syndicats et partis socialistes pouvaient croître en nombre et en influence sociale, ils n'en restaient pas moins dans une position minoritaire au sein de la population en général et même de la classe ouvrière en particulier.

On en vint non seulement à reléguer à un avenir plus éloigné l'espoir d'un possible changement révolutionnaire mais aussi à admettre que la croissance du mouvement socialiste résulterait d'un effort d'éducation, à la fois prosaïque et à long terme, pour gagner la population laborieuse à l'idéologie socialiste. Des luttes pour l'augmentation des salaires et pour des réformes sociales se déroulaient, mais on ne les voyait que comme un processus d'apprentissage, la lutte de classe devenait, par nature, essentiellement idéologique: au bout du compte, les gens finiraient par choisir le socialisme, parce que celui-ci comprenait de manière plus exacte la réalité en développement. Il suffisait simplement d'attendre l'époque où les conditions objectives apporteraient d'elles-mêmes la vérification de la critique socialiste du système capitaliste, ce qui mettrait fin à la sujétion subjective du prolétariat à l'idéologie régnante.

Idéologie organisée, le socialisme s'opposait à l'idéologie bourgeoise dominante. La lutte de classes devint, de manière générale, une lutte d'idées et, partant, la chasse gardée de professionnels de l'idéologie. Les idéologies se concurrençaient cherchant à gagner l'allégeance des masses qui, à ce qu'on pensait, ne pouvaient pas produire d'idéologie, simplement en recevoir. Les idéologues se

mirent donc à la recherche de suiveurs pour atteindre leurs buts. La classe ouvrière étant en apparence incapable de développer une idéologie socialiste par elle-même, elle ne pouvait que dépendre de l'existence d'une direction idéologique capable de combattre la sophistication de la classe dominante. Mais, à cause de la structure de classes de la société et de la division du travail qui lui est associée, cette direction idéologique allait se retrouver, par force, aux mains d'éléments instruits de la classe moyenne qui se verraient confier la défense des besoins des travailleurs et des buts du socialisme.

Sans doute limités, les succès électoraux des partis socialistes amenèrent néanmoins un nombre croissant de représentants de la classe ouvrière dans les institutions politiques du capitalisme. Ils entraînent nombre de professionnels instruits à entrer dans les organisations socialistes, donnant à celles-ci une respectabilité inconnue aux stades antérieurs du mouvement socialiste. La lutte économique fut laissée aux syndicats. Quant à l'extension de l'idéologie socialiste, on la mesura par le nombre de ses représentants au Parlement, par leur capacité à présenter le « cas du socialisme » devant la nation, à mettre en route une législation sociale pour améliorer la condition de la classe laborieuse et à la soutenir. L'activité politique se confondait avec l'activité parlementaire de représentants agissant pour les ouvriers, les obscurs et les sans-grade ne se voyant attribuer d'autre rôle que celui d'un soutien passif. En un laps de temps plutôt court, la soumission des ouvriers à leurs supérieurs intellectuels, membres de Parlement, devint suffisante pour transformer leur conscience de classe naissante en conscience politique, prenant sa source dans celle de leurs dirigeants élus.

Ce qui n'avait d'abord été qu'une tendance au sein du mouvement socialiste, c'est-à-dire la substitution d'une direction non prolétarienne agissant au nom de la classe ouvrière à l'autodétermination du prolétariat, devint le credo et la pratique de toutes les branches du socialisme, réformistes comme révolutionnaires. Ainsi, non seulement l'aile droite réformiste mais aussi Karl Kautsky, que l'on qualifie en général de centriste, ou le gauchiste Lénine se persuadèrent que la classe ouvrière est incapable par elle-même

de développer une conscience révolutionnaire et que celle-ci doit lui être apportée de l'extérieur par des membres instruits de la bourgeoisie qui, seuls, ont la capacité et aussi la possibilité de comprendre la complexité du système capitaliste et ainsi de créer une contre-idéologie significative à opposer à l'idéologie capitaliste dominante et, par conséquent, de conduire la lutte de la classe ouvrière. Il est clair que cette conception élitiste était elle-même un produit de la rapide croissance d'un mouvement ouvrier qui attirait dans ses rangs un nombre de plus en plus grand d'éléments des classes moyennes. Quoiqu'il en soit, si on se place du point de vue de l'idéologie, le socialisme cessa d'être exclusivement l'affaire d'un prolétariat s'éveillant, pour devenir un mouvement social présentant quelque attrait pour des membres de la classe moyenne.

Cette dernière classe était entrée dans un processus de transformation, prise dans l'engrenage de la concentration du capital et de la polarisation sociale. La vieille classe moyenne perdait son caractère de propriétaire et devenait de plus en plus une classe de salariés au service de la grande bourgeoisie et de son État. Elle devint ainsi une classe de managers, comblant le fossé qui séparait la bourgeoisie du prolétariat et, en exerçant diverses professions, une classe qui répondait aux besoins personnels et culturels d'une société divisée. Ces fonctions de médiation, remplies par cette nouvelle classe moyenne au profit des rapports sociaux de production existants, avaient leur image dans le mouvement socialiste: la détermination de la théorie et de la pratique par la direction intellectuelle. Quoique quelques ouvriers aient pu atteindre des postes de dirigeants dans leur propre organisation, le caractère de la politique fut déterminé par la direction intellectuelle, issue de la classe moyenne, comme le suggère la prétendue prédominance de la théorie sur la pratique. Mais ce n'était pas tant une question de relation entre théorie et pratique que de rapport entre dirigeants et dirigés. La direction élue menait la politique, trouvant son appui, parlementaire comme extraparlémentaire, dans l'adhésion disciplinée des masses ouvrières au programme de l'organisation, avec ses variations conditionnées par l'époque. La division entre travail intellectuel et manuel, néces-

saire au système capitaliste, était donc aussi une caractéristique du mouvement ouvrier.

L'afflux rapide d'éléments de la classe moyenne aux postes dirigeants du mouvement socialiste troubla ses fondateurs intellectuels eux-mêmes. En dépit de ses propres tendances réformistes, Friedrich Engels fut extrêmement gêné par la soumission de plus en plus accentuée de l'auto-activité de la classe ouvrière aux initiatives politiques d'une petite bourgeoisie pleine de bonnes intentions. Il estimait que son propre réformisme n'était qu'un stratagème et non une matière de principe, tandis que celui de la petite bourgeoisie visait à éliminer totalement la lutte de classe pour la remplacer par l'obéissance aux règles de la démocratie bourgeoise. Dans une lettre à August Bebel, il écrivait :

Depuis la fondation de l'Internationale, notre cri de guerre a été : l'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Nous ne pouvons tout simplement pas collaborer avec des gens qui disent ouvertement que les travailleurs ne sont pas suffisamment instruits pour être capables de se libérer eux-mêmes et que, pour cette raison, ils doivent être libérés par en haut, par une bourgeoisie philanthropique.²

Engels suggérait ensuite de chasser ces éléments hors des organisations socialistes pour en sauvegarder le caractère prolétarien.

Pourtant les travailleurs, eux, n'étaient guère perturbés par l'intérêt que leur portaient ces gens de la « meilleure espèce » ; ils en étaient plutôt flattés. Sans compter qu'ils ressentaient le besoin d'avoir des alliés dans une lutte de classes plutôt inégale.

Quoi qu'il en soit, ce ne sont pas les idées de collaboration de classes, développées par la direction non prolétarienne, qui sont responsables de l'effacement du caractère révolutionnaire du socialisme mais c'est la « stratégie » du réformisme car, seule activité pratiquement possible, elle se transformait en « principe » pour des organisations tentant de consolider et d'élargir leur influence dans la société capitaliste. Prenons le cas de la social-démocratie

2. F. ENGELS, *Lettre à August Bebel (1879)*, nous traduisons d'après la version anglaise qu'en donne P. Mattick [NdT].

allemande: elle avait, en 1913, environ un million de membres et pouvait compter sur quatre millions et demi d'électeurs. Elle envoya cent dix représentants au Reichstag. Les syndicats, de leur côté, regroupaient deux millions et demi d'adhérents et possédaient quatre-vingt-huit millions de marks. Le parti social-démocrate investit, lui, vingt millions de marks dans l'industrie et dans les bons d'État ! Il employait plus de quatre mille permanents professionnels, onze mille salariés et contrôlait quatre-vingt-quatorze journaux et publications diverses. Maintenir le Parti et assurer sa croissance sans à-coup était donc la préoccupation majeure de ceux qui le dirigeaient, et cette attitude était encore plus prononcée dans les syndicats purement prolétariens.

Ce n'est pas la peine de décrire ce qui se passait dans d'autres nations, où le processus était essentiellement le même, quoique leur mouvement ouvrier ait pu présenter des aspects quelque peu différents de celui de l'Allemagne. Dans tous les pays capitalistes développés, quoique le plus souvent à un rythme moins rapide qu'en Allemagne, social-démocratie et syndicalisme progressèrent. Cette progression agitait le spectre d'un mouvement socialiste qui finalement, par des moyens réformistes ou révolutionnaires, et pourquoi pas les deux, transformerait le capitalisme en une société sans classe et sans exploitation. Mais ce mouvement fut autorisé et, en fait, contraint par les circonstances à s'intégrer aussi profondément qu'il le put au tissu capitaliste, comme groupe d'intérêts parmi les autres qui contribuent avec lui à l'économie de marché capitaliste. Le spectre du socialisme, bien qu'il ait été utilisé par la bourgeoisie pour déterminer les limites des aspirations politiques et économiques de la classe ouvrière, ne fut qu'une apparition, un fantôme, incapable de miner la confiance en elle-même de la classe dominante, tant du point de vue du contrôle matériel qu'idéologique de la société. Quelque forme qu'il ait pu prendre, le mouvement ouvrier resta extrêmement minoritaire dans les classes laborieuses, ce qui montre que l'affaiblissement décisif de l'idéologie bourgeoise ne peut se faire sans déclin réel du capitalisme. Ce n'est que lorsque le hiatus entre l'idéologie et la réalité devient flagrant dans les rapports

économiques et sociaux, lorsque ceux-ci se détériorent de façon persistante, que le consensus idéologique, par ailleurs si confortable, cède la place à de nouvelles idées correspondant à de nouvelles nécessités.

Il y a aussi une énorme différence entre une idéologie qui s'appuie sur la tradition et correspond aux conditions réelles du moment, et une autre qui se rapporte à des conditions qui n'existent pas encore et fait appel à un avenir qui peut être ou ne pas être un espoir raisonnable. En cela, l'idéologie socialiste est tout à fait désavantagée par rapport à l'idéologie capitaliste régnante. En employant celle-ci de manière énergique, soit pour mener une guerre, soit pour répondre à des exigences intérieures, la classe dominante crée des doutes sérieux sur la validité ou l'efficacité de l'idéologie socialiste même parmi certains de ses défenseurs les plus cohérents. Il en résulte ce sentiment d'incertitude qui, mêlé à la peur de l'inconnu, explique l'hystérie des masses qui accompagne l'éclatement d'une guerre et qui touche aussi les socialistes et les conduit à douter de leurs propres engagements idéologiques. Répétons une fois encore que leur attitude critique face à l'idéologie dominante ne leur permet pas d'agir comme s'ils étaient affranchis de sa domination: leurs convictions socialistes ne pouvant devenir réalité dans l'état présent de leurs conditions d'existence. Celles-ci peuvent se trouver balayées par l'apparente euphorie des masses en ébullition et se retrouver noyées dans la mer trouble du nationalisme réaffirmant ainsi un loyalisme toujours latent.

De plus, la forme nationale prise par le capitalisme et, par conséquent, par le mouvement ouvrier est un fait objectif. Il ne peut être éradiqué par une adhésion à l'internationalisme purement idéologique, comme celle qui était de mise dans un corps consultatif aux liens lâches tel que la II^e Internationale. Cette institution regroupait diverses organisations nationales qui différaient par leur puissance dans leurs pays respectifs et, par conséquent, dans leur capacité d'influer sur les politiques de leurs nations. Qu'arriverait-il si le mouvement socialiste d'un pays donné pouvait réussir à empêcher sa bourgeoisie de mener une guerre, alors que celui d'un autre pays

ne le pourrait pas ? « L'ennemi principal », dit-on, « se trouve dans son propre pays », mais cela n'empêche pas ce pays, rendu éventuellement sans défense par son opposition socialiste, d'être attaqué par un ennemi extérieur. C'est parce qu'ils se rendaient compte que la route vers le socialisme est semée d'embûches résultant du développement inégal du capitalisme et se traduisant par un développement inégal de la conscience de classe de la population laborieuse que Marx et Engels en vinrent à se prononcer en faveur de tel ou tel pays dans tel ou tel conflit impérialiste, choisissant celui qui présentait les plus grandes promesses pour un avenir socialiste. Ils ne pouvaient envisager un développement capitaliste sans guerres nationales et ils n'hésitèrent pas à énoncer leurs préférences. Le pacifisme n'est pas une tradition marxiste. C'est pourquoi il ne fut pas trop difficile, pour les socialistes, de rationaliser leur acceptation de la guerre et même d'invoquer les noms de Marx et d'Engels pour la justifier.

Bien qu'en apparence tout le monde fût d'accord pour considérer qu'à l'époque impérialiste, toute guerre est une guerre de conquêtes, les socialistes purent néanmoins affirmer que celles-ci pouvaient, par nature, être défensives, dans la mesure où elles évitaient la destruction de nations plus progressistes par d'autres moins avancées socialement, destruction qui serait une défaite pour le socialisme en général. Ce genre d'argument servit à la majorité des socialistes des nations en guerre pour justifier mollement leur participation au conflit : chaque organisation prétendait défendre sa situation plus avancée, face à l'arriération du pays ennemi. On prétendait, là, que c'était la barbarie de l'adversaire autocrate russe qui exigeait que l'on défendît une nation cultivée comme l'Allemagne, et, ici, que c'était le militarisme agressif et barbare d'une Allemagne encore semi-féodale qui justifiait la défense de nations plus démocratiques, comme l'Angleterre et la France. Mais ces rationalisations ne faisaient que masquer une incapacité bien réelle, tout autant qu'une absence de volonté, de s'opposer à la guerre capitaliste par la seule manière efficace : l'action révolutionnaire. Le mouvement ouvrier international n'était plus, ou pas encore, un mouvement révolutionnaire. C'était un mouvement qui se satisfaisait pleinement

des réformes sociales et qui, pour cette raison, était toléré par une bourgeoisie encore capable d'accorder des concessions sans perte pour elle-même. On adopta bien des résolutions contre la guerre au congrès de l'Internationale, mais c'était siffler dans la nuit, et elles étaient rédigées de façon suffisamment obscure pour être sans obligation pratique.

En 1909, Upton Sinclair, dans l'ardeur première de sa conversion au socialisme, écrivit un manifeste appelant les ouvriers d'Europe et des États-Unis à se rendre compte des périls de la guerre qui venait, les exhortant à s'engager contre cette calamité, en menaçant de faire la grève générale dans tous les pays. Il envoya son texte à Karl Kautsky, demandant qu'il soit publié dans la presse socialiste. Voici la réponse de Kautsky :

J'ai lu votre manifeste contre la guerre avec grand intérêt et force sympathie. Néanmoins je ne peux le publier et vous ne trouverez personne en Allemagne, Autriche ou Russie qui oserait publier votre appel. Celui qui le ferait serait immédiatement arrêté et condamné à plusieurs années de prison pour haute trahison [...] En publiant votre manifeste, nous tromperions nos camarades en leur promettant plus que ce que nous saurions faire. Personne en Allemagne, même pas les socialistes les plus révolutionnaires, ne pense s'opposer à la guerre par l'insurrection et la grève générale. Nous sommes trop faibles pour cela [...] J'espère qu'après la guerre, après la débâcle du gouvernement, nous pourrions être assez forts pour conquérir le pouvoir politique [...] Ce n'est pas là une opinion purement personnelle, sur ce point tout le Parti sans exception est unanime [...] Vous pouvez être certain que jamais ne viendra le jour où les socialistes allemands demanderont à ceux qui les suivent de prendre les armes pour la patrie. Ce que Bebel a annoncé n'arrivera jamais car il n'y a aujourd'hui aucun ennemi qui menace l'indépendance de la patrie. S'il y avait une guerre aujourd'hui, ce ne serait pas une guerre de défense de la patrie, ce serait une guerre visant des buts impérialistes et une telle guerre rencontrerait l'opposition déterminée de tout le Parti socialiste en Allemagne. Voilà ce que nous pouvons promettre.

Mais nous ne pouvons aller jusqu'à promettre que cette opposition prendra la forme d'une insurrection ou d'une grève générale si cela devient

nécessaire et nous ne pouvons non plus promettre que notre opposition sera assez forte pour empêcher la guerre. Il serait pire qu'inutile de promettre ce que nous ne pouvons tenir.³

Le pessimisme de Kautsky sur la possibilité d'empêcher la guerre fut entièrement justifié par la suite des événements; en revanche son affirmation optimiste sur l'attitude antiguerre du mouvement ouvrier allemand fut complètement démentie. D'ailleurs ce ne fut pas le cas de la seule Allemagne: la même chose se produisit, avec quelques légères variantes, dans toutes les nations belligérantes. Sans doute y eut-il des exceptions, mais la règle générale fut que lors du déclenchement de la guerre, la plus grande partie des membres des mouvements ouvriers organisés, comme d'ailleurs de la classe ouvrière elle-même, se retrouva non seulement prête à soutenir la guerre impérialiste, mais à y mettre un tel enthousiasme que Kautsky dut se résigner à admettre que «l'Internationale était un instrument de temps de paix qui ne pourrait fonctionner en temps de guerre». Autant il avait été facile de discuter, avant, de la prévention de la guerre, autant il se montra difficile d'agir contre elle lorsqu'elle éclata. Le fait accompli⁴ imposé par la classe dominante suffit à créer des conditions qui détruisirent en une nuit un mouvement international qui avait tenté, pendant des décennies, de surmonter le nationalisme bourgeois par le développement de la conscience de classe prolétarienne et l'internationalisme. Paraphrasant un ancien slogan de la nation française, Marx dit un jour: «Le prolétariat est révolutionnaire ou il n'est rien». En 1914, il n'était visiblement rien. Il se préparait à donner sa vie pour les conceptions impérialistes de la bourgeoisie. L'idéologie socialiste n'avait pénétré que superficiellement: elle se montra incapable de résister aux assauts concertés de l'idéologie bourgeoise ordinaire qui identifie les intérêts nationaux aux intérêts généraux. La classe ouvrière dans son ensemble se mit à la disposition des classes dominantes, acceptant leurs buts de guerre, tout comme elle acceptait sa

3. U. SINCLAIR, *My Lifetime in Letters* (Ma vie par ma correspondance), Columbia Mo, University of Missouri Press, 1960, p. 75-6.

4. En français dans le texte [NdT].

position de classe dominée en temps de paix. La réalité capitaliste pèse plus lourd qu'une idéologie socialiste qui, alors, ne représentait aucune force sociale réelle, tout au plus potentielle. Il est peut-être difficile de comprendre la force unificatrice de l'idéologie bourgeoise et son emprise sur les masses, mais cette difficulté est sans effet sur la force de l'idéologie traditionnelle. Le plus étonnant fut la rapidité avec laquelle le mouvement socialiste succomba aux exigences de la guerre impérialiste, cessant du même coup d'être un mouvement socialiste. C'était comme s'il n'y avait jamais eu de mouvement socialiste, mais simplement un semblant de mouvement, sans intention réelle d'agir selon ses convictions.

On a, pour des raisons de propagande, qualifié l'effondrement du mouvement socialiste de la II^e Internationale de trahison des principes de la classe ouvrière. Cette manière de faire est un recours à l'idéalisme qui nie la conception matérialiste de l'Histoire. En réalité, et nous l'avons déjà observé plus haut, les changements que le mouvement socialiste avait subis avec le développement capitaliste général avaient, depuis longtemps, relégué tous les principes de son programme à la sphère purement idéologique, où ils perdirent tout lien avec le comportement opportuniste du mouvement. Ce mouvement, avec son pragmatisme opportuniste, n'avait pas de principes à trahir: simplement il ajustait ses actes aux possibilités dans le cadre du capitalisme. Il ne fait aucun doute que les sentiments antiguerre que l'on étalait lors de congrès internationaux ou même dans chaque nation correspondaient à des convictions réelles et que le désir d'une paix perpétuelle était authentique, ne serait-ce que parce que l'on craignait que la guerre n'entraînât la ruine du mouvement socialiste, l'État bourgeois pouvant réprimer l'opposition interne pour mener sa guerre plus efficacement. Ne pas s'opposer à la guerre parut donc une manière d'assurer à la fois la sécurité des personnes et celle des organisations. Mais tout cela n'explique pas, à soi seul, l'empressement avec lequel les partis socialistes offrirent leurs services à l'effort de guerre, ni leur espoir de la victoire. Derrière se trouve le fait que ces organisations étaient devenues des institutions bureaucratiques énormes, ayant

des intérêts propres, investis dans le système capitaliste et l'État national. Cette évolution avait, en retour, modifié et le mode de vie et les perspectives de ceux qui occupaient les postes bureaucratiques dans les organisations ouvrières. Si, autrefois, ils avaient été des prolétaires conscients de leurs intérêts de classe, ils avaient cessé de l'être. Ils se sentaient membres de la classe moyenne et changeaient de mœurs et d'habitudes, conformément à leur nouvel état. Séparés de la classe ouvrière proprement dite, habitués à une routine confortable, ils ne voulaient, ni ne pouvaient conduire ceux qui les suivaient à agir sérieusement contre la guerre. Même leurs inoffensives exhortations en faveur de la paix cessèrent brusquement avec la déclaration de guerre.

Il y eut, bien entendu, mais en minorité, des membres des directions, des adhérents de la base et des ouvriers qui ne furent pas atteints par l'hystérie guerrière qui s'empara des masses. Ils ne purent trouver aucun moyen pour transformer leur fermeté en actions significatives. La guerre était devenue une réalité et des socialistes internationalistes parmi les plus cohérents, comme Keir Hardie du *British Independent Labour Party* (parti ouvrier indépendant britannique), se sentirent forcés d'admettre que « lorsque les gars sont partis livrer les batailles de leur pays, on ne peut les démoraliser par des dissensions à l'arrière⁵ ». Socialistes et non-socialistes se retrouvant dans les mêmes tranchées face à l'ennemi, il semblait tout simplement raisonnable de s'associer au soutien des « gars » et de leur fournir l'essentiel pour gagner la guerre. Bref, la guerre contre l'ennemi extérieur exigeait la fin de la lutte de classe à l'intérieur.

Le triomphe de la bourgeoisie fut aussi absolu que général. Bien entendu, la minorité qui restait fidèle aux principes socialistes commença immédiatement, fût-ce clandestinement, à organiser une opposition à la guerre et à reconstruire le mouvement socialiste international. Mais il fallut des années avant que ces efforts se traduisent par des résultats d'une quelconque efficacité, d'abord dans la classe ouvrière puis dans la population dans son ensemble.

5. W.T. RODGERS et B. DONOUGHUE, *The People into Parliament* (Le peuple au parlement), New York, Viking, 1966, p. 73.

LES LIMITES DE LA RÉFORME

Aussi réformable que puisse se montrer le capitalisme, une chose ne peut être altérée: les rapports de salaire et de profit, sans que ce système soit éliminé du même coup. Les époques de réforme sont des époques d'expansion capitaliste spontanée, reposant sur une croissance disproportionnée mais simultanée des salaires et des profits. Ce sont donc des temps où les concessions accordées à la classe ouvrière sont plus tolérables pour la bourgeoisie que les perturbations de la lutte des classes qui, sans elles, accompagneraient le développement capitaliste. En tant que classe, la bourgeoisie n'est pas particulièrement en faveur de salaires réduits au minimum ni de conditions de travail intolérables, même si chaque capitaliste individuel, pour qui le travail est un coût de production, cherche à réduire le plus possible la dépense correspondante. Il ne fait aucun doute que la bourgeoisie préfère une classe ouvrière satisfaite à une classe ouvrière mécontente et la stabilité sociale à l'instabilité. De fait, elle estime que c'est elle-même qui amène l'amélioration générale du niveau de vie et que cela justifie son règne de classe. Bien sûr, il n'est pas question de pousser trop loin le bien-être relatif de la population laborieuse, car celle-ci doit être maintenue dans la dépendance totale d'un travail salarié ininterrompu. Mais, dans cette limite, la bourgeoisie n'a aucun penchant subjectif à réduire les ouvriers à un niveau d'existence extrêmement bas, même si cela pourrait être objectivement possible en recourant à des moyens de répression appropriée. De même que les penchants et les actes de la classe ouvrière sont déterminés par leur dépendance du travail salarié, de même, ceux de la bourgeoisie ont leurs racines dans la nécessité de faire des profits et d'accumuler du capital. Tout cela est parfaitement indépendant des diverses tendances idéologiques et psychologiques de cette classe.

Les réformes limitées qui sont possibles dans le système capitaliste s'intègrent dans les conditions habituelles de ceux qui en bénéficient:

on ne peut donc revenir dessus facilement. Si le taux d'accumulation est bas, elles deviennent des obstacles à la production de profit, mais, pour les surmonter, il faut une augmentation de l'exploitation du travail. Par ailleurs, dans les périodes de dépression aussi, il faut procéder à certaines réformes, ne serait-ce que pour répondre à la menace de soulèvements sérieux. Ces mesures une fois prises tendent tout autant à se perpétuer et doivent, ici encore, être compensées par une croissance correspondante de la productivité du travail. Il y a, bien sûr, des tentatives de rogner ce qui a été gagné par la voie de la législation sociale et de rabaisser les niveaux de vie améliorés, le tout afin de restaurer la rentabilité nécessaire pour le capital. Pourtant, certains des gains obtenus demeurent, tant dans les périodes de dépression que de prospérité et il en résulte une amélioration générale de la condition ouvrière au cours du temps.

Les ouvriers doivent vivre au jour le jour et il n'est jamais facile de faire grève pour une augmentation de salaire et une amélioration des conditions de travail. Ce sont seulement les provocations les plus grossières de leurs employeurs qui les conduisent à l'action, moindre mal face à une misère absolue. Sachant parfaitement que les ouvriers dépendent de leur salaire quotidien, la bourgeoisie répondit à leurs rébellions par des lock-out, moyen parfaitement efficace pour imposer la volonté des employeurs. Les profits perdus peuvent être regagnés, pas les salaires. Toutefois la création de syndicats et la collection de fonds de grève changèrent quelque peu cette situation en faveur des ouvriers, même si elles n'ont pas toujours suffi à vaincre leur répugnance à recourir à l'arme de la grève. De leur côté, les capitalistes virent leur détermination à résister aux demandes des ouvriers décliner avec l'augmentation des pertes de profits affectant un capital élargi mais inutilisé. De plus, faire des concessions aux ouvriers pourrait se montrer plus profitable que de les leur refuser, dès lors que la productivité peut être accrue de manière suffisante. L'élimination progressive de la concurrence au couteau, résultant de la croissance de la monopolisation de la production capitaliste et de son organisation en général, imposa aussi une régulation du marché du travail. Les négociations collectives sur les salaires et

les conditions de travail éliminèrent jusqu'à un certain point les éléments de spontanéité et d'incertitude dans l'affrontement capital-travail. L'auto-affirmation sporadique des ouvriers céda la place à une confrontation plus ordonnée, à une plus grande « rationalité » dans les rapports capital-travail. Les représentants syndicaux des ouvriers se transformèrent en gestionnaires du marché du travail, tout comme leurs représentants politiques en défenseurs de leurs intérêts sociaux à long terme dans les parlements de la démocratie bourgeoise.

Lentement, mais sans pause, le contrôle des organisations de la classe ouvrière échappa à la base et passa aux mains de dirigeants professionnels dont le pouvoir s'appuyait sur une structure organisationnelle hiérarchique et bureaucratique qui, à moins d'être complètement détruite, ne pouvait plus être conduite par ses membres. Pour que les ouvriers acceptassent cet état de choses, il fallait, bien entendu, que « leur » organisation leur procure quelque bénéfice tangible que l'on attribuait de suite à la croissance de la puissance de l'organisation et au développement de cette structure particulière. La direction centralisée déterminait maintenant le caractère de la lutte de classe qui était devenu un combat pour les salaires, ne mettant en avant que des buts politiques limités, ayant quelque chance d'être accessibles dans les limites du capitalisme.

Les différences de niveau du développement de la production du capital selon les pays, comme les différences entre les taux d'expansion des diverses industries d'un pays donné, se reflétaient dans l'hétérogénéité des niveaux de salaire et des conditions de travail. Il en résultait une stratification de la classe ouvrière, favorisant certains intérêts de groupe aux dépens des intérêts de classe prolétariens. Mais on admettant que ces derniers seraient pris en charge par les politiques socialistes. Là où ces politiques n'étaient pas pour le moment possibles, soit que la bourgeoisie ait déjà occupé tout l'espace politique en contrôlant complètement la machinerie d'État comme dans les pays anglo-saxons, soit que des régimes autocratiques interdisent toute participation au domaine politique comme dans les pays de l'Est sous-développés du point

de vue capitaliste, il n'y eut que la lutte économique. Tout cela, bien qu'unifiant certaines couches de la classe ouvrière, divisait cette classe et gênait le développement de la conscience de classe prolétarienne.

Cette rupture de l'unité potentielle de la classe ouvrière provenant des différences de salaires, que ce soit au niveau national ou international, n'a pas été le résultat d'une application consciente du vieux principe de diviser pour régner, et assurer ainsi la domination d'une bourgeoisie minoritaire. Ce fut la conséquence du jeu de l'offre et de la demande dans les relations de marché, déterminé par le cours de la production sociale comme de l'accumulation du capital. Les professions privilégiées par cette évolution essayèrent de maintenir leurs prérogatives en instituant des monopoles restreignant l'offre de travail dans certains métiers au détriment de l'adversaire capitaliste, mais aussi de la grande masse des travailleurs non qualifiés, qui sont soumis à une concurrence plus forte. Les syndicats professionnels, d'abord considérés comme des instruments de développement de la conscience de classe, se révélèrent des organisations uniquement préoccupées de la défense d'intérêts particuliers, tels que les définit la division capitaliste du travail, avec ses effets sur le marché du travail. Au bout d'un certain temps, ces organisations professionnelles furent supplantées par les syndicats industriels, regroupant un certain nombre de métiers ainsi que des travailleurs qualifiés et non qualifiés, mais ceux-ci ne firent que reproduire les aspirations strictement économiques des membres des syndicats professionnels, quoique sur une base organisationnelle élargie.

En plus des différences de salaire qui sont une caractéristique générale du système, des firmes individuelles et des branches d'industrie ont largement cultivé (et cultivent toujours) la discrimination salariale, pour essayer de briser l'homogénéité de leur force de travail et sa capacité d'agir de façon concertée. Cette discrimination peut reposer sur le sexe, la race ou la nationalité, selon les particularités du marché du travail existant. On joue ainsi sur les préjugés persistants, associés à l'idéologie dominante, pour miner la solidarité ouvrière et, avec elle, les positions de force dans les négociations. En principe

peu importe, pour les capitalistes, la race ou la nationalité à laquelle appartient leur force de travail tant que sa qualification et son ardeur naturelle au travail ne tombe pas au-dessous de la moyenne. Mais, en pratique, une force de travail « mixte », avec des salaires inégaux ou même égaux, voit naître en son sein des antagonismes raciaux et nationaux, ou s'accroître ceux qui existent déjà, ce qui gêne le développement de sa conscience de classe. Par exemple, en réservant les métiers les mieux payés ou les tâches les moins infectes à une race ou à une nationalité favorisées, on distingue un groupe de travailleurs d'un autre au détriment des deux. De même que la concurrence pour les postes de travail, la discrimination réduit le niveau général des salaires et accroît la profitabilité du capital. Son utilisation est vieille comme le capitalisme. L'histoire du travail, c'est aussi l'histoire de la concurrence et de la discrimination au sein de la classe ouvrière qui divisent les travailleurs irlandais face aux britanniques, algériens face aux français, noirs face aux blancs, nouveaux immigrants face aux anciens, etc. Une situation quasi universelle.

Tout en étant une conséquence du nationalisme et du racisme bourgeois qui prévalent en réponse aux impératifs de l'impérialisme, cet état de fait s'impose à la classe ouvrière, non seulement par l'idéologie, mais aussi par la concurrence sur le marché du travail. Il renforce les éléments de division au détriment des éléments unificateurs de la lutte de classe et contrebalance les conséquences révolutionnaires de la conscience de classe prolétarienne. De toute façon, il transporte la stratification sociale du capitalisme dans la classe ouvrière. Les luttes économiques et les organisations de cette classe sont conçues en faveur de groupes particuliers d'ouvriers, sans tenir compte des intérêts généraux de la classe et la confrontation entre capital et travail reste nécessairement dans le cadre des rapports de marché et de prix.

Les différences de salaire importantes se traduisent par des différences de niveau de vie. C'est par ce dernier, et non par le travail qu'ils effectuent, que les travailleurs préfèrent affirmer leur statut dans la société capitaliste. S'ils peuvent se permettre d'adopter le

mode de vie de la petite bourgeoisie, ou de s'en approcher, ils ont tendance à se sentir plus apparentés à cette classe qu'à la classe ouvrière. Tandis que cette dernière ne peut échapper à sa position de classe qu'avec l'élimination de toutes les classes, certains ouvriers tenteront de rompre avec leur propre classe et d'entrer dans une autre, ou d'adopter le mode de vie de la classe moyenne. Dans un capitalisme en expansion, certains individus voient s'ouvrir quelques possibilités d'ascension sociale, tandis que d'autres, issus de la classe dominante ou de la classe moyenne, sombrent dans le prolétariat. Ces mouvements d'individus n'affectent en rien la structure sociale de classes: ils entretiennent simplement l'illusion de l'égalité des chances, argument qui peut être utilisé contre les critiques qui prétendent que la structure de classes de la production capitaliste reste immuable.

Dans les périodes de prospérité et à cause de l'accroissement du nombre de familles comptant plus d'un salaire, les travailleurs les mieux payés peuvent économiser une partie de leurs revenus et toucher, en plus de leurs salaires payant leur travail, des intérêts. De là découle l'illusion que la distribution du revenu national cesse progressivement d'être déterminée par la structure de classes: des ouvriers n'y participent-ils pas non seulement comme salariés mais aussi comme bénéficiaires d'intérêts venus de la plus-value, voire de dividendes des actions qu'ils possèdent? Quel qu'en soit le résultat sur la conscience de classe des favorisés, ce phénomène est sans signification sociale car il ne touche pas la relation fondamentale entre valeur et plus-value, entre salaires et profits. Il traduit seulement le fait que certains ouvriers obtiennent un élargissement de leurs revenus à partir du profit et des intérêts produits par la classe ouvrière dans son ensemble. Bien qu'il puisse jouer sur la distribution des revenus entre ouvriers, accentuant des différences de salaires déjà existantes, il n'affecte en aucune manière la division sociale entre salaires et profits, telle qu'elle est représentée par le taux d'exploitation et l'accumulation du capital. Le taux de profit reste le même, indépendamment de la part de profit qui peut échouer à certains ouvriers qui ont réussi à faire des économies. Le

nombre de parts détenues par des ouvriers est inconnu, mais à en juger par le nombre de porteurs de parts dans chaque pays et par le taux moyen des salaires payés, il ne peut être que négligeable. Les intérêts, partis du profit, rapportés par les économies de certains ouvriers, sont compensés par les emprunts que d'autres font. Ainsi, les intérêts, à la fois, augmentent et diminuent les salaires. Avec la grande extension du crédit à la consommation, il est tout à fait vraisemblable que les intérêts reçus par certains sont, au total, plus que compensés par les intérêts payés par d'autres.

La classe ouvrière n'est donc pas homogène en ce qui concerne les revenus et ne le redevient que par sa position dans les rapports sociaux de productions. C'est pourquoi les ouvriers salariés sont enclins à porter plus d'attention à leurs besoins économiques immédiats et aux occasions qui leur sont offertes qu'aux rapports de production eux-mêmes, d'autant plus que ceux-ci apparaissent inébranlables dans un capitalisme en expansion. Leurs intérêts économiques comprennent, bien entendu, non seulement les privilèges dont jouissent des couches particulières de leur classe, mais aussi le besoin généralisé pour la grande masse des travailleurs, de maintenir ou d'élever leur niveau de vie. Or l'élévation des salaires ou l'amélioration des conditions de travail demande un accroissement de l'exploitation ou une réduction de la valeur de la force de travail. Cela assure le renouvellement de la lutte de classe au sein du processus d'accumulation. C'est la possibilité objective de ce dernier qui disqualifie la lutte économique des ouvriers comme moyen de développement de la conscience de classe révolutionnaire. Il n'y a aucune preuve que les luttes des travailleurs pendant les cent dernières années aient débouché sur une radicalisation révolutionnaire de la classe ouvrière au sens d'une volonté affirmée d'en finir avec le système capitaliste. Le type de grèves varie, dans chaque nation capitaliste, avec le cycle des affaires, ce qui revient à dire que le nombre de grèves et le nombre d'ouvriers qui y participent décroissent en période de dépression et augmentent lorsque l'activité économique a tendance à grimper. C'est la présence de l'accumulation du capital, et non son absence,

qui déclenche la combativité des ouvriers dans une lutte pour les salaires et celle de leurs organisations.

Bien évidemment, si l'économie connaît une tendance sérieuse à la baisse qui réduit le nombre total d'ouvriers, il en résultera aussi une réduction du nombre d'heures de travail perdues par fait de grève ou par lock-out. Mais cela ne provient pas seulement du nombre plus faible d'ouvriers employés mais aussi de ce que ceux-ci renâclent davantage à se mettre en grève, quoique les conditions qu'ils subissent aillent se détériorant. De même les syndicats, professionnels ou industriels, déclinent, non seulement parce que le chômage s'accroît, mais aussi parce que ces organisations sont moins capables voire tout à fait incapables d'obtenir pour les ouvriers des avantages, ce qui assurerait leur existence. Dans les périodes de dépression, la confrontation continuée entre travail et capital n'a pas plus conduit à une radicalisation politique de la classe ouvrière que dans les périodes de prospérité, mais plutôt à une accentuation de la recherche de meilleurs compromis au sein du système capitaliste. Les chômeurs y ont réclamé le « droit au travail » et non l'abolition du travail salarié. Quant à ceux qui avaient conservé un emploi, ils ont bien voulu accepter quelques sacrifices pour mettre fin au déclin du capitalisme. La rhétorique des organisations existantes, ou nouvellement créées, est alors, sans doute, devenue plus menaçante, mais les revendications concrètes, réalisables ou non, ont été celles d'un meilleur fonctionnement du système non de son abolition.

De plus, toute grève est, soit une affaire localisée concernant un nombre limité de travailleurs, soit une lutte plus vaste, étendue à toute une branche d'industrie et mobilisant un grand nombre d'ouvriers dans des lieux différents. Mais, dans un cas comme dans l'autre, il ne s'agit que d'intérêts particuliers et temporaires de petites fractions de la classe ouvrière. Rares sont les cas où la société dans son ensemble est affectée de manière importante. Toute grève doit avoir une fin, se terminant par la défaite de l'un ou l'autre bord, ou par un compromis acceptable par les deux. Dans tous les cas, elle doit laisser l'entreprise capitaliste dans un

état tel qu'elle puisse être suffisamment rentable pour produire et s'étendre. Une grève qui conduirait à la banqueroute d'une firme capitaliste serait tout autant une défaite pour les ouvriers, car les buts visés par ceux-ci présupposent le maintien en place de leurs employeurs. L'arme de la grève est, en tant que telle, une arme réformiste: elle ne peut devenir un instrument révolutionnaire que si elle se généralise et s'étend à toute la société. C'est pour cette raison que le syndicalisme révolutionnaire prônait la grève générale comme levier pour renverser la société capitaliste. C'est pour la même raison que le mouvement réformiste s'y oppose, sauf comme arme politique extraordinaire et bien contrôlée pour sauvegarder sa propre existence¹. La seule grève générale, étendue à tout un pays et couronnée de succès, fut peut-être celle à laquelle appela le gouvernement allemand lui-même pour défaire le putsch réactionnaire de Kapp en 1920.

À moins de se transformer en guerre civile et en lutte pour le pouvoir politique, une grève de masse doit se terminer, que les revendications des ouvriers soient satisfaites ou non. Mais on escomptait, bien sûr, que ces grèves, créant des situations critiques

1. Dans son livre *In Place of Fear* (Au lieu de la peur), New York, 1952, pp. 21-39 Aneurin Bevan, rapporte qu'en 1919 les *trade-unions* britanniques menacèrent de déclencher une grève générale nationale et que le Premier ministre d'alors, David Lloyd George, dit aux dirigeants ouvriers qu'ils devaient avoir pleine conscience des conséquences d'une telle action; « Si, déclara-t-il, une force se lève au sein de l'État qui devient plus forte que l'État lui-même, elle doit être prête à assurer les fonctions de l'État, ou bien elle doit s'effacer et accepter l'autorité de l'État. » Comme le reconnut un des dirigeants ouvriers: à partir de ce moment, « nous étions battus, et nous le savions ». Bevan ajoute qu'après cet événement « la grève générale de 1926 a été réellement une retombée. Les dirigeants n'avaient pas, en 1926, estimé les conséquences révolutionnaires d'une action directe d'une telle envergure. Et ils n'étaient guère désireux de le faire [...] Ce n'est pas tant la force de coercition de l'État qui restreignit l'usage total de la force industrielle des ouvriers [...] Les ouvriers et leurs dirigeants s'arrêtèrent même lorsque leur force devint plus grande que celle de l'État [...] L'occasion de prendre le pouvoir ne suffit pas lorsque la volonté de s'en saisir fait défaut, et cette volonté dépend de l'attitude traditionnelle des gens face aux institutions politiques qui sont une partie de leur héritage historique ». Cela peut bien être le cas, mais en réalité, ici, ce n'est pas l'attitude des ouvriers face à leur héritage historique mais plutôt leur soumission à leurs propres organisations et à leurs dirigeants qui permit à ces derniers d'annuler l'ordre de grève générale, effrayés qu'ils étaient des soulèvements révolutionnaires qui pourraient en résulter, à cause de l'apparente détermination irrévocable du gouvernement prêt à y mettre fin par la force.

et entraînant des réactions du capital et de son État, conduiraient les ouvriers à se rendre compte de plus en plus de l'antagonisme insurmontable entre travail et capital, et les rendraient ainsi de plus en plus réceptifs à l'idée socialiste. Ce n'était pas une hypothèse déraisonnable, simplement elle ne fut pas confirmée par le déroulement réel des événements. Sans aucun doute, l'agitation déclenchée par la grève amène avec elle une conscience plus aiguë de ce que signifie la société de classes et de ce qu'est nature de l'exploitation. Mais cela, en soi, ne change pas la réalité. La situation exceptionnelle dégénère de nouveau dans la routine de la vie quotidienne avec ses nécessités immédiates. La conscience de classe hier éveillée se transforme de nouveau en apathie et en soumission à l'état de choses.

La lutte des classes implique tout autant la bourgeoisie que les ouvriers. Il ne suffit donc pas de considérer seulement ces derniers et l'évolution de leur conscience. L'idéologie bourgeoise régnante est reformulée et grandement modifiée pour réagir à tout changement notable dans l'attitude et les aspirations de la classe ouvrière. Hier, la bourgeoisie étalait son mépris pour la population laborieuse, elle l'a abandonné depuis, affichant apparemment un intérêt pour le bien-être de cette population et « appréciant » sa contribution à la « qualité de la vie sociale ». Elle fait des concessions mineures sans attendre qu'elles lui soient imposées par des actions indépendantes de la classe ouvrière. On présente la collaboration comme bénéficiant à toutes les classes sociales et comme ouvrant la voie à des rapports sociaux harmonieux. Finalement, la lutte de classes elle-même tourne au profit du capitalisme grâce aux réformes imposées à la classe dominante et à l'idée qu'elles font naître d'une possible transformation interne de la société capitaliste.

La plus importante de toutes les réformes du capitalisme, fut, bien sûr, l'ascension du mouvement ouvrier. L'extension continue du droit de vote, accordé finalement à toute la population adulte, la légalisation et la protection du syndicalisme intégrèrent le mouvement ouvrier dans la structure du marché et dans les institutions politiques de la société bourgeoise. Le mouvement devenait partie intégrante du système, au moins autant que celui-ci durerait et il

semblait pouvoir durer justement parce qu'il se montrait capable d'atténuer les contradictions par des réformes. Par ailleurs, ces réformes présupposaient des conditions économiques stables et un développement dans l'ordre, résultant d'une organisation croissante dont les réformes étaient justement une part. La théorie marxienne avait, bien entendu, nié qu'un tel état de choses fût possible. Justifier une politique réformiste conséquente exigeait donc l'abandon de cette théorie. Les révisionnistes du mouvement ouvrier parvinrent à se convaincre que, contrairement à ce que disait Marx, l'économie n'avait aucune tendance intrinsèque à l'effondrement. Au contraire, ceux qui défendaient toujours la théorie marxienne insistaient sur les limites objectives du système. Mais, vis-à-vis de la situation immédiate, ces derniers n'avaient pas non plus d'autre choix que de lutter pour des réformes politiques et économiques. Ils différaient toutefois des révisionnistes dans leur hypothèse que la lutte pour les réformes, à cause des limites objectives du capitalisme, prendrait des significations différentes à des époques différentes. Selon leur point de vue, on pouvait mener la lutte classe au Parlement comme dans la rue, non seulement avec l'aide des partis politiques et des syndicats mais aussi avec celle des travailleurs inorganisés. Légalement, on avait pu prendre pied dans la démocratie bourgeoise, mais il fallait que cette plate-forme fût renforcée par l'action directe des masses luttant pour leurs salaires, les activités parlementaires soutenant ces efforts. Tout cela n'aurait certainement pas de conséquence révolutionnaire en période de prospérité, mais il en irait autrement dans des situations de crise, surtout pour un capitalisme sur le déclin. Et comme les limites du capitalisme sont dans le système lui-même, la lutte pour les réformes se transformerait en lutte révolutionnaire dès que la bourgeoisie cesserait d'être capable de faire des concessions à la classe ouvrière.

Pas plus que les capitalistes qui ne sont pas, à quelques exceptions près, des économistes mais des hommes d'affaires, les ouvriers ne s'intéressent pas à la théorie économique. Sans chercher à savoir si le capitalisme est destiné ou non à s'écrouler, ils doivent répondre à leurs besoins immédiats et recourir à la lutte pour les salaires, soit

pour maintenir, soit pour améliorer leur niveau de vie. Lorsqu'ils sont convaincus du déclin et de la chute du capitalisme, c'est qu'ils ont déjà adhéré à l'idéologie socialiste, même s'ils ne sont pas capables de démontrer « scientifiquement » la validité de leur point de vue. Car il est difficile d'imaginer qu'un système aussi asocial que le capitalisme puisse durer longtemps, à moins, bien sûr, d'être complètement indifférent aux conditions chaotiques de la production et à la corruption totale qui y règne. Or une telle indifférence n'est qu'une autre forme de l'individualisme bourgeois. Il ne s'agit pas seulement d'idéologie, mais des conditions créées par les rapports sociaux qui prennent la forme de relations de marché. Bien qu'envoûtés par cette situation, les ouvriers ne sont pas pour autant dispensés de la lutte de classes, même si celle-ci est, à certaines époques, menée seulement par l'autre bord qui réprime violemment toute action indépendante de la classe ouvrière.

Jusqu'à aujourd'hui le réformisme n'a nulle part mené à une évolution transformant le capitalisme en un système social plus acceptable, ni non plus à des révolutions, et encore moins au socialisme. D'autre part, il se peut que des révolutions politiques soient nécessaires pour réaliser quelques réformes sociales. L'histoire récente fournit de nombreux exemples de révolutions politiques qui s'achevèrent par le renversement, dans certains pays, de structures gouvernementales méprisées, sans qu'en soient affectés les rapports de production. De tels soulèvements révolutionnaires, dans la mesure où ils ne sont pas de simples révolutions de palais, remplaçant un régime dictatorial par un autre, visent des changements institutionnels et, par conséquent, des réformes économiques. Mais ces révolutions politiques sont la précondition de toute forme d'activité réformiste et non le résultat de celle-ci. Ce ne sont pas des révolutions socialistes au sens marxien, même si, au premier chef, elles sont commencées et menées par les classes laborieuses, mais des activités réformistes conduites par des moyens plus directement politiques.

La possibilité d'un changement révolutionnaire ne peut être mise en doute, car il y a eu des révolutions politiques qui ont

modifié les rapports sociaux de production et remplacé le règne d'une classe par celui d'une autre. Les révolutions bourgeoises ont assuré le triomphe de la classe moyenne et mis en place le mode capitaliste de production. Une révolution prolétarienne, c'est-à-dire une révolution mettant fin aux rapports de classes dans le processus social de production, n'a pas encore eu lieu, même si des tentatives en ont été faites, dans et hors du cadre de la politique bourgeoise. La réforme sociale est un substitut à la révolution sociale et cette dernière peut se perdre dans les méandres de simples réformes du capitalisme ou ne déboucher sur rien. La révolution prolétarienne au contraire, ne peut que gagner ou perdre. Elle ne peut accepter aucun compromis entre classes car sa fonction est d'éliminer tous les rapports sociaux de classes. C'est pourquoi elle trouvera toutes les classes sociales, à l'exception du prolétariat, regroupées contre elle, et n'aura aucun allié dans sa tentative d'atteindre les buts socialistes. C'est ce caractère particulier de la révolution prolétarienne qui rend compte des difficultés exceptionnelles qu'elle trouve sur sa route.

LA RÉVOLUTION SELON LÉNINE

Tous ceux qui, dans le mouvement révolutionnaire, voyaient les choses sous l'angle de la révolution prolétarienne, furent bien obligés de prendre les faits que nous venons de discuter, en considération. Selon leur conception, la révolution ne serait pas le résultat d'une croissance graduelle de la conscience prolétarienne, trouvant son expression dans l'augmentation de puissance des organisations de la classe ouvrière et dans la prise « légale » de l'appareil d'État bourgeois. Elle serait au contraire le résultat de l'autodestruction du capitalisme, celle-ci ne laissant d'autre choix à la classe ouvrière que de résoudre ses propres problèmes par la révolution, par un changement de la structure sociale. Contrairement à ce qui se passe pour les intérêts des autres classes, ce choix ne pouvait être que le fait de la seule classe ouvrière. Il ne pouvait que conduire à la dictature du prolétariat, condition préalable à sa réalisation.

En d'autres termes, le changement de l'idéologie de la classe ouvrière qui, à l'ordinaire, n'est en général qu'un reflet de l'idéologie bourgeoise, résulterait du déclin du capitalisme et de son effacement. L'émiettement de la confiance en soi de la bourgeoisie et de sa conscience de classe viendrait de la décomposition insurmontable de sa base économique et, par conséquent, de son pouvoir politique: sa mainmise idéologique sur la population laborieuse serait brisée du même coup. Toutefois, il n'était pas question d'attendre passivement la catastrophe économique et politique escomptée de la société bourgeoise. Il fallait se préparer à cette éventualité en organisant cette partie du prolétariat possédant déjà la conscience révolutionnaire. Plus cette organisation serait importante et moins il serait difficile d'instiller ses propres idées dans les esprits de masses en rébellion et, ainsi, de les aider dans leurs réactions au capitalisme en désintégration. Attendre, ce n'était donc pas rester passif mais c'était forger, légalement ou illégalement, les instruments idéologiques et pratiques de la révolution.

Les conditions objectives d'une révolution prolétarienne provenaient donc de conditions de crise économique dévastatrices dont la bourgeoisie ne pourrait se sortir à temps pour en conjurer les conséquences sociales. Et, comme les soulèvements sociaux seraient violents, il faudrait armer le prolétariat pour pouvoir détruire l'appareil de l'État bourgeois. D'où le problème: comment se procurer les armes nécessaires? Or, l'issue la plus vraisemblable pour une crise internationale aiguë, c'est la guerre impérialiste, et, réciproquement, la guerre impérialiste est une solution qui engendre des conditions de crise économique qui ne peuvent être traitées à la manière normale. Il était donc concevable que la classe ouvrière réveillée serait alors armée, et pourrait retourner ses armes contre la bourgeoisie. Et même en l'absence de guerre, on ne pouvait exclure totalement le ralliement aux travailleurs rebelles d'une partie des forces armées de la bourgeoisie, à condition toutefois que les premiers mettent suffisamment d'énergie pour déclencher la guerre civile. D'ailleurs, comme l'impérialisme était lui-même un signe de l'approfondissement des contradictions de la production du capital, ses guerres pouvaient être considérées comme révélatrices de conditions de crise gigantesque, comme autant de tentatives d'y apporter remède par des moyens politiques. Quoiqu'il en soit, on devait constater que les révolutions qui avaient éclaté, comme la Commune de Paris ou les révolutions du xx^e siècle en Russie et en Europe centrale, n'étaient pas nées à partir de crises purement économiques, mais résultaient de la guerre, de la défaite et des malheurs généralisés qu'elles avaient entraînés.

Il est bon de rappeler ici la réponse de K. Kautsky à Upton Sinclair citée plus haut, où le social-démocrate allemand exprimait l'espoir plutôt vague qu'après la guerre, après la débâcle du gouvernement, nous pourrions être assez forts pour conquérir le pouvoir politique. À cette époque, Kautsky, défenseur officiel de l'orthodoxie marxiste, parlait encore de conquête du pouvoir par des moyens révolutionnaires et de dictature du prolétariat. Alors que, selon lui, on ne pouvait décider si la révolution prolétarienne

pourrait résulter de l'aggravation des contradictions de classes, il lui semblait certain qu'elle pourrait naître d'une guerre et d'une défaite, même si son succès restait douteux¹. À la même époque, son disciple le plus fidèle, Lénine², ayant déjà fait l'expérience de la Révolution russe de 1905, associait, tout comme lui, guerre et révolution. En 1913, dans une lettre à Maxime Gorki, il remarquait qu'« une guerre entre l'Autriche et la Russie serait très utile pour la révolution (dans toute l'Europe orientale) ». « Mais, ajoutait-il, il est peu probable que François-Joseph et Nicolacha nous procurent ce plaisir³. » Peu de temps après, identifiant « l'époque de l'impérialisme » au « stade suprême du développement du capitalisme », il vit dans la Première Guerre mondiale le début d'une révolution internationale et, cohérent avec lui-même, il appela, non à une restauration de la paix capitaliste, mais à la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.

Bien qu'avec un peu de retard, François-Joseph, Nicolacha et les autres potentats d'Europe finirent par procurer aux révolutionnaires, et à tous leurs sujets, le plaisir de la guerre. Mais ce plaisir ne dura guère, à cause des destructions que le conflit entraîna tant en hommes qu'en propriétés capitalistes. Mais, une fois la guerre déclenchée, la bourgeoisie ne pouvait en concevoir l'issue qu'en termes de résultats positifs: victoire, expropriation, annexion. Il en va de la guerre comme des affaires: elle doit être profitable, c'est-à-dire concentrer, à l'échelle internationale, davantage de capital dans moins de mains. Toutefois, la transformation de la guerre en révolution, au moins dans les pays vaincus, exigea de ceux qui

1. Cf. K. KAUTSKY, *Le Chemin du Pouvoir*, *op. cit.*

2. Les individus dont on parle ici ne représentent pas seulement eux-mêmes, mais des courants dans le mouvement ouvrier, où ils jouèrent des rôles de premier plan, contribuant à la théorie et à la pratique de ce mouvement.

3. VI. LÉNINE, « Lettre à A.M. Gorki », fin janvier 1913, O.C., t. XXXV, p. 67.

Pour les œuvres de Lénine, nous avons utilisé les œuvres complètes éditées par les Éditions Sociales, Paris, et les Éditions en langues étrangères, Moscou (1966). Cette version sera désignée par O.C. suivi du numéro de tome en chiffres romains. Pour faciliter la recherche des références, nous avons aussi indiqué la page des ouvrages reproduits dans les *Œuvres choisies* en trois volumes, Éditions du Progrès, Moscou 1968. Cette sélection est désignée par O. Ch. suivi du numéro de tome.

l'attendaient encore un peu de patience. Conformément à ce que Lénine et d'autres révolutionnaires avaient pensé, elle se produisit d'abord en Russie, « maillon le plus faible de la chaîne des puissances impérialistes ». Mais elle s'effectuait non parce que s'offraient aux révolutionnaires russes les conditions objectives permettant de rallier à eux les ouvriers, mais parce que la population était lasse du conflit et que la machine de guerre et l'économie, dont cette dernière dépend, s'écroulaient.

Contrairement à la révolution d'Octobre qui devait la suivre la même année, celle de février 1917 fut vraiment un événement spontané, même s'il fut précédé d'une série de conflits politiques et sociaux de plus en plus menaçants, concernant toutes les classes sociales et le gouvernement autocratique⁴. Les défaites militaires et la détérioration continue des conditions économiques entraînaient lock-out, grèves, émeutes de la faim et mutineries dans l'armée, qui culminèrent dans des énormes manifestations de masse, des confrontations directes avec les autorités et, finalement, dans la fraternisation décisive de groupes de militaires avec les masses rebellées. Bien sûr, les forces politiques s'étaient mises au travail, cherchant à faire adopter leurs buts clairement marqués par les masses mécontentes, et à leur faire prendre une direction socialiste, mais, à l'époque, ces forces restaient trop petites et inefficaces pour faire la différence. Loin de conduire le soulèvement, elles étaient entraînées par lui et durent s'adapter à cette force élémentaire.

La Révolution russe ne pouvait être une révolution socialiste, c'est-à-dire, pour exprimer les choses en une phrase, un événement qui entraîne l'abolition du travail salarié et la socialisation de tous les moyens de production. Une telle révolution présuppose l'existence d'un capitalisme développé et celle d'un prolétariat capable de faire

4. La littérature et la documentation sur la Révolution russe sont tellement immenses qu'on ne peut guère y ajouter quoi que ce soit, ni éprouver le besoin de le faire, à moins d'être historien professionnel et cela d'autant plus que ce soulèvement a été examiné à partir de tous les points de vue concevables, pour et contre, et aussi par rapport à son impact sur le monde en général et le développement du capitalisme. Ici, nous nous bornerons donc aux aspects de cette révolution qui permettent de comprendre son effet sur le mouvement ouvrier en général et sur la théorie et la pratique marxistes en particulier.

fonctionner le processus de production. Ces conditions n'existaient pas en Russie, sauf peut-être au premier stade de leur développement. Mais, en revanche, elles existaient en Europe occidentale, qui, par conséquent, était la partie du monde dans laquelle on pouvait concevoir qu'une révolution socialiste puisse se faire. En Russie, une révolution pourrait tout au plus renverser le tsarisme et instituer le règne de la bourgeoisie. Mais s'il y avait une révolution socialiste en Europe occidentale, elle empêcherait vraisemblablement que puisse continuer d'exister une Russie bourgeoise, tout comme l'existence d'une Europe bourgeoise avait rendu impossible le maintien du servage russe. Marx et Engels s'étaient déjà préoccupés de la relation entre la révolution socialiste qu'ils escomptaient à l'Ouest et une possible révolution en Russie. Tous deux avaient conclu, déduction marquée par son époque et spéculative, que la révolution russe, si elle se répandait en Europe occidentale, pourrait, en Russie, créer des conditions qui éviteraient la naissance d'un capitalisme russe à part entière. Dans ce cas, il se pourrait que la forme communale de l'agriculture, le mir, puisse devenir un atout dans la socialisation de l'économie russe. Cependant, cette affirmation d'une vague possibilité était plus une concession aux populistes russes (narodniques), à l'époque seule force révolutionnaire en Russie, que l'expression d'une conviction réelle. On était donc autorisé à l'oublier.

Avec la montée d'un mouvement social-démocrate en Russie et la formation de syndicats, l'idée des populistes, c'est-à-dire celle d'une révolution populaire s'appuyant sur la paysannerie, céda la place à la conception marxiste d'une révolution effectuée par le prolétariat industriel. Mais cette conception revenait à repousser la révolution à plus tard, puisque celle-ci exigeait préalablement un développement plus poussé du système capitaliste de production. C'est pourquoi, le plus souvent, on prévoyait que la révolution sociale qui approchait serait une révolution bourgeoise, recevant l'appui du mouvement socialiste et du prolétariat industriel. D'ailleurs le meilleur soutien qu'on pouvait lui apporter, c'était de présenter des revendications de nature plus radicale que celles que pouvait formuler, voire concevoir, la bourgeoisie libérale. Les travailleurs

auraient à conduire cette révolution même si elle ne pouvait faire mieux que d'installer la démocratie capitaliste bourgeoise, c'est-à-dire les conditions qui régnaient à l'Ouest.

Et tout cela semblait d'autant plus nécessaire que la bourgeoisie elle-même était très faible et que, comme le remarquait Alexandre Herzen, elle préférait, «à l'encontre de ses propres convictions, être tenue en laisse, du moment que la foule y était tenue aussi⁵». Sans même se poser la question de savoir si la bourgeoisie était capable de déclencher une révolution bourgeoise, force était de constater qu'elle ne le voulait pas, craignant la rage aveugle des masses paysannes qui aurait pu la détruire tout autant que le régime autocratique. Pour cette classe, il semblait bien préférable d'accéder graduellement au pouvoir politique, par une transformation sociale induite par un développement capitaliste mené sous les auspices d'un État fort, comme celui que pourrait fournir un régime tsariste modifié. L'accumulation du capital changerait elle-même lentement la nature du régime et le forcerait à s'adapter aux exigences de la société moderne. Pourtant il était clair que c'était la révolution de 1905 qui avait entraîné les bien maigres premières réformes du tsarisme, comme la création de la Douma, et que cette révolution déclenchée par le prolétariat industriel avait aussi ouvert la boîte de Pandore des rapports capital-travail et révélé la menace d'une révolution antibourgeoise.

Pour les sociaux-démocrates, le développement du capitalisme en Russie, quoi que puisse être son cours, en créant un prolétariat industriel, était en même temps un développement vers le socialisme. Au tournant du siècle, ce développement s'accéléra entraînant à la fois la capitalisation de l'agriculture et la formation de paysans propriétaires, si bien qu'on cessa de se représenter les changements révolutionnaires escomptés en termes de libération de la paysannerie, de préservation et d'utilisation des formes communautaires restantes de la production agricole, mais comme reposant sur l'extension des rapports capitalistes de marché, avec leur contrepartie

5. A. HERZEN, *My Past and Thoughts. The Memoirs of Alexander Herzen*, Berkeley, University of California Press, 1973, p. 500.

politique, la démocratie bourgeoise. S'appuyant sur ces prémisses, le marxisme en vint à regarder en direction d'une révolution socialiste qui suivrait une révolution bourgeoise victorieuse.

Pour des raisons pratiques, le socialisme occidental avait déjà jeté par-dessus bord son héritage marxien. Pour les révisionnistes-réformistes, l'extension de la démocratie bourgeoise non seulement supprimait toute possibilité de révolution socialiste mais en éliminait jusqu'au besoin, les remplaçant par une évolution de la classe capitaliste et des rapports d'exploitation. Alors, si la révolution socialiste était déjà devenue un anachronisme dans le monde occidental, à quoi rimait de l'attendre encore en Russie? De plus, comme la capitalisation régulière de l'économie russe promettait une démocratisation, faite à contrecœur peut-être mais inévitable, de sa structure politique, y avait-il place pour une révolution bourgeoise au sens occidental du terme? Le marxisme révisionniste fut adapté à la situation russe. Il y eut d'une part le « marxisme légal » de la bourgeoisie libérale qui l'interprétait comme entraînant la capitalisation de la Russie et son intégration au marché mondial, avec tous les attirails de la démocratie bourgeoise, comme les partis politiques et les syndicats, et, d'autre part, la social-démocratie réformiste qui avait la conviction que la révolution imminente ne pourrait que déboucher sur un État bourgeois, dont le premier résultat serait de fournir la base à un vaste mouvement socialiste s'efforçant de transformer la société capitaliste en société socialiste, par une lutte constante pour des réformes sociales.

Les sociaux-démocrates réformistes russes pensaient qu'on ne pourrait obtenir de réformes significatives en Russie qu'après une révolution politique qui, par la force des choses, aurait un caractère bourgeois. Cette vue était partagée par l'aile gauche de la social-démocratie russe représentée depuis 1903 par sa fraction bolchevique, mais avec une différence: cette fraction croyait qu'une telle révolution devrait être menée par un parti politique s'appuyant sur la classe ouvrière et les paysans pauvres, puisque la bourgeoisie libérale, mise à part la question de ses capacités pratiques, n'était que trop prête à s'arrêter pile dès qu'elle pourrait passer un compromis

avec le régime tsariste. La révolution imminente serait donc une révolution ouvrièro-paysanne même si elle ne pouvait, dans le contexte russe, ne réaliser rien de plus que la création d'un État moderne et la libération totale des forces de production capitalistes.

Poursuivant son raisonnement, la gauche soutenait qu'on pouvait concevoir que cette révolution puisse entraîner une en Europe occidentale et que cette internationalisation altérerait son caractère. D'ailleurs l'idée d'une telle possibilité avait bien traversé les esprits de Marx et d'Engels, et elle conservait une base idéologique en Occident, grâce à K. Kautsky et à ses sectateurs défenseurs de l'orthodoxie marxiste. Mais ce concept d'« orthodoxie » adopté par la gauche reposait sur une fausse compréhension de la nature du socialisme occidental qui prenait l'idéologie pour la réalité, et sur une incompréhension de la transformation que ce mouvement avait subie au tournant du siècle. Ces illusions furent perdues d'un coup avec la guerre de 1914 qui révéla que même Kautsky ne se souciait guère de « l'orthodoxie marxiste » dont il avait été le symbole dans la 11^e Internationale. Le « légataire du marxisme révolutionnaire » était, pour les bolcheviques en général et pour son plus fidèle disciple Lénine en particulier, devenu en une nuit le « renégat » Kautsky.

Avant de subir cette révélation, les socialistes russes s'étaient davantage intéressés aux conditions régnant sous le régime tsariste qu'à l'état réel du socialisme international. Il semblait que ce dernier préfigurait, au moins au sens idéologique, le cours de la révolution russe imminente, de même que le développement du capitalisme occidental préfigurait celui du capitalisme russe. « L'orthodoxie marxiste », telle que Kautsky l'interprétait, en opposition au pur réformisme des révisionnistes, devint l'idéologie du bolchevisme dans son opposition à l'aile réformiste (menchevique) de la social-démocratie russe. Si cette dernière n'attendait de la révolution russe que tout le monde espérait, guère plus que le règne sans partage de la bourgeoisie, les bolcheviques, au contraire, envisageaient d'aller au-delà grâce à son internationalisation, pour culminer dans le règne du prolétariat. Mais cela n'était pas certain, et cette incertitude peut expliquer les ambiguïtés qui caractérisent les conceptions des

bolcheviques sur le caractère de la révolution russe à venir. Tout en admettant sa nature bourgeoise, ils recouraient à une terminologie se rapportant à une révolution socialiste, comme s'il s'agissait d'une seule et même chose.

L'origine de ces ambiguïtés se trouve dans les conditions qui prévalaient alors en Russie. Elles semblaient en effet interdire tout autant une révolution bourgeoise cohérente qu'une révolution prolétarienne à cause du système agricole quasi féodal et de sa dépendance envers l'État autocratique qui posait un problème non résolu. Une révolution, quelle qu'elle soit, doit concerner la grande masse de la population. En Russie, c'était la paysannerie et on ne pouvait guère espérer qu'elle subordonnât ses intérêts propres à ceux de la bourgeoisie ou du prolétariat industriel. Les trois classes auraient à participer à la révolution, mais elles ne pourraient le faire qu'avec des idées et des buts différents, difficiles à regrouper sous une même bannière. Il fallait conjuguer leurs efforts pour mettre fin au tsarisme, mais, dans la situation post-révolutionnaire, cette union ne pouvait déboucher que sur une réaffirmation des intérêts de classe particuliers. Une classe devrait alors dominer pour assurer la cohésion d'une société divisée en classes. À en juger par les précédents historiques, c'est logiquement la bourgeoisie qui devrait devenir la classe dominante.

Mais si on considérait la révolution dans le contexte international, les « précédents historiques » et la « logique » de l'ascendance perdaient leur force de conviction. Car si deux révolutions sociales différentes ne peuvent se dérouler simultanément dans une même nation, rien ne leur interdit de le faire dans deux nations différentes, et, dans ce cas, il peut y avoir une modification de la structure de classes internationale pouvant mener à la dominance du prolétariat sur l'ensemble du processus révolutionnaire, de même que la diversité des stades de développement des différentes entités nationales n'empêche pas le capitalisme de régner de manière générale sur l'économie mondiale. Étant donné cette possibilité, il y avait quelque sens à abandonner cette « règle » de l'ascendance historique pour essayer de fonder la révolution russe sur la domination politique

de la classe ouvrière, et cela d'autant plus que la bourgeoisie russe était elle-même une minorité inefficace. Quant à la paysannerie, il faudrait la « neutraliser », d'une manière ou d'une autre, quelle que soit d'ailleurs la classe, bourgeoisie ou prolétariat, qui se saisirait de l'État russe.

Une révolution sociale ne peut être organisée car elle dépend de facteurs qui échappent au contrôle conscient. On ne peut seulement que s'y attendre, car elle est le résultat d'une intensification observable des contradictions de classes, dans des rapports sociaux de production donnés. Ce qui peut être organisé à l'avance, c'est l'équipe dirigeante nécessaire pour donner à la révolution une direction précise et lui fixer son but particulier. Tout parti politique qui pense en terme de révolution ne s'attache pas à la préparation de celle-ci mais à l'organisation de sa direction: la seule chose organisable. Ce qui exige, bien entendu, évaluations et réévaluations constantes des conditions politiques et économiques en perpétuel changement, de façon à rendre le contrôle de la révolution attendue aussi effectif que possible. Propagande et agitation servent à la formation d'organisations qui aspirent à diriger la révolution, mais lorsque ces organisations sont formées, elles se voient comme la condition irremplaçable de la victoire de la révolution.

Mais comment diriger une révolution sans aucune homogénéité d'intérêts dans ses forces révolutionnaires, comme le montrait la variété des organisations opposées au *statu quo* social? Cette situation générale de la Russie avec ses différents intérêts de classes spécifiques avait son équivalent dans le camp révolutionnaire. Toutes ses organisations, l'aile droite et gauche des socialistes révolutionnaires (S-R)⁶, les réformistes et les révolutionnaires de la social-démocratie et les divers groupes idéologiques qui couvraient le terrain entre ces

6. Le parti social-révolutionnaire représentait les intérêts de la paysannerie dans la Révolution russe. Organisé en 1905 par l'unification d'un certain nombre de groupes populistes, son programme revendiquait la formation d'une république fédérale reposant sur le suffrage universel et mettait l'accent sur la « socialisation » de toute la terre, c'est-à-dire sa possession et son contrôle par des communautés organisées démocratiquement sur la base d'avoirs fonciers égaux et sur la suppression du travail salarié. Bien que comptant aussi des ouvriers et des intellectuels dans ses rangs, [Suite page 269]

organisations principales, avaient leurs idées personnelles sur les procédures à suivre et sur les résultats à obtenir du processus révolutionnaire. Impossible donc de mener une politique révolutionnaire unifiée. Et, de même que chaque classe devait lutter pour dominer la révolution, de même chaque organisation révolutionnaire devrait s'efforcer de conquérir, dans sa concurrence avec les autres, la suprématie si elle voulait réaliser son propre programme.

Lénine et les bolcheviques avaient choisi comme élément directeur de la révolution, le prolétariat. Il en découlait que le parti du prolétariat, c'est-à-dire le parti bolchevique, devait lutter pour obtenir le monopole du pouvoir, ne serait-ce que pour sauvegarder le caractère prolétarien de la révolution. Lénine, nous l'avons vu, admettait que la classe ouvrière était incapable de développer de son propre chef une conscience politique révolutionnaire. Le fait était que cette classe occupait une position minoritaire parmi les autres classes avec leurs aspirations et leurs organisations et cela, tout à fait indépendamment de l'hypothèse du bolchevique, interdisait tout développement révolutionnaire démocratique conduisant à un résultat favorable à la classe ouvrière et au socialisme. Seule une dictature, c'est ainsi que Lénine voyait la solution, pourrait maintenir l'impulsion prolétarienne de la révolution et créer les conditions préalables à un développement socialiste effectué en conjonction avec les révolutions socialistes escomptées dans les nations développées d'Occident. D'ailleurs l'existence même du régime tsariste

le parti ne s'intéressait pas à la nationalisation de l'industrie, car il faisait l'hypothèse que l'abolition de la propriété foncière interdirait par elle-même l'établissement plus poussé de rapports capitalistes de production. Toutefois son aile gauche, les « maximalistes », défendait l'introduction dans le programme de la socialisation de l'industrie sous l'égide d'une république ouvrière. Cette aile gauche ne distinguait aussi de l'aile droite, favorable à la guerre, par son attitude internationaliste sur le problème des hostilités. Formant un bloc politique avec les mencheviques, les S-R dominèrent le soviet de Petrograd. Seuls, ils contrôlaient le soviet de députés paysans. Lors de l'élection de l'Assemblée constituante de toutes les Russies, en novembre 1917, ils obtinrent un total de 17 millions de voix sur 41 700 000 votants; le président du parti V.M. Chernov, fut élu président de cette Assemblée. Auparavant, le parti était représenté au gouvernement provisoire, formé à l'époque de la révolution de Février. L'aile gauche du parti soutint, elle, les bolcheviques et participa au premier gouvernement bolchevique et à la dispersion de l'Assemblée constituante.

démontrait qu'il était possible de conserver le pouvoir politique en dépit de l'existence d'intérêts politiques et économiques des plus variés qui, d'une manière ou d'une autre, s'opposaient pourtant à un gouvernement autocratique anachronique. Si un tel régime arriéré et décadent avait été capable de se maintenir au pouvoir, ne serait-ce pas encore plus facile pour un régime dictatorial en prise directe sur un développement social progressiste, conforme au cours global de l'évolution ? Lénine écrivait ainsi : « [...] La Russie a été dirigée [...] par 130 000 propriétaires fonciers [...], et les 240 000 membres du parti bolchevique ne pourront, prétend-on, diriger la Russie ? » Quoi qu'il en fût, établir une telle dictature était du moins mettre un pied dans l'entrebâillement de la porte qui ouvre sur la révolution mondiale.

Avant la scission de 1903 du parti social-démocrate entre bolcheviques et mencheviques, Lénine avait déjà, quittant les considérations purement théoriques, fait glisser la question de la révolution sur le terrain des problèmes pratiques, c'est-à-dire de l'organisation de sa direction. Cela ne l'empêchait pas de présenter dans *Que Faire ?*⁸ cet intérêt pour l'organisation comme un problème théorique. « Sans théorie révolutionnaire pas de mouvement révolutionnaire », disait-il. Par cette phrase, il n'affirmait pas que les hommes conceptualisent leurs activités, mais il faisait référence à la division sociale du travail, à la séparation entre travail intellectuel et manuel, telle qu'elle prévaut dans la société capitaliste. Selon lui, la théorie du socialisme, comme toutes les théories, « est née des théories philosophiques, historiques, économiques élaborées par les représentants instruits des classes possédantes, par les intellectuels »⁹. À cause de sa position subordonnée dans la société, la classe ouvrière peut, spontanément, développer une conscience trade-unioniste, mais pas établir une théorie révolutionnaire capable de conduire à un changement de société. La théorie révolutionnaire ne jaillit pas des rapports sociaux

7. VI. LÉNINE, « Les bolcheviques garderont-ils le pouvoir ? », octobre 1917, O.C., t. XXVI, p. 107, O. Ch., t. II, p. 422.

8. VI. LÉNINE, « Que faire ? », O.C., t. V, p. 367, O. Ch., t. I, p. 130.

9. *Ibid.*, O.C., t. V, p. 382, O. Ch., t. I, p. 135.

de production, mais est un résultat de la science et de la philosophie, et de ce que ceux qui pratiquent ces activités sont insatisfaits de ces rapports sociaux et des privilèges qui leur sont attachés. C'est donc la conscience, les scrupules moraux, les dispositions à l'idéalisme, le savoir des intellectuels qui fournissent au prolétariat la conscience révolutionnaire qu'il est incapable de développer par lui-même. Ainsi c'est le malheur des intellectuels, mécontents des rapports sociaux du capitalisme, qui fournit la théorie révolutionnaire sur laquelle repose toute pratique révolutionnaire.

Contrairement à ce qu'on admet souvent, Lénine n'a pas tiré cette étrange inversion de la théorie marxienne des conditions particulières qui régnaient en Russie, mais bien d'un principe général. On le voit clairement lorsqu'il applique cette analyse au socialisme occidental. Car ici encore, il estime que le mouvement ouvrier s'est restreint à des formes purement réformistes de la lutte de classes parce que ses dirigeants intellectuels ont « trahi » leurs camarades, bradé les idées de la révolution en abandonnant la voie du marxisme révolutionnaire. Quoique l'existence d'une intelligentsia révolutionnaire fût une condition préalable à toute activité révolutionnaire, visiblement cette intelligentsia pouvait perdre ses inclinations révolutionnaires et cesser d'être le ferment de la théorie. Pour éviter de telles « trahisons », il fallait donc forger un type d'organisation révolutionnaire qui n'accepterait dans ses rangs que les révolutionnaires les plus inébranlables. Si l'on en croyait Lénine, c'était possible: il fallait créer des « révolutionnaires professionnels » dont l'existence entière dépendrait de leur activité révolutionnaire, des gens qui, comme lui, ne feraient aucune distinction entre leur vie privée et leur vie organisationnelle et dont la seule fonction serait la promotion de la révolution. Lénine, il est vrai, faisait aussi remarquer que l'illégalité était nécessaire dans le contexte russe, mais c'était là un argument supplémentaire en faveur de sa conception de l'organisation, non l'argument fondamental. Car, toujours selon lui, les organisations révolutionnaires ne sauraient s'identifier à celles de la classe ouvrière, mais, au contraire, devaient en être nécessairement séparées à cause même de leur

caractère professionnel. Pour être efficace, une telle organisation, avant-garde de la révolution, demande une direction centralisée, approuvée par tous ses membres et combinant ainsi démocratie dans le Parti avec centralisation. Bref, on reconnaît là le principe du « centralisme démocratique ». Tout cela se montait à la formation d'un parti opérant comme une sorte d'appareil d'État, bien avant que toute question de capture réelle du pouvoir étatique pût se poser. Le Parti devait donc être construit comme un contre-État, face à l'État existant, prêt à prendre la place de ce dernier à la première occasion. La construction de ce type de parti a donc été une préparation pratique à la prise du pouvoir d'État. Ici théorie et pratique se confondaient.

À l'époque, la Révolution russe, et d'ailleurs toute révolution en général, paraissait lointaine et on ne comprit guère, dans le mouvement social-démocrate, toute la signification de ce concept de parti-État présenté par Lénine. On y vit seulement une étrange conception du rapport entre spontanéité et organisation, entre parti et classe, entre direction démocratique et centralisée, que l'on s'empressa de juger comme une aberration par rapport à la position réellement marxiste. D'ailleurs la social-démocratie occidentale était elle-même fortement centralisée, comme le sont toutes les organisations dans le système capitaliste. On ne pouvait que difficilement comprendre cette recherche d'une centralisation encore plus stricte; on ne pouvait y voir qu'un argument en faveur d'un contrôle autoritaire, du règne d'un seul homme. S'appuyant sur sa propre expérience, chacun savait que l'expression « centralisme démocratique » était une contradiction dans les termes car il était impossible, pratiquement, d'obtenir un consensus réel dans une organisation centralisée où le pouvoir de persuasion appartenait aussi à la direction. Elle n'avait d'ailleurs pas plus de sens du point de vue même de Lénine puisque celui-ci refusait à l'ouvrier « franc et simple » la capacité de former ses propres opinions révolutionnaires, ce qui revenait à le condamner à accepter par avance tout ce que la direction instruite proposerait. De plus, les milliers d'« organisateurs » et de fonctionnaires que payaient partis socialistes et syndicats

ne voyaient guère de différence entre eux et les « révolutionnaires professionnels » de l'organisation de Lénine. L'organisation était aussi leur vie, mais il n'en résultait pas que ce fait déterminât leurs attitudes révolutionnaires ou antirévolutionnaires. Face à cette opposition de l'aile droite comme de l'aile gauche du socialisme international, Lénine et les bolcheviques ne se sentirent pas obligés de durcir encore leurs principes d'organisation. Simplement, ils les appliquèrent dans la construction de la fraction bolchevique de la social-démocratie russe, processus qui assura du même coup la position unique de Lénine dans cette organisation.

La structure pyramidale d'une organisation n'est pas seulement une représentation de la manière dont elle est formée, c'est aussi un moyen de la contrôler. Plus on monte dans les degrés de l'organisation, plus on exerce d'influence et plus il est difficile d'être remplacé par ceux qui sont sur les échelons inférieurs. Ce n'est peut-être pas automatique, mais cette construction de l'intérieur de l'organisation a été faite délibérément pour assurer son contrôle par ceux qui sont proches du sommet ou qui l'ont atteint. Quoique pas complètement « indétriquable », le système marche bien, comme en portent témoignage le capitalisme et les nombreuses organisations qui y prospèrent, y compris celles du mouvement ouvrier. Une fois que le contrôle de l'organisation est assuré, il est rare, même si cela peut arriver quelquefois, que ceux qui la dominent soient renversés par une pression venue d'en bas. Sauf dans le cas où l'organisation est complètement détruite, ceux qui la dirigent ne quittent leur position qu'en mourant. Lénine trouvait cela très bien, car, si la direction était la bonne, il serait idiot de la remplacer par une nouvelle n'ayant pas fait ses preuves. On lit dans *Que faire ?*:

Prenez les Allemands, vous n'irez pas nier, j'espère, que chez eux l'organisation englobe la foule, que tout vient de la foule, que le mouvement ouvrier a appris en Allemagne à marcher tout seul. Et pourtant, comme cette foule de millions d'hommes sait apprécier la « dizaine » de ses chefs politiques éprouvés, comme elle y tient ! Que de fois, au Parlement, les députés des partis adverses n'ont-ils pas harcelé les socialistes : « Ah ! Vous êtes de jolis démocrates !

Le mouvement de la classe ouvrière, vous n'en faites que parler: en réalité c'est toujours la même équipe de meneurs qui se met en avant. Pendant des années, pendant des dizaines d'années, c'est toujours le même Bebel, toujours le même Liebknecht ! Vos délégués soi-disant élus par les ouvriers sont plus inamovibles que les fonctionnaires nommés par l'empereur ! » Mais les Allemands accueillèrent par un sourire de mépris ces tentatives démagogiques d'opposer aux « meneurs » la « foule », d'attiser en cette dernière les mauvais instincts, les instincts de vanité et d'enlever au mouvement sa solidité et sa stabilité en ruinant la confiance de la masse envers la « dizaine de têtes douées d'intelligence ». Les Allemands sont assez développés politiquement, ils ont suffisamment amassé d'expérience politique pour comprendre que, sans une « dizaine » de chefs capables (les esprits capables ne surgissent pas par centaines), éprouvés, professionnellement préparés et instruits par un long apprentissage, parfaitement d'accord entre eux, aucune classe de la société moderne ne peut mener résolument la lutte [...] Or, en cette période où toute la crise de la social-démocratie russe s'explique par le fait que les masses spontanément éveillées n'ont pas de dirigeants suffisamment préparés, développés et expérimentés, nos sages viennent nous dire sentencieusement avec la profondeur de pensée d'un gribouille: « Il est fâcheux lorsqu'un mouvement ne vient pas d'en bas ! »¹⁰

Il serait évidemment injuste d'insister sur ces ruminations de Lénine, qui remontent à ses débuts et qui sont quelque peu idiotes, si ce n'était que ces considérations sur les questions de l'organisation telles qu'il les présente dans *Que Faire ?* n'ont jamais cessé de le motiver sa vie durant et qu'elles ont servi de guide aux activités du parti bolchevique. Sur ce point, Lénine n'a jamais varié et ses conceptions qui sont à l'origine du type bolchevique d'organisation et qui ont entraîné la scission de la social-démocratie russe, furent pleinement matérialisées dans la structure strictement centralisée de son parti et dans la dictature de celui-ci, au nom du socialisme, sur la classe ouvrière. Aussi étranges que ces ruminations aient pu sonner aux oreilles de socialistes pour qui mouvement ouvrier signifiait autodétermination de la classe ouvrière, elles étaient en même temps dénuées d'originalité, car elles ne faisaient que reprendre à

10. *Ibid.*, O.C., t. V, p. 472-473, O. Ch., t. I, p. 205.

leur compte les méthodes politiques qui prévalent dans le système capitaliste, tout en essayant de les utiliser pour renverser le système. Quant à Lénine, ses propositions lui apparaissaient comme une manière réaliste de répondre aux besoins pratiques de la révolution, dont l'efficacité ne pouvait être mise en doute que par ceux qui parlaient de révolution sans jamais rien faire pour l'amener. Et de même qu'il fallait contrer l'idéologie bourgeoise par une idéologie socialiste, il fallait combattre le centralisme du règne politique bourgeois par une conduite centralisée du parti révolutionnaire. Quoique se déroulant dans le cadre général créé par les rapports capitalistes, la lutte révolutionnaire, pour donner des résultats pratiques, devait, selon Lénine, être essentiellement un combat entre l'appareil d'État et le parti déterminé à le détruire. L'existence de ce parti était donc la condition préalable pour que s'installât le nouvel État et la garantie que la révolution ne s'épuiserait pas en soulèvements informes, mais déboucherait sur la dictature du parti, présupposé de la dictature du prolétariat. Les moyens et les méthodes de cette lutte étaient donc déterminés par la structure même de la société bourgeoise, mais qui pouvait ainsi être retournée contre elle, si un parti réellement révolutionnaire, comme celui que Lénine et les bolcheviques s'efforçaient de construire, utilisait intelligemment ces moyens et méthodes.

Il y avait, bien sûr, un large fossé entre les intentions des bolcheviques et leurs réalisations réelles. Si on peut faire confiance aux statistiques il y aurait eu, autour de 1905, environ 8400 bolcheviques organisés et, très probablement, autant de mencheviques. En 1906, ce nombre serait passé à 15000 pour les premiers et 18000 pour les seconds. « On peut assez sûrement en conclure que les deux fractions comprenaient environ 40000 membres, en 1907. Autrement dit, on ne peut considérer la social-démocratie russe comme une organisation surtout présente dans les cafés de Genève et composée d'une élite pour l'essentiel en exil¹¹. » Soit.

11. D. LANE, *The Roots of Russian Communism* (Les racines du communisme russe), State College, Pa., Pennsylvania State University Press, 1969, p. 12-15. Ce livre offre une vaste étude concernant tout le pays et ses divers districts, de la composition sociale, de la structure, du nombre de membres et des activités politiques des groupes sociaux-démocrates russes de 1889 à 1907.

Mais il n'en reste pas moins étonnant qu'un si faible nombre de membres répandu sur toute la Russie dut être considéré comme « l'avant-garde » de la révolution qui s'avavançait. Bien entendu, on pouvait s'attendre à une rapide croissance de ce nombre avec celle de l'industrialisation, de la capitalisation et de la radicalisation, mais de toute façon cette croissance serait restée limitée par l'arriération générale de la société russe.

Du point de vue de sa composition sociale, la social-démocratie russe pouvait être considérée comme un mouvement de la classe ouvrière, quoique lourdement chargé d'éléments des classes moyennes. Mais Lénine ne s'intéressait pas tellement à ceux qu'il appelait les ouvriers « francs et simples » mais aux sages destinés à guider ces ouvriers hors des sentiers du réformisme, vers les activités révolutionnaires. Mise à part l'impossibilité de transformer tous les membres du parti en « révolutionnaires professionnels », ce qui les aurait libérés de leur statut de membres de la classe ouvrière mais qui était de toute façon irréalisable pour des raisons financières, c'est le principe même de la centralisation qui l'empêchait de se concentrer sur autre chose que la direction. Lénine attendait avec confiance la venue d'une situation révolutionnaire amenée par le développement contradictoire de la société, mais il doutait que les conditions objectives pussent créer la préparation subjective au changement révolutionnaire. En gros, la classe ouvrière était, pour lui, une part des conditions objectives de la révolution, pas une part des exigences subjectives de celle-ci. Le soulèvement des masses était sans doute nécessaire, mais les masses privées du savoir approprié et de cohérence idéologique pourraient facilement manquer à reconnaître leur « mission historique » et se soumettre à de mauvais dirigeants de la classe ouvrière. Elles tomberaient victimes de leur trahison, les mauvais dirigeants se mettant, consciemment ou inconsciemment, au service de la bourgeoisie.

Dans la phase prérévolutionnaire, les concepts organisationnels de Lénine durent avoir un aspect assez comique, à cause de l'énorme distance que devrait parcourir le Parti avant d'atteindre son but révolutionnaire. Quoique dans la réalité il n'ait guère fonctionné

différemment des autres organisations socialistes, dès le début, il se présenta comme étant le parti qui dirigerait réellement la révolution puisqu'il était le seul à posséder la théorie conduisant au succès. Cette prétention avait déjà comme conséquence de le contraindre à une lutte sans merci contre toutes les autres organisations et à revendiquer le contrôle de la révolution par lui tout seul. C'est pourquoi on ne peut rejeter la responsabilité de l'autoritarisme du Parti sur des difficultés inattendues qui seraient apparues pendant la révolution car l'autoritarisme était le principe même du bolchevisme depuis sa naissance.

Au haut de l'échelle, il n'y a place que pour une personne. Mais cette situation unique peut être simplement décorative et ne pas correspondre à un centre ultime de décision. Mais le parti bolchevique, et en cela il différait notablement des autres organisations socialistes, fut dès le début sous le contrôle complet et non partagé d'un seul homme: Lénine. On ne pouvait penser qu'il puisse avoir une autre direction. Les théoriciens, pour la plupart, laissent à d'autres le soin de mettre en œuvre leurs idées, mais, chez Lénine, théorie et pratique s'incarnaient en une seule personne. Il les surveillait l'une et l'autre avec une égale ardeur, comme incapable de déléguer une parcelle de sa responsabilité. Bien sûr, il y avait des dissensions dans le Parti, mais toujours elles se terminaient à la satisfaction de Lénine. Toute autre solution ne pouvait qu'aboutir à une scission, car Lénine semblait incapable d'admettre une erreur détectée par d'autres que lui-même. Capable d'autocritique et de renversements soudains, il ne pouvait accepter d'être corrigé par d'autres. Et pourtant A.N.Petrosov,

[qui avait connu Lénine depuis 1894, organisé et publié *l'Iskra* avec lui, et qui, plus tard, pendant la première et la seconde révolution en était venu à le détester] et connaître la prison sous sa dictature, n'en a pas moins eu l'impartialité d'écrire [...]:

« Personne ne savait gagner autrui à ses plans, lui imposer sa volonté, le soumettre à sa personnalité, comme cet homme si rustaud, qui ne payait pas de mine et semblait n'avoir rien pour séduire. Ni Plekhanov, ni Martov,

ni personne d'autre, ne possédaient le secret de ce pouvoir proprement hypnotique que Lénine exerçait sur les gens, de l'empire, dirais-je, qu'il avait sur eux. Il était le seul à être suivi comme un guide indiscuté, car seul il offrait l'image rare, surtout en Russie, d'un homme à la volonté de fer, à l'énergie indomptable, unissant à une foi fanatique dans la cause qu'il avait embrassée et dans le mouvement qui la servait une foi non moins grande en lui-même.»¹²

Il existe en effet de tels hommes, fort heureusement pas toujours à la tête d'un mouvement. On ne peut nier ce caractère agressif et aimant la compétition chez Lénine. On le voit à l'œuvre non seulement dans la manière dont il régna complètement sur son organisation, mais aussi dans tous ses écrits qui, quel qu'en soit le sujet, sont toujours de nature polémique et conçus pour détruire des ennemis, réels ou imaginaires, de la révolution. Il est plus que probable qu'il souffrait d'une forme quelconque de paranoïa, car sa confiance en lui-même était aussi excessive que sa peur des rivaux politiques. Mais cela ne fait rien à l'affaire, car on peut parfaitement partager ses attitudes et ses convictions sans en être obsédé au même degré que lui. Le monde grouille de gens doués de « charisme », sains d'esprit ou fous, qui aimeraient être à la tête d'un mouvement social, en être le symbole dans leur propre personne. Or un mouvement ne peut avoir qu'un leader suprême qui doit tailler sa route jusqu'au sommet à coup de bec et ongles et qui doit avoir en réserve les qualités nécessaires. Des hommes avec des dispositions totalement différentes de celles de Lénine, Trotsky ou Staline, Hitler ou Mussolini, par exemple, peuvent se débrouiller tout aussi bien, atteindre le pouvoir suprême et le conserver, se faire admirer par la multitude comme par leurs sous-fifres.

Bien entendu, il faut aussi des gens qui acceptent de bon gré de se subordonner à leur dirigeant et qui soient prêts à « suivre la ligne » qu'il leur trace. Mais dans un parti qui vise à devenir le parti dominant, la subordination elle-même peut paraître une

12. Cité ainsi par N. Valentinov dans son livre *Mes rencontres avec Lénine* (1953), traduction française de Christian de Jouvencel, éd. Gérard Lebovici, 1987, p. 61. Voir aussi A. BALABANOVA, *Ma vie de rebelle* (1938), Balland, 1981, et autres mémoires.

bonne chose, car elle permet de mener des actions concertées pour atteindre le but désiré. Après tout c'est ainsi que l'on mène une affaire et c'est aussi le principe sur lequel s'appuie le pouvoir d'État. Autrement dit, c'est une situation à laquelle les gens ont été habitués et qu'ils considèrent comme inévitable. De même que la concurrence en affaires conduit à la monopolisation, la lutte pour la direction politique engendre le monopole politique qui doit être ensuite défendu par l'exclusion de toute opposition. En d'autres termes, il faut organiser le monopole politique. Lorsque la lutte pour le pouvoir débouche sur le règne d'un seul, ce dernier doit être consolidé par l'éradication de toute contestation sérieuse dans l'organisation. De ce point de vue, l'organisation léniniste a connu un total succès puisqu'elle a pu obtenir le consensus de tous ses membres, en dépit de son extrême centralisation et de sa soumission à une volonté unique. Bien plus, on idéalisa cette situation, et on procéda à une adulation ritualisée de Lénine, adulation qui, à la fois, correspondait à des sentiments réels, mais était aussi délibérément encouragée car c'était une méthode efficace pour assurer la cohésion interne du Parti. Ce qui semblait anormal pour un mouvement socialiste devint ainsi la règle, préfigurant du même coup la future terreur du « culte de la personnalité » sous Staline. Cette règle fut adoptée par toutes les organisations marxistes-léninistes, fondées après la révolution bolchevique.

C'est le type bolchevique d'organisation qui explique le rôle personnel extraordinaire joué par Lénine dans la détermination de la politique des bolcheviques après la révolution de février 1917. Sa position incontestée de dirigeant entraînait, bien sûr, la paralysie politique des bolcheviques habituée à suivre les avis du « Vieux » qu'ils aimaient et contraints de les suivre par la discipline du Parti. Il ne fait guère de doute qu'il n'y aurait pas eu de coup d'État d'Octobre sans la détermination de Lénine, sans sa volonté de saisir un pouvoir politique qui, pensait-il (et il avait raison), ne demandait qu'à être saisi. Les événements d'Octobre doivent donc être mis au compte de Lénine, même si l'exécution pratique fut réalisée par Trotsky, le Parti et les nombreux sympathisants. Après cela, comme dit le

proverbe: *Nothing succeeds like success* (rien n'est plus couronné de succès que le succès).

On peut vouloir en permanence prendre le pouvoir politique par des moyens révolutionnaires, mais cette volonté doit attendre, pour s'exercer, une occasion historique. Ce qui fait le révolutionnaire, c'est l'impatience face au lent développement social, c'est le désir d'en hâter la marche. Souvent le révolutionnaire aura tendance à charger les anticipations qu'il tire de l'examen des conflits sociaux existants, d'une potentialité révolutionnaire plus importante que celle qu'ils possèdent réellement. Si Lénine et ses collègues n'avaient rien à objecter aux politiques adoptées par le socialisme occidental qui, à cette époque, consistaient à utiliser la démocratie bourgeoise et le marché du travail pour propager la conscience de classe prolétarienne et construire un mouvement ouvrier indépendant, ils y voyaient toutefois une tentative justement liée à l'époque et qui, par conséquent, ne pouvait épuiser toutes les possibilités d'action de la classe ouvrière. Quoique sans doute vaguement, Lénine estima, après l'expérience de 1905, que, de même qu'il ne semblait pas impossible de prendre le pouvoir dans le contexte d'une révolution bourgeoise, et, en conjonction avec une révolution à l'Ouest, d'en annuler le caractère bourgeois, de même il lui semblait possible qu'on pourrait abandonner les activités traditionnelles du socialisme occidental et remplacer la démocratie bourgeoise par une dictature socialiste, ce qui transformerait la démocratie formelle en démocratie réelle. Cette vue était partagée et d'ailleurs rendue plus cohérente par d'autres à l'extérieur du parti bolchevique, comme A.I. Helphand (Parvus) et L. Trotsky, avec leur concept de « révolution permanente ».

Comme nous l'avons fait remarquer plus haut, la social-démocratie russe était, autour de 1905, une force organisée trop petite pour jouer un rôle autre que marginal dans les soulèvements sociaux de cette année-là. L'industrie comptait alors 3 millions d'ouvriers. Plus de 2 millions d'entre eux prirent part à la vague de grèves qui déferla, prenant rapidement un caractère politique, à cause des conditions générales de crise, encore aggravées par la défaite russe dans le conflit russo-japonais. Quoique la Révolution

ait mis en branle des couches non prolétariennes de la population et des fractions de la paysannerie, de l'armée et de la marine, le rôle décisif fut joué par les ouvriers en grève dans les grandes villes, et plus particulièrement à Saint-Pétersbourg et Moscou. Les grèves furent spontanées, en ce qu'elles ne furent pas déclenchées par des organisations politiques ou des syndicats, mais, pour l'essentiel, par des travailleurs inorganisés qui n'avaient d'autre choix que d'utiliser leur lieu de travail comme tremplin pour leur action et comme centre pour leurs efforts d'organisation. La coordination locale de ces activités exigea, pour formuler une politique et mener les négociations avec les autorités, la représentation par un soviet couvrant une ville, par des conseils ouvriers. De tous les soviets formés en Russie pendant les événements révolutionnaires, celui de Saint-Pétersbourg qui dura d'octobre à décembre 1905, fut peut-être le plus représentatif. Il trouva son premier historien en Léon Trotsky, lui-même un de ses membres dirigeants, qui, en parle ainsi:

Le conseil des députés ouvriers fut formé pour répondre à un besoin pratique suscité par les conjonctures d'alors: il fallait avoir une organisation jouissant d'une autorité indiscutable, libre de toute tradition, qui grouperait du premier coup les multitudes disséminées et dépourvues de liaison. Cette organisation devait être un confluent pour tous les courants révolutionnaires à l'intérieur du prolétariat; elle devait être capable d'initiative et se contrôler elle-même de manière automatique; l'essentiel, enfin, c'était de pouvoir la faire surgir dans les vingt-quatre heures.¹³

Les soviets attirèrent les membres de la population laborieuse qui parlaient avec facilité et, par conséquent, ceux qui étaient les plus éveillés politiquement. Ils furent soutenus par les organisations socialistes et les syndicats naissants¹⁴. Les soviets de ville regroupaient des délégués de diverses usines, formant ainsi une sorte de «parlement ouvrier» avec un comité exécutif élu. Les délégués

13. L. TROTSKY, 1905, traduction française de Gérard Bloch, Paris, Éditions de Minuit, 1969, p. 99.

14. Pour une histoire détaillée des soviets, consulter l'ouvrage de O. ANWEILER, *Die Rätebewegung in Russland 1905-1921*, (Leyde 1958), traduction française de Serge Bricianer sous le titre: *Les Soviets en Russie (1905,1921)*. Paris, Gallimard, 1971.

étaient révocables à chaque instant. Les soviets restèrent impartiaux par rapport aux organisations socialistes, les autorisant à envoyer des délégués pouvant donner leur avis mais sans droit de vote. La différence entre les organisations traditionnelles et les soviets est soulignée par Trotsky qui remarque que les partis socialistes étaient

des formations à l'intérieur du prolétariat (dont le) but immédiat (était) de lutter pour acquérir de l'influence sur les masses. (Alors que) le soviet devient immédiatement l'organisation même du prolétariat; son but est de lutter pour la conquête du pouvoir révolutionnaire.¹⁵

Pour Lénine, les soviets de 1905 étaient

des organes de la lutte directe des masses. Ils ont été créés comme des organes de lutte par la grève. Sous la pression de la nécessité, ils sont rapidement devenus des organes de la lutte révolutionnaire générale contre le gouvernement [...] Ce n'est pas une théorie quelconque, ce ne sont pas des appels lancés par qui que ce soit, ce n'est pas une tactique inventée à plaisir, ni une doctrine de parti, c'est la force des choses qui a amené ces organes sans-parti, ces organes de masse à la nécessité d'un soulèvement qui en a fait des organes insurrectionnels.¹⁶

Pour lui,

les soviets de députés et institutions semblables étaient en réalité des embryons de gouvernement provisoire qui auraient inévitablement possédé le pouvoir si l'insurrection avait triomphé.

Et il ajoutait:

Il faut faire passer le centre de gravité dans l'étude de ces organes embryonnaires d'un nouveau pouvoir qui sont un fait historique, l'étude des conditions de leur travail et de leur succès.¹⁷

15. L. TROTSKY, *1905, op. cit.*, p. 223.

16. V.I. LÉNINE, « La Dissolution de la Douma et les tâches du prolétariat », 1906, O.C., t. XI, p. 121.

17. *Ibid.*, p. 124.

Mais il continuait d'insister sur la direction révolutionnaire indivisible du parti social-démocrate, car, selon lui,

le soviet des députés ouvriers n'est ni un parlement ouvrier ni un organe d'auto-administration prolétarien; de manière générale, ce n'est pas un organe d'auto-administration, c'est une organisation de combat poursuivant des fins déterminées.¹⁸

Et, quoique

le Parti ouvrier social-démocrate de Russie n'ait jamais renoncé à utiliser, en des moments d'essor révolutionnaire plus ou moins marqués, certaines organisations de sans-parti telles que les soviets de députés ouvriers,

il ne devait le faire que pour renforcer sa propre influence dans la classe ouvrière et augmenter ses propres forces¹⁹.

Lénine ne dévia jamais de cette position, même quand il lança le mot d'ordre: « Tout le pouvoir aux soviets » de façon à mettre un terme au double pouvoir des soviets et du gouvernement libéral, mis en place par la révolution de février 1917. Dans son idée, il fallait pousser les soviets à éliminer le gouvernement provisoire, mais seulement pour permettre la formation d'un nouveau gouvernement qui reposerait sur les soviets au lieu de l'Assemblée constituante prévue. Cette formation excluait la population de la participation directe ou indirecte aux activités de l'État et, du même coup, réaliserait la dictature du prolétariat. Ce nouveau gouvernement devrait être soumis au contrôle des soviets et non à celui de tel ou tel parti. Mais au moment même où il demandait ce gouvernement soviétique, Lénine n'en continuait pas moins de penser à un gouvernement bolchevique, ayant ou non le consentement des soviets. Au premier congrès des soviets, le 3 juin 1917, Tsereteli, ministre menchevique du gouvernement provisoire, remarqua qu'il n'y avait, en Russie, à ce moment, aucun parti politique pour dire: « donnez-moi le pouvoir. » Il s'attira cette réponse de Lénine:

18. VI. LÉNINE, « Socialisme et Anarchisme », 1905, O.C., t. X, p. 68.

19. VI. LÉNINE, « Projet de Résolution pour le ve Congrès du POSDR », 1907, O.C., t. XII, p. 140.

Mais si, il y en a un. Aucun parti ne peut décliner cette offre et notre parti ne la refuse pas. Il est prêt, à toute minute, à prendre tout le pouvoir.²⁰

À cette époque, la situation était encore mouvante. La guerre continuait en dépit de la dissolution progressive de l'armée. On décapitait des complots contre-révolutionnaires. L'économie se désintégraît de plus en plus vite. La fraction bolchevique dans les soviets était encore très faible et incapable de faire tourner la situation à son avantage. Il n'était pas possible, à la simple vue de la constellation politique, de prévoir de quel côté la roue allait tourner. La coalition entre les soviets et le gouvernement provisoire durerait-elle jusqu'à la convocation de l'Assemblée constituante, convocation que tous les partis politiques demandaient ? Y aurait-il alors formation d'un gouvernement bourgeois et achèvement de la révolution bourgeoise ? Ou bien est-ce qu'un changement de la situation extérieure ou de la composition des soviets mettrait fin à cette coalition et déboucherait sur une reprise de la guerre civile ? Ou bien, encore, est-ce que le gouvernement provisoire, aidé par la partie de l'armée restée loyale, réussirait à soumettre les soviets à sa volonté en installant quelque forme de dictature ? La présence de nombreux partis dans les soviets défendant des programmes économiques et politiques largement divergents, les frictions à l'intérieur du gouvernement provisoire, autant de phénomènes qui se conjugaient pour créer une situation politique chaotique où à la fois tout et rien semblaient possibles. Dans de telles conditions, le parti bolchevique pouvait conquérir le pouvoir. Il le pouvait soit en obtenant la majorité dans les soviets et en tentant, ensuite, de chasser le gouvernement provisoire, soit en prenant le risque d'un soulèvement militaire, en utilisant ses seules forces, sans compter sur l'appui des soviets. Chacune de ces deux voies semblait praticable, et le mieux était de se préparer pour les deux. Mais cette tactique entraînait une certaine ambiguïté vis-à-vis des soviets. C'est pourquoi

20. L. TROTSKY, *Histoire de la Révolution russe*, traduction française de M. Parijanine, Paris, Editions du Seuil, 1967, nous n'avons pas pu retrouver ce passage dans l'édition française qui se trouve tome 1 p. 479 de la traduction anglaise [NdT]. Voir aussi M. FERRO, *The Russian Revolution of February 1917*, Englewood Cliffs, N., Hall, 1972, p. 308.

Lénine les considérait, à certains moments, comme indispensables et, à d'autres, comme une gêne pour le déclenchement d'une seconde révolution. Mais peu importait au fond le rôle que les soviets auraient à jouer, ce qui déterminait la politique de Lénine, c'était la conquête du pouvoir par le Parti, comme le montre l'examen des événements qui suivirent. Cette attitude était, bien entendu, tout à fait cohérente et avec sa philosophie générale et avec sa conception du parti élément déterminant de la révolution socialiste.

Parce qu'en 1917 les soldats passèrent du côté de la révolution, les premiers soviets furent composés de conseils de soldats et d'ouvriers, les premiers étant nettement plus nombreux que les seconds. Dans la seconde moitié de mars 1917, le soviet de Petrograd, par exemple, comptait 3 000 membres, dont 2 000 soldats. L'influence de l'intelligentsia était aussi beaucoup plus grande en 1917 qu'en 1905, comme le montre la composition du comité exécutif de ce soviet, dont seuls 7 membres sur 42 étaient des ouvriers d'usine. Au début les mencheviques et les socialistes révolutionnaires prédominèrent. Toujours au soviet de Petrograd, la fraction bolchevique ne comptait que 40 délégués sur les 3 000. Mais, en septembre, les bolcheviques détenaient la majorité. Cette croissance de leur force, au cours du développement révolutionnaire, provenait de ce qu'ils avaient adopté inconditionnellement les buts réels des masses rebellées. Ces dernières, à côté de demandes restreintes visant à soulager la misère immédiate, présentaient des revendications plus larges allant de la fin de la guerre à l'expropriation et au partage des propriétés foncières. La révolution de Février était à la fois une révolution bourgeoise, prolétarienne et paysanne, mais c'était son aspect paysan qui en assurait le succès. La Russie comptait 174 millions d'habitants, dont seulement 24 millions de citadins, et c'était la situation critique et terrible de la paysannerie qui l'amenait à s'allier au prolétariat industriel. Le gouvernement provisoire était sans doute prêt à mettre en route une série de réformes agraires mais pas à entériner l'expropriation des grands propriétaires sans compensation, car cela aurait été contraire au principe de propriété privée sur lequel repose le règne de la bourgeoisie. Il n'était pas plus disposé à solliciter la

paix, car il espérait encore une victoire des Alliés et désirait avoir sa part des dépouilles des vaincus. Les bolcheviques, en revanche, étaient pour la fin immédiate des hostilités et pour la distribution des terres aux paysans. Et comme les soldats venaient en majorité de la paysannerie, leurs soviets firent allégeance aux bolcheviques, abandonnant les partis bourgeois et réformistes sociaux, comme les soviets d'ouvriers.

Ce n'était pas le programme agraire marxiste qui séduisait les paysans mais celui des socialistes révolutionnaires, qui revendiquait la nationalisation de la terre sous contrôle des communes villageoises, dans une organisation démocratique reposant sur une distribution égale de terres. Du point de vue marxien, un tel programme est utopique. Le marxisme est favorable à la production à grande échelle et celle-ci exclut l'exploitation agricole individuelle. Considérant que le socialisme est l'héritier du capitalisme et que ce système élimine de lui-même l'exploitation paysanne à petite échelle, il s'attend à ce que la question paysanne soit largement résolue dans le capitalisme, de façon à ce qu'elle ne constitue plus un problème majeur pour le socialisme. Si Lénine s'opposa dès le début aux narodniques et à leurs héritiers socialistes-révolutionnaires, c'est non seulement qu'il croyait que la distribution égale de la terre aux paysans était irréaliste, mais encore qu'elle était en contradiction avec le mode socialiste de production. Il était, lui aussi, favorable au démantèlement des propriétés semi-féodales, mais seulement pour hâter le développement de l'agriculture capitaliste afin d'assurer une concentration de la propriété foncière dans des conditions plus progressistes. Dans tous les cas, il s'agissait là d'un problème pour l'avenir, d'un problème de développement capitaliste plus poussé. Il s'exprime ainsi :

Les petits paysans ne peuvent secouer le joug du capital qu'en s'associant au mouvement ouvrier, en l'aidant dans sa lutte pour le régime socialiste, pour la transformation de la terre, ainsi que des autres moyens de production (fabriques, usines, machines, etc.) en propriété sociale. Vouloir sauver la

paysannerie en défendant la petite culture et la petite propriété contre la poussée du capitalisme, ce serait retarder inutilement l'évolution sociale.²¹

Cependant, sans tenir compte des programmes, les paysans commencèrent, peu après la révolution de Février, et de leur propre chef, à exproprier et à se partager les terres. Jusqu'alors, le gouvernement provisoire n'avait guère porté d'attention à la question paysanne. Il ne commença à la considérer sérieusement que face aux soulèvements dans les campagnes. Pourtant il ne proposa que de vagues suggestions sur l'exploitation et la redistribution de la terre, déclarant laisser à la future Assemblée constituante le soin de leur donner force de loi. Comme les mencheviques et les socialistes-révolutionnaires étaient maintenant représentés au gouvernement provisoire, cette attitude ambiguë et cette inactivité face au problème agraire leur coûtèrent le soutien actif des paysans. Plus tard, Lénine devait ainsi remarquer :

Si nous avons gagné en Russie, et, au surplus, avec une telle facilité, c'est parce que nous avons préparé notre révolution pendant la guerre impérialiste [...] Dix millions de nos ouvriers et paysans étaient armés et notre mot d'ordre était : paix immédiate coûte que coûte. Nous avons gagné parce que les masses paysannes les plus larges étaient pour la révolution contre les grands propriétaires fonciers. Les socialistes-révolutionnaires [...] exigeaient des mesures révolutionnaires mais [...] ils n'avaient pas assez de courage pour agir de façon révolutionnaire [...] Nous avons triomphé en Russie non seulement parce que nous avons la majorité de la classe ouvrière [...] mais aussi parce que la moitié de l'armée, après notre prise du pouvoir, et les neufs dixièmes de la masse paysanne sont passés à nos côtés en l'espace de quelques semaines; nous avons triomphé parce que nous n'avions pas adopté notre programme agraire mais celui des socialistes-révolutionnaires et que nous l'avons mis en pratique.²²

Il était clair pour Lénine que, pour gagner la course au pouvoir d'État, il était essentiel d'obtenir le soutien des paysans, fût-ce un

21. VI. LÉNINE, « Le Parti ouvrier et la Paysannerie », 1902, O.C., t. IV, pp. 439-440.

22. VI. LÉNINE, « Discours en faveur de la tactique de l'Internationale communiste » 1^{er} juillet 1921, 3^e Congrès de l'I.C., O.C. XXXII, pp. 504-505.

soutien passif. Le programme agraire marxiste avait été élaboré en opposition à celui des socialistes-révolutionnaires, mais à une époque où les questions pratiques de la révolution ne se posaient pas encore de manière aiguë. Ce programme, dans les conditions de la Russie, était parfaitement irréaliste. Toutes les considérations abstraites qui avaient pu être faites sur le problème agraire, perdirent tout sens dès que les paysans se saisirent de ce qui pouvait être saisi. Ce n'est pas parce qu'ils « adoptèrent le programme agraire des socialistes-révolutionnaires » que les bolcheviques furent, victorieux, mais, essentiellement, parce qu'ils entérinèrent ce qui, de toute façon, se passait. Il est bien sûr vrai que, de cette manière, ils se concilièrent la « bonne volonté » des paysans, ce qui leur facilita la tâche pour prendre et conserver le pouvoir d'État. Mais la manière dont Lénine présente cet acte le fait apparaître comme un mouvement opportuniste temporaire, dans une stratégie générale menant les bolcheviques au triomphe. Il justifie ainsi l'opportunisme comme arme pour la révolution. Cet acquiescement à la saisie des terres par les paysans, quoiqu'on admît qu'il constituât une entorse aux principes marxistes, n'en fut pas moins considéré comme une ruse intelligente pour aider la révolution « marxiste ». Ainsi Lénine et les bolcheviques qui, sans relâche, dénonçaient l'opportunisme de leurs adversaires politiques, se faisaient gloire de concessions et de compromis temporaires, sacrifiant leurs propres principes pour acquérir un avantage à long terme.

Bien qu'ennemi mortel de la révolution bourgeoise, Lénine mena la politique d'un esprit bourgeois. Il voyait en effet la lutte de classes et celle entre nations comme dépendant de la stratégie et de la tactique de dirigeants et d'hommes d'État, déterminant les mouvements des populations. Il ne s'agissait donc que de vaincre l'adversaire par une manœuvre plus habile, que de se montrer plus malin que lui. C'était un jeu dont les gagnants seraient ceux qui seraient les plus experts à manipuler les événements. Politique et révolution devenaient des « arts », la palme de la victoire revenant aux adversaires les plus talentueux et en ayant la meilleure connaissance. Arts, non par opposition aux rigidités de la science

ou à la tristesse des lieux communs, mais parce qu'ils exigeaient un assortiment de talents pour amener le meilleur au sommet. Bien sûr, il fallait jouer ce jeu en tenant compte des handicaps divers qu'imposait la situation sociale, mais, même dans le cadre de ces conditions, il s'agissait de savoir « qui allait détruire qui » dans la lutte pour le pouvoir politique. Voilà finalement ce que Lénine entendait par primauté de la théorie sur la pratique ou des dirigeants sur des masses non éduquées qui, de toute façon, ne pouvaient que répondre de manière aveugle à des situations qui dépassaient leur entendement.

Sans nier les limites objectives mises au processus social qui fait l'histoire par les rapports de classes et par le niveau du développement économique, Lénine avait réussi à se convaincre que, quoique l'Histoire soit faite par les hommes, elle est réellement faite par seulement un petit nombre d'entre eux, des gens qui, en s'identifiant à des intérêts de classe particuliers modifient le cours des événements par leur pouvoir de persuasion et leurs capacités personnelles exceptionnelles. Mais tout bourgeois sait que l'arbitraire absolu ne saurait exister, même s'il est prêt à insister sur la capacité d'individus à faire l'Histoire et s'il rapporte le développement historique à l'existence de grands hommes. Il néglige le fait que le grand homme n'est tel que parce que la structure pyramidale de la société exige son existence, quelles que soient d'ailleurs ses qualifications particulières (même si la lutte concurrentielle peut amener, à l'occasion, des personnalités hors ligne au sommet de la pyramide). Dans une société rongée par les classes, le rôle du grand homme est automatiquement rempli, mais il faut aussi le magnifier pour éviter que le tissu social ne tombe en pièces. Aucune société de classes ne peut exister sans grands hommes: c'est l'autre face d'une même pièce. Pourtant, pour la même raison, ce que les grands hommes peuvent faire reste limité par les conditions socio-économiques qu'ils viennent à symboliser. Leur interférence sur les événements reste circonscrite à ce qui est historiquement possible. Or ce qui est historiquement possible n'est pas déterminé par ce qui est politiquement possible

mais par le niveau réel des forces sociales de production et des rapports sociaux qui leur sont associés.

Ce sont les événements politiques qui favorisèrent les bolcheviques. Au 1^{er} Congrès des soviets de toute la Russie, en juin 1917, ils contrôlaient 13 % des 790 délégués. Au second, en octobre 1917, ils en contrôlaient 51 % (sur 675). Pourtant, quoique les bolcheviques eussent eu la majorité dans les soviets de Petrograd et de Moscou dès septembre 1917, Lénine aurait été tout à fait prêt à prendre le pouvoir même s'il en avait été autrement. « Attendre une majorité formelle, écrivait-il à cette date, serait naïf de la part des bolcheviques: cela aucune révolution ne l'attend²³. » En dépit de l'opposition dans son propre parti, il exigea qu'on passe à l'insurrection avant la convocation du 11^e Congrès des soviets de Russie. Le fait accompli rendrait plus facile l'obtention du soutien du Congrès pour éliminer le gouvernement provisoire. C'est dans ce but que le soviet de Petrograd créa un comité révolutionnaire militaire sous la direction de Trotsky qui entra en action le 25 octobre. En quelques heures, le coup d'État permit à Lénine de proclamer la victoire de la révolution ouvrière et paysanne, puis, plus tard dans la journée, d'avoir l'aval du Congrès des soviets de Russie, aval d'autant plus facile à obtenir que socialistes-révolutionnaires de droite et mencheviques avaient quitté le Congrès en signe de protestation contre le coup d'état. Le jour suivant, le premier gouvernement ouvrier et paysan était formé.

Le minutage de l'insurrection que Lénine avait prévu fut respecté. Le coup d'État trouva un gouvernement provisoire sans défense et assura le transfert du pouvoir au gouvernement soviétique, pratiquement sans effusion de sang. On prétendit qu'il changeait du même coup la révolution jusque-là bourgeoise en révolution prolétarienne, quoique celle-ci n'ait pas été le résultat de soulèvements spontanés de la classe ouvrière, mais d'une conspiration menée par une force militaire organisée d'ouvriers bolcheviques, soutenue par des détachements de l'armée, gagnés aux bolcheviques.

23. VI. LÉNINE, « Les bolcheviques doivent-ils prendre le pouvoir », Lettre au comité central, aux comités de Petrograd et de Moscou du P.O.S.D. (b.) R., septembre 1917, O.C., t. XXVI, p. 12., O. Ch., t. II, p. 384.

Affaire de parti, l'insurrection répondait pourtant sans aucun doute aux revendications réelles des travailleurs, comme le montre le glissement des allégeances dans les soviets et latitude générale de la population laborieuse. Lénine avait réellement réussi à faire la révolution pour les ouvriers, fournissant ainsi des preuves à l'appui de ses propres conceptions révolutionnaires. Toutefois, lorsqu'il exigea qu'on se préparât à l'insurrection, il ne parla pas d'exercice du pouvoir d'État par les soviets, mais par le Parti. Comme la majorité des députés aux soviets était bolchevique, ou soutenait les bolcheviques, il tenait pour acquis que le nouveau gouvernement serait un gouvernement bolchevique. Et ce fut bien le cas, même si quelques socialistes-révolutionnaires de gauche et quelques socialistes de gauche occupèrent des postes dans le nouveau gouvernement.

Au début, cependant, les bolcheviques procédèrent avec précaution, insistant sur la nature démocratique de leur nouveau régime et sur leur volonté de se plier aux décisions des masses populaires, même lorsqu'elles n'avaient pas leur accord. Ils ne s'opposèrent pas aux élections à l'Assemblée constituante qui donnèrent une forte majorité aux socialistes-révolutionnaires (S-R) et mirent les bolcheviques en minorité. Mais les S-R, en dépit de leur succès électoral provenant de leur symbiose avec les paysans, ne constituaient pas un parti unifié, surtout en ce qui concernait le problème de la poursuite de la guerre. Les S-R de gauche étaient plus d'accord avec les bolcheviques qu'avec l'aile droite de leur propre parti. Tandis que se poursuivaient les élections à l'Assemblée constituante, se tenait le congrès des députés paysans de toutes les Russies. Ce congrès entraîna une scission des S-R, les S-R de gauche entrant dans une coalition avec les bolcheviques. Le résultat des élections montra clairement que l'Assemblée constituante représentait une menace mortelle pour la domination politique du parti bolchevique et aussi pour les réalisations de la révolution. Avec le consentement des S-R de gauche, les bolcheviques firent tout simplement disperser l'Assemblée.

La majorité de la population des ouvriers et des paysans voulait la paix, la terre, du pain et la liberté. Cette volonté fut entièrement

reprise en compte par le programme du parti bolchevique. Les aspirations démocratiques et bourgeoises qui avaient caractérisé les débuts de la révolution et qui avaient conduit à l'installation de l'Assemblée constituante, perdaient maintenant leur importance, non seulement aux yeux des bolcheviques, mais aussi à ceux des grandes masses. Les révolutionnaires saluèrent, en Russie, mais aussi dans le monde entier, le règne des soviets considéré comme d'importance historique. Même une socialiste aussi sceptique que Rosa Luxemburg affirma qu'en se saisissant du pouvoir, les bolcheviques avaient « proclamé pour la première fois les objectifs ultimes du socialisme comme programme immédiat de politique pratique²⁴ ». Et ils l'avaient fait en résolvant « l'illustre question de la majorité du peuple », en passant de la tactique révolutionnaire à la majorité au lieu d'attendre que la majorité passe à la tactique révolutionnaire²⁵. Selon le point de vue de Rosa, au moins en ce qui concerne les masses urbaines, le parti de Lénine a bien compris où étaient leurs intérêts réels en faisant passer tout le pouvoir aux mains des soviets.

Mais Lénine, lui, identifiait pouvoir des soviets et pouvoir du parti bolchevique: il voyait dans la monopolisation du pouvoir d'État par ce dernier la réalisation du règne des soviets. Après tout, le choix était unique: ou le gouvernement capitaliste, ou un gouvernement ouvrier et paysan capable d'éviter le retour du règne de la bourgeoisie. Mais pour que la domination des bolcheviques sur le gouvernement et l'appareil d'état pût durer, il fallait qu'ouvriers et paysans continuassent d'élire des bolcheviques aux soviets. Ce qui n'était pas garanti, comme le montrait l'exemple des mencheviques et des S-R, hier la majorité, qui s'étaient retrouvés en minorité: une même mésaventure pouvait arriver aux bolcheviques. Il était donc nécessaire d'éviter la réémergence de soviets qui pourraient favoriser un retour aux institutions politiques bourgeoises. Abandonnés à eux-mêmes, les soviets étaient bien capables de perdre leur position

24. R. LUXEMBURG, *La Révolution russe*, Paris, Maspéro, 1968, tome II (Voir aussi la version française du même ouvrage due à Marcel Ollivier: Spartacus, Paris 1938, p. 11)

25. *Ibid.* p. 64.

de force au profit de la bourgeoisie libérale et de ses alliés réformistes sociaux. Pour garantir le caractère socialiste de la Révolution, il fallait donc supprimer toutes les forces antibolcheviques dans le système des soviets comme au dehors de lui. En un court laps de temps, le régime des soviets devint la dictature du parti bolchevique. Les soviets émasculés furent néanmoins conservés, de manière formelle, pour servir de façade masquant cet état de fait.

Si, pour des raisons tactiques, Lénine préconisa la participation aux élections à l'Assemblée constituante et, à l'occasion, rendit un hommage purement formel à cette institution bourgeoise, il avait, après son retour en Russie, dans les *Thèses d'avril* qu'il soumit à son organisation, déjà soutenu qu'il n'y avait pas besoin de République parlementaire puisque les soviets existaient. Selon lui, cette existence même permettait la formation d'un État du type de celui de la Commune de Paris. Poursuivant cette idée, il affirmait :

Notre tâche immédiate est non pas d'introduire le socialisme, mais uniquement de passer tout de suite au contrôle de la production sociale et de la répartition des produits par les soviets de députés ouvriers.²⁶

Il estimait que cela suffirait pour répondre aux besoins immédiats de la Révolution. Ce qui était de la première importance, c'était la nature de l'État, du pouvoir politique dont tout découlerait et qui assurerait la marche vers le socialisme. « Tout le pouvoir aux soviets », cela ne voulait pas dire : saisie des moyens de production ou abolition du travail salarié. On ne demandait pas aux travailleurs d'administrer les entreprises industrielles, simplement de les surveiller. Le premier décret sur le contrôle ouvrier étendit celui-ci :

à la production, au stockage, à l'achat et à la vente de matières premières et de produits finis, aussi bien qu'aux finances des entreprises. Les travailleurs exercent ce contrôle à travers leurs organisations élues, telles que les comités d'usine et d'atelier, et les soviets, etc. Les employés de bureau et le personnel technique devront aussi être représentés dans ces comités [...] Les organes

26. V.I. LÉNINE, « Les Tâches du Proletariat dans la Présente Révolution » (*Thèses d'Avril*), 7 avril 1917, O.C., t. XXIV, p. 14, O. Ch., t. II, p. 37.

du contrôle ouvrier ont le droit de superviser la production. Les secrets commerciaux sont levés. Les propriétaires devront communiquer tous leurs livres et faire part de leurs décisions pour l'année en cours et les années passées aux organes ouvriers de contrôle.²⁷

Toutefois, la production capitaliste et le contrôle ouvrier sont incompatibles et ce maquignonnage, par lequel les bolcheviques comptaient conserver l'aide des organisateurs capitalistes de la production tout en satisfaisant le vif désir des ouvriers de prendre possession de l'industrie, ne pouvait durer longtemps. Une année plus tard, Lénine s'en explique ainsi :

Nous n'avons pas décrété le socialisme tout de suite dans toute l'industrie parce que le socialisme ne peut prendre forme et finalement s'établir que lorsque la classe ouvrière a appris à conduire l'économie [...]

C'est pourquoi nous avons introduit le contrôle ouvrier sachant que c'était une mesure contradictoire et partielle. Mais nous considérons qu'il est de la première importance et de toute valeur que les ouvriers aient attaqué ce problème eux-mêmes, que du contrôle ouvrier qui, dans les industries principales ne pouvait être que chaotique, amateur et partiel, nous soyons passés à l'administration ouvrière de l'industrie et à l'échelle de la nation.²⁸

Le changement du « contrôle » en « administration » se révéla être de fait l'abolition des deux. Bien entendu, de même que l'émasculature des soviets prit un certain temps, car elle exigeait la formation et la consolidation de l'appareil d'État bolchevique, de même l'influence directe des travailleurs dans les usines et les ateliers ne fut que graduellement éliminée par le biais de méthodes diverses comme de faire passer le droit de contrôle des comités d'usine aux syndicats, puis de transformer ces derniers en agences de l'État. En fait, l'instauration du contrôle ouvrier par des comités d'usine et des délégués d'atelier avait précédé le décret gouvernemental. Ces comités étaient nés spontanément pendant la révolution de Février,

27. J. BUNYAN et H.H. FISHER, *The Bolshevik Revolution* (La Révolution bolchevique) Stanford, Stanford University Press, 1934.

28. V.I. LÉNINE, *Questions of the Socialist Organisation of the Economy*, Moscou, 1964, Progress Publishers, p. 173.

car ils étaient la seule forme possible de représentation ouvrière, les syndicats ayant été détruits pendant la guerre. Autrefois, les syndicats avaient été le pendant de la social-démocratie russe et une place forte de son aile menchevique. Rapidement ressuscités après la révolution de Février, ils se heurtèrent à la forte opposition des comités d'usine qui les tenaient pour inutiles dans les nouvelles conditions. De manière générale, les comités d'usine se rangèrent aux cotés des bolcheviques et en vinrent à se considérer comme une forme plus adéquate d'organisation, non seulement pour la lutte pour des revendications immédiates, mais aussi pour l'installation du contrôle ouvrier et du nouveau système destiné à administrer la production dans l'entreprise et l'économie dans son entier,

Après le renversement du gouvernement provisoire en fait elles avaient commencé avant, des tentatives sérieuses furent faites pour intégrer les conseils d'usine dans un réseau centralisé afin d'assurer et l'existence de l'économie nationale et le contrôle indivis de la production et de la distribution par les producteurs eux-mêmes, ce qui aurait signifié l'abolition du travail salarié. Mais quoiqu'il ne s'agît que d'une tendance, et d'ailleurs assez faible vu les conditions de la Russie, les bolcheviques s'empressèrent de mettre ce projet hors la loi sous le prétexte que sa réalisation aurait empêché la renaissance de l'économie et réduit la productivité du travail. Quoique l'existence des comités d'usine eût été une des conditions qui rendirent possible l'accession des bolcheviques au pouvoir, la réalisation de leur autodétermination, qui avait d'abord été envisagée, mettait en danger le règne dictatorial du gouvernement bolchevique et lui était en fait contradictoire. En perdant le pouvoir, les mencheviques avaient aussi perdu le contrôle des syndicats. Celui-ci fut repris par les bolcheviques. Ils contraignirent alors les comités d'usine à se soumettre aux syndicats, de fait à se transformer en instruments de ceux-ci, dont la volonté fut imposée aux usines. Les syndicats, étant donné leur centralisation bureaucratique, étaient moins enclins à se livrer à des actions indépendantes et pouvaient plus facilement être intégrés à l'État bolchevique naissant. Car, comme on le fit remarquer à l'époque, « le cours objectif de la révolution

exige la transition vers le contrôle gouvernemental et la régulation de l'industrie²⁹».

De cette manière, on assista à une sorte de renversement du contrôle ouvrier, qui devint le contrôle sur les ouvriers et leur production. Il était essentiel d'accroître la production et, parce qu'il ne pouvait compter sur la simple exhortation pour pousser les travailleurs à s'exploiter eux-mêmes plus qu'à l'ordinaire, l'État bolchevique étendit sa compétence à la sphère économique tout en prétendant énergiquement que ce contrôle étatique de l'économie c'était en fait le contrôle par le prolétariat. Cela n'empêcha pas Lénine de déclarer qu'il était absolument essentiel que la direction technique et organisationnelle de la production fût l'apanage exclusif de managers et de directeurs appointés par l'État. En effet, prétend-il,

toute grande industrie mécanique qui constitue justement la source et la base matérielle de production du socialisme exige une unité de volonté rigoureuse, absolue, réglant le travail commun de centaines, de milliers et de dizaines de milliers d'hommes. Sur le plan technique, économique et historique, cette nécessité est évidente et tous ceux qui ont médité sur le socialisme l'ont toujours reconnue comme une de ses conditions. Mais comment une rigoureuse unité de volonté peut-elle être assurée ? Par la soumission de la volonté de milliers de gens à celle d'une seule personne.

Cette soumission rappellera plutôt la direction délicate d'un chef d'orchestre, si ceux qui participent au travail commun sont parfaitement conscients et disciplinés. Elle peut revêtir des formes tranchées, dictatoriales, si la parfaite discipline et la conscience font défaut. Mais, de toute façon, la soumission sans réserve à une volonté unique est absolument indispensable pour le succès d'un travail organisé sur le modèle de la grande industrie mécanique.³⁰

29. A. M. PANKRATOVA, *Fabrikräte in Russland* (Les conseils de fabriques en Russie), Francfort, Ficher, 1976, p. 232. Ce livre important, publié pour la première fois à Moscou, en 1923, nous donne une description détaillée, du point de vue bolchevique sans doute, de la montée, des activités et des aspirations des conseils d'usine de Russie, ainsi que de leurs relations avec les syndicats. Il décrit aussi leur élimination par les bolcheviques.

30. V. I. LÉNINE, « Les Tâches immédiates du pouvoir des soviets », 28 avril 1918, O.C., t. XXVII, p. 278-279, O. Ch., t. II, pp. 688-689.

Si cette affirmation est à prendre sérieusement, il faut en conclure que la conscience de classe devait être totalement absente en Russie, car le contrôle de la production et de la vie sociale en général, prit des formes dictatoriales dépassant tout ce qu'avaient pu connaître les nations capitalistes et excluant toute brève d'autodétermination ouvrière et, cela, jusqu'aujourd'hui.

L'IDÉE DE LA COMMUNE

L'échec des ouvriers, incapables de maintenir leur contrôle sur leur propre destin, a été essentiellement dû à l'état objectif général de la Russie, qui n'était pas prête à connaître un développement socialiste. Mais il faut aussi tenir compte de ce que ni les soviets ni les partis socialistes ne savaient comment organiser une société socialiste. Il n'y avait aucun précédent historique et la théorie marxiste ne s'était guère sérieusement intéressée au problème de la reconstruction socialiste de la société. Cependant, certains événements révolutionnaires du passé pouvaient bien avoir quelque intérêt, eu égard à la Russie et à son état général d'arriération. Suivant en cela Marx et Engels, les marxistes russes se référaient volontiers à la Commune de Paris, y voyant un exemple d'une révolution de la classe ouvrière dans des conditions défavorables semblables. Trotsky écrivait ainsi:

Il est possible que les ouvriers arrivent au pouvoir dans un pays économiquement arriéré avant d'y arriver dans un pays capitaliste avancé. En 1871, les ouvriers prirent délibérément le pouvoir dans la ville petite-bourgeoise de Paris; pour deux mois seulement, il est vrai, mais, dans les centres anglais ou américains du grand capitalisme, les travailleurs n'avaient jamais, même une heure, tenu le pouvoir entre leurs mains.¹

Lénine, lui aussi, trouvait dans la Commune de Paris une justification de sa propre attitude par rapport à la Révolution russe et la dictature soviétique. Citant Marx, il retient comme grande leçon de la Commune de Paris le fait que l'État bourgeois ne peut pas simplement être pris en main par le prolétariat, mais qu'il doit être détruit et remplacé par un État prolétarien, un semi-État qui commencerait à s'éteindre dès que le règne de la majorité aurait remplacé le règne de la minorité, caractéristique de la société bourgeoise. Il écrit dans *L'État et la Révolution*:

1. L. TROTSKY, *Bilan et Perspectives* (1905), Paris, Seuil, 1974, p. 48.

Une fois les capitalistes renversés, la résistance de ces exploiters matée par la main de fer des ouvriers en armes, la machine bureaucratique de l'État actuel brisée, nous avons devant nous un mécanisme admirablement outillé au point de vue technique, affranchi de « parasitisme », et que les ouvriers peuvent fort bien mettre en marche eux-mêmes en embauchant des techniciens, des surveillants, des comptables, en rétribuant leur travail à tous, de même que celui de tous les fonctionnaires « publics » par un salaire d'ouvrier. Telle est la tâche concrète, pratique immédiatement réalisable à l'égard de tous les trusts, et qui affranchit les travailleurs de l'exploitation en tenant compte de l'expérience déjà commencée pratiquement par la Commune (surtout dans le domaine de l'organisation de l'État).²

Pendant, cette pratique de l'État prolétarien révélée par la Commune de Paris était plutôt limitée et, d'ailleurs, fort peu « consciemment » menée, contrairement à ce qu'affirme Trotsky, car elle était née dans les conditions de la guerre franco-prussienne et du siège de Paris, le tout dans un grand élan patriotique de la population parisienne. Mais quelles qu'aient pu être ces circonstances, l'incorporation d'ouvriers dans la garde nationale qu'ils finirent par dominer, donna à ces ouvriers l'arme nécessaire pour s'opposer au nouveau gouvernement bourgeois qui, de son côté, tentait d'arriver à un accord avec les envahisseurs prussiens. Les grandes souffrances endurées par le prolétariat pendant le siège de Paris n'avaient pas entamé son ardeur patriotique, mais, au contraire, avaient intensifié sa haine d'une bourgeoisie prête à accepter les conséquences de la défaite pour consolider son propre règne, grâce au désarmement de la classe ouvrière. Étant donné la situation de plus en plus révolutionnaire à Paris, le gouvernement bourgeois s'établit à Versailles pour préparer la reconquête de la capitale. Les élections municipales du 26 mars 1871 donnèrent à l'opposition républicaine de gauche une majorité dans le rapport de quatre à un et conduisirent à la proclamation de la Commune de Paris. La Commune partageait le gouvernement de la ville avec le Comité central de la garde nationale, responsable de la défense.

2. V.I. LÉNINE, *L'État et la Révolution*, août-septembre 1917, O.C., t. XXV, p. 460, O. Ch., t. II, p. 326.

Quoique la révolution communaliste se soit considérée elle-même comme inaugurant une « ère nouvelle », marquant « la fin du vieux monde gouvernemental, et clérical du militarisme, du fonctionnarisme, de l'exploitation, de l'agiotage, des monopoles, des privilèges auquel le prolétariat doit son servage, la patrie ses malheurs et ses désastres³ », la force des circonstances, aussi bien que la variété des opinions qui agitaient les communards, interdisait la formulation d'un programme socialiste cohérent ou à long terme. Il y eut cependant des décrets abolissant l'armée pour la remplacer par la garde nationale, la proclamation de la limitation des salaires des membres du gouvernement à l'équivalent d'un salaire d'ouvrier, de l'expropriation des propriétés de l'Église, de l'abolition des amendes imposées par les employeurs aux ouvriers, du travail de nuit dans les boulangeries, de la nationalisation des ateliers abandonnés par leurs propriétaires bourgeois, etc. Mais ces mesures ne visaient pas encore une transformation radicale. De plus, dans le Comité exécutif de la Commune, les ouvriers restaient en minorité. Sur ses 90 membres, on n'en comptait que 21; les autres étaient des membres des classes moyennes, des petits commerçants, des journalistes des écrivains, des peintres et des intellectuels. Seuls quelques membres dirigeants de la Commune étaient affiliés à l'Internationale. La majorité se divisait en proudhoniens, blanquistes et jacobins de toute sorte. Elle s'intéressait principalement aux libertés politiques et à la préservation de la propriété, dans le cadre d'une société décentralisée. La Commune était donc susceptible de bien des interprétations, selon la variété d'intérêts qui s'y opposaient.

Mais toutes ces déficiences de la Commune, surtout si on en juge par rapport aux positions de Marx, ne pouvaient masquer le fait qu'il s'agissait là, fondamentalement, d'un gouvernement antibourgeois, où quelques ouvriers exerçaient réellement des fonctions gouvernementales et exprimaient leur volonté de dominer la société. Ce fait pesa beaucoup plus lourd dans le jugement que

3. *Déclaration au peuple français*, 18 avril 1871, cité par P. RIMBERT in *La Révolution communaliste*, Spartacus, Paris 1971, p. 57.

porta Marx sur la Commune que tous les autres aspects qui allaient contre sa propre conception du socialisme.

La Commune ne fut nullement déclenchée par l'Internationale et elle n'avait aucun des caractères socialistes au sens marxien. Que Marx se soit néanmoins rallié à elle et qu'il lui ait identifié l'Internationale a été considéré par ses adversaires politiques comme une tentative opportuniste d'annexer la gloire de la Commune au marxisme⁴. Or, point n'est besoin de mettre en question les motivations de Marx faisant sienne la cause de la Commune. Les passions libérées par la Commune de Paris, tant parmi les travailleurs que la bourgeoisie, montrent que la division sociale de classes peut arriver à dominer et effacer les différences idéologiques, voire matérielles, existant dans chaque classe. Ce n'était pas le programme particulier adopté par la Commune qui était important – qu'il fût de nature centraliste ou fédéraliste, qu'il ait impliqué réellement ou potentiellement l'expropriation de la bourgeoisie – mais le fait seul que des segments de la classe ouvrière se soient momentanément affranchis du règne de la bourgeoisie, aient eu des armes à leur disposition et aient occupé les institutions gouvernementales. Tous les ouvriers doués de conscience de classe reconnurent dans la brutale réponse de la bourgeoisie à cette première tentative plutôt faible d'autogouvernement, la férocité de l'ennemi de classe irrécyclable, Et cela pas seulement à Paris, mais dans le monde entier. Instinctivement et consciemment, tous se rangèrent aux côtés des ouvriers français, tout à fait indépendamment des problèmes théoriques et pratiques qui divisèrent par ailleurs le mouvement de la classe ouvrière. C'est pourquoi Marx décrit la Commune comme

4. Selon Bakounine, par exemple, l'impression faite par la Commune fut si grande que « même les marxistes, dont les idées furent balayées par le soulèvement, se virent contraints de mettre chapeau bas. Et ils allèrent plus loin, contre toute logique et contre leurs véritables sentiments, en adoptant comme le leur le programme de la Commune. C'était un travestissement comique mais inévitable car, autrement ils eussent perdu tous leurs suivants à cause des passions puissantes que souleva la révolution dans le monde entier. » Cette opinion de Bakounine est citée par F. BRUPBACHER in *Marx und Bakunin* (Marx et Bakounine), Munich, *die Aktion*, 1922, pp. 101-102.

essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière [...] la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail [...] [car] la domination politique du producteur ne peut coexister avec la pérennisation de son esclavage social. La Commune devait donc servir de levier pour renverser les bases économiques sur lesquelles se fonde l'existence des classes, donc, la domination de classe.⁵

La destruction de l'État bourgeois et la prise du pouvoir politique n'avaient donc de sens que dans l'hypothèse où elles seraient utilisées pour éliminer les rapports capital-travail tout autant. On ne peut avoir d'État ouvrier dans une société capitaliste. Marx semble avoir été convaincu que si la Commune avait survécu, elle aurait été forcée de se débarrasser de toutes ses insuffisances, Il écrit ainsi :

La multiplicité des interprétations auxquelles la Commune a été soumise, et la multiplicité des intérêts qu'elle a exprimés montrent que c'était une forme politique tout à fait susceptible d'expansion, tandis que toutes les formes antérieures de gouvernement avaient été essentiellement répressives.⁶

La chute de la Commune interdit de se livrer à des spéculations sur cette faculté d'expansion et sur la direction qu'elle aurait pu prendre. En tout cas, Marx ne se sentit pas obligé de souligner ses divergences avec la Commune, mais, au contraire, il insista sur les aspects qui pouvaient servir aux luttes futures du prolétariat.

C'est pour cette raison qu'il laissa de côté le problème du fédéralisme et du centralisme qui, parmi tant d'autres, était une pierre d'achoppement entre marxistes et proudhoniens, même si les idées de ces derniers inspiraient largement la Commune. Il préféra décrire cette dernière et l'autonomie qu'elle représentait, comme contribuant à briser l'État bourgeois et à réaliser l'autogouvernement des producteurs.

La Commune de Paris devait, bien entendu, servir de modèle à tous les grands centres industriels de France. Le régime de la Commune une fois établi à Paris et dans les centres secondaires, l'ancien gouvernement centralisé aurait,

5. K. MARX, *La Guerre civile en France* (1871), Paris, Éditions Sociales, 1969, p. 67.

6. *Ibid.*, p. 67.

dans les provinces aussi, dû faire place au gouvernement des producteurs par eux-mêmes. Dans une brève esquisse d'organisation nationale que la Commune n'eut pas le temps de développer, il est dit expressément que la Commune devait être la forme politique même des plus petits hameaux de campagne et que dans les régions rurales l'armée permanente devait être remplacée par une milice populaire à temps de service extrêmement court. Les communes rurales de chaque département devaient administrer leurs affaires communes par une assemblée de délégués au chef-lieu du département, et ces assemblées de département devaient à leur tour envoyer des députés à la délégation nationale à Paris; les délégués devaient être à tout moment révocables et liés par le mandat impératif de leurs électeurs. Les fonctions peu nombreuses, mais importantes, qui restaient encore à un gouvernement central, ne devaient pas être supprimées, comme on l'a dit faussement, de propos délibéré, mais devaient être assurées par des fonctionnaires de la Commune, autrement dit strictement responsables. L'unité de la nation ne devait pas être brisée, mais au contraire organisée par la Constitution communale; elle devait devenir une réalité par la destruction du pouvoir d'État qui prétendait être l'incarnation de cette unité, mais voulait être indépendant de la nation même, et supérieur à elle, alors qu'il n'en était qu'une excroissance parasitaire.⁷

Dans ce passage où il ne fait que rendre compte d'un projet théorique de fédération de communes autonomes, Marx donne l'impression d'être en accord général avec ce plan et d'estimer qu'il était viable. Mais l'ensemble de son œuvre témoigne contre une telle conclusion: Marx était en effet incapable d'envisager le retour de formes politiques déjà rendues caduques par l'apparition d'autres plus avancées. C'est pourquoi il trouva nécessaire d'affirmer ceci:

C'est en général le sort des formations historiques entièrement nouvelles d'être prises à tort pour la réplique de formes plus anciennes, et même éteintes, de la vie sociale, avec lesquelles elles peuvent offrir une certaine ressemblance. Ainsi dans cette nouvelle Commune qui brise le pouvoir d'État moderne, on a voulu voir un rappel à la vie des communes médiévales, qui d'abord précédèrent ce pouvoir d'État, et ensuite en devinrent le fondement.
– La Constitution communale a été prise à tort pour une tentative de rompre

7. *Ibid.*, p. 64.

en une fédération de petits États, conforme au rêve de Montesquieu et des Girondins, cette unité des grandes nations, qui, bien qu'engendrée à l'origine par la violence, est maintenant devenu un puissant facteur de la production sociale. – L'antagonisme de la Commune et du pouvoir d'État a été pris à tort pour une forme excessive de la vieille lutte contre l'excès de centralisation.⁸

Ainsi Marx pensait que le caractère fédéral de la Constitution communale n'était pas en opposition avec une organisation sociale centralisée, mais simplement répondait aux exigences de centralisation d'une manière différente de celle de l'État capitaliste, une manière qui assure l'autogouvernement des producteurs. Bref, comme devait le souligner plus tard Lénine, Marx considérait

la possibilité d'un centralisme librement consenti, d'une libre union des communes en nation, d'une fusion volontaire des communes prolétariennes en vue de détruire la domination bourgeoise et la machine d'État bourgeoises.⁹

Mais sur ce point, la vérité semble bien être que Marx ne s'est guère efforcé d'être précis dans la formulation de ses idées. Son *Adresse sur la guerre civile*¹⁰, écrite en grande hâte pour honorer la Commune défaite, n'était visiblement pas destinée à être une leçon sur les problèmes de la révolution prolétarienne et de la réalisation d'une société socialiste, et a fortiori un exposé de solutions. Ceci est d'autant plus vrai que pas plus avant que pendant ou après la Commune, Marx n'a jamais cru à la possibilité de son succès, succès qui seul aurait pu donner quelque réalité aux problèmes qu'il soulevait dans son *Adresse*. Dix ans après la Commune, il la qualifiait de « soulèvement d'une ville unique, dans des conditions très spéciales, avec une population qui n'avait jamais été socialiste et ne pouvait l'être¹¹ ». Quoique la lutte de la Commune ait été sans espoir, elle était néanmoins instructive car elle faisait ressortir la nécessité d'une dictature prolétarienne pour briser la puissance de

8. *Ibid.*, p. 65.

9. VI. LÉNINE, *L'État et la Révolution*, *op. cit.*, O.C., t. XXV, p. 465, O. Ch., t. II, p. 328.

10. Le titre exact est: *Adresse du conseil général de l'Association Internationale des travailleurs*, Londres 30 mai 1871 [NdT].

11. K. MARX, *Lettre à Domela Nieuvenhuis*, in *Marx-Engels Werke*, 35, p. 160.

l'État bourgeois. Mais cela ne fait pas pour autant de la Commune un modèle pour la construction de l'État communiste, comme le proclame Lénine. De toute façon, ce n'est pas un État communiste que doit construire le prolétariat, mais une société communiste. Son but réel n'est pas d'instaurer un autre État, fédéraliste ou centraliste, démocratique ou dictatorial, mais une société sans classe où l'État est aboli.

Le mouvement ouvrier n'a pas moins tendance que la bourgeoisie à transformer sa propre histoire en mythe. Les événements historiques apparaissent avec le recul différents de ce qu'ils étaient réellement et les descriptions qu'on en donne visent plus à atteindre l'émotivité des gens qu'à répondre à leur besoin d'exactitude. La lutte de classes, comme toute autre lutte, interdit l'objectivité. Marx et Engels n'étaient pas au-dessus de la fabrication de mythes, même s'ils l'enrobaient d'une bonne couche de sophistique. Et lorsque Lénine se mit à concevoir la Révolution russe comme une réplique et un dépassement de la Commune de Paris, il se référait à une Commune mythique, et non à la Commune réelle. Et d'ailleurs la Commune ne l'intéressait pas tellement à cause de ce qu'elle impliquait réellement, qu'à cause de ce que Marx et Engels en avaient dit. En tant que représentant d'une aile du mouvement marxiste, il se sentit obligé de justifier sa propre position en termes d'idéologie marxienne. Il écrivit donc son pamphlet *L'État et la Révolution*, à un moment où il se cachait en Finlande, attaquant un problème sur lequel il avait réfléchi bien des années auparavant, mais qui, après la révolution de Février, lui paraissait n'être plus simplement théorique, mais revêtir une importance pratique.

Car, en dépit de son grand respect pour la théorie, Lénine était avant tout un politicien pratique. Et, puisqu'il ne peut y avoir de pratique sans théorie, la seule théorie qui lui paraissait acceptable, parmi tant d'autres, c'était justement celle qui convenait à sa pratique particulière, autrement dit à la prise du pouvoir politique dans les conditions existantes. Simultanément, pour accepter une théorie, et cela est à la fois une excuse et un renforcement, mieux vaut s'appuyer sur une autorité. Même l'empereur n'est là que par la grâce de Dieu.

Pour Lénine, les autorités étaient sans conteste Marx et Engels. De ce point de vue, il avait de la chance, car tout deux étant morts, ils ne pouvaient guère donner leur avis. De plus, ils avaient, au cours de leur existence, commenté un grand nombre d'événements historiques et suggéré les mesures à prendre en ces occasions, le tout en utilisant leur compréhension desdits événements conditionnée par leur époque. En acceptant le marxisme de manière dogmatique, le fidèle disciple peut trouver confirmation de ses convictions en pêchant ici et là, telle ou telle affirmation des pères fondateurs, dans une foule de déclarations, couvrant une multitude de domaines, souvent erronées, et en tout cas, portant sur des problèmes qui, à cause du changement des conditions économiques et politiques, ont, depuis longtemps, perdu tout sens. Bien qu'ayant beaucoup écrit, Lénine ne contribua pas, il n'en avait d'ailleurs pas l'intention, au corps de la doctrine marxiste. Ce n'est pas qu'il en était incapable mais c'est qu'il estimait que Marx et Engels (et aussi le Kautsky d'avant 1914) avaient déjà dit tout ce qui était nécessaire pour comprendre l'histoire, le capitalisme et la révolution prolétarienne.

Quoiqu'il n'y ait réellement rien eu de positif à apprendre de la Commune de Paris – si ce n'est une évidence: le prolétariat ne peut utiliser l'État capitaliste, il doit le renverser, Lénine était attiré par les commentaires de Marx et plus particulièrement par cette affirmation que «la domination politique du producteur ne peut coexister avec la pérennisation de son esclavage social». Traduisez: si cette domination politique peut être maintenue, elle conduira à une société socialiste. Pour Lénine, cela va de soi, cette domination politique s'incarnait dans l'État nouveau, sorti de la révolution, qui servirait donc de véhicule au processus de socialisation. Porté peut-être par sa propre ardeur révolutionnaire, Lénine affirma dans *L'État et la Révolution*, et là il était tout à fait en désaccord avec sa propre doctrine qui déniait au prolétariat la capacité de faire de lui-même la révolution, et *a fortiori* de construire le socialisme, que le prolétariat était capable de construire une société réellement démocratique et de gérer sa propre production dans un système égalitaire de distribution. Il s'exprime ainsi:

La culture capitaliste a créé la grande production, les fabriques, les chemins de fer, la poste, le téléphone, etc. Et, sur cette base, l'immense majorité des fonctions du vieux « pouvoir d'État » se sont tellement simplifiées et peuvent être réduites à de si simples opérations d'enregistrement, d'inscription, de contrôle, qu'elles seront parfaitement à la portée de toute personne pourvue d'une instruction primaire, qu'elles pourront parfaitement être exercées moyennant un simple « salaire d'ouvrier »; ainsi l'on peut (et l'on doit) enlever à ces fonctions tout caractère privilégié, « hiérarchique ».

Électivité complète, révocabilité à tout moment de tous les fonctionnaires sans exception, réduction de leurs traitements au niveau d'un « salaire d'ouvrier » normal, ces mesures démocratiques simples et « allant de soi », qui rendent parfaitement solidaires les intérêts des ouvriers et de la majorité des paysans, servent en même temps de passerelle conduisant du capitalisme au socialisme.¹²

Mais comme nous l'avons vu plus haut, dans l'esprit de Lénine, la « gestion ouvrière » trouve sa réalisation réelle dans le pouvoir politique et économique de l'État. C'est ce dernier qui gère les rapports de production et de distribution. Simplement, maintenant, État et classe ouvrière se confondent. Lénine écrit plus loin :

Toute l'économie nationale organisée comme la poste, de façon que tous les techniciens, les surveillants, les comptables reçoivent comme tous les fonctionnaires un traitement n'excédant pas des « salaires d'ouvrier », sous le contrôle et la direction du prolétariat armé: tel est notre but immédiat. Voilà l'État dont nous avons besoin, et sa base économique [...]

Ici, tous les citoyens se transforment en employés salariés de l'État constitué par les ouvriers armés [...] La société tout entière [n'est] plus qu'un seul bureau et un seul atelier, avec égalité de travail et égalité de salaire.¹³

Bien sûr, Lénine était un marxiste trop averti de la théorie pour en rester là. Il savait que le socialisme exclut le règne de l'État. Il cite même Engels qui remarquait que « le premier acte dans lequel l'État apparaît réellement comme représentant de toute la société – la prise de possession des moyens de production au nom

12. V.I. LÉNINE, *L'État et la Révolution*, op. cit., O.C., t. XXV, p. 455, O. Ch., t. II, p. 321.

13. *Ibid.*, O.C., t. XXV, p. 511-512, O. Ch., t. II, p. 326 et p. 366.

de la société – est en même temps son dernier acte propre en tant qu'État¹⁴.» De cette remarque, on devrait conclure que l'organisation socialiste de la production est une fonction non de l'État, mais des institutions sociales qui, progressivement, en éliminent les fonctions et, finalement, y mettent un terme. Mais Lénine voyait cette « extinction » de l'État sous une lumière toute différente :

Dès l'instant où tous les membres de la société, ou du moins leur immense majorité, ont appris à gérer eux-mêmes l'État, ont pris eux-mêmes l'affaire en main, « organisé » le contrôle sur l'infime minorité de capitalistes, sur les petits messieurs désireux de conserver leurs pratiques capitalistes et sur les ouvriers profondément corrompus par le capitalisme – dès cet instant, la nécessité de toute administration en général commence à disparaître.¹⁵

Au lieu de dissoudre l'État, c'est-à-dire la « dictature du prolétariat », par le biais du processus de socialisation, c'est, dans la conception de Lénine, l'État prolétarien lui-même qui réalise ce processus. L'État doit gouverner pour que la grande majorité apprenne à gouverner.

Derrière ce raisonnement, à supposer que ce soit bien celui que tiennent Lénine, se cache la reconnaissance des difficultés objectives qui se dressaient sur le chemin de la construction du socialisme dans la société russe. La seule chose qui pouvait s'y accomplir était la prise du pouvoir d'État et l'intervention de l'État dans l'économie. Lénine était convaincu que la « modernisation » de la Russie serait plus efficacement réalisée par l'action de l'État que par l'initiative privée. Il semble s'être persuadé qu'on pouvait « imprégner » les ouvriers de cette même idée, si bien qu'ils en viennent à s'identifier à l'État bolchevique, comme cet État s'identifiait au prolétariat. Toutefois, au moment où Lénine écrivait *L'État et la Révolution*, l'État bolchevique n'était qu'une vue de l'esprit qui pourrait prendre ou ne pas prendre corps. Il fallait d'abord renverser le gouvernement provisoire et il fallait convaincre les ouvriers d'entreprendre cette tâche ou, à tout le moins, de ne pas s'opposer à ceux qui l'exécuteraient. Il fallait

14. *Ibid.*, O.C., t. XXV, p. 428, O. Ch., t. II, p. 300. La citation d'Engels est extraite de l'*Anti-Dühring*, Paris, Éditions Sociales, p. 319.

15. *Ibid.*, O.C., t. XXV, p. 512, O. Ch., t. II, p. 366.

les persuader qu'ils n'avaient pas à laisser à la bourgeoisie le soin d'organiser la société, et qu'ils étaient capables, par eux-mêmes, de traiter cette question. Le langage même de *L'État et la Révolution*, les suggestions plutôt primitives qui y sont faites sur la manière d'avancer pour construire la nouvelle société, montrent bien que ce pamphlet n'était pas conçu comme une contribution sérieuse à la discussion sur les rapports entre l'État et la révolution, mais comme un instrument de propagande pour pousser les sectateurs de Lénine et les travailleurs en général à mettre fin à l'État existant. En tant que tel, il vint trop tard pour avoir une influence réelle sur la prise du pouvoir. Il peut toutefois encore servir de justification « marxiste » à l'initiative bolchevique.

Tout ce que Lénine a écrit avant *L'État et la Révolution* et tout ce qu'il fit après la prise du pouvoir font de l'apparent radicalisme étalé dans ce pamphlet un simple mouvement opportuniste destiné à favoriser la réalisation d'un but immédiat: la prise du pouvoir par le parti bolchevique. Il est tout à fait possible que Lénine ait été honnête en s'identifiant subjectivement au prolétariat, car il croyait réellement que ce dernier devait finir par voir dans la conception léniniste du processus révolutionnaire l'expression de ses intérêts véritables et de ses convictions réelles. Par ailleurs, les ambiguïtés de ses propositions révolutionnaires indiquent que tout en ayant confiance dans ses propres principes révolutionnaires, Lénine n'en avait aucune dans ceux de la classe ouvrière, qu'il fallait d'abord éduquer pour qu'elle soit capable de faire par elle-même ce que, dans l'intervalle, l'État bolchevique aurait fait pour elle. Ce qu'il accordait aux ouvriers de la main gauche, il le leur reprenait de la main droite. Ce n'est donc pas par aberration, sous le coup de l'émotion momentanée, que Lénine se mit à accorder tant d'autodétermination révolutionnaire aux ouvriers, mais par un mouvement pragmatique de manipulation de la révolution. En quoi, il était toujours en accord avec le concept d'État socialiste qui était celui de son propre parti.

L'ÉTAT ET LA CONTRE-RÉVOLUTION

Selon Lénine, l'État devait être un État bolchevique soutenu par les ouvriers et les paysans. Comme il ne fallait guère espérer que les classes privilégiées l'appuyassent, il fallait les priver du droit de vote, ce qui revenait à mettre fin à la démocratie bourgeoise. Une fois au pouvoir, les bolcheviques restreignirent donc les libertés politiques, liberté de parole, liberté de la presse, liberté de réunion et d'association, droit de vote et possibilité d'être élu aux soviets à la seule population laborieuse. Celle-ci regroupait tous ceux « qui tiraient leurs moyens d'existence de leur travail productif et utile à la société, c'est-à-dire les travailleurs et employés de toutes les classes, employés dans l'industrie, le commerce, l'agriculture, etc., et les paysans et les travailleurs agricoles cosaques qui n'emploient pas d'aide pour faire du profit¹ ». Les paysans, toutefois, ne pouvaient être intégrés à cette « grande usine unique » que l'on avait en vue et qui ferait de « tous les citoyens, des employés payés par l'État », car ils avaient fait leur révolution pour accéder à la propriété privée, pour avoir la terre, et ils ne tenaient aucun compte de ce que, nominale-ment, toute terre appartenait à la nation dans son ensemble. Les bolcheviques durent faire des concessions aux paysans, payant ainsi le prix de leur soutien. « La paysannerie russe, écrit Trotsky, aura intérêt à soutenir le règne du prolétariat, au moins dans la première période, la plus difficile, tout comme les paysans français eurent intérêt à soutenir les entreprises militaires de Napoléon Bonaparte qui, par la force, garantissait aux nouveaux propriétaires l'intégrité de la part de terre qu'ils avaient acquise² ».

Mais ce soutien politique que les paysans accordaient aux bolcheviques était une chose et leurs intérêts économiques une autre. La désorganisation, résultant de la guerre et de la guerre civile, avait réduit la production industrielle et agricole. Les grandes

1. *Constitution de la République socialiste soviétique de Russie*, 1918, Article 4, Chapitre xiii.

2. L. TROTSKY, *Our Revolution*, op. cit., p. 98.

propriétés avaient été morcelées pour fournir des petits lopins aux millions de travailleurs agricoles. L'agriculture de pure subsistance avait largement supplanté l'agriculture produisant pour la vente. D'ailleurs, même cette partie de la paysannerie qui travaillait pour le marché refusa de livrer ses surplus à l'État, car celui-ci n'avait rien à lui offrir en retour. La politique intérieure des bolcheviques fut donc largement déterminée par leurs rapports avec une paysannerie qui n'entraînait guère dans le cadre du capitalisme d'État qui se mettait en place. Or calmer les paysans ne pouvait se faire qu'aux dépens du prolétariat, et, inversement, favoriser celui-ci qu'aux dépens de la paysannerie. Pour rester au pouvoir, les bolcheviques durent sans arrêt changer de position par rapport à l'une et l'autre classe. C'est finalement pour se rendre indépendants des deux qu'ils recoururent aux méthodes terroristes, soumettant du même coup l'ensemble de la population à leur dictature.

D'une manière générale, on se rendit parfaitement compte que les bolcheviques étaient, face aux paysans, dans un dilemme. En dépit de ses sympathies pour la révolution bolchevique, Rosa Luxemburg, par exemple, ne put s'empêcher de critiquer leur politique agricole qu'elle qualifiait de contraire à la marche vers le socialisme. De son point de vue, il fallait transférer les droits de propriété à la nation ou à l'État, car ce n'était qu'ainsi que l'on pourrait organiser la production agricole sur une base socialiste. Le mot d'ordre des bolcheviques: « saisie immédiate de la terre et distribution de celle-ci aux paysans » n'était donc pas une mesure socialiste, mais une mesure qui, en créant une nouvelle propriété, barrait même la route à de telles mesures. Elle écrit ainsi: « La réforme agraire de Lénine a créé à la campagne une nouvelle et puissante couche d'ennemis du socialisme dont la résistance sera beaucoup plus dangereuse et plus forte que ne l'était celle de l'aristocratie foncière³ ». Mais la critique de Rosa ne faisait qu'énoncer à nouveau l'inévitable dilemme. Et, tout en étant d'accord avec la prise du pouvoir par les bolcheviques, elle reculait face aux conditions qui seules l'avaient rendue possible.

3. R. LUXEMBURG, *La Révolution russe*, *op. cit.*, p. 69.

Lénine, au contraire, estimait que les paysans continueraient à le soutenir, non seulement parce que les bolcheviques avaient ratifié leur saisie de la terre, mais aussi parce que l'État soviétique avait l'intention d'avoir un «gouvernement à bon marché», de façon à soulager le fardeau des taxes pesant sur les agriculteurs.

C'est en partie parce qu'il pensait à ce «gouvernement à bon marché» que Lénine parlait si souvent de la nécessité de payer des «salaires d'ouvriers» aux fonctionnaires administratifs et techniques. Ce «gouvernement à bon marché» devait cimenter «l'alliance des ouvriers et des paysans». De plus, pendant la première période du règne des bolcheviques, les principes égalitaires énoncés dans *L'État et la Révolution* devinrent largement réalité, à cause des difficultés qu'il y avait à fournir à la population urbaine de quoi satisfaire les besoins immédiats de la vie. Le gouvernement se vit contraint de prendre aux paysans tous leurs surplus de grains, et même souvent au-delà, bien qu'il ait qualifié cette saisie de «prêt», ou qu'il ait donné en échange du papier-monnaie sans valeur. Les paysans réagirent violemment et les bolcheviques durent remplacer le système de confiscation par une taxe en nature, sans réussir pour autant à calmer l'opposition. Finalement, en 1921, le gouvernement dut instituer une Nouvelle Politique économique (connue sous le nom de NEP), qui constituait un retour partiel aux rapports capitalistes de marché et une tentative d'attirer les capitaux étrangers.

Le capitalisme occidental ignore largement cette invitation à investir dans l'industrie russe. Le problème restait donc entier: comment capitaliser le pays sans finir par rétablir un système d'entreprises privées, ce qui est l'issue logique du développement d'une agriculture dans des rapports de marché libre? La NEP pouvait être considérée soit comme une pause dans le «processus de socialisation», soit comme l'avènement d'une politique plus durable qui, alors, comportait le risque de voir les nouvelles forces capitalistes qu'elle engendrait envahir le secteur contrôlé par l'État, voire le détruire. Si cette dernière éventualité se réalisait, l'intervention des bolcheviques aurait été vaine: un simple intermède dans une révolution bourgeoise. Mais Lénine était certain que ce retour

partiel aux relations de marché pouvait être maîtrisé par des moyens politiques, autrement dit que le parti bolchevique pouvait conserver le pouvoir d'État et suffisamment de poids économique en gardant sa mainmise sur des positions-clefs, comme la grande industrie, la banque et le commerce extérieur. Ainsi seraient neutralisés les rapports de propriété privée qui naîtraient dans l'agriculture, la petite industrie et le commerce de détail. Avec le temps, le véritable pouvoir social passerait de la paysannerie à l'industrie contrôlée par l'État, tout simplement parce que cette dernière se développerait.

Finalement, les problèmes posés par « l'économie mixte » de la période de la NEP furent résolus par la collectivisation forcée de l'agriculture, par la planification centralisée de l'économie et par la mise en place d'un régime de terreur sous Staline. Les craintes de Rosa Luxemburg sur la politique paysanne des bolcheviques se montrèrent infondées. Pourtant, la destruction de la propriété paysanne par la collectivisation ne conduisit pas au socialisme mais ne fit que consolider le capitalisme d'État. En elle-même, une forme collectivisée de l'agriculture n'a pas de caractère socialiste. C'est une simple transformation de la production agricole à petite échelle en production à grande échelle, obtenue ici par des moyens politiques au lieu de résulter de la concentration et de la centralisation qu'amène, bien qu'imparfaitement, le jeu de l'économie capitaliste de marché. La collectivisation était censée rendre possible une extraction plus efficace du surtravail de la population paysanne. Elle exigeait une « révolution par en haut », la poursuite d'une véritable guerre entre le gouvernement et la paysannerie⁴, même si celui-ci prétendait faussement agir au nom des paysans pauvres

4. Lord Moran rapporte le dialogue suivant entre Churchill et Staline, à Moscou, en 1942. « Lorsque je soulevais la question des formes collectives et de la lutte contre les koulaks, raconte Churchill, Staline devint extrêmement grave. Je lui demandais si cela avait été aussi dur que la guerre. « Oh oui, me répondit-il, Oh, oui, pire, bien pire. Cela dura des années. La plupart des koulaks furent liquidés par les paysans qui les haïssaient. Dix millions ! Mais nous devons le faire pour mécaniser l'agriculture. À la fin, la production de la terre doubla. Qu'est-ce qu'une génération ? » En parlant, Staline marchait de long en large à côté de la table. » in C. MORAN, *Churchills The Struggle for Survival* (Churchill, la lutte pour la survie), Boston Houghton, 1966, p. 70.

et être aidé par eux lorsqu'il pourchassait les koulaks, ces paysans riches qui obstruaient la route vers le socialisme.

À moins de recevoir des salaires plus élevés, ce qui leur permet d'améliorer leur niveau de vie, les travailleurs salariés ne voient aucune raison de s'échiner au-delà du nécessaire inévitable imposé par leurs patrons. Même le travail de supervision exige des stimulants. Les nouveaux contrôleurs du travail ne montrèrent que peu d'empressement à pousser à l'amélioration de la production en touchant des «salaires d'ouvriers». Le stimulant négatif que représente la nécessité d'avoir un emploi pour vivre ne suffisait pas pour aiguillonner le personnel de supervision et les techniciens. Il fallut donc rapidement lui adjoindre des stimulants positifs. D'où les différences de salaire entre les diverses occupations et les diverses professions, et les privilèges octroyés lors de résultats particulièrement efficaces. Ces différences furent progressivement accentuées et finirent par ressembler à celles qui prévalent dans les économies à entreprises privées.

Mais revenons au gouvernement bolchevique. Élu par les soviets, il était en théorie subordonné au Congrès des soviets de toutes les Russies, pouvait être renvoyé par lui et n'était autorisé à fonctionner que dans le cadre de ses directives. En pratique, le gouvernement se conduisit de manière indépendante, répondant aux changements des besoins économiques et politiques et exécutant son travail quotidien. Le Congrès des soviets ne siégeait pas en permanence. Il se réunissait à des intervalles plus ou moins éloignés et délégua ses pouvoirs législatifs et exécutifs aux organes de l'État. En «portant la lutte de classes dans les districts ruraux», c'est-à-dire en menant des expéditions d'expropriation à la campagne organisées par l'État, et en installant des «comités de pauvres» bolcheviques dans les villages, les bolcheviques minaient l'alliance des ouvriers et des paysans qui leur avait permis de prendre le pouvoir et celle-ci se trouvait donc promise à une destruction qui aurait mis en danger la majorité bolchevique au Congrès et ébranlé leur association avec les Social Révolutionnaires de gauche. Bien entendu, le gouvernement bolchevique, puisqu'il contrôlait l'appareil d'État, aurait pu ignorer

le Congrès, voir le disperser comme il avait dispersé l'Assemblée constituante. Pourtant les bolcheviques préférèrent travailler dans le cadre du système soviétique cherchant à obtenir un Congrès des soviets soumis au Parti. Dans ce but, il leur fallait contrôler les élections des députés aux soviets. Ils mirent donc hors la loi les autres partis politiques et plus particulièrement le parti traditionnel des paysans: le parti social-révolutionnaire.

Comme les mencheviques et les socialistes-révolutionnaires de droite avaient quitté le Congrès et s'étaient opposés au gouvernement élu par celui-ci, il était facile de les priver de leur mandat électif et de leur droit d'être élus, puis de les faire mettre hors la loi par une décision du Comité central du Congrès des soviets, en juin 1918. L'occasion d'en finir avec les S-R de gauche s'offrit bientôt, non seulement parce que le mécontentement des paysans s'étendait, mais aussi parce que les divergences politiques s'accroissaient, en particulier lorsque les S-R de gauche rejetèrent le traité de Brest-Litovsk. Après la signature de ce traité, les S-R de gauche quittèrent le Comité central, et le 5^e Congrès des soviets les expulsa en juin 1918. Maintenant le Comité central et le Conseil des commissaires du Peuple étaient aux mains des bolcheviques. Ceux-ci avaient pu consolider leur majorité dans les soviets, non seulement parce que leur popularité était encore dans sa phase ascendante mais aussi parce qu'ils avaient appris comment rendre plus difficile aux non-bolcheviques l'entrée dans les soviets. En fin de compte, le Congrès des soviets de toutes les Russies devint un corps manipulé ratifiant automatiquement les actes du gouvernement. L'abdication du pouvoir des soviets au profit du gouvernement qu'hier Lénine vilipendait par son mot d'ordre «tout le pouvoir aux soviets», était maintenant totale, et ceci pour la première fois en faveur du gouvernement d'un seul parti: le parti bolchevique.

On cessa alors de considérer les soviets comme un instrument d'organisation d'un système de production socialiste, et ils devinrent une sorte de Parlement de substitution. Selon le programme du Parti communiste de l'Union soviétique, l'État soviétique

tout en offrant aux masses travailleuses des perspectives plus grandes que celles dont elles bénéficient dans la démocratie bourgeoise et sous la domination d'un gouvernement parlementaire, c'est-à-dire la possibilité d'élire et de révoquer leurs députés de la manière la plus facile et la plus accessible aux ouvriers et paysans... abolit du même coup les aspects négatifs du gouvernement parlementaire, en particulier la séparation du législatif et de l'exécutif et l'isolement des institutions représentatives par rapport aux masses... Le gouvernement soviétique rapproche l'appareil d'État des masses par le fait même que la circonscription électorale et l'unité de base de l'État ne sont plus un district territorial, mais une unité industrielle (atelier, usine).⁵

Le système des soviets était donc envisagé par les bolcheviques comme une « courroie de transmission » reliant les autorités de l'État, sises au sommet, avec les grandes masses de la base. Les ordres venus d'en haut seraient ainsi transmis vers le bas et les plaintes et suggestions des ouvriers reviendraient vers le gouvernement par l'intermédiaire des députés au Congrès des soviets. En attendant, les cellules du parti bolchevique et les syndicats, dominés par les bolcheviques, assuraient un contrôle plus direct des entreprises tout en fournissant un lien entre les cadres des usines et les institutions gouvernementales. Si le cœur leur en disait, les ouvriers pouvaient, bien sûr, admettre que les soviets assuraient la liaison entre eux et le gouvernement et que grâce au système des élections ils pouvaient déterminer la politique gouvernementale et même changer de gouvernement. Ce genre d'illusion se retrouve plus ou moins dans tous les systèmes électifs, et donc pouvait tout autant exister dans le cas du système des soviets. En déplaçant la circonscription électorale du district territorial au lieu de production, les bolcheviques privèrent effectivement les couches non ouvrières de la population de la possibilité de jouer au jeu parlementaire⁶ mais ils ne changèrent pas ce jeu lui-même. Au nom des nécessités de la révolution le gouvernement se rendit de plus en plus indépendant

5. V.I. LÉNINE, *Programme du PCUS (B)*, adopté le 22 mars 1919 au 8e Congrès du Parti.

6. La constitution stalinienne de 1936 rétablit le droit de vote universel, mais en le combinant avec un certain nombre de contrôles qui empêchaient l'élection dans les institutions de l'État de toute personne non soutenue par le Parti communiste. Ce qui montre que le suffrage universel et la dictature peuvent faire bon ménage.

des soviets, dans le but de réaliser cette centralisation du pouvoir indispensable pour qu'un parti politique unique puisse dominer la société. Et bien que les bolcheviques aient dominé les soviets, il fallait que le contrôle général soit entre les mains du Parti. Comme le dit Trotsky:

Le dernier mot appartenait au Comité central du Parti. Cela épargne beaucoup de temps et d'énergie, et, dans les circonstances les plus difficiles, dans les situations embarrassées, cela garantit l'indispensable unité d'action. Un pareil régime n'est possible que si l'autorité du Parti reste absolument incontestée, que si la discipline du Parti ne laisse absolument rien à redire [...] Le rôle exceptionnel que joue le Parti communiste lorsque la révolution prolétarienne a remporté la victoire est bien compréhensible [...] La domination révolutionnaire du prolétariat suppose dans le prolétariat même la domination d'un Parti pourvu d'un programme d'action bien défini [...] On nous a accusés plus d'une fois d'avoir substitué à la dictature des soviets celle du Parti. Et cependant, on peut affirmer sans risquer de se tromper que la dictature des soviets n'a été possible que grâce à la dictature du Parti; grâce à la clarté de ses idées théoriques; grâce à sa forte organisation révolutionnaire, le Parti a assuré aux soviets la possibilité de se transformer d'informes parlements ouvriers qu'ils étaient en un appareil de domination du travail. Dans cette substitution du pouvoir du Parti au pouvoir de la classe ouvrière il n'y a rien de fortuit, et même, au fond, il n'y a là aucune substitution. Les communistes expriment les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière. Il est tout à fait naturel qu'à une époque où l'Histoire met à l'ordre du jour la discussion de ces intérêts dans toute leur étendue, les communistes deviennent les représentants avoués de la classe ouvrière en sa totalité.⁷

Alors que, parlant des soviets de 1905, Trotsky avait reconnu que leur « substance se trouvait dans leurs efforts pour devenir des organes d'autorité publique », maintenant, après la victoire des bolcheviques, voilà qu'il estimait que ce n'étaient plus les soviets mais le Parti et, plus précisément, son Comité central, qui devait

7. L. TROTSKY, *Terrorisme et Communisme* (1920), Paris, Union générale d'Éditions, coll. 10/18, 1963, pp. 168-171.

exercer toute l'autorité publique.⁸ Les bolcheviques, ou à tout le moins leurs porte-parole de premier plan, Lénine et Trotsky, n'avaient aucune confiance dans les soviets, ces « parlements du travail informes » qui, selon leur vision, ne devaient leur existence qu'au Parti bolchevique. Et, parce que sans le parti il n'y aurait pas de système des soviets, parler de dictature des soviets c'était parler de dictature du Parti, l'une impliquant l'autre. Bien entendu, dans la réalité, il en était allé tout à l'encontre, car sans la révolution faite par les soviets, jamais le parti bolchevique n'aurait pu prendre le pouvoir et Lénine serait resté en Suisse. Et pourtant, pour conserver ce pouvoir, le Parti devait se séparer des soviets et les faire passer sous son contrôle, au lieu d'être contrôlé par eux.

Nonobstant la démagogie qui s'étale dans *L'État et la Révolution*, l'attitude de Lénine et de Trotsky au sujet des capacités et des incapacités de la classe ouvrière n'a rien de surprenant car elle était largement partagée par les « élites » dirigeantes de tous les mouvements socialistes, et leur opinion à ce sujet leur servait à justifier leur existence et leurs privilèges. La division sociale et technique du travail dans le système capitaliste prive de fait le prolétariat de tout contrôle et, par-là, de toute compréhension du processus compliqué de production et de distribution. qui assure la reproduction du système social. Le système socialiste de production aura une division du travail différente de celle qui prévaut dans le

8. Trotsky était sans nul doute un politicien révolutionnaire aussi exceptionnel que Lénine, mais il ne présente guère d'intérêt en ce qui concerne la révolution bolchevique, que ce soit comme théoricien ou comme acteur, parce qu'il s'est complètement soumis à Lénine. Cette soumission lui a permis de jouer un grand rôle dans la prise du pouvoir et la construction de l'État bolchevique. Avant ce ralliement inconditionnel à Lénine, Trotsky s'était opposé aux mencheviques et aux bolcheviques. Aux premiers, il reprochait d'accepter passivement que la Révolution russe attendue soit une révolution bourgeoise au sens traditionnel. Aux seconds, il faisait grief de l'insistance de Lénine sur « l'alliance ouvriers-paysans » qui, selon lui, ne pouvait mener à une révolution socialiste. De plus, à son opinion, la révolution socialiste dominée par le prolétariat industriel ne peut être envisagée du tout dans le cadre d'une révolution nationale, mais doit, dès le départ, être conçue comme une révolution internationale, unissant la révolution russe et des révolutions en Europe occidentale, c'est-à-dire comme une « révolution permanente » menée sous l'hégémonie de la classe ouvrière. En adoptant les idées de Lénine, au vu de leur apparente validité dans le contexte russe, Trotsky se retrouva prisonnier d'un léninisme dogmatique et ainsi incapable de développer une critique marxiste de la révolution bolchevique.

capitalisme, mais ce nouvel arrangement ne s'établira qu'au cours du temps, en liaison avec une totale réorientation du processus de production qui visera des buts différents de ceux qui caractérisent le capitalisme. C'est pourquoi on ne peut guère s'attendre à autre chose qu'à une interruption du processus de production dans toute situation révolutionnaire, particulièrement lorsque l'appareil productif est déjà en état de décrépitude. C'était justement le cas de la Russie de 1917, et il n'y a pas à s'étonner de ce que les travailleurs aient mis leurs espoirs dans le nouveau gouvernement, escomptant qu'il accomplirait pour eux ce qui leur semblait extrêmement difficile de faire par eux-mêmes.

Clairement les ouvriers comme les bolcheviques identifiaient soviets et Parti, car sinon comment comprendre que ce dernier ait pu dominer rapidement les conseils ? Cette domination fut même suffisamment forte pour permettre de monopoliser les soviets en recourant à des méthodes souterraines pour empêcher le retour de non bolcheviques. À l'opinion des grandes masses urbaines, le parti bolchevique était en effet leur parti, un parti qui démontrait son caractère révolutionnaire justement parce qu'il soutenait les soviets et qu'il insistait sur la dictature du prolétariat. Et il ne fait non plus aucun doute que les bolcheviques qui, après tout, étaient des socialistes convaincus, aient pris au sérieux leur dévotion à la cause des ouvriers, à un point tel qu'ils étaient, en fait, prêts à l'affirmer même contre les ouvriers si ceux-ci manquaient à reconnaître les exigences inévitables de leur propre cause.

Selon les bolcheviques, on ne pouvait abandonner aux soviets d'imposer par eux-mêmes les mesures nécessaires pour répondre à ces exigences inévitables, c'est-à-dire « travail, discipline et ordre ». L'État, dans ce cas le parti bolchevique, devait réglementer toutes les affaires économiques importantes par des décrets gouvernementaux ayant force de loi. La construction de l'État n'avait d'autre but que servir à sauvegarder la révolution et à assurer la construction du socialisme. Telle est l'illusion que les bolcheviques répandirent parmi les ouvriers, avec une conviction d'autant plus forte qu'ils la partageaient. Car ils étaient persuadés que le socialisme pouvait

être institué par le contrôle d'un État s'appuyant sur l'idéalisme sans égoïsme d'une élite révolutionnaire. Ils ont dû être terriblement déçus de constater que les ouvriers ni ne répondirent correctement à leur appel urgent de se mettre au « travail », de respecter la « discipline et l'ordre », ni n'adoptèrent leur rhétorique révolutionnaire. Les travailleurs ne voulaient pas reconnaître où étaient leurs propres intérêts ? Il fallait donc les y forcer, au besoin par des méthodes terroristes. Les chances d'instaurer le socialisme ne devaient pas être gâchées par forfait. N'étant sûrs que de leur propre vocation révolutionnaire, les bolcheviques mirent l'accent sur leur droit exclusif à déterminer la route à suivre, les moyens à employer pour parvenir à une reconstruction socialiste de la société.

Or, ce droit exclusif exigeait de posséder un pouvoir absolu sans partage. La première chose qu'il fallait organiser, à part le Parti et les soviets, c'était donc la Tchéka, la police politique, qui aurait à combattre la contre-révolution dans toutes ses manifestations et à s'opposer à toute tentative de renverser le gouvernement bolchevique. Des tribunaux révolutionnaires vinrent couronner le travail de la Tchéka. On ouvrit des camps de concentration pour parquer les ennemis du régime. L'Armée rouge, placée sous le commandement de Trotsky, prit la place du « prolétariat armé ». On ne pouvait faire mener une armée efficace, obéissant seulement au gouvernement, par des « conseils de soldats » : ceux-ci furent donc immédiatement éliminés. Et comme l'armée devait combattre les ennemis de l'extérieur comme de l'intérieur, elle fut commandée et organisée par des spécialistes, c'est-à-dire des officiers tsaristes, ceux du moins qui avaient fait leur paix avec le gouvernement bolchevique. Et, parce que l'armée sortit victorieuse de la guerre et de la guerre civile qui durèrent de 1918 à 1920, le prestige du gouvernement bolchevique fut fortement renforcé : la consolidation du régime autoritaire était assurée.

Loin de mettre en danger le régime bolchevique, la guerre et la guerre civile contre l'intervention étrangère et la contre-révolution blanche le renforcèrent. Elles unifièrent en effet tous ceux qui auraient eu à souffrir d'un retour des vieilles autorités. Oubliant leur

attitude vis-à-vis des bolcheviques et de leur politique, les paysans défendirent leurs terres nouvellement acquises, les mencheviques et les socialistes-révolutionnaires, leur vie. Les bolcheviques, hier divisés par leurs dissensions internes, retrouvèrent leur unité face à l'ennemi commun et acceptèrent de bon gré, même si ce n'était que pour la durée de la guerre civile, l'aide de mencheviques et de socialistes-révolutionnaires, sans doute mis à mal mais toujours présents, et même celle d'anarchistes, tous qualifiés maintenant d'opposition loyale. Enfin, le caractère interventionniste de la guerre civile donna à la résistance bolchevique cette coloration nationaliste euphorisante qui permit au gouvernement de se rallier la population grâce au mot d'ordre: « la patrie est en danger ».

Il faut remarquer à ce sujet que le nationalisme de Lénine et des bolcheviques était d'un type particulier puisqu'il pouvait être utilisé pour faire progresser les affaires de la Révolution russe et celles du parti bolchevique. Citons ici Trotsky:

Point n'est besoin de recommander l'internationalisme de Lénine, Mais simultanément, Lénine est un être profondément national. Lénine personnifie le prolétariat russe, une classe jeune, qui, politiquement est à peine plus âgée que Lénine lui-même, mais une classe qui est profondément nationale, car elle résume en elle-même tout le développement passé de la Russie, et l'avenir tout entier de la Russie. Avec le prolétariat, la nation russe s'élève ou s'abat.⁹

Peut-être est-ce par pure introspection que Lénine, qui était si profondément national, a réussi à estimer les besoins nationaux et les particularités culturelles des peuples opprimés, et à les apprécier suffisamment pour prôner leur libération nationale et leur autodétermination, allant même jusqu'à la sécession, en faisant un aspect de son anti-impérialisme, une application du principe démocratique à la question des nationalités. Comme Marx et Engels avaient autrefois préconisé la libération de la Pologne et le *Home Rule* (autonomie) de l'Irlande, il se trouvait en bonne compagnie. Mais Lénine était avant tout un politicien pratique,

9. L. TROTSKY, « Lenin on his 50th Birthday » (Sur le 50^e anniversaire de Lénine) in *Fourth International*, janvier-février 1951, pp. 28-29.

même s'il ne put exercer ses talents que dans la dernière période de sa vie. Politicien pratique donc, il s'était rendu compte que les nombreuses nationalités opprimées qui peuplaient l'Empire russe représentaient une menace constante pour le régime tsariste et qu'elles pouvaient être utilisées pour le renverser. Bien sûr, Lénine était aussi un internationaliste qui voyait la révolution socialiste comme une révolution mondiale. Mais il fallait bien que cette révolution commençât quelque part et, dans le contexte de l'État russe multinational, les revendications d'autodétermination nationale étaient une promesse que l'on pourrait trouver des « alliés » dans la lutte contre le tsarisme. Cette stratégie s'appuyait sur l'espoir qu'une fois libres, ces diverses nationalités, soit par intérêt, soit sous la pression de leurs organisations socialistes, si celles-ci réussissaient à prendre le pouvoir, choisiraient de rester dans la communauté russe. Par analogie avec cette « union volontaire des communes en nation » que Marx avait pensé être une issue possible pour la Commune de Paris, Lénine estimait que l'autodétermination des nations pourrait déboucher sur une fédération socialiste russe unifiée, avec plus de cohésion que l'ancien régime impérial.

Jusqu'à l'éclatement de la Révolution russe, ce problème de l'autodétermination des nations resta purement académique. Après, si on décréta l'autodétermination des diverses nationalités de l'empire russe, cet octroi n'eut guère de sens car la plupart des territoires concernés étaient envahis par des puissances étrangères. D'ailleurs, cette autodétermination était devenue un instrument politique aux mains des puissances de l'Entente pour accélérer la chute de l'Empire austro-hongrois et pour redessiner la carte de l'Europe, conformément aux désirs des nations victorieuses. Mais,

même au risque de les livrer aux mains bourgeoises, Lénine n'en continua pas moins de préconiser l'autodétermination inconditionnelle des nations, justement parce qu'il était convaincu que la guerre déboucherait sur la capitulation de la monarchie bicéphale et de l'Empire russe devant la force du nationalisme.¹⁰

10. A. J. MAYER, *Wilson vs Lenin* (Wilson comparé à Lénine), 1964, p. 301.

En préconisant l'autodétermination et en faisant ainsi du prolétariat un défenseur du nationalisme, Lénine, comme le souligna Rosa Luxemburg, ne faisait qu'aider la bourgeoisie à transformer ce principe en instrument de la contre-révolution. Et, quoique ce fût réellement ce qui se passa, le régime bolchevique n'en continua pas moins à faire pression en faveur de l'autodétermination nationale dans le but d'affaiblir les autres puissances impérialistes, en particulier l'Angleterre, s'efforçant d'encourager les révolutions des colonies contre le capitalisme occidental, car celui-ci menaçait de détruire l'État bolchevique.

Rosa Luxemburg avait prédit que l'octroi de l'autodétermination aux diverses nationalités de Russie aurait essentiellement pour effet de cerner l'État bolchevique d'un cordon de pays réactionnaires contre-révolutionnaires. Si cette prédiction se réalisa, ce ne fut que pour un temps. Rosa ne put se rendre compte que ce qui dictait leur politique aux bolcheviques, c'était moins le principe d'autodétermination que la force de circonstances sur laquelle ils n'avaient aucun contrôle. À la première occasion, ils commencèrent à mettre en pièces l'autodétermination nationale et finirent par réincorporer dans un Empire russe restauré tous les pays perdus et par se créer des zones d'influence dans des territoires situés hors de Russie. En s'appuyant sur sa propre théorie de l'impérialisme, Rosa aurait dû comprendre que la théorie de Lénine ne pouvait s'appliquer à un monde de puissances impérialistes en concurrence et qu'il n'y aurait eu aucune raison de l'appliquer si le capitalisme avait été jeté bas par une révolution internationale.

La guerre civile russe fut menée essentiellement pour mettre un terme aux mouvements nationaux centrifuges libérés par la guerre et la révolution et qui menaçaient l'intégrité de la Russie. De nouveaux États indépendants se créèrent, échappant au contrôle des bolcheviques, et pas seulement sur la frontière occidentale, en Finlande, en Pologne ou dans les États baltes, mais aussi au sud, en Géorgie et dans les provinces orientales d'Asie. La révolution de Février avait fait sauter les barrières qui contenaient les mouvements nationalistes ou régionalistes des parties non russes de l'Empire.

Lorsque les bolcheviques renversèrent le gouvernement provisoire à Petrograd et à Moscou, des gouvernements régionalistes ou nationalistes lui succédèrent dans ces régions non grands-russes de la Russie d'Europe, de la Sibérie et de l'Asie centrale. Les institutions gouvernementales des peuples musulmans de Trans-volga (Tatars et Bachkirs), d'Asie centrale et de transcaspienne (Kirghiz, Kazakhs, Ouzbeks et Turkmènes), comme des peuples de transcaucasie (Géorgiens, Arméniens, Azebaïdjanais et Tatars) se déclarèrent en faveur d'une fédération russe autonome et s'opposèrent aux bolcheviques.¹¹

Ces peuples durent être soumis de nouveau au cours de la guerre civile qui s'en suivit.

L'aspect nationaliste de la guerre civile fut utilisé aussi bien pour justifier des buts révolutionnaires que contre-révolutionnaires. La contre-révolution blanche déclencha sa lutte antibolchevique aussitôt après le renversement du gouvernement provisoire. On réunit des armées de volontaires pour combattre les bolcheviques. Elles furent financées et équipées par les puissances de l'Entente, qui voulaient ramener la Russie à reprendre la lutte contre l'Allemagne. Des soldats anglais, français, japonais et américains débarquèrent à Mourmansk, Arkhangelsk et Vladivostok. La Légion tchèque se battit contre les bolcheviques. Au cours de ces diverses luttes, maints territoires changèrent fréquemment de main, mais les forces contre-révolutionnaires, bien qu'aidées par les puissances alliées, ne réussirent pas à s'imposer face à l'Armée rouge nouvellement organisée. L'intervention étrangère continua même après l'armistice entre les Alliés et l'Allemagne. Avec le consentement des premiers, les Allemands combattirent aux côtés de la contre-révolution dans les États baltes. Les forces révolutionnaires y furent détruites et le gouvernement soviétique dut reconnaître l'indépendance de ces pays. La Pologne retrouva, elle aussi, son indépendance et devint un état antibolchevique. Mais les forces contre-révolutionnaires étaient très dispersées et désorganisées. Les puissances alliées ne réussirent pas à s'entendre ni sur l'étendue de leur intervention, ni

11. H. H. FISCHER, « Soviet Policies in Asia » (Les politiques des Soviets en Asie), in *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, mai 1949, p. 190.

sur les buts à atteindre. De plus, elles n'avaient guère confiance en la volonté de leurs propres soldats à poursuivre la guerre en Russie et doutaient de l'accord de leurs populations pour une guerre longue et à grande échelle destinée à renverser le régime bolchevique. La défaite décisive subie par les diverses armées blanches conduisit les alliés à retirer leurs troupes à l'automne de 1918, livrant ainsi les parties de la Russie qu'elles occupaient à l'Armée rouge. Les soldats français et anglais quittèrent l'Ukraine et le Caucase au printemps de 1919. En 1922, les Japonais évacuèrent le territoire russe sous la pression des Américains. Mais les bolcheviques avaient définitivement gagné la guerre dès 1920. Alors que la révolution avait été une affaire nationale, la contre-révolution, elle, avait été véritablement internationale. Mais malgré cela, elle avait été incapable de déloger le régime bolchevique.

Lénine et Trotsky, pour ne pas parler de Marx et d'Engels, étaient convaincus que, sans révolution prolétarienne à l'Ouest, une révolution en Russie quelle qu'elle fût ne pouvait mener au socialisme. Sans aide politique directe du prolétariat européen, avait dit Trotsky plus d'une fois, la classe ouvrière de Russie ne saurait être capable de transformer sa suprématie temporaire en dictature socialiste permanente. Il voyait la raison de cette incapacité non seulement dans l'opposition de la réaction mondiale, mais aussi dans les conditions internes à la Russie: la classe ouvrière russe, laissée à ses propres ressources, serait nécessairement écrasée dès qu'elle perdrait le soutien de la paysannerie, perte plus que probable dès lors que la révolution restait isolée. Lénine, lui aussi, mettait ses espoirs dans une extension vers l'ouest de la révolution qui, sans cela, pourrait être écrasée par les puissances capitalistes. Mais il ne partageait pas l'opinion de Trotsky sur le fait qu'une Russie isolée succomberait sous le poids de ses contradictions internes. Dans un article de 1915, consacré à l'opportunité d'introduire dans le programme socialiste la revendication d'États-Unis d'Europe, il fit tout d'abord remarquer que le socialisme est une question de révolution mondiale non restreinte à l'Europe et qu'ensuite un tel mot d'ordre

pourrait conduire à des conclusions erronées sur l'impossibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays et sur l'attitude du pays en question envers les autres.

L'inégalité du développement économique et politique est une loi absolue du capitalisme. Il s'en suit que la victoire du socialisme est possible au début dans un petit nombre de pays capitalistes ou même dans un seul pays capitaliste pris à part. Le prolétariat victorieux de ce pays, après avoir exproprié les capitalistes et organisé chez lui la production socialiste, se dresserait contre le reste du monde capitaliste en attirant à lui les classes opprimées des autres pays, en les poussant à s'insurger contre les capitalistes, en employant même, en cas de nécessité, la force militaire contre les classes exploiteuses et leurs États.¹²

Visiblement, Lénine était convaincu, et toutes ses décisions après la prise du pouvoir en portent témoignage, que même en Russie une révolution pourrait se maintenir, sauf si elle était directement renversée par les puissances capitalistes. Bien entendu, la lutte entre socialisme et capitalisme finirait par reprendre, mais peut-être dans des conditions plus favorables pour la classe ouvrière internationale. En attendant, il était essentiel de rester au pouvoir, quoi que puisse réserver l'avenir.

La révolution mondiale n'éclata pas et l'État-nation resta le champ à la fois du développement économique et de la lutte de classes. Après 1920, les bolcheviques cessèrent de compter sur une reprise rapide du processus révolutionnaire mondial, et ils se mirent à consolider leur propre régime. On attribue ordinairement aux exigences de la guerre civile et aux privations qu'elle entraîna la responsabilité de la dictature bolchevique avec sa dureté particulière. Si c'est bien une partie de la vérité, il n'en reste pas moins que la guerre civile elle-même et la victoire facilitèrent et assurèrent le succès de la dictature. D'ailleurs la dictature du Parti ne fut pas seulement le résultat inévitable d'une situation d'urgence: elle était déjà inscrite dans la conception de la « domination prolétarienne » vue comme

12. V.I. LÉNINE, « À propos du mot d'ordre des États-Unis d'Europe », 23 août 1915, O.C., t. XXII, p. 354-355, O. Ch., t. I, p. 653.

celle du parti bolchevique. La fin de la guerre civile ne se traduisit pas par un relâchement de la dictature mais par son intensification. Mais, maintenant que la contre-révolution était vaincue, elle s'exerçait exclusivement contre « l'opposition loyale » et la classe ouvrière elle-même. Déjà, au 8e Congrès du parti bolchevique, en mars 1919, on avait demandé que soit mis un terme à la tolérance dont bénéficiaient les partis d'opposition. Mais il fallut attendre l'été de 1921 pour que le gouvernement bolchevique finisse par décider de dissoudre toutes les organisations politiques indépendantes et par interdire les groupes d'opposition dans ses propres rangs.

Au printemps de 1920, il devint clair que la balance dans la guerre civile penchait en faveur des bolcheviques. Cette situation nouvelle amena une résurgence de l'opposition au régime et aux mesures draconiennes qu'il avait prises pendant la guerre. L'agitation paysanne devint si forte que le gouvernement fut contraint de cesser ses expéditions d'expropriation à la campagne et le démantèlement des « comités de paysans pauvres ». Les travailleurs réagirent aux conditions de famine qui régnaient dans les villes et s'opposèrent à la pression constante pour augmenter la production. Ils déclenchèrent une vague de grèves et de manifestations qui culmina dans le soulèvement de Cronstadt. Les ouvriers avaient mis leurs espoirs dans l'installation du gouvernement bolchevique, ils tinrent donc ce gouvernement comme responsable de toutes les misères et désillusions. Mais celui-ci était devenu une dictature répressive qui ne pouvait plus être influencée par des moyens démocratiques utilisant le système des soviets. Pour libérer ceux-ci du joug du Parti et les retransformer en instrument de l'autogouvernement prolétarien, il fallait une « troisième révolution ». La révolte de Cronstadt ne fut pas dirigée contre le système soviétique, elle tentait, au contraire, de restaurer sa forme originelle. La revendication de « soviets libres » sous-entendait des soviets libérés de la domination bolchevique du parti unique. Elle revenait à exiger la liberté politique pour toutes les organisations prolétariennes

et paysannes et pour toutes les tendances qui avaient pris part à la Révolution russe¹³.

Ce n'est pas un accident si l'opposition largement répandue contre la domination bolchevique se soit exprimée le plus ouvertement à Cronstadt. Cronstadt était en effet la ville où les soviets étaient devenus la seule autorité publique bien avant qu'il en soit de

13. Tout cela s'exprima dans le programme adopté par les marins, les soldats et les travailleurs de Cronstadt qui décida :

1° Étant donné que les soviets actuels n'expriment pas la volonté des ouvriers et des paysans d'organiser immédiatement des élections aux soviets au vote secret, en ayant soin d'organiser une libre propagande électorale;

2° D'exiger la liberté de parole et de la presse pour les ouvriers et les paysans, les anarchistes et les partis socialistes de gauche;

3° D'exiger la liberté de réunion et la liberté des organisations syndicales et des organisations paysannes;

4° D'organiser au plus tard pour le 10 mars 1921 une conférence des ouvriers sans-parti, soldats et matelots de Petrograd, de Cronstadt et du département de Petrograd;

5° De libérer tous les prisonniers politiques des partis socialistes ainsi que tous les ouvriers et paysans, soldats rouges et marins emprisonnés des différents mouvements ouvriers et paysans;

6° D'élire une commission pour la révision des dossiers des détenus des prisons et des camps de concentration;

7° De supprimer tous les *politotdiel* (sections politiques) car aucun parti ne doit avoir de privilèges pour la propagande de ses idées, ni recevoir de l'État des ressources dans ce but. À leur place doivent être créés des cercles culturels élus aux ressources provenant de l'État;

8° De supprimer immédiatement tous les détachements de barrage;

9° D'égaliser la ration pour tous les travailleurs, excepté dans les corps de métier insalubres et dangereux;

10° De supprimer les détachements de combat communistes dans les unités militaires et faire disparaître le service de garde communiste dans les usines et fabriques. En cas de besoin de ces services de garde, les désigner par compagnie dans chaque unité militaire en tenant compte de l'avis des ouvriers;

11° De donner aux paysans la liberté d'action complète sur leur terre ainsi que le droit d'avoir du bétail qu'ils devront soigner eux-mêmes et sans utiliser le travail de salariés;

12° De demander à toutes les unités militaires ainsi qu'aux camarades *koursantys* de s'associer à notre résolution;

13° D'exiger qu'on donne dans la presse une large publicité à toutes les résolutions;

14° De désigner un bureau de contrôle mobile;

15° D'autoriser la production artisanale libre n'utilisant pas de travail salarié.

Reproduit d'après l'ouvrage d'IDA METT, *La Commune de Cronstadt: crépuscule sanglant des soviets*, Paris, Spartacus, 1948, pp. 38-9.

Pour une histoire détaillée de la rébellion de Cronstadt, voir P. AVRICH, *Cronstadt 1921*, Princeton, Princeton University Press, 1970.

même, d'ailleurs de manière temporaire, à Petrograd, à Moscou et dans la nation dans son ensemble. Dès mai 1917, les bolcheviques et les S-R de gauche avaient conquis la majorité au soviet de Cronstadt, qui proclama son indépendance par rapport au gouvernement provisoire. Le gouvernement provisoire finit par arracher une sorte de reconnaissance du soviet, mais cela n'empêcha pas celui-ci de rester la seule autorité publique sur son territoire et de préparer ainsi le chemin à la prise de pouvoir des bolcheviques. C'était justement cette adhésion radicale au système des soviets qui faisait se lever ouvriers et soldats de Cronstadt contre la dictature bolchevique dans une tentative de reprendre leur autodétermination.

On ne put évidemment éviter que la mutinerie de Cronstadt fût louée par tous les opposants au bolchevisme et, par conséquent, par les réactionnaires et les bourgeois libéraux tout autant. Les bolcheviques en profitèrent, y trouvant la matière d'une excuse boiteuse de leur réaction vicieuse face à la rébellion. Mais ce « soutien » opportuniste et purement verbal n'avait jamais été sollicité et il ne peut modifier le fait que le but de cette rébellion était de restaurer ce même système des soviets dont les bolcheviques avaient jugé bon de faire la propagande en 1917. Les bolcheviques savaient parfaitement que le soulèvement de Cronstadt n'était pas « l'œuvre de généraux blancs », mais ils ne pouvaient admettre que, du point de vue du pouvoir soviétique, ils étaient eux-mêmes devenus une force contre-révolutionnaire, par le processus de renforcement et de défense de leur gouvernement. Par conséquent, il leur fallait non seulement noyer dans le sang cette dernière tentative de faire revivre le système des soviets, mais aussi le calomnier en le présentant comme l'œuvre de la « contre-révolution blanche ». En réalité, quoique les mencheviques et les S-R les eussent assurés de leur soutien « moral », ouvriers et marins entrés en rébellion n'avaient aucune intention de ressusciter l'Assemblée constituante. Ils la considéraient en effet comme une affaire mort-née appartenant à un passé révolu. Ils disaient :

le temps est venu de renverser la commissarocratie [...] Cronstadt a soulevé la bannière de l'insurrection pour une troisième révolution des travailleurs [...] L'autocratie est tombée. L'Assemblée constituante est partie au pays des damnés. La commissarocratie s'effondre.¹⁴

Selon eux, la « troisième révolution » devait remplir les promesses bafouées de la précédente.

À Cronstadt, on vit la désaffection des ouvriers et des paysans s'étendre aux forces armées et cette combinaison rendait la rébellion particulièrement dangereuse pour les bolcheviques. Pourtant, elle ne représentait aucune promesse réalisable, non pas tant parce que les bolcheviques allaient l'écraser que parce que, eût-elle réussi, elle aurait été incapable de tenir à bout de bras et d'étendre un socialisme libertaire reposant sur la domination des soviets. Elle était de fait condamnée à être ce qu'on l'a appelée: la Commune de Cronstadt. Comme celle de Paris, elle resta isolée en dépit du mécontentement général et ne put atteindre ses objectifs politiques dans les conditions russes. Elle eut pourtant un effet: accélérer la « retraite stratégique » de Lénine dans la NEP qui, à la fois, adoucit la dictature économique des bolcheviques tout en renforçant leur domination politique autoritaire. Ce mécontentement de la dictature de Lénine trouva quelque répercussion dans le Parti. Les groupes d'opposition non seulement en critiquèrent certaines décisions spécifiques, comme le contrôle des syndicats par l'État, mais aussi s'en prirent au courant général de la politique bolchevique. Sur le problème de la « direction par un seul homme »; des voix s'élevèrent pour affirmer que ce n'était pas là un problème tactique mais l'expression de « deux points de vue historiquement inconciliables ».

Le principe de la « direction par un seul homme » est un produit de la conception individualiste de la classe bourgeoise [...] Cette conception se reflète dans tous les aspects de l'activité humaine: depuis la nomination d'un souverain à la tête d'un État jusqu'au directeur tout-puissant d'une usine. C'est la sagesse suprême de la pensée bourgeoise. La bourgeoisie ne croit pas

14. in *Izvestiya*, Journal du Comité révolutionnaire temporaire de Cronstadt, du 12 mars 1921. Cité dans l'ouvrage *The Truth about Kronstadt* (La vérité sur Cronstadt), Prague, 1921.

au pouvoir d'un corps collectif. Pour elle les masses ne sont qu'un troupeau obéissant à fouetter et à mener là où elle veut [...] La base de la controverse [...] tourne autour de la question: [...] réaliserons-nous le communisme avec les ouvriers ou par-dessus leur tête, par les fonctionnaires des soviets? Réfléchissons, camarades, s'il est possible de construire une économie communiste en utilisant les moyens et les capacités créatrices des rejetons de l'autre classe tout imprégnés de la routine du passé. Si nous pensons en marxistes, en hommes de science, nous répondrons catégoriquement et explicitement: «non».

Pendant la période transitoire actuelle, l'organe d'administration de la République doit être directement élu par les producteurs eux-mêmes. Le reste des administrations soviétiques doit servir seulement de centre exécutif de la politique économique de l'organe suprême de la République ouvrière. Tout le reste n'est qu'une échappatoire qui manifeste de la méfiance à l'égard des capacités créatrices des ouvriers, méfiance incompatible avec les idéaux proclamés par notre Parti [...] Il ne peut y avoir d'activité autonome sans liberté de pensée et d'opinion, car l'activité autonome ne s'exprime pas seulement dans l'action et le travail mais tout aussi dans la pensée indépendante. Nous ne donnons aucune liberté à l'activité de la classe, nous avons peur de la critique, nous avons cessé de nous appuyer sur les masses. C'est pourquoi la bureaucratie est chez nous [...] Pour chasser la bureaucratie qui s'abrite dans les institutions soviétiques, il faut d'abord se débarrasser de la bureaucratie dans le Parti lui-même.¹⁵

Apparemment, ces oppositionnels ne comprenaient pas leur propre parti, ou, en observant sa pratique réelle, en venaient à s'écarter des principes définis par Lénine depuis 1903. Peut-être avaient-ils pris *L'État et la Révolution* pour argent comptant, ne se rendant pas compte de son caractère ambigu? Et ils se sentaient maintenant trahis, à un moment où la politique de Lénine révélait la démagogie pure et simple de ses déclarations révolutionnaires. Il aurait pourtant dû être évident pour tout le monde, simplement en se rappelant les conceptions léninistes du Parti et de son rôle

15. A. KOLLONTAI, *L'Opposition ouvrière*, (Moscou 1921), Nous avons préféré pour ce texte la version donnée par Hélène et Alain Girard dans le N° 35 de *Socialisme et Barbarie* (Paris, janvier-mars 1964) car elle est plus proche de la version anglaise que celle due à Pierre Pascal, Paris, Le Seuil, 1974, tirée d'un original russe. Les passages cités par P. Mattick se trouvent pp. 58, 73, 88, 92 et 93 [NdT].

dans le processus révolutionnaire, que, une fois au pouvoir, ce parti ne pouvait fonctionner que de manière dictatoriale. Tout à fait indépendamment des conditions russes, l'idée de parti-conscience de la révolution socialiste avait pour conséquence de remettre tous les pouvoirs de décision à l'appareil d'État bolchevique.

Fidèle à ses principes, Lénine mit rapidement fin à l'opposition en ordonnant la dissolution de toutes les fractions dans le Parti, sous peine d'exclusion. Les deux résolutions prises par le x^e Congrès du Parti communiste de Russie, « Sur l'unité du Parti » et « Sur la déviation syndicaliste et anarchiste dans notre Parti », donnaient entière satisfaction à Lénine, qui réussissait ainsi à terminer ce qu'il n'avait qu'incomplètement accompli: en finir avec tout fractionnalisme dans le Parti, et faire passer le contrôle complet de celui-ci entre les mains du Comité central, lui-même réorganisé de telle manière que ne puisse s'y créer une opposition dans la direction du Parti. Ainsi était assurée la base sur laquelle rien ne pouvait se construire d'autre que la toute puissance de la bureaucratie montante du Parti et de l'État et le règne sans frein du dirigeant suprême, qui coiffait les deux. La « direction par un seul homme » qui n'avait été jusque-là qu'informelle, résultant de l'autorité « morale » prépondérante de Lénine, prenait la forme d'un pouvoir personnel inattaquable, à conquérir par celui qui serait capable de se hisser au sommet de la hiérarchie du Parti.

Le caractère bourgeois de la domination des bolcheviques, qu'avait noté l'opposition interne, ne faisait que refléter la nature objectivement non socialiste de la Révolution russe. Car celle-ci était une sorte de révolution bourgeoise sans bourgeoisie, comme elle était une révolution prolétarienne sans prolétariat suffisamment important, une révolution dans laquelle les fonctions historiques de la bourgeoisie occidentale étaient prises en charge par un parti, en apparence antibourgeois, qui s'était emparé du pouvoir. Dans de telles conditions, le contenu révolutionnaire du marxisme occidental ne pouvait entrer en application, même sous une forme modifiée. Quoi que l'on puisse penser de la déclaration de Marx à propos de la Commune de Paris: « la domination politique du

producteur ne peut coexister avec la pérennisation de son esclavage social » (pérennisation en effet tout à fait difficile à concevoir, sauf comme possibilité momentanée, c'est-à-dire comme reflétant le processus de révolution même), il faut noter que Marx parlait du producteur et non d'un parti politique se substituant à lui. En revanche la conception bolchevique voyait, dans le contrôle de l'État, l'unique condition préalable, nécessaire et suffisante, pour assurer la transformation du mode de production capitaliste en mode socialiste. Les producteurs sont gouvernés par l'État, l'État par le Parti, le Parti par le Comité central, le Comité central par le dirigeant suprême et sa cour. L'autocratie renversée se trouve ainsi restaurée mais au nom du marxisme. De plus, idéologiquement comme pratiquement, révolution et socialisme dépendent ainsi d'un individu qui fait l'Histoire.

De fait, il ne fallut pas attendre longtemps pour qu'on en vint à voir la Révolution russe et ses conséquences comme le fruit du travail de génies: Lénine, Trotsky et Staline. Et cette vue n'était pas seulement celle de bourgeois, pour qui cette conception est naturelle, mais aussi, de manière générale, celle de socialistes qui pourtant clament leur adhésion à la conception matérialiste de l'Histoire. Une conception selon laquelle la dynamique historique ne résulte pas de l'action d'individus aux capacités exceptionnelles, mais de la lutte de classes au cours du développement des forces sociales de production. Ni Marx, ni aucune personne raisonnable ne nie le rôle du « héros » dans l'Histoire, que ce soit pour le meilleur ou pour le pire, car, comme nous l'avons déjà souligné, le « héros » est déjà implicitement présent dans la société de classes elle-même, dans ses pensées, dans ses actions qui sont en fait déterminées par les contradictions de classes qui déchirent cette société. Dans ses écrits historiques, Marx parle longuement de « héros » comme Napoléon-le-petit, qui amena la ruine de son pays, ou Bismarck qui réalisa l'unification allemande, laissée en plan par la révolution bourgeoise avortée. On peut tout à fait penser que, sans Napoléon III et sans Bismarck, le cours de l'histoire de la France et de l'Allemagne eût été différent, mais cette différence n'aurait rien changé au

développement socio-économique de ces deux pays, déterminé qu'il était par les rapports capitalistes de production et par le phénomène international de l'expansion du capital.

Qu'est-ce donc que l'Histoire ? La bourgeoisie n'a aucune théorie de l'Histoire, pas plus qu'elle n'a de théorie du développement social. Comme l'Histoire ne fait que décrire ce qui est directement observable, ou ne fait que reprendre ce que racontent de vieux récits, elle est tout et rien à la fois. Chacune de ses manifestations superficielles peut être retenue et mise en valeur au lieu et place d'explication, et, en tout cas, mise au service des rapports sociaux de puissance qui existent à un moment donné. Comme l'économie, l'histoire bourgeoise est idéologie pure et elle ne donne aucune idée des raisons des changements sociaux. Et, de même que l'économie de marché ne peut être comprise que par la prise en compte des rapports de classes sous-jacents, de même ce genre d'Histoire en exige une autre pour révéler sa signification. D'un point de vue marxien, l'Histoire sous-entend un changement des rapports sociaux de production. Une Histoire qui se consacre uniquement à des altérations dans une société par ailleurs statique, aussi intéressante puisse-t-elle être, ne concerne le marxisme que dans la mesure où ces altérations révèlent le processus caché par lequel un mode de production libère les forces sociales qui annoncent la montée d'un autre. De ce point de vue, la Révolution russe et le régime bolchevique ont amené des changements historiques qui prennent place dans un mode de production par ailleurs inchangé, car les rapports sociaux sont restés des rapports capital-travail, même si le capital – c'est-à-dire le contrôle des moyens de production – et la gestion du travail salarié ont été ôtés des mains des entrepreneurs privés pour être placés entre celles de la bureaucratie d'État, remplissant leurs fonctions d'exploiteurs. Le système capitaliste a été modifié mais non aboli. L'Histoire faite par les bolcheviques est restée l'Histoire du capitalisme, même si elle a été déguisée idéologiquement en marxisme.

L'existence de « grands hommes » dans l'Histoire est la sûre indication que celle-ci est faite dans la structure hiérarchique d'une

société de concurrence divisée en classes. Le culte de Lénine, le culte de Hitler, le culte de Staline etc. représentent des tentatives pour priver la masse de la population de toute sorte d'autodétermination et aussi pour assurer l'atomisation complète qui rend cette privation possible. De tels cultes n'ont pas grand-chose à voir avec la personnalité même des « grands hommes », mais ils sont l'image du besoin ou du désir, de complète conformité qui permettent à une classe particulière ou à un mouvement politique particulier de garder un contrôle suffisant sur les larges masses pour réaliser ses objectifs spécifiques: guerre ou révolution par exemple. Aux « grands hommes » de « grandes époques » et les uns comme les autres apparaissent dans des situations de crise qui ont leurs racines dans l'exaspération des contradictions fondamentales de la société. L'impuissance de l'individu atomisé trouve une sorte de consolation imaginaire dans la pure symbolisation de son autoaffirmation incarnée dans la direction ou le dirigeant d'un mouvement social qui prétend faire pour lui ce qu'il ne peut faire lui-même. L'impuissance de l'individu social se révèle dans le pouvoir de l'individu qui parvient à représenter telle ou telle aspiration sociale fournie par l'Histoire. Le caractère antisocial du système capitaliste explique son apparente cohésion sociale, symbolisée dans la forme de l'État, du gouvernement, du grand dirigeant. Toutefois, cette symbolisation doit être constamment étayée par des formes concrètes de contrôle exercé par la minorité régnante.

Il est à peu près certain que, sans l'arrivée de Lénine en Russie, les bolcheviques ne se seraient pas saisis du pouvoir gouvernemental et, en ce sens, la révolution bolchevique est à porter au crédit de Lénine, ou, peut-être à celui du haut commandement allemand voire à celui de Parvus, qui rendirent possible l'entrée de Lénine sur la scène de la Révolution russe. Mais que serait-il arrivé en Russie en l'absence du « facteur subjectif » de l'existence du leader bolchevique ? Le régime tsariste totalement discrédité avait été déjà renversé et il n'aurait pu être ressuscité par un coup de force contre-révolutionnaire étant donné l'opposition combinée des ouvriers, des paysans, de la bourgeoisie et même de certains secteurs

du vieil ordre autocratique. De plus, les puissances de l'Entente se sentirent soulagées d'être débarrassées de l'alliance avec le régime autocratique anachronique de la Russie: elles favorisèrent le nouveau gouvernement ostensiblement démocratique, n'aurait-ce été que dans l'espoir de mener une guerre plus efficace contre les puissances « antidémocratiques » d'Europe centrale. Quoique ce nouveau gouvernement eût essayé de reprendre l'offensive à l'Ouest, il n'y connut guère de succès, n'obtenant finalement qu'un renforcement du désir d'une paix rapide et même d'une paix séparée, ce qui aurait été d'ailleurs nécessaire pour consolider le nouveau régime et restaurer un minimum d'ordre dans une anarchie sociale croissante. La contre-révolution aurait eu comme objectif la continuation forcée de la guerre et l'élimination des soviets et des bolcheviques de façon à sauvegarder la nature de propriété privée des rapports sociaux de production. Bref, le plus probable aurait été un renversement de la « dictature du prolétariat » par une dictature de la bourgeoisie imposée par une terreur blanche ou par toute autre méthode fasciste. Un système politique différent avec des rapports de propriété différents se serait mis en place, mais sur la base des mêmes rapports de production que ceux qui sous-tendaient l'État bolchevique.

De même, on ne peut guère douter que la Deuxième Guerre mondiale ait été lancée par Hitler dans sa tentative de regagner la Première Guerre mondiale en essayant d'imposer le contrôle allemand sur l'Europe capitaliste. Sans Hitler, la Deuxième Guerre mondiale ne se serait peut-être pas décharnée au moment où elle le fit, mais peut-être aussi sans le pacte Hitler-Staline ou sans la dépression mondiale qui mit des bornes définies à la politique économique intérieure des nazis, dont dépendait leur domination politique. Il est cependant clair qu'on ne peut faire retomber sur Hitler la responsabilité de la Première Guerre mondiale ni la Grande Dépression qui précédèrent la Seconde Guerre. Les gouvernements se composent d'individus qui représentent des idéologies définies et des intérêts spécifiques et c'est la raison pour laquelle on peut toujours attribuer, que ce soit pour les féliciter ou les blâmer, une

politique donnée à des politiciens individuels et on peut toujours supposer qu'en leur absence, l'Histoire aurait pris un cours différent. Cette supposition pourrait d'ailleurs correspondre à la réalité, mais le cours différent enregistré n'affecterait en rien le développement général dans la mesure où celui-ci est déterminé par les rapports capitalistes de production.

Bref il n'est pas possible de faire une prédiction fiable du développement historique sur la base de la force des mouvements politiques et sur le rôle des individus dans ces mouvements, tels qu'ils sortent du développement capitaliste et de ses difficultés aussi longtemps que ces événements ne touchent pas les rapports sociaux de production fondamentaux, mais ne font que refléter des changements au sein de ces rapports. Il est vrai que les phénomènes politiques et économiques constituent une entité, mais parler d'une telle entité pourrait n'être que se référer à rien de plus que des mouvements erratiques dans la structure sociale existante, et non aux contradictions sociales destinées à détruire l'entité politique et économique existante par le biais de changements révolutionnaires accouchant d'une autre société. De même qu'il n'est pas possible de prévoir le développement économique dans tous ses détails, c'est-à-dire au point où l'on puisse prédire si une crise va se déclencher ou pourra être surmontée, de même il n'y a aucune possibilité de rendre compte du développement politique dans tous ses détails, c'est-à-dire de prédire quel mouvement social réussira ou échouera, quel individu viendra dominer la scène politique et si, oui ou non, cet individu apparaîtra comme « faiseur d'Histoire », tout à fait à part de ses qualités personnelles. Ce qu'on ne comprend pas ne peut être pris en considération, et les événements politiques comme économiques apparaissent alors comme une suite d'« accidents » ou de « chocs », semblant venir de l'extérieur du système, alors qu'ils sont produits par lui, ce qui interdit d'en reconnaître la nécessité inhérente. L'existence même de la vie politique est une preuve de sa détermination fétichiste. Hors cette détermination fétichiste, sujétion sans recours et aveugle au processus d'expansion du capital, l'entité politique et économique n'apparaîtrait pas telle qu'elle

est, mais plutôt comme une élimination de son double caractère dans une organisation arrangée consciemment pour répondre aux exigences sociales d'un processus de reproduction libéré de ses aspects politiques et économiques. La politique et, avec elle, ce type d'économie qui est nécessairement l'économie politique cesserait avec l'établissement de la société sans classe.

Même Lénine a eu conscience de cela comme on peut le deviner en constatant sa réticence à employer le terme de « travail salarié » après la prise du pouvoir. Ce n'est qu'une fois, au Congrès de fondation de la III^e Internationale, par respect pour un auditoire international, qu'il parla de « l'humanité chassant la dernière forme de l'esclavage : l'esclavage capitaliste, l'esclavage du salariat ». En général, il faisait ressortir que la fin du capital privé entraînait celle du système du salariat; quoique n'abolissant pas celui-ci d'un point de vue technique, elle le libérait de ses connotations d'exploitation. Ici, comme souvent ailleurs, Lénine ne faisait que retourner aux positions défendues par Kautsky en 1902, où le marxiste allemand prétendait que dans les périodes du début de la construction du socialisme, le travail salarié et, par conséquent, l'argent (ou vice versa) devaient être conservés de manière à fournir aux ouvriers les stimulants nécessaires pour travailler. Trotsky, lui aussi, émit à nouveau cette idée, mais avec une exemplaire absence de vergogne. Il affirma que :

En Russie le paiement des salaires ouvriers s'effectue encore en argent, et il est à prévoir qu'il en sera ainsi pendant longtemps. Mais plus nous irons, plus il deviendra important d'assurer à tous les membres de la société tout ce qui leur est nécessaire. Et de ce fait, les salaires perdront toute raison d'être [...] Dans la période difficile actuelle, les salaires ne sont pas pour nous un moyen d'adoucir l'existence personnelle de tout ouvrier, mais un moyen d'estimer ce que tout ouvrier apporte par son travail à la République ouvrière [...] Enfin, en récompensant les uns, l'État ouvrier ne peut pas ne pas châtier les autres, c'est-à-dire ceux qui, en toute connaissance de cause, enfreignent la solidarité ouvrière, sapent le travail commun et causent un dommage considérable

au relèvement socialiste du pays. La répression en vue de réaliser les tâches économiques est une arme nécessaire de la dictature socialiste.¹⁶

Comme dans la production capitaliste, le système des salaires reste « la base de la construction du socialisme » et ce fait permet à des gens comme Lénine et Trotsky et aux membres de leur appareil d'État, non seulement d'occuper la position des capitalistes mais aussi d'utiliser leur langage quand ils parlent de la classe ouvrière. Comme si le système des salaires n'avait pas toujours été la seule garantie pour les ouvriers de gagner leur vie et comme s'il n'avait pas toujours été utilisé pour estimer la quantité de plus-value à extraire de leur travail !

Théorie de la révolution prolétarienne, le marxisme ne considère pas les altérations au sein de rapports de production inchangés, comme des changements historiques au sens de la conception matérialiste de l'Histoire. Il parle en effet de changements du développement social, par exemple passage de l'esclavage au servage, du servage au travail salarié, abolition de ce dernier, donc de toute forme d'exploitation du travail, signifiant l'instauration d'une société sans classe. Tout type de société de classes a, il est vrai, sa propre histoire politique, mais le marxisme ne voit en elle que celle de la politique de formations sociales définies qui trouvera sa fin avec l'abolition des classes, dernière révolution politique du développement social.

Tout à fait indépendamment de sa possibilité ou de son impossibilité objective, le régime bolchevique n'avait aucune intention d'abolir le système des salaires et, par conséquent, n'était pas en train de poursuivre une révolution au sens marxien. Il se satisfaisait de la suppression du contrôle privé sur l'accumulation du capital, car il faisait l'hypothèse que cela suffirait pour mener à une planification consciente de l'économie et, au bout, à un système plus égalitaire de distribution. Il est vrai que, la possibilité d'une telle tentative avait échappé à Marx pour qui le système capitaliste dans sa forme propriété privée devait être remplacé par un système où les travailleurs auraient à prendre eux-mêmes le contrôle collectif direct des moyens de production.

16. L. TROTSKY, *Terrorisme et Communisme*, *op. cit.*, p. 225.

En adhérant à l'idéologie marxiste telle qu'elle s'était développée dans la 11^e Internationale, Lénine et les bolcheviques réussirent à voir dans leur inversion de la théorie marxienne la seule forme possible de socialisation. La conception bolchevique ne contenait rien de plus que la formation d'un capitalisme d'État, mais, de fait, c'était la manière dont, au tournant du siècle, on comprenait généralement le socialisme. On ne peut donc accuser les bolcheviques d'avoir « trahi » les principes « marxistes » qui prévalaient alors. Bien au contraire, ils avaient donné réalité aux buts déclarés du mouvement social-démocrate, lequel avait perdu tout intérêt pour une action conforme à ses croyances. Ce que les bolcheviques firent, c'est de réaliser le programme de la 11^e Internationale par des moyens révolutionnaires. Toutefois, en le faisant, c'est-à-dire en mettant en pratique l'idéologie, en lui donnant une substance concrète, ils identifiaient le marxisme révolutionnaire avec la conception de la société socialiste dirigée par l'État, telle que l'avait envisagée l'aile orthodoxe de la social-démocratie internationale.

Avant la révolution bolchevique, la bourgeoisie avait considéré le marxisme comme une utopie dénuée de sens, contraire aux relations de marché données par la nature et même contraire à la nature humaine. Il y avait bien sûr la lutte de classes, mais qu'était-ce d'autre, comme la concurrence en général, qu'une expression de la lutte darwinienne pour la vie ? Voilà qui justifiait selon les cas, soit sa répression soit son adoucissement pour être en accord avec les modifications des circonstances ou les possibilités. Et le fait même de l'existence de la bourgeoisie fournissait une preuve suffisante de ce que la société ne pouvait prospérer sans division en classes et de ce que sa complexité exigeait sa structuration hiérarchique. Le socialisme, au sens marxien d'autodétermination de la classe ouvrière, n'était pas possible pratiquement. S'en faire l'avocat, c'était non seulement stupide, mais, bien plus, criminel, car sa réalisation ne ferait pas que détruire le capitalisme : elle ruinerait la société elle-même. L'adaptation du mouvement ouvrier réformiste aux réalités de la vie sociale et son intégration réussie dans le système capitaliste fournissaient une preuve supplémentaire de ce que les

rappports capitalistes étaient des rapports sociaux normaux qui ne pouvaient être modifiés qu'au prix du déclin social.

Cette argumentation fut mise à mal par la démonstration administrée par les bolcheviques qu'il peut exister un socialisme fondé sur la base de rapports capital-travail et qu'une hiérarchie sociale peut être installée sans bourgeoisie, simplement par la transformation de cette dernière en serviteur de l'État, seul détenteur du capital social. Bien que Marx ait dit que l'existence du capitalisme présuppose celle des capitalistes, cette remarque ne signifie pas que ces capitalistes sont nécessairement des bourgeois propriétaires privés du capital, ne serait-ce que parce que le processus de concentration et de centralisation est déjà révélateur de la diminution de leur nombre et de la monopolisation croissante du capital. Si ce processus pouvait avoir une « fin », ce serait celle du capital privé, en tant que propriété de nombreux capitalistes, et celle de l'économie de marché, le tout débouchant sur le monopole complet de la propriété des moyens de production. Mais tout cela pourrait tout aussi bien passer aux mains de l'État qui pourrait alors devenir l'organisateur de la production sociale dans un système où les « relations de marché » seraient réduites à l'échange entre travail et capital, effectué par le biais du maintien du travail salarié au sein d'une économie contrôlée par l'État.

Cette conception aurait pu rendre le socialisme compréhensible par la bourgeoisie si elle n'avait pas sous-entendu sa disparition en tant que classe dirigeante. Du point de vue de la bourgeoisie, la question n'est pas de savoir si l'expropriation est faite par un État qui cesse d'être le sien ou par une révolution prolétarienne au sens marxien, réalisant l'appropriation des moyens de production par la classe ouvrière. Le capitalisme d'État bolchevique ou, ce qui revient au même, la conception socialiste d'État, était, par conséquent, identifiée avec la conception marxienne du socialisme. Quand la bourgeoisie parle de marxisme, elle se réfère invariablement à son interprétation bolchevique, car c'est la seule qui ait trouvé une application concrète. Cette identification entre marxisme et conception léniniste du socialisme a transformé cette dernière

en synonyme de marxisme et, en tant que telle, elle a marqué le caractère de tous les mouvements révolutionnaires et nationaux-révolutionnaires jusqu'à aujourd'hui.

Alors que pour la bourgeoisie, bolchevisme et marxisme sont une seule et même chose, il n'en va pas de même pour la social-démocratie, qui ne pouvait identifier régime léniniste et État socialiste, même si celui-ci avait atteint le but social-démocrate, oublié depuis longtemps, de réaliser le socialisme par la conquête du pouvoir d'État. Pourtant, puisque le bolchevisme avait exproprié la bourgeoisie, on ne pouvait qualifier son système de système capitaliste sans du même coup reconnaître qu'une conquête de l'État, même menée par des moyens légaux et parlementaires, ne débouchait pas nécessairement sur un système socialiste de production. Hilferding, pour sa part, résolut le problème simplement en annonçant que le bolchevisme n'était ni capitalisme ni socialisme, mais une forme de société, décrite au mieux comme une « économie d'État totalitaire », comme un système reposant sur « une dictature personnelle sans limitations¹⁷ ». Ce régime n'était plus déterminé par le caractère de son économie mais par les idées personnelles du dictateur tout-puissant. Reniant sa conception, longtemps défendue, de « capitalisme organisé », résultat inévitable du processus de concentration capitaliste, entraînant la disparition de la loi de la valeur comme régulateur de la production capitaliste, Hilferding prétendait maintenant que, d'un point de vue économique, le capitalisme d'État ne peut exister. Il insistait sur ce point, affirmant que l'État, une fois devenu seul possesseur des moyens de production, rend impossible les fonctions de l'économie capitaliste parce qu'il abolit le mécanisme même qui prend en compte le processus de circulation économique par le biais de la concurrence sur lequel opère la loi de la valeur. Mais alors qu'hier il identifiait cet état de choses avec la montée du socialisme, il le voyait maintenant comme une société totalitaire aussi éloignée du capitalisme que du socialisme. Le seul ingrédient qui empêchait sa transformation

17. R. HILFERDING dans un article du *Sotsialistichesky Vestnik*, version anglaise in *Proletarian Outlook* 6:3, 1940.

en socialisme, c'était l'absence de démocratie politique. Mais s'il en était ainsi, Hilferding se retrouvait en accord complet avec Lénine qui admettait, comme lui, que l'on pouvait instaurer le socialisme par des moyens politiques, quoiqu'il eût divergé sur le type de ces moyens. De fait, Lénine avait une grosse dette envers Hilferding, sauf qu'il rejetait la démocratie formelle comme critère de la nature socialiste de l'économie contrôlée par l'État.

Dans ce contexte, il est bon de noter que ni Lénine ni Hilferding ne s'intéressaient aux rapports sociaux de production vus sous l'angle de rapports capital-travail mais n'envisageaient essentiellement que le caractère du gouvernement gérant la nouvelle société. Selon leur opinion à tous les deux, c'était l'État qui devait contrôler la société, que ce soit par des moyens démocratiques ou dictatoriaux. La classe ouvrière n'avait qu'à être l'instrument obéissant des politiques gouvernementales. Or c'est la conception léniniste de la « dictature » qui était à l'ordre du jour car les bolcheviques avaient pris le pouvoir. La « démocratie » à la Hilferding était, elle, lentement érodée par les tendances autoritaires qui se faisaient jour dans le système capitaliste. De plus, le « marxisme » de la II^e Internationale avait perdu toute crédibilité à la veille de la Première Guerre mondiale, alors que le succès de la révolution bolchevique pouvait être considéré comme un retour à la théorie et à la pratique révolutionnaires du marxisme. C'est cette situation qui assura la prééminence de l'interprétation léniniste du marxisme, celle qui fit dépendre de l'existence d'un parti d'avant-garde, non seulement la prise du pouvoir, mais aussi l'assurance de la transition du capitalisme au socialisme. En tout cas, au cours du temps, la conception léniniste du marxisme finit par dominer cette partie du mouvement international qui se considérait elle-même comme force anticapitaliste et anti-impérialiste.

Nous avons traité du bolchevisme et de la Révolution russe avec quelque détail pour faire ressortir deux caractères spécifiques :

1° que les politiques suivies par le régime bolchevique après la mort de Lénine avaient leur cause dans la situation qui régnait en Russie et dans le monde en général, mais aussi dans les conceptions politiques du parti léniniste;

2° que le résultat de cette combinaison de facteurs était une deuxième destruction du mouvement ouvrier en tant que mouvement marxiste, destruction apparemment « finale ».

Le déclenchement de la Première Guerre mondiale et son soutien par les partis socialistes, membres de la II^e Internationale, avaient signifié la défaite du marxisme en tant que mouvement ouvrier révolutionnaire potentiel. Mais la guerre et ses contrecoups avaient conduit à une renaissance temporaire de l'activité révolutionnaire, quoique pour atteindre des buts réformistes limités, ce qui montrait que les ouvriers n'étaient pas prêts à déloger le capitalisme. Ce n'est qu'en Russie que ces mouvements révolutionnaires allèrent au-delà d'un simple changement de gouvernement, en faisant passer, non pas d'un coup mais progressivement, les moyens de production entre les mains bolcheviques de l'État-parti. Mais ce succès apparent contenait, en fait, un renversement complet de la théorie marxienne et sa transformation délibérée en idéologie du capitalisme d'État. Tout naturellement, celle-ci se restreignait à la notion de l'État-nation dans sa lutte pour l'existence et pour l'expansion, au sein d'un monde de nations impérialistes, en concurrence les unes avec les autres, et de blocs de puissances.

La conception d'une révolution mondiale résultant de la guerre impérialiste, espoir qui, semblait-il, avait poussé les bolcheviques à prendre le pouvoir, se fondait sur l'idée de Lénine qu'il fallait absolument un parti d'avant-garde capable de saisir l'opportunité d'un renversement de l'État bourgeois et apte à éviter, ou corriger, les rébellions des masses, dont les énergies révolutionnaires libérées eussent pu, en son absence, se gaspiller en vain. Selon la théorie même de Lénine, il était, par conséquent, tout à fait inconsistant d'un point de vue logique d'attendre que la Révolution russe se transforme en révolution internationale. Pourtant, même en admettant que l'on ait pu créer, pour ainsi dire en une nuit, de tels partis d'avant-garde, ils n'auraient pas pu avoir d'autres buts que ceux fixés par la conception léniniste de l'État et de ses fonctions dans le processus de transformation. En cas de succès, le résultat aurait donc été la création de plusieurs capitalismes d'État au lieu

d'un seul, et non la révolution socialiste internationale. Bref, on aurait vu s'accomplir plus tôt ce qui suivit, mais sans révolution: la Seconde Guerre mondiale, c'est-à-dire la division impérialiste du monde en système national monopoliste et capitaliste d'État, sous l'égide de blocs de puissances instables.

Si, pour développer l'argumentation, on suppose que des révolutions eussent pu, en Europe occidentale, aller au-delà de changements purement politiques, conduisant à la dictature du prolétariat exercée par un système de soviets contrôlant les rapports sociaux économiques, il faut conclure qu'un tel système se serait opposé à l'État-parti dans son incarnation léniniste. Il est alors plus que probable que cette situation aurait conduit, en Russie, à une renaissance de l'opposition interne au monopole du pouvoir par les bolcheviques et à son renversement. Une révolution prolétarienne au sens marxien aurait mis en danger le régime bolchevique bien plus qu'une contre-révolution bourgeoise ou social-démocrate, parce que les bolcheviques ne pouvaient concevoir l'extension de la révolution que comme l'expansion de la révolution bolchevique et le maintien global de son caractère spécifique. C'est une des raisons pour laquelle la III^e Internationale, «outil de la révolution mondiale», fut transformée en une réplique internationale du parti léniniste.

Cette pratique particulière s'appuya sur la théorie de l'impérialisme développée par Lénine. Ouvrage plus polémique que théorique, *L'Impérialisme stade Suprême du capitalisme*, met davantage l'accent sur les aspects flottants de l'impérialisme que sur la dynamique socio-économique qui le sous-tend. Ici, Lénine voulait démasquer le caractère impérialiste de la Première Guerre mondiale qu'il voyait comme une condition générale de la révolution sociale. Ses arguments s'appuyaient sur des données appropriées venues de diverses sources bourgeoises, et utilisaient, de manière critique, les découvertes de J.H. Hobson et Rudolf Hilferding, tout en rejetant la théorie spéculative de Karl Kautsky qui imaginait un ultra-impérialisme ouvrant la voie à un capitalisme pacifique. Ces données et ces théories étaient en fait liées à un stade historique particulier du

développement capitaliste et ne fournissaient aucun indice pour prédire le développement ultérieur.

L'impérialisme est une obligation inhérente à la production capitaliste et c'est le développement de celle-ci qui rend compte des manifestations spécifiques du premier à un moment donné. Toutefois, pour Lénine, le capitalisme ne devient impérialiste qu'à « un degré très élevé de son développement », à un stade qui implique le règne de monopoles nationaux et internationaux se répartissant, de gré ou de force, les ressources exploitables du monde. Selon cette conception, la période de l'impérialisme n'est pas tant caractérisée par l'exportation de marchandises que par celle de capital, ce qui permet aux grandes puissances impérialistes et à une grande partie de leur population laborieuse de mener une existence de plus en plus parasitaire aux dépens des régions du monde qui leur sont soumises. Lénine considérait cette situation comme « stade suprême » parce qu'il escomptait que ses multiples contradictions conduiraient directement à des révolutions sociales à l'échelle internationale.

Pourtant bien que la Première Guerre mondiale ait mené à la Révolution russe, l'impérialisme n'a pas été « l'aube de la révolution prolétarienne mondiale ». Mais ce que l'on peut noter ici, c'est la continuité entre le travail ancien de Lénine sur le développement du capitalisme en Russie et sa théorie de l'impérialisme et de l'imminence de la révolution mondiale. Comme nous l'avons vu plus haut, Lénine soutenait contre les narodniques, que le capitalisme serait l'étape suivante du développement de la Russie et que, pour cette raison, le prolétariat aurait à jouer le rôle prépondérant dans la Révolution russe. Mais parce qu'elle concernerait non seulement les ouvriers mais aussi les paysans et même certaines couches de la bourgeoisie, la révolution prendrait le caractère d'une « révolution populaire ». Pour réaliser toutes ses potentialités, il faudrait qu'elle soit conduite par une organisation représentant le socialisme de la classe ouvrière. La théorie léniniste de l'impérialisme qui en fait « l'aube de la révolution mondiale » était donc une projection sur le monde en général de sa théorie de la Révolution russe. De même qu'en Russie des classes et des nationalités différentes auraient

à se regrouper sous la direction du prolétariat pour renverser l'autocratie, de même, à l'échelle mondiale, des nations entières, à divers stades de développement, auraient à se rassembler, sous la conduite de la III^e Internationale, pour se libérer à la fois de leurs maîtres impérialistes et de leurs classes dirigeantes autochtones. La révolution mondiale devient ainsi une révolution de classes et de nations soumises contre un ennemi commun: l'impérialisme monopoliste. C'est cette théorie qui faisait, pour reprendre le mot de Staline, du « léninisme, le marxisme de l'époque de l'impérialisme ». Or, reposant sur l'hypothèse préalable d'une révolution socialiste victorieuse dans les nations capitalistes, cette théorie n'a pu être ni confirmée ni infirmée puisque ces révolutions escomptées n'ont pas eu lieu.

Ce schéma réellement grandiose qui mit le bolchevisme au centre du processus révolutionnaire mondial et qui, pour parler en termes hégéliens fit de Lénine et de son parti la manifestation du *Weltgeist* (esprit du monde [NdT]), ne demeure finalement qu'une pure expression de la puissance imaginative de Lénine, car, à chaque pas qu'il fit, le « plus grand des *Realpolitiker* »¹⁸ se trouva en désaccord avec la réalité. Tout comme il avait dû jeter par-dessus bord son programme agraire pour adopter celui de ses opposants socialistes-révolutionnaires, puis se débarrasser de « l'économie naturelle » qu'il pratiqua avec des résultats dévastateurs dans la période du « communisme de guerre » pour retomber dans les rapports de marché de la NEP, et enfin mener une guerre contre l'autodétermination des nationalités opprimées que le régime bolchevique avait d'abord généreusement accordée, il se vit contraint de bâtir et d'utiliser la III^e Internationale, non pour étendre au monde la révolution, mais pour ne rien faire de plus que défendre l'État bolchevique. Son internationalisme, tout comme celui de la bourgeoisie, ne pouvait servir que des finalités nationales, camouflées en intérêts généraux de la révolution mondiale. Mais peut-être est-ce cet échec total dans l'extension des bienfaits proclamés du bolchevisme qui atteste réellement de la maîtrise de la *Realpolitik*

18. Politicien réaliste, qualificatif attribué d'abord à Bismarck [NdT].

par Lénine, ne serait-ce qu'au sens d'un opportunisme sans principes qui vise le but de maintenir les bolcheviques au pouvoir ?

Lénine, déterminé à prendre et à conserver le pouvoir d'État à l'aide de compromis et de renversements opportunistes, dictés par des circonstances qui échappaient à son contrôle, ne mettait pas en œuvre une pratique conforme à la théorie marxiste mais un pragmatisme empirique semblable à celui qui caractérise la politique bourgeoise en général. Le révolutionnaire professionnel se transforma en homme d'État, en concurrence avec d'autres hommes d'État, pour défendre les intérêts spécifiques de l'État bolchevique, qui étaient ceux de la nation russe. On en venait à faire dépendre tout nouveau développement révolutionnaire de la nécessité de protéger le premier « État ouvrier » et sa défense devint du même coup le devoir principal du prolétariat international. L'idéologie marxiste servit non seulement à des fins internes, mais aussi externes pour assurer à la Russie bolchevique le soutien de la classe ouvrière. Bien entendu, cela ne touchait qu'une partie du mouvement ouvrier, mais c'était justement cette partie qui pouvait ébranler les forces antibolcheviques qui, maintenant, comprenaient les vieux partis socialistes et les syndicats. L'interprétation léniniste du marxisme devint l'alpha et l'oméga de la théorie marxienne, prenant la forme d'une contre-idéologie opposée à toutes les formes d'antibolchevisme et à toutes les tentatives d'affaiblir ou de renverser le gouvernement russe. Mais, simultanément, on s'efforça de créer un état de coexistence avec les adversaires capitalistes. On proposa à cet effet diverses concessions destinées à démontrer l'avantage mutuel qu'il y aurait à faire du commerce international et à utiliser d'autres modes de collaboration. Cette politique à double face visait un seul but : protéger l'État bolchevique en servant les intérêts nationaux de la Russie.

LA RÉVOLUTION ALLEMANDE

Contrairement aux attentes des bolcheviks, la Révolution russe demeura une révolution nationale. Ses répercussions internationales n'allèrent pas plus loin que l'intensification des revendications pour la fin de la guerre. Les bolcheviques avaient lancé un appel à la paix immédiate sans annexions ni réparations. Cet appel fut bien accueilli par les soldats et les ouvriers d'Europe occidentale. Mais quoi qu'il en soit, s'il y eut bien quelques mutineries éphémères dans les armées françaises et britanniques et des grèves de masse dans les pays d'Europe centrale, ce n'est qu'au bout d'un an encore que la défaite militaire de l'Allemagne et de l'Autriche et le ras-le-bol de la guerre conduisirent à des soulèvements révolutionnaires qui amenèrent la fin des hostilités.

La Révolution allemande de 1918 joua ici un rôle décisif. Ce fut un soulèvement politique spontané parti des forces armées, qui, s'étendant immédiatement à la plus grande partie de la population, qu'elle y participât activement ou passivement, aboutit à la fin de la guerre et au renversement du régime monarchique. Ni la bourgeoisie, ni les militaires ne s'y opposèrent sérieusement: cela leur permettait, en effet, de mettre la responsabilité de la défaite sur le dos de la révolution. À leurs yeux, l'important était d'empêcher que la révolution politique ne tournât à la révolution sociale, et ainsi de leur permettre de sortir de la guerre en gardant intact le système capitaliste.

À cette époque, pas plus la bourgeoisie que les travailleurs ne pouvaient faire de distinction entre marxisme et bolchevisme, si ce n'est en termes politiques: démocratie ou dictature. Ne tenant aucun compte de la dictature militaire des pays capitalistes, les dirigeants sociaux-démocrates, utilisant comme repoussoir la nature dictatoriale du bolchevisme, se mirent à défendre le capitalisme au nom de la démocratie. Bien avant la révolution de Novembre, le parti social-démocrate avait été le fer de lance dans la lutte contre

le bolchevisme. Il s'opposa, directement ou indirectement, à toutes les actions de la classe ouvrière qui auraient pu gêner l'effort de guerre ou rompre la collaboration de classes nécessaire à la poursuite de cet effort. Mais il ne réussit pas à éviter le renversement de l'ancien État et de sa machine de guerre par la révolution. Pour ne pas perdre toute influence sur le cours des événements politiques, les sociaux-démocrates se virent contraints d'y prendre part tout en essayant de contrôler leur mouvement. C'est dans ce but que le parti social-démocrate reconnut le renversement de l'ancien régime et accepta les conseils d'ouvriers et de soldats, mais en tant qu'institution sociale provisoire, destinée à amener la formation d'un État démocratique républicain dans lequel la social-démocratie pourrait opérer comme devant.

L'armée allemande s'effondra à l'automne de 1918. Il en résulta quelques réformes de la Constitution et du Parlement ainsi que l'entrée des sociaux-démocrates au gouvernement. Il s'agissait de liquider l'état de guerre avec le moins de troubles possibles et, peut-être aussi, d'obtenir de meilleures conditions d'armistice. À cette époque, en Russie, les conseils d'ouvriers et de soldats perdaient déjà leurs pouvoirs et leur indépendance au profit de l'appareil d'État bolchevique, mais ils continuaient néanmoins d'inspirer la formation spontanée d'organisations similaires dans l'Allemagne révolutionnaire et, à un moindre degré, d'influencer les soulèvements sociaux d'Angleterre, de France, d'Italie et de Hongrie. En Allemagne, ce n'est pas l'absence d'organisations ouvrières efficaces qui conduisit les ouvriers à tenter d'égaliser l'exemple russe, mais le caractère de ces organisations, collaboratrices de classe et social-patriotes. Il fallait organiser clandestinement l'opposition à la poursuite de la guerre et la préparation du renversement des systèmes existants. On agissait donc hors du mouvement ouvrier officiel, sur les lieux de travail, la liaison de l'un à l'autre étant assurée par des comités d'action. Mais, avant même que ce nouveau type d'organisation envisagé ait pu entrer dans l'arène révolutionnaire, ouvriers et soldats, formant spontanément leurs conseils, avaient déjà mis fin au règne du gouvernement et établi leur propre domination politique.

Le parti social-démocrate se trouva ainsi contraint d'entrer dans le mouvement des conseils, n'aurait-ce été que pour modérer les possibles aspirations révolutionnaires. Cette entrée ne fut pas trop difficile. En effet, les conseils d'ouvriers et de soldats étaient composés non seulement de socialistes radicaux, mais aussi de socialistes de droite, de syndicalistes, de pacifistes, de non-politisés, et même d'éléments bourgeois. Le mot d'ordre radical, lancé à l'époque: « tout le pouvoir aux conseils d'ouvriers et de soldats » était par conséquent auto-défaitiste, sauf, bien entendu, si les événements avaient pris un cours tel que caractère et composition des conseils en eussent été modifiés. Pourtant la grande masse des travailleurs socialistes prit, à tort, la révolution politique pour une révolution sociale. L'idéologie et la puissance de l'organisation social-démocrate avaient laissé une profonde empreinte: la socialisation de la production, si elle fut jamais envisagée, ne le fut que sous l'aspect d'un problème de gouvernement, et non sous celui d'une tâche pour les ouvriers. Le slogan « tout le pouvoir aux conseils ouvriers » sous-entendait la dictature du prolétariat, puisque, s'il avait été mis en œuvre, les couches de non-travailleurs de la société auraient été privées de représentation politique. Mais on continuait toujours de considérer que la démocratie, c'était le suffrage universel. C'est pourquoi la masse des ouvriers voulait à la fois la création de conseils ouvriers et la convocation d'une Assemblée nationale. Ils eurent satisfaction: les conseils, inscrits dans la Constitution de Weimar, mais privés de toute signification, et le régime parlementaire qui, lui, assura la continuation du système capitaliste.

Quelles qu'aient pu être les différences entre bolchevisme et social-démocratie, les deux partis politiques correspondant se retrouvaient d'accord pour estimer qu'ils étaient destinés à conduire la classe ouvrière et à déterminer ses actes. L'un comme l'autre pensaient que c'était à travers le Parti que la classe ouvrière prenait conscience de ses intérêts de classe et pouvait agir pour eux. Si le parti social-démocrate se satisfaisait d'avoir le contrôle des mouvements de la classe ouvrière dans le cadre de la société bourgeoise, le parti bolchevique revendiquait le droit de contrôler cette classe

avec son État-parti. Mais l'un comme l'autre, en fait branches de la social-démocratie, se considéraient comme représentants légitimes et indispensables de la classe ouvrière. Les concepts de parti qui avaient été de règle dans le mouvement ouvrier politique d'avant la révolution rendaient incompréhensible un système de conseils d'ouvriers et de soldats et les nouvelles institutions sociales qui en découlaient. Et, parce que l'opposition au capitalisme s'était, jusque-là, exprimée par le canal des partis socialistes, comment s'étonner que ceux-ci aient pu jouer un rôle particulier, et, en fait, décisif, dans la formulation des objectifs politiques du mouvement des conseils naissants ?

Nous avons vu plus haut qu'en Russie aussi les diverses organisations socialistes rivalisaient, au sein des soviets, pour s'assurer le contrôle du mouvement révolutionnaire. Cette concurrence excluait, dès le début, l'autogouvernement des soviets qui, de fait, proclamèrent que leur but politique était l'obtention d'une Constitution démocratique et des réformes économiques, un projet tout à fait compatible avec le système capitaliste. Le coup d'État bolchevique changea cette situation. Les bolcheviques prétendaient faire reposer la domination de leur parti sur les soviets, car ils y avaient obtenu la majorité, même si celle-ci était tout aussi accidentelle que celle qu'avait obtenue la fraction de Lénine au congrès de 1903 de la social-démocratie russe (d'où le nom de bolchevique, c'est-à-dire majoritaire en russe). Une situation analogue s'était reproduite au 11^e Congrès des soviets en 1917, lorsque, en signe de protestation, les socialistes de droite et les socialistes-révolutionnaires abandonnèrent la séance. Le gouvernement bolchevique qui sortit de ce Congrès se présenta sous la forme du « soviets des commissaires du peuple », soviets en fait auto-désigné, même si le Congrès accomplit la formalité de le ratifier.

De même, au 1^{er} Congrès des conseils d'ouvriers et de soldats d'Allemagne, les dirigeants sociaux-démocrates purent se propulser eux-mêmes aux postes gouvernementaux parce qu'ils contrôlaient la majorité des votes de délégués convoqués à la va-vite et qui étaient en grande partie fonctionnaires des deux partis socialistes, les socialistes

majoritaires et les socialistes indépendants. La même majorité se retrouva au 11^e Congrès des conseils d'ouvriers et de soldats, ce qui assura l'adoption du programme des partis sociaux-démocrates. On pouvait donc prévoir à l'avance que les conseils se feraient hara-kiri au profit de l'Assemblée nationale, puisque ces partis maintenaient intactes leur emprise sur leurs membres et leur influence sur la masse inorganisée de la population travailleuse. La révolution dans la mesure où elle avait un caractère politique tranché, était donc une révolution social-démocrate, mettant l'accent sur la démocratie et négligeant l'aspect socialiste du mouvement social-démocrate.

Si, tant en Russie qu'en Allemagne, les conseils d'ouvriers et de soldats avaient contribué à faire la révolution, ils se montrèrent incapables de se transformer en moyens de réorganisation des rapports sociaux de production, laissant la remise en ordre de la société au mouvement ouvrier traditionnel. En ce qui concerne l'Europe occidentale, ce mouvement avait depuis longtemps cessé d'être un mouvement révolutionnaire, mais il continuait néanmoins d'exprimer des intérêts de classe particuliers et de les défendre dans le cadre de la société bourgeoise. Les partis socialistes restaient donc des organisations ouvrières, en dépit de leurs inconsistances dans une situation de lutte de classes et de leur violation des principes socialistes d'autrefois. Devenus des institutions suivant leur petit bonhomme de chemin dans le système capitaliste, ils avaient des dirigeants et des bureaucraties qui ne s'intéressaient même plus à cette transformation démocratique « à long terme » du capitalisme que revendiquait le programme. Ils se concentraient sur les joies « à court terme » que leur procuraient leurs privilèges dans le *statu quo*. Ils pouvaient bien célébrer ostensiblement la démocratie, cette « route vers le socialisme », ils ne faisaient que cacher le désir d'être pleinement intégrés dans le système capitaliste, désir que partageait la bourgeoisie, elle aussi amateur d'harmonie sociale.

On ne pouvait donc s'attendre qu'à la poursuite, pendant et après la Révolution, de cette collaboration de classes qui avait été de mise pendant la guerre. Et cela était parfaitement compris non seulement par la bourgeoisie, mais aussi par les autorités militaires,

qui acceptèrent et même soutinrent le nouveau « gouvernement révolutionnaire », quoique la légitimité de celui-ci reposât encore sur les conseils d'ouvriers et de soldats: tous y voyaient un gouvernement de transition inévitable entre un gouvernement capitaliste d'avant et d'après la Révolution. Pour faciliter le passage à ce dernier, le gouvernement socialiste conserva intact l'ensemble de l'appareil d'État qui continua de fonctionner comme à l'ordinaire. Tout ce que la Révolution était censée accomplir, c'était un changement du régime parlementaire bourgeois, pour en atteindre la perfection, bref, l'achèvement de la révolution bourgeoise si longtemps retardée en Allemagne, par la persistance d'éléments féodaux dans le capitalisme montant. Tel était le seul but, le but immédiat de la social-démocratie allemande. Cette répugnance à étendre la révolution à la sphère de l'économie était encore plus marquée dans la direction des syndicats qui se déclara opposée « à toute expérience socialiste et à toute forme de socialisation à une époque où la population demande du pain et du travail¹ ». La coopération étroite entre syndicats et industrie privée, qui avait été la règle en temps de guerre, fut encore renforcée, de façon à prévenir les grèves à les briser le cas échéant, et aussi à combattre la politisation des ouvriers qui se développait dans les grandes entreprises par l'intermédiaire des conseils d'usine. Bref, l'ancien mouvement ouvrier dans son entier devint une force contre-révolutionnaire, nullement intimidée par une révolution qui lui avait remis le pouvoir politique.

Dans la mesure où la révolution de Novembre fut un mouvement révolutionnaire authentique, elle trouva son inspiration dans la révolution bolchevique, vue comme la prise du pouvoir par les soviets. Elle s'opposa donc à la convocation de l'Assemblée nationale et à la restauration de la démocratie bourgeoise. C'est pourquoi elle s'opposait à la fois au mouvement ouvrier pré-révolutionnaire et aux conseils d'ouvriers et de soldats qui avaient adopté la politique social-démocrate. Il était possible que cette situation immédiate évoluât, non seulement parce que les conditions étaient,

1. *Korrespondenzblatt der Generalkommission der Gewerkschaften* (Bulletin de la commission générale des syndicats) 28: 46, 16 novembre 1918.

en général, instables, mais aussi parce que l'activité ouvertement contre-révolutionnaire de la direction social-démocrate pouvait finir par la discréditer suffisamment pour miner son influence, tant dans sa propre organisation que dans la classe ouvrière. Ce n'était pas déraisonnable d'escompter une telle évolution, ne serait-ce que parce que le parti social-démocrate avait scissionné en 1917 sur la question des buts de guerre. Cette scission avait conduit à la formation de l'USPD (*Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands*, Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne), première indication d'une radicalisation du mouvement socialiste. Jusque-là, le fétichisme de l'organisation, qui insistait sur l'unité et sur la discipline, avait été suffisamment fort pour prévenir toute cassure interne. Même la Ligue Spartacus, apparue en 1915, n'avait pas essayé de fonder un nouveau parti, se contentant de sa position d'opposition de gauche, d'abord dans l'ancien parti social-démocrate, puis, plus tard, dans l'USPD, de façon à ne pas perdre contact avec les ouvriers socialistes organisés. Ces oppositionnels, quoique pensant que les directions des partis socialistes étaient irrécupérables, estimaient qu'il n'en allait pas de même pour la base, qui pourrait être gagnée à la révolution. Cependant l'USPD, lui-même avait une droite, un centre et une gauche, allant de E. Bernstein, K. Kautsky et R. Hilferding à K. Liebknecht, R. Luxemburg et F. Mehring, ces trois derniers représentant la Ligue Spartacus. Parti d'opposition aux sociaux-démocrates majoritaires, sociaux-patriotes, l'USPD apparaissait comme l'organisation révolutionnaire de pointe, ayant la plus grande influence sur les éléments radicaux de la classe ouvrière. Mais, à cause de sa structure, qui permettait les désaccords au sein du parti, l'USPD était incapable de jouer un rôle révolutionnaire cohérent, et il laissa les sociaux-réformistes déterminer les événements. Ce n'est qu'avec l'expérience, à la fin de 1918, que la Ligue Spartacus et quelques autres groupes radicaux constituèrent le Parti communiste, qui appela à la formation d'une république des soviets.

La bourgeoisie et ses alliés sociaux-démocrates ne furent en fait pas capables d'estimer, pendant les premières semaines de la

Révolution, qu'elles étaient leurs chances de survie. Ils ne purent que tenter d'en éviter la radicalisation, en organisant immédiatement toutes les forces antirévolutionnaires en une contre-révolution dirigée contre une possible révolution socialiste. Pas plus qu'eux, la minorité révolutionnaire ne fut capable d'estimer la probabilité de réussite ou d'échec dans une situation encore en perpétuelle évolution et qui pouvait donc mener au-delà des buts politiques et limités des débuts. Chacun des deux bords ne comptait que des minorités sociales conscientes des buts visés et n'avait donc d'autre possibilité d'évaluer ses chances qu'en tentant de réaliser ses objectifs. Ce n'était qu'en essayant de sonder la force ou la faiblesse de l'adversaire qu'il était possible d'influer sur le cours des choses et d'améliorer la compréhension d'un processus révolutionnaire par ailleurs imprévisible. Mais là, il ne s'agissait plus de rivalité purement idéologique entre deux programmes politiques, mais bien d'une confrontation armée entre la révolution et la contre-révolution, c'est-à-dire d'une guerre civile. Ce ne fut que rétrospectivement, après la défaite de la minorité révolutionnaire, qu'il devint clair que le soulèvement révolutionnaire avait, en fait, perdu d'avance.

En organisant la défense du système capitaliste, les sociaux-réformistes préparaient la guerre civile et ils la provoquèrent tout en lançant des appels pour l'éviter, pour arrêter la montée de « l'anarchie bolchevique » et pour assurer une transition dans l'ordre et sans effusion de sang, de l'ancien au nouveau gouvernement. Mais, écrivait alors R. Luxemburg :

Guerre civile n'est qu'un autre nom pour lutte de classes. L'idée d'atteindre au socialisme sans lutte de classes, grâce au Parlement, est une illusion petite-bourgeoise ridicule. L'Assemblée nationale relève de la révolution bourgeoise. Ceux qui veulent l'utiliser aujourd'hui renvoient la révolution à l'étape historique de la révolution bourgeoise. Ils sont soit des agents conscients de la bourgeoisie, soit des idéologues inconscients de la petite-bourgeoisie.²

Ces réflexions constatent une vérité, mais celle-ci ne troubla guère la majorité des ouvriers socialistes qui avait partagé pendant si

2. in *Rote Fabne*, 20 novembre 1918.

longtemps cette idéologie petite-bourgeoise et qui ne désirait certainement pas transformer la Révolution en guerre civile, à un moment où la guerre tout court venait de se terminer. Contrairement à ce qui s'était passé en Russie, où la Révolution avait mis un terme à la guerre, en Europe centrale, c'était la bourgeoisie elle-même qui y avait mis fin, et la Révolution fut une conséquence de cette liquidation. Il n'y avait donc plus de guerre à transformer en guerre civile. Il n'y avait pas non plus de paysannerie profitant de l'écroulement de l'autocratie pour s'approprier les propriétés terriennes et se les partager, mais, plutôt, sauf peut-être en Hongrie, une agriculture capitaliste avec une population paysanne réactionnaire. Pour que la Révolution réussît, il eût fallu qu'elle fût faite par le prolétariat industriel, dressé face à toutes les autres classes de la société, ce qui exigeait la participation de la classe ouvrière tout entière. Elle ne pouvait donc réussir si elle était menée par une minorité.

Par leur ardeur révolutionnaire et leur audace, les révolutionnaires allemands, minoritaires, étaient, en un sens, plus bolcheviques que les bolcheviques dans leur tentative de montrer l'exemple à la classe ouvrière. Mais, quoiqu'ils n'aient pas hésité à réagir aux provocations constantes de la contre-révolution, et quoiqu'ils aient déclenché eux-mêmes des actions révolutionnaires, ils ne visaient pas à prendre le contrôle de la Révolution et à installer leur propre dictature: ils voulaient seulement amener le règne de classe des conseils ouvriers. Ils ne voulaient pas faire la révolution pour le prolétariat, mais ils pensaient néanmoins possible que l'accentuation de la lutte de classes fît entrer en action des masses de plus en plus grandes d'ouvriers et les conduisît à la lutte contre les forces contre-révolutionnaires déguisées en défenseurs de la démocratie. Leurs efforts se sont terminés par une défaite, mais ils n'avaient pu éviter de les faire, car sinon ils auraient laissé le champ entièrement libre à la contre-révolution, dont la principale forteresse était, à l'époque, la social-démocratie allemande. L'ironie, c'est que l'aspect marxien de la révolution fut vaincu au nom du « marxisme », de ce marxisme social-démocrate purement idéologique.

IDÉOLOGIE ET CONSCIENCE DE CLASSE

Après coup, toutes les causes perdues paraissent irrationnelles et toutes celles qui ont triomphé rationnelles et justes. Invariablement, les buts visés par une minorité révolutionnaire défaite ont été qualifiés d'utopiques et, par conséquent, considérés comme indéfendables. Pourtant, le terme « utopique » ne peut guère être appliqué à des projets objectivement réalisables, mais doit être réservé à des systèmes imaginaires qui peuvent avoir, ou ne pas avoir, des bases matérielles concrètes qui permettraient leur réalisation. Il n'y avait rien d'utopique dans la tentative de prendre le contrôle de la société grâce aux conseils ouvriers et de mettre ainsi fin à l'économie de marché, puisque, dans le système capitaliste développé, le prolétariat industriel est le facteur déterminant du processus de reproduction sociale dans son ensemble, et qu'il n'est absolument pas obligatoire que ce processus passe par l'utilisation du travail salarié. Que la société soit capitaliste ou socialiste, c'est, dans chaque cas, la classe ouvrière qui lui permet d'exister. La production peut être effectuée sans qu'il soit besoin de prendre en compte une expansion exprimée en termes de valeur, ni de satisfaire les exigences de l'accumulation du capital. Il n'est pas forcé que la distribution et l'allocation du travail social empruntent le chemin des relations d'échange indirectes du marché, car elles peuvent être organisées consciemment grâce à de nouvelles institutions sociales placées sous le contrôle ouvert et direct des producteurs. Le capitalisme occidental de 1918 n'était pas le système de production sociale obligatoire, mais simplement celui qui existait et son renversement aurait simplement supprimé les embarras capitalistes.

Ce qui a manqué, ce n'est pas la possibilité objective d'un changement social, mais la volonté subjective de la majorité de la classe ouvrière de saisir l'occasion de renverser la classe dominante et de prendre possession des moyens de production. Le mouvement ouvrier a évolué avec le capitalisme mais dans un sens opposé aux

espoirs de Marx. En dépit de son idéologie pseudo-marxiste, il est allé vers cette position apolitique qui caractérise les mouvements ouvriers des pays anglo-saxons, avec leur acceptation positive du système capitaliste. En quelque sorte, le mouvement est devenu politiquement « neutre », laissant les décisions politiques aux partis accrédités de la démocratie bourgeoise, dont, entre autres, le parti social-démocrate. Les travailleurs ont soutenu le parti qui promettait et semblait avoir l'intention de prendre soin de leurs besoins immédiats et particuliers et qui étaient, de fait, leurs seuls besoins pour le moment. Ils n'avaient rien contre la nationalisation de l'industrie, ce qui pouvait être le but proclamé de leur parti favori, mais ils étaient tout autant prêts à abandonner ce projet pour se rabattre sur le système de la propriété privée. Tout simplement, ils laissaient la décision à leurs dirigeants élus, en qui ils avaient plus ou moins confiance, tout comme ils attendaient les ordres des *managers* et des entrepreneurs dans les usines. Ils continuaient de refuser toute sorte d'autodétermination, préférant laisser les choses en l'état que de se lancer dans les bouleversements et les incertitudes d'une lutte prolongée contre les autorités traditionnelles. On ne peut donc pas dire que la social-démocratie ait « trahi » la classe ouvrière. Ce que les dirigeants de ce parti ont « trahi », c'est leur propre passé, en devenant une partie appréciée de l'*establishment* capitaliste.

L'échec de la Révolution allemande semble justifier l'assertion des bolcheviques selon laquelle la classe ouvrière, laissée à elle-même, est incapable de faire une révolution socialiste si bien qu'il est nécessaire d'avoir recours à la direction d'un parti révolutionnaire, prêt à exercer des pouvoirs dictatoriaux. Mais la classe ouvrière allemande n'a jamais tenté de faire une révolution socialiste, si bien que son échec ne peut prouver la vérité de l'assertion des bolcheviques. De plus, il faut remarquer qu'il y avait une « avant-garde » révolutionnaire qui, elle, a essayé de modifier le caractère purement politique de la Révolution. Cette minorité révolutionnaire n'adhérait certainement pas à la conception du parti défendue par les bolcheviques, mais elle était néanmoins prête à exercer un certain rôle directeur mais comme partie intégrante et non comme dominatrice de la classe

ouvrière. Dans les conditions régnant alors en Europe occidentale, la révolution socialiste devait visiblement être le résultat d'actions de classe et non de celles d'un parti, car, ici, c'était la classe ouvrière dans son ensemble qui devait prendre le pouvoir politique et se saisir des moyens de production. Il est bien sûr vrai – et cela vaut pour toute classe, bourgeoise ou prolétarienne – que ce n'est toujours qu'une partie de la classe qui s'engage réellement dans les affaires sociales, l'autre restant inactive. Mais, pour la bourgeoisie comme pour le prolétariat, c'est cette partie active qui joue le rôle décisif pour le résultat de la guerre de classes. La question n'est donc pas que l'ensemble de la classe ouvrière prenne littéralement part au processus révolutionnaire, mais qu'il y ait une masse suffisante pour s'opposer avec succès aux forces mobilisées par la bourgeoisie. En Allemagne, cette masse ne s'est pas rassemblée suffisamment rapidement pour compenser la puissance croissante de la contre-révolution.

Toute la stratégie de la contre-révolution visait à prévenir une possible croissance de la minorité révolutionnaire. La course à l'Assemblée nationale, but politique de la social-démocratie, était également le résultat de la crainte qu'une existence prolongée des conseils ouvriers ne débouchât sur leur radicalisation, sur une évolution en direction de la minorité révolutionnaire. On craignait qu'avec la démobilisation de l'armée, la diversité politique qui était celle des conseils de soldats disparût et que la composition des conseils, maintenant restreinte aux usines, pût prendre un caractère révolutionnaire consistant. Que cette peur ait été injustifiée, le résultat des élections à l'Assemblée nationale le montra à l'évidence, avec ses 37,9 % de votes aux socialistes majoritaires et seulement 7,6 % aux socialistes indépendants, plus radicaux. La social-démocratie gardait toujours la confiance de la classe ouvrière, malgré, ou peut-être, à cause de son programme antirévolutionnaire. Pourtant, on continuait de craindre que la victoire de la démocratie bourgeoise ne fût pas le dernier acte de la Révolution. Avec la présence de la Russie révolutionnaire à l'arrière-plan, un nouveau soulèvement révolutionnaire restait possible et il fallait détruire systématiquement les

forces révolutionnaires qui refusaient d'accepter la reconsolidation du régime capitaliste.

Si elle exigea la fin de la guerre, l'armée allemande ne rejoignit pas, dans son ensemble, la Révolution. Néanmoins, pour faciliter un retrait dans l'ordre depuis les premières lignes et éviter une guerre civile d'envergure, le haut commandement accepta la formation de conseils de soldats et celle du gouvernement provisoire social-démocrate. Coopérant étroitement avec l'état-major, le gouvernement nouvellement établi commença de sélectionner les éléments les plus dignes de confiance dans cette armée qui se dissolvait, de les organiser en formations de volontaires (*Freikorps*) pour les opposer aux forces révolutionnaires, afin de désarmer celles-ci et de les détruire. Sous le commandement du social-démocrate militariste Gustav Noske, ces formations réussirent petit à petit à éliminer les révolutionnaires armés, chaque fois que ceux-ci tentèrent de pousser la révolution au-delà des limites de la démocratie bourgeoise. Le recours à la terreur blanche troubla la quiétude des masses sociales-démocrates, quelque peu davantage que l'agitation révolutionnaire des communistes. Mais cette perte de confiance dans la direction social-démocrate ne bénéficia pas à ces derniers: elle renforça les rangs des socialistes indépendants, parti de l'opposition fortement divisé. Entre les élections à l'Assemblée nationale de janvier 1919 et celles au Reichstag de juin 1920, les socialistes majoritaires passèrent de 37,9 à 21,6 % des voix et les socialistes indépendants de 7,6 à 18 %.

Le parti social-démocrate utilisait le mouvement des conseils pour renforcer son influence politique et il ne s'opposa pas à l'exigence du 2^e congrès des conseils ouvriers qui réclamait la nationalisation de la grande industrie. Simplement, celle-ci aurait à être décidée par l'Assemblée nationale, ce qui, évidemment, ne garantissait pas que cette exigence serait satisfaite. Mais ce ralliement apparent à un programme de réalisation concrète de nationalisations – considérées comme synonymes de socialisation – permit au gouvernement provisoire de camoufler sa conduite contre-révolutionnaire par la promesse de poursuivre le processus de socialisation par des moyens pacifiques et légaux, contrairement aux communistes qui

s'efforçaient d'atteindre le même but par la guerre civile. Si la terreur blanche régnait, c'était parce que le « socialisme était en marche » et ne rencontrait sur sa route qu'un seul obstacle : « l'anarchisme bolchevique ». Cette promesse de la marche en avant du socialisme fut parfois prise au sérieux, débouchant sur des initiatives indépendantes, comme lorsque les conseils de soldats et d'ouvriers du district de la Ruhr, faisant un pas vers la socialisation, prirent le contrôle des industries et des mines, espérant que le gouvernement ratifierait leur action et la mènerait à terme. Chaque fois, au contraire, on y mit fin rapidement en utilisant des moyens militaires. Le concept social-démocrate de nationalisation ne contenait en aucun cas celui d'autodétermination prolétarienne, tout au plus visait-il la prise en charge des industries par l'État. Ce n'était que dans ce sens-là, d'ailleurs celui des bolcheviques également, qu'il fallait comprendre le mot de nationalisation. Rapidement, toute discussion à ce sujet cessa, tout comme prit fin l'activité du Comité de socialisation, dûment mis en place par le Parlement.

La révolution de Novembre n'eut donc comme résultat que... la révolution de Novembre. La monarchie fut renversée, les procédures électorales un peu modifiées, la journée de huit heures instituée et les conseils d'usine transformés, sous les auspices des syndicats, en comités de *shop stewarts* (délégués d'atelier) non politiques. L'économie capitaliste resta indemne et l'État demeura un État bourgeois. Tout ce que la Révolution avait accompli, c'étaient quelques maigres réformes qu'on aurait pu aussi bien obtenir dans le cadre du développement « normal » du capitalisme. Selon la conception social-démocrate réformiste, le changement social est toujours un processus purement évolutif formé de petites améliorations progressives qui, au bout, débouche sur un système social quantitativement différent. En 1914, comme en 1918, les sociaux-démocrates ne se voyaient pas du tout « contre-révolutionnaires » ou « traîtres à la classe ouvrière », au contraire, ils se considéraient comme ses véritables représentants, luttant à la fois pour les besoins les plus immédiats des travailleurs et pour leur émancipation finale. Il n'y a là rien de bien étonnant, car les

capitalistes se voient, plus souvent qu'à leur tour, bienfaiteurs de la classe ouvrière. Avec plus de justification, la direction social-démocrate pouvait s'imaginer que ses interventions dans le processus révolutionnaire allaient finalement être plus profitables à la classe ouvrière qu'un bouleversement radical des conditions existantes, qui entraînerait l'interruption des nécessaires fonctions sociales de production. Le « gradualisme » semblait fournir la seule assurance que la transformation sociale puisse se faire au moindre coût en misères humaines et, bien sûr, au moindre risque pour la direction social-démocrate. De plus, la révolution politique fournissait, au moins en théorie, l'occasion d'accélérer le processus de réforme sociale en jetant un pont par-dessus l'antagonisme travail-capital, grâce à un État et un gouvernement plus démocratiques.

Selon cette conception, on pouvait toujours calmer un conflit, car l'intervention du gouvernement pouvait contraindre la bourgeoisie à faire des concessions à la classe ouvrière. Il pourrait ainsi y avoir extension de la démocratie politique dans la sphère économique et « codétermination » du processus social de production et de distribution. Point n'était nécessaire la dictature de classe, bourgeoise ou prolétarienne. La collaboration de classes, pratiquée pendant la guerre, pouvait se poursuivre afin d'atteindre des buts pacifiques, bénéfiques pour toute la société. On imagina de nouvelles conditions, qu'on retrouverait quelques décennies plus tard dans le *welfare state* (état de bien-être) et la *social market economy* (économie sociale de marché), et pour lesquelles tout conflit pouvait être arbitré au lieu d'être déclenché, si bien que s'établirait une harmonie sociale avantageuse pour tout le monde. Comme avant la guerre, on continuait d'avoir confiance dans la viabilité économique du capital: les dégâts de la guerre pouvaient être réparés par un accroissement de la production, maintenant non entravée par des expériences sociales dévoreuses de temps qui disloquent tout. On ne croyait pas que la banqueroute du capitalisme fournissait une base solide pour édifier le socialisme: comme on l'avait toujours prétendu, celui-ci ne pouvait être qu'un problème qui se poserait lorsque l'économie serait de nouveau florissante. Quelques ouvriers ne voulaient pas

voir cette réalité ? Il ne fallait pas permettre à leur folie de priver le reste de la société de la possibilité de sortir des ravages de la guerre et de satisfaire ses besoins les plus immédiats : le pain et le beurre.

Les réformistes n'avaient aucun principe à « trahir ». Ils restaient ce qu'ils avaient toujours été, mais ils étaient maintenant contraints de sauver le système où leur pratique chérie pouvait se poursuivre. Il leur fallait réduire la révolution à une pure réforme pour être en accord avec leur conviction profonde et, incidemment, pour assurer leur existence politique. La seule chose dont on peut s'étonner, c'est qu'il y ait eu tant d'ouvriers socialistes pour penser que les réformes ne seraient qu'une étape sur la voie de la révolution sociale, ou pour adopter cette idéologie. Au moment où l'occasion leur était donnée de réaliser leur « mission historique », ils ne la saisissaient pas, préférant le « chemin facile » de la réforme sociale et de la liquidation de la Révolution. Répétons une fois de plus qu'il n'y a pas là confirmation de la proposition de Kautsky et Lénine sur l'incapacité de la classe ouvrière d'élever sa conscience de classe au-delà du trade-unionisme car la classe ouvrière allemande avec sa forte éducation socialiste était parfaitement apte à concevoir une révolution sociale pour renverser le capitalisme. D'ailleurs, ce n'était pas la « conscience révolutionnaire » que les intellectuels de la classe moyenne injectaient dans la classe ouvrière, mais leurs propres idées réformistes et opportunistes. Ils minaient ainsi la conscience révolutionnaire qui aurait pu y germer. Le révisionnisme marxiste n'est pas né dans la classe ouvrière, c'est un produit de sa direction, pour laquelle syndicalisme et parlementarisme étaient des moyens suffisants pour réaliser un développement social progressiste. Tout simplement, il transformait une pratique historiquement restreinte du mouvement ouvrier en théorie du socialisme et, en monopolisant l'idéologie, il se montra capable d'influencer les ouvriers.

Pourtant, les ouvriers ne se montrèrent que trop enclins à partager les convictions réformistes de leurs dirigeants. Lénine y voyait une preuve suffisante de leur incapacité congénitale de développer une conscience révolutionnaire, ce qui les condamnait à suivre la direction réformiste. La solution était donc simplement

de remplacer les dirigeants réformistes par des dirigeants révolutionnaires qui ne « trahiraient » pas le potentiel révolutionnaire de la classe ouvrière. C'était donc une question de « direction correcte », c'est-à-dire de lutte entre intellectuels pour conquérir les esprits des ouvriers, de compétition entre idéologies pour obtenir le ralliement du prolétariat. C'est donc le caractère du parti qui est l'élément décisif dans le processus révolutionnaire même si le parti doit gagner la confiance des masses, leur faire reconnaître intuitivement qu'il représente leurs intérêts, intérêts qu'elles sont, par elles-mêmes, incapables d'exprimer sous forme d'action politique effective.

Simultanément, la différence entre classe et parti était vue comme une expression de leur identité, car le parti compense l'absence de conscience politique du prolétariat moins éduqué. Contrairement à la théorie marxienne pour qui ce sont les conditions matérielles et les relations sociales qui sont responsables de la montée d'une conscience révolutionnaire dans le prolétariat, la conception social-démocrate – réformiste ou révolutionnaire – estimait que c'étaient justement ces conditions qui empêchaient les ouvriers de reconnaître leurs propres intérêts de classes, de trouver la voie et les moyens de les faire triompher. Selon cette conception, les ouvriers sont bien capables de se révolter, mais pas de transformer leur colère en action révolutionnaire victorieuse et en changements sociaux significatifs. Là, ils ont besoin de l'aide des intellectuels de la classe moyenne qui font leur la cause des ouvriers, même si, ou parce que, les intellectuels ne partagent les privations de la classe ouvrière, ces privations qui, du point de vue marxien, transformeront les ouvriers en révolutionnaires. Cette notion élitiste sous-entend, cela va de soi, que, quoique les idées aient leur source dans les conditions sociales matérielles, elles n'en sont pas moins l'élément irremplaçable et dominant dans le processus de transformation sociale. Mais, en tant qu'idées, elles sont le privilège de ce groupe social qui, étant donné la division du travail, répond à ces exigences.

Mais, au fond, qu'est-ce que la conscience de classe? Si c'est reconnaître la position de chacun dans la société, elle est immédiate:

le bourgeois sait qu'il appartient à la classe dominante, l'ouvrier que sa place est parmi les dominés et les groupes sociaux qui sont entre les deux ne se comptent ni dans l'une, ni dans l'autre des deux classes fondamentales. Il n'y a aucun problème aussi longtemps que les différentes classes adhèrent à une idéologie unique, c'est-à-dire à l'idée que les relations de classe existantes sont naturelles et dureront toujours, car elles sont l'expression d'une caractéristique fondamentale de la condition humaine. Or, bien entendu, les intérêts matériels des diverses classes divergent, ce qui conduit à des frictions sociales et à un conflit avec l'idéologie commune. Progressivement, on vient à reconnaître que cette idéologie est celle de la classe dominante, qu'elle défend l'arrangement social existant, qu'elle doit être rejetée lorsqu'elle prétend être l'expression de l'inévitable destinée de la société humaine. L'idéologie dominante doit donc disparaître avec l'extension de la conscience de classe dans la sphère de l'idéologie. Les différences d'intérêt matériel se traduisent en différences idéologiques et, de là, en théories politiques qui reposent sur les contradictions sociales concrètes. Ces théories politiques peuvent être tout à fait rudimentaires par comparaison à la complexité des problèmes sociaux, mais, néanmoins, elles représentent un changement par rapport à la conscience de classe pure et simple: elles débouchent sur la compréhension que les arrangements sociaux peuvent être différents de ce qu'ils sont. On est alors sur la route qui mène de la conscience de classe pure à la conscience révolutionnaire, celle qui voit que l'idéologie dominante ne règne que par la confiance mise en elle, et qui s'attache à découvrir moyens et chemins pour changer les conditions existantes. Si tel n'était pas le cas, alors aucun mouvement ouvrier ne pourrait naître et le développement social ne serait pas caractérisé par la lutte de classes.

De même que l'idéologie dominante ne suffit pas pour maintenir les relations sociales existantes, mais que celles-ci doivent être aussi étayées par les forces matérielles de l'appareil d'État, de même une contre-idéologie n'est qu'une contre-idéologie si elle ne peut produire des forces matérielles plus puissantes que celles

correspondant à l'idéologie dominante. S'il n'en est pas ainsi, la qualité de la contre-idéologie – qu'elle soit essentiellement intuitive ou qu'elle repose sur des considérations scientifiques – n'a aucune espèce d'importance, et pas plus les intellectuels que les ouvriers ne peuvent changer les relations sociales existantes. Les révolutionnaires peuvent être, ou ne pas être, autorisés à exposer leurs vues, selon la mentalité qui règne dans la classe dominante, mais quelles que soient les conditions, ils ne peuvent déloger cette classe par de simples moyens idéologiques. De ce point de vue, la classe dominante a tous les avantages puisqu'elle détient les moyens de production et les forces de l'État, ce qui lui permet de contrôler les instruments de diffusion et de perpétuation de sa propre idéologie. Comme cet état de fait persiste jusqu'au renversement réel du système social considéré, les révolutions doivent toujours se déclencher avec une préparation idéologique insuffisante. Bref, la contre-idéologie ne peut triompher que par une révolution qui met les moyens de production et le pouvoir politique aux mains des révolutionnaires. Tant que ce n'est pas accompli, la conscience de classe révolutionnaire reste toujours moins efficace que l'idéologie dominante.

LE MARXISME HIER,
AUJOURD'HUI ET DEMAIN

LE MARXISME HIER, AUJOURD'HUI ET DEMAIN

Selon Marx, les transformations des conditions sociales et matérielles modifient la conscience des individus. Cette idée s'applique aussi au marxisme lui-même et à son développement historique. Le marxisme était au départ une théorie de la lutte de classes résultant des conditions sociales spécifiques de la production capitaliste. Mais alors que l'analyse de la production se réfère à la tendance générale du développement capitaliste, la lutte de classes est affaire quotidienne et s'ajuste à des conditions sociales changeantes. Ces ajustements se trouvent reflétés dans l'idéologie marxiste. C'est pourquoi l'histoire du capitalisme est aussi l'histoire du marxisme.

Le mouvement ouvrier a précédé la théorie de Marx et a fourni les bases réelles de son développement. Le marxisme est devenu la théorie dominante du mouvement socialiste parce qu'il s'est montré apte à mettre en évidence, de manière convaincante, la structure d'exploitation de la société capitaliste, et, simultanément, les limites historiques de ce mode particulier de production. Le secret de l'énorme développement capitaliste – c'est-à-dire l'exploitation toujours plus intense de la force de travail – était aussi le secret des diverses difficultés qui devaient, à l'évidence, le conduire à sa fin.

Utilisant des méthodes d'analyse scientifiques, *le Capital* de Marx fut à même d'énoncer une théorie qui faisait la synthèse de la lutte de classes et des contradictions générales de la production de capital.

La critique de l'économie politique par Marx était nécessairement aussi abstraite que l'économie politique elle-même. Elle ne pouvait, cette critique, s'occuper que de la tendance générale du développement capitaliste, non de la multiplicité de ses manifestations concrètes à un moment donné. Comme l'accumulation est à la fois la cause de l'élargissement du système et la raison de son déclin, la production capitaliste procède par cycles successifs d'expansion et de contraction. Ces deux états amènent des situations sociales

différentes et, par conséquent, des réactions différentes de la part et du capital et du travail. Bien entendu, la tendance générale du développement capitaliste implique qu'il est chaque fois plus difficile d'échapper à une période de contraction par une nouvelle expansion, et donc qu'il existe une tendance à l'écroulement du système. Mais il est impossible de dire à quel moment de son développement le capital se désintégrera, par suite d'une impossibilité objective de poursuivre le processus d'accumulation.

La production capitaliste qui suppose l'absence de toute espèce de régulation sociale consciente de la production trouve une sorte de régulation aveugle dans le mécanisme du marché, par l'offre et la demande. Le marché lui-même s'adapte aux besoins d'expansion du capital, besoins conditionnés d'un côté par les conditions d'exploitation (variables) de la force de travail, de l'autre par l'altération de la structure du capital liée à son accumulation même. Les entités particulières impliquées dans ce processus ne sont pas discernables empiriquement, de sorte qu'il est impossible de déterminer si oui ou non, une crise donnée de la production de capital sera brève ou prolongée, plus ou moins dévastatrice dans ses conséquences sociales, ou se révélera être la crise finale du système capitaliste, grâce à un soulèvement de la classe ouvrière dont l'action aboutirait à une solution révolutionnaire.

En principe, toute crise prolongée et profonde peut déboucher sur une situation révolutionnaire qui peut, elle-même, intensifier la lutte de classes jusqu'au point de renverser le système – pourvu, évidemment, que les conditions objectives entraînent une disposition subjective à changer les relations sociales de production. Pour le mouvement marxiste à ses débuts, cela paraissait réaliste: le mouvement socialiste était en pleine croissance et la lutte de classes s'étendait à l'intérieur du système capitaliste; le développement de celui-ci, pensait-on, devait s'accompagner d'un développement parallèle de la conscience de classe prolétarienne, les organisations de la classe ouvrière devaient croître, et on verrait de plus en plus clairement qu'il existe une alternative à la société capitaliste.

Il semblait que, dans la lutte de classes, théorie et pratique allaient de pair puisque liées l'une et l'autre au développement capitaliste, à son auto-expansion et à ses limites. On pensait que l'exploitation croissante du travail et la polarisation progressive entre une petite minorité d'exploiteurs et l'énorme masse des exploités augmenteraient la conscience de classe des travailleurs et par-là leur tendance révolutionnaire à détruire le système capitaliste. Évidemment, les conditions sociales de l'époque ne permettaient pas d'imaginer d'autres perspectives, à un moment où le déploiement du capitalisme industriel s'accompagnait d'une misère croissante dans les classes laborieuses et d'un durcissement de la lutte de classes. Mais ces perspectives n'en étaient pas moins conditionnées par une situation qui ne laissait pas apparaître encore la possibilité d'une autre suite d'événements.

À l'exception des périodes de crises et de récessions, le capitalisme s'est montré capable jusqu'à aujourd'hui, grâce à une productivité en croissance accélérée, d'augmenter continûment son capital et de s'étendre sur la planète. Il a démontré qu'il lui était possible non seulement de reconquérir une rentabilité temporairement perdue, mais encore de l'augmenter suffisamment pour pouvoir, à la fois, poursuivre l'accumulation et améliorer le niveau de vie de la majeure partie de la population laborieuse. Le succès de l'expansion capitaliste et l'amélioration de la condition des travailleurs ont semé le doute quant à la validité de la théorie abstraite de Marx sur le développement capitaliste. La réalité semblait en fait contredire l'attente de Marx concernant l'avenir du capitalisme. Même quand on conservait la théorie, on ne l'associait plus à une idéologie orientée vers le renversement du capitalisme. Le marxisme révolutionnaire se transforma en une théorie évolutionniste, exprimant le vœu de transcender le système capitaliste en réformant sans cesse ses institutions économiques et politiques. Le révisionnisme marxien, de manière ouverte ou dissimulée, aboutit à une espèce de synthèse entre les idéologies marxistes et bourgeoises, corollaire théorique de l'intégration du mouvement ouvrier dans la société capitaliste.

Il ne faut cependant pas surestimer l'importance de ce phénomène car le mouvement ouvrier organisé n'a jamais concerné qu'une petite fraction de la classe laborieuse. La grande masse des travailleurs s'est adaptée à l'idéologie de la bourgeoisie régnante, et – soumise aux conditions objectives du capitalisme – n'a constitué une classe révolutionnaire que potentiellement. Elle pourrait devenir révolutionnaire par la force de circonstances qui déborderaient les limites de son idéologie, offrant alors à sa fraction consciente une occasion de transformer le potentiel en réalité grâce à son exemple révolutionnaire. Cette fonction de la fraction consciente de la classe ouvrière a été perdue par l'intégration dans le système capitaliste. Le marxisme devint une doctrine de plus en plus ambiguë, servant des desseins qui différaient des objectifs initiaux.

Tout cela est de l'histoire: très précisément, l'histoire de la II^e Internationale, qui montra que son orientation apparemment marxiste n'était que la fausse idéologie d'une pratique non révolutionnaire. Cela n'a rien à voir avec une trahison du marxisme: c'est le résultat de l'ascension rapide et de la puissance croissante du capitalisme qui incitaient le mouvement ouvrier à s'adapter aux conditions changeantes de la production capitaliste. Puisqu'un renversement du système semblait impossible, les modifications du capitalisme déterminèrent celles du mouvement ouvrier. En tant que mouvement réformiste, celui-ci participa aux réformes du capitalisme, fondées sur une productivité de plus en plus grande et l'expansion concurrentielle et impérialiste de capitalismes, organisés à l'échelle nationale. La lutte de classes se transforma en collaboration de classes.

Dans ces conditions nouvelles, le marxisme, dans la mesure où il ne se trouvait pas tout à la fois rejeté et réinterprété en son contraire, prit une forme purement idéologique qui n'affectait pas la pratique pro-capitaliste du mouvement ouvrier. Il put ainsi coexister avec d'autres idéologies rivalisant pour avoir des fidèles. Il ne représentait plus la conscience d'un mouvement ouvrier visant à renverser la société, mais une conception du monde s'appuyant prétendument sur la science sociale de l'économie politique. Il devint alors l'affaire des éléments les plus critiques de la classe moyenne,

alliés à la classe ouvrière mais extérieurs à elle. Ainsi se concrétisait la faille existant entre la théorie marxienne et la pratique réelle du mouvement ouvrier.

Il est évidemment exact que les idées socialistes furent d'abord et surtout – mais pas exclusivement – émises par des membres de la classe moyenne, émus par les conditions inhumaines que faisait régner le capitalisme dans ses débuts. Leur attention a été attirée sur le changement social et, par conséquent, sur la classe ouvrière, à cause de ces conditions et non en raison d'un quelconque niveau d'intelligence. Il n'est donc pas surprenant qu'au tournant du siècle, les améliorations apportées par le capitalisme aient émoussé leur sens critique, et cela d'autant plus que la classe ouvrière elle-même avait perdu l'essentiel de son ardeur contestataire. Le marxisme devint une préoccupation d'intellectuels et prit un caractère universitaire. On ne le considérait plus essentiellement comme une activité d'ouvriers mais comme un problème scientifique à débattre.

Néanmoins, les controverses engagées autour des diverses questions posées par le marxisme ont alimenté la fiction de la nature marxienne du mouvement ouvrier, illusion que les réalités de la Première Guerre mondiale se sont chargées de dissiper.

Cette guerre qui a représenté une crise gigantesque de la production capitaliste, suscita un bref retour de radicalité dans le mouvement ouvrier et dans l'ensemble de la classe ouvrière. On alla jusqu'à proclamer un retour à la théorie et à la pratique marxiennes. Mais c'est en Russie seulement que les soulèvements sociaux allèrent jusqu'au renversement du régime capitaliste, il est vrai arriéré et semi-féodal. C'était néanmoins la première fois qu'un régime capitaliste trouvait sa fin grâce à l'action des populations opprimées et à la détermination d'un mouvement marxiste. Le marxisme mort de la I^{re} Internationale semblait devoir laisser la place au marxisme vivant de la III^e Internationale. Et comme c'était le parti bolchevique, guidé par Lénine, qui avait transformé la Révolution russe en révolution sociale, ce fut l'interprétation du marxisme particulière à Lénine qui devint le marxisme du nouveau et « dernier » stade du capitalisme. Ce marxisme, fort

justement rebaptisé « marxisme-léninisme », a dominé le monde de l'après-guerre.

Il n'y a pas lieu ici de retracer l'histoire de la III^e Internationale et du genre de marxisme qu'elle propagea. Cette histoire est bien exposée dans d'innombrables publications où les responsabilités de son effondrement sont rejetées sur le seul Staline ou attribuées à Lénine lui-même. Le fait est que le concept de révolution mondiale ne se matérialisa pas et que la Révolution russe resta une révolution nationale, et, par conséquent, prisonnière de ses conditions socio-économiques. Dans son isolement, elle ne pouvait être qualifiée de révolution socialiste au sens marxien, car il lui manquait toutes les conditions préalables à une transformation socialiste de la société: la suprématie d'un prolétariat industriel et un appareil de production qui, dans les mains des producteurs, aurait pu entraîner non seulement la fin de l'exploitation, mais encore une avancée de la société au-delà des limites du capitalisme. Les choses étant ce qu'elles étaient, le marxisme ne pouvait fournir qu'une idéologie renforçant, même en la contredisant, la réalité du capitalisme d'État. En d'autres termes, comme pour la II^e Internationale, le marxisme, pour la III^e Internationale, soumise aux intérêts spécifiques de la Russie bolchevique, ne pouvait fonctionner que comme une idéologie destinée à masquer une pratique d'abord non révolutionnaire puis contre-révolutionnaire.

En l'absence de mouvement révolutionnaire, la Grande Crise, affectant le monde entier, n'aboutit pas à des soulèvements révolutionnaires mais au fascisme et à la Seconde Guerre mondiale. La conséquence en fut une éclipse totale du marxisme. L'après-guerre engendra une nouvelle vague d'expansion capitaliste à l'échelle internationale. Non seulement le capitalisme de monopole sortit renforcé du conflit, mais l'on vit apparaître de nouveaux capitalismes d'État, issus soit de libérations nationales, soit de conquêtes impérialistes. Cette situation entraîna non pas une réémergence du marxisme révolutionnaire, mais la guerre froide, c'est-à-dire la confrontation de systèmes capitalistes diversement organisés, dans une lutte permanente pour la conquête de sphères d'influence et

de parts dans l'exploitation. Du côté du capitalisme d'État, cette confrontation se camoufla en mouvement marxiste dressé contre la monopolisation capitaliste de l'économie mondiale; quant au capitalisme libéral, il n'était que trop heureux d'assimiler ses ennemis du capitalisme d'État aux marxistes et communistes qui visaient à détruire, en même temps que la liberté d'amasser du capital, toutes les libertés de la civilisation. Ces deux attitudes permirent d'attacher fermement l'étiquette de « marxisme » à l'idéologie du capitalisme d'État. Ainsi les transformations entraînées par une série de crises et de guerres n'amènèrent pas à une confrontation entre socialisme et capitalisme, mais à une division du monde entre des systèmes économiques contrôlés de manière plus ou moins centralisée, et à un élargissement du fossé entre nations capitalistes développées et pays sous-développés. Il est exact qu'on fait en général la distinction entre pays capitalistes, pays socialistes, et pays du tiers-monde. Mais c'est une simplification fallacieuse de différences plus complexes entre ces systèmes économiques et politiques. Le « socialisme » est assimilé – à tort mais communément – à un système économique contrôlé par l'État à l'intérieur d'un cadre national où la planification remplace la concurrence. Un tel système n'est plus capitaliste au sens traditionnel, mais n'est pas plus socialiste au sens marxien d'association de producteurs libres et égaux. Fonctionnant dans un monde capitaliste et par conséquent impérialiste, il ne peut éviter de participer à la compétition pour le pouvoir économique et politique, et, comme le capitalisme, il ne peut que s'étendre ou régresser. Il doit se renforcer sur tous les plans de façon à limiter l'expansion du capitalisme de monopole qui le détruirait. La forme nationale de ces régimes étatiques prétendument socialistes les met en conflit non seulement avec tout ou partie du monde capitaliste traditionnel, mais aussi les uns avec les autres; ces régimes doivent donner la priorité aux intérêts nationaux, c'est-à-dire aux intérêts de la couche dirigeante nouvellement formée et privilégiée, dont l'existence et la sécurité sont liées à un État-nation. Ce qui permet de contempler une variété « socialiste » d'impérialisme et de voir la guerre menacer entre pays réputés socialistes.

Une telle situation était inconcevable en 1917. Le léninisme, ou, pour employer l'expression de Staline, « le marxisme de l'époque de l'impérialisme », attendait une révolution mondiale sur le modèle de la Révolution russe. De même qu'en Russie, différentes classes s'étaient unies pour renverser l'autocratie, de même, à l'échelle mondiale, des nations à niveau de développement différent pourraient lutter ensemble contre l'ennemi commun: le capitalisme impérialiste de monopole. Et de même qu'en Russie, ce fut la classe ouvrière, sous la direction du parti bolchevique, qui transforma la révolution bourgeoise en révolution prolétarienne, de même l'Internationale communiste serait l'instrument qui transformerait les luttes anti-impérialistes en révolution socialiste. Dans ces conditions, il était concevable que les nations moins développées puissent faire l'économie d'un développement capitaliste (inévitable autrement), et être intégrées directement dans un monde socialiste en formation. Présupposant le succès des révolutions socialistes dans les pays développés cette théorie n'a pu être ni confirmée ni infirmée, les révolutions escomptées n'ayant pas eu lieu.

L'intéressant dans ce contexte, ce sont les tendances révolutionnaires du mouvement bolchevique avant et juste après sa prise de pouvoir en Russie. La révolution a été faite au nom du marxisme révolutionnaire, le renversement politique et militaire du capitalisme et l'instauration de la dictature devant assurer le passage à une société sans classes. Cependant, même à ce stade, et pas seulement à cause des conditions particulières à la Russie, le concept léniniste de reconstruction socialiste s'écartait des notions du marxisme primitif et se fondait plutôt sur celles qui se développèrent au sein de la II^e Internationale. Pour cette dernière, le socialisme était conçu comme le dépassement automatique du développement du capitalisme lui-même. La concentration et la centralisation du capital entraîneraient l'élimination progressive de la concurrence mettant ainsi fin à la nature privée de la propriété, jusqu'à ce qu'un gouvernement socialiste, résultat du fonctionnement de la démocratie parlementaire, transforme le capital de monopole en monopole d'État, instaurant le socialisme par un décret gouvernemental. Bien que Lénine et

les bolcheviques aient considéré tout cela comme une utopie en même temps qu'un infâme prétexte pour abandonner toute espèce d'activité révolutionnaire, ils envisageaient eux aussi l'instauration du socialisme comme une affaire de gouvernement, quoique devant être menée à bien par voie de révolution. Ils différaient des sociaux-démocrates sur les moyens nécessaires pour atteindre un but qui leur était commun: la nationalisation du capital et la planification centralisée de l'économie.

Lénine était également d'accord avec l'assertion méprisante et philistine de Kautsky selon laquelle la classe ouvrière était incapable d'accéder par elle-même à une conscience révolutionnaire, laquelle devait lui être apportée de l'extérieur par l'intelligentsia des classes moyennes. La mise en pratique de cette idée fut l'organisation du parti révolutionnaire comme avant-garde des ouvriers et comme préalable obligatoire d'une révolution victorieuse. Dans cette optique, si la classe ouvrière est incapable de faire sa propre révolution, elle sera, a fortiori, moins apte encore à construire la nouvelle société, entreprise réservée, en conséquence, au parti dirigeant, possesseur de l'appareil d'État. La dictature du prolétariat apparaît ainsi comme étant celle du parti organisé en État. Et, parce que l'État doit contrôler la société dans son entier, il doit aussi contrôler les actions de la classe ouvrière – pour son bien, évidemment. En pratique, cela s'avéra être la domination totalitaire du gouvernement bolchevique.

La nationalisation des moyens de production et l'autoritarisme du gouvernement différenciaient sans doute le système bolchevique du capitalisme occidental. Mais rien n'était changé dans les relations sociales de production qui, dans les deux cas, reposaient sur l'exclusion des ouvriers des moyens de production et la monopolisation par l'État du pouvoir politique. Ce n'était plus un capitalisme privé mais un capital géré par l'État qui s'affrontait maintenant à la classe ouvrière et perpétuait le salariat en permettant aux organes de l'État l'appropriation du surtravail. Malgré l'expropriation du capital privé, le système n'abolissait pas la relation capital-travail sur laquelle repose la domination de classe. L'émergence d'une nouvelle

classe dominante n'était plus qu'une question de temps: une classe dont les privilèges dépendent précisément du maintien et de la reproduction d'un système étatisé de production et de distribution considéré comme la seule forme « réaliste » du socialisme marxien.

Le marxisme toutefois, en tant que critique de l'économie politique et lutte pour une société sans classes et sans exploitation, n'a de sens que dans le contexte capitaliste des relations de production. La fin du capitalisme entraînerait automatiquement la fin du marxisme. Pour une société socialiste, le marxisme deviendrait un fait historique comme n'importe quel autre événement du passé. Le fait même de décrire le « socialisme » comme un système marxiste suffit pour récuser le caractère socialiste auto-proclamé du capitalisme d'État. L'idéologie marxiste fonctionne ici comme un essai de justification de nouvelles relations de classes, supposées nécessaires à l'édification du socialisme, justification destinée à obtenir le consensus de la classe ouvrière. Comme dans le bon vieux capitalisme, les intérêts de la classe dirigeante sont présentés comme étant l'intérêt général.

Malgré tout, le marxisme-léninisme, à ses débuts, était une doctrine révolutionnaire car il cherchait très sérieusement à réaliser sa conception du socialisme par une pratique et des moyens directs. Bien que cette conception n'impliquât rien de plus que la formation d'un capitalisme d'État, c'était ainsi qu'on imaginait, en général, le socialisme, au tournant du siècle. Il n'est donc pas possible de parler d'une « trahison » par les bolcheviques des principes marxistes dominants; au contraire, les bolcheviques réalisèrent la transformation du capitalisme de propriété privée en capitalisme d'État, ce qui avait également été le but avoué des marxistes révisionnistes et réformistes. Mais ces derniers avaient perdu toute envie d'agir en conformité avec les idées qu'ils proclamaient et avaient préféré s'accommoder du statu quo capitaliste. Le programme de la 1^{re} Internationale, ce furent les bolcheviques qui le réalisèrent, par une révolution.

Mais une fois le pouvoir pris, la structure de capitalisme d'État de la Russie bolchevique détermina une évolution généralement

décrite aujourd'hui par le terme péjoratif de « stalinisme ». On expliqua ce cas particulier par l'état d'arriération de la Russie et son encerclement par les capitalistes, situation qui exigeait la plus extrême centralisation du pouvoir, et, pour la population laborieuse, des sacrifices inhumains. Dans des conditions différentes, comme celles qui régnaient dans les nations capitalistes plus avancées, et dans le cadre de relations internationales plus favorables, disait-on, le bolchevisme n'aurait pas la rigueur qu'il dut manifester dans le premier pays socialiste. Pour ceux qui étaient moins bien disposés envers cette première « expérience socialiste », la dictature du Parti n'était que l'expression de la nature semi-asiatique du bolchevisme, et ne pourrait être reproduite dans les pays occidentaux plus évolués. L'exemple russe servait à justifier des politiques réformistes présentées comme seules capables d'améliorer les conditions de la classe ouvrière à l'Ouest.

Mais les dictatures fascistes de l'Europe de l'Ouest ne tardèrent pas à démontrer que le contrôle de l'État par un parti unique n'était pas réservé à la scène russe, mais pouvait s'appliquer dans tout système capitaliste. Il pouvait être utilisé aussi bien pour le maintien des relations sociales de production que pour leur transformation en capitalisme d'État. Bien entendu, fascisme et bolchevisme continuèrent à différer dans leur structure économique, même s'ils devenaient politiquement indiscernables. Mais la concentration de la direction politique dans les nations capitalistes totalitaires impliquaient une coordination centralisée de l'activité économique orientée vers les fins spécifiques des politiques fascistes, et, en conséquence, une ressemblance de plus en plus marquée avec le système russe. Pour le fascisme, il s'agissait de mesures temporaires (analogues au « socialisme de guerre » de la Première Guerre mondiale) et non d'un but. Mais il y avait là une première indication que le capitalisme occidental n'était pas immunisé contre les tendances au capitalisme étatique.

Avec la consolidation, souhaitée mais plutôt inattendue, du régime bolchevique et la coexistence relativement sereine de systèmes sociaux opposés jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, les

intérêts russes eurent besoin de l'idéologie marxiste, non seulement à des fins internes, mais aussi externes: ils devaient s'assurer le soutien du mouvement ouvrier international pour défendre la Russie comme nation. Cela ne concernait, bien sûr, qu'une partie du mouvement ouvrier, mais cette fraction pouvait briser le front antibolchevique qui incluait maintenant les anciens partis socialistes et les syndicats réformistes. Comme ces organisations avaient déjà largué leur héritage marxiste, l'apparente orthodoxie marxiste des bolcheviques devint pratiquement l'alpha et l'oméga de la théorie marxiste, fonctionnant comme contre-idéologie à toutes les formes d'antibolchevisme et à toutes les tentatives visant à affaiblir ou à détruire l'État russe. Mais, en même temps, on essayait d'affermir la coexistence par des concessions faites à l'adversaire capitaliste et l'étalage des avantages mutuels qu'on pouvait retirer du commerce international et d'autres formes de collaboration. Cette politique à double face n'avait qu'un but: protéger l'État bolchevique et assurer les intérêts nationaux de la Russie.

C'est ainsi que le marxisme se trouva réduit à une arme idéologique défensive au service exclusif d'un État particulier et d'un seul pays. Il ne comportait plus d'aspiration à une révolution internationale; il utilisait l'Internationale communiste comme un instrument politique, limité aux intérêts spécifiques de la Russie bolchevique. Mais le maintien du statu quo international était de plus en plus nécessaire à l'affermissement du système russe. Si, au début, ce fut l'échec de la révolution mondiale qui conduisit au retranchement de la Russie, c'était maintenant la stabilité du monde capitaliste qui devenait la condition de la sécurité russe, stabilité que le régime de Staline s'efforçait de favoriser. L'extension du fascisme et la perspective, hautement probable, de nouvelles tentatives pour apporter une solution impérialiste à la crise mondiale, mettaient en danger non seulement les relations de coexistence, mais aussi la situation interne de la Russie. Or celle-ci exigeait un certain degré de tranquillité internationale. La propagande marxiste ne se préoccupa plus des problèmes de capitalisme et de socialisme, mais sous le couvert de l'antifascisme, elle dirigea ses attaques contre une forme

politique particulière du capitalisme qui menaçait d'aboutir à une nouvelle guerre mondiale. Cela impliquait, évidemment, d'accepter comme alliés potentiels les puissances capitalistes antifascistes, et donc de défendre les démocraties bourgeoises contre les attaques de gauche comme de droite, attitude illustrée de manière exemplaire pendant la guerre civile d'Espagne.

Dès avant ce carrefour historique, le marxisme-léninisme avait assumé la même fonction purement idéologique qui caractérisait déjà le marxisme de la II^e Internationale. Il n'était plus associé à une pratique dont le but final était de renverser le capitalisme, fût-ce pour y substituer un capitalisme d'État déguisé en socialisme; il se contentait de prendre place à l'intérieur du capitalisme, de la même façon que le mouvement social-démocrate acceptant comme un cadre intangible la société existante. Le partage du pouvoir à l'échelle internationale en présupposait un autre au plan national, et le marxisme-léninisme, hors de Russie, devint un mouvement strictement réformiste. De sorte que les fascistes restaient la seule force ambitionnant réellement une maîtrise totale de l'État. Aucun effort sérieux ne fut fait pour contrecarrer leur montée au pouvoir. Le mouvement ouvrier, son aile bolchevique comprise, s'en remit aux seuls procédés démocratiques traditionnels pour s'opposer à la menace fasciste. Cela signifiait pour lui une passivité totale et une démoralisation progressive assurant la victoire du fascisme, seule force dynamique à l'œuvre dans la crise mondiale.

Certes, ce n'était pas seulement la mainmise politique par la Russie sur le mouvement communiste international (par l'intermédiaire de la III^e Internationale) qui expliqua la capitulation devant le fascisme, mais également la bureaucratisation du mouvement qui concentrait le pouvoir de décision dans les mains de politiciens professionnels ne partageant pas la situation d'un prolétariat paupérisé. Cette bureaucratie se trouvait dans une position « idéale », étant à même d'exprimer une opposition verbale au système tout en participant aux privilèges que la bourgeoisie octroie à ses idéologues politiques. Ils n'avaient aucune raison de s'opposer à la politique générale de l'Internationale communiste, qui correspondait à leurs

besoins propres de leaders de la classe ouvrière reconnus par la bourgeoisie. Mais en dernière analyse, l'explication de cet état de choses et de son aboutissement dans le fascisme résidait dans l'apathie des ouvriers eux-mêmes qui n'étaient pas prêts à tenter d'apporter indépendamment leur propre solution à la question sociale. Un demi-siècle de réformisme marxiste sous le principe du leadership, encore accentué dans le marxisme-léninisme, produisit un mouvement ouvrier incapable d'agir dans le sens de ses propres intérêts, et, par conséquent, incapable d'inspirer à la classe ouvrière dans son ensemble une tentative pour échapper au fascisme et à la guerre par une révolution prolétarienne.

Comme en 1914, l'internationalisme et le marxisme avec lui, furent submergés par la vague du nationalisme et de l'impérialisme. Les orientations politiques dépendaient des relations fluctuantes entre les puissances impérialistes, entraînant d'abord le pacte germano-soviétique, puis l'alliance de la Russie et des puissances démocratiques contre Hitler. L'abandon des prétentions, même purement verbales, du marxisme trouva dans la liquidation de la III^e Internationale son expression tardive. L'aboutissement de la guerre, réglé d'avance par son caractère impérialiste, fut la division du monde en deux blocs qui, rapidement, entrèrent en lutte pour la domination mondiale. Le caractère anti-fasciste de la guerre impliquait la restauration des régimes démocratiques dans les nations vaincues, et donc la réémergence des partis politiques, y compris de ceux qui avaient une connotation marxiste. À l'Est, la Russie restaura son Empire et y ajouta des sphères d'influence comme autant de butins de guerre. L'écroulement du système colonial créa les nations du « tiers-monde » qui adoptèrent soit le système russe soit des systèmes d'économie mixte, à l'occidentale. Une forme de néocolonialisme surgit, qui soumit les nations « libérées » à la sujétion plus indirecte, mais tout aussi efficace, des grandes puissances. Mais la multiplication des nations tournées vers le capitalisme d'État fut généralement comprise comme une expansion du marxisme à la surface du globe, et la résistance à ce processus comme un combat contre le marxisme qui menaçait les libertés (non précisées) du monde capitaliste. Ce

type de marxisme et d'antimarxisme n'a rien à voir avec la lutte entre le capital et le travail qu'envisageaient Marx et le mouvement ouvrier dans ses débuts.

Sous sa forme la plus courante le marxisme a été un mouvement local plutôt qu'international, ainsi qu'en témoigne son peu d'emprise dans les pays anglo-saxons. La renaissance de partis marxistes après la guerre ne toucha que les nations qui rencontraient des difficultés économiques particulières, comme la France et l'Italie. Dans l'Allemagne, divisée et occupée, la réorganisation d'un parti communiste de masse dans la zone Ouest était chose exclue. Les partis socialistes répudièrent finalement leur passé et devinrent des partis bourgeois ou des partis « du peuple », défendant le capitalisme démocratique. Les partis communistes continuent d'exister à travers le monde, légalement ou non, mais leurs chances de peser sur les événements politiques sont à peu près nulle, pour le moment et dans un avenir prévisible. Le marxisme, en tant que mouvement ouvrier révolutionnaire, est à son déclin dans l'Histoire.

Il n'en est que plus ahurissant de voir quel attrait sans précédent le marxisme théorique exerce du côté capitaliste. Cet intérêt tout neuf pour le marxisme en général et « l'économie marxiste » en particulier touche presque exclusivement le monde universitaire, qui est essentiellement celui des classes moyennes. La littérature marxiste se déverse à flots; la marxologie est devenue une nouvelle profession et il existe des branches marxistes dans l'économie, l'histoire, la philosophie, la sociologie, la psychologie etc., dites « radicales ». Tout cela pourrait n'être que billevesées intellectuelles, mais, même si c'est le cas, c'est un témoignage de l'état crépusculaire de la société capitaliste actuelle et de sa perte de confiance en l'avenir. Si, dans le passé, l'intégration progressive du mouvement ouvrier dans la trame du capitalisme impliquait l'adaptation de la théorie socialiste aux réalités d'un capitalisme en expansion, ce processus paraît aujourd'hui s'inverser à travers les multiples essais qui tentent d'utiliser les découvertes du marxisme à des fins capitalistes. Cet effort, sur deux fronts, pour digérer, pour surmonter, en partie au

moins, l'antagonisme entre les théories marxienne et bourgeoise, reflète une crise tant dans le marxisme que dans la société bourgeoise.

Le marxisme, bien qu'envisageant la société sous tous ses aspects, concentrait son attention sur les rapports sociaux de production, fondement de tout l'ensemble capitaliste. Conformément à la conception matérialiste de l'Histoire, il s'intéressait en premier lieu à l'économie et, donc, aux conditions sociales du développement capitaliste. Alors que la conception matérialiste de l'Histoire est, depuis longtemps, tranquillement plagiée par la science sociale bourgeoise, son application au système capitaliste est demeurée inexplorée jusqu'à tout récemment. C'est le développement du capitalisme lui-même qui a forcé la théorie économique bourgeoise à considérer la dynamique du système et à se mesurer ainsi, en quelque sorte, à la théorie marxienne de l'accumulation et de ses conséquences.

Au plan purement théorique, nous devons rappeler ici que le glissement du marxisme d'une théorie révolutionnaire à une théorie évolutionniste tournait autour de la question suivante: la théorie marxiste de l'accumulation était-elle ou non également la théorie de la nécessité objective de l'écroulement du capitalisme? L'aile réformiste du mouvement ouvrier prétendait qu'il n'y avait pas de cause objective au déclin et à la destruction du système, alors que la minorité révolutionnaire s'en tenait à la conviction que les contradictions immanentes au capitalisme devaient le mener à son inéluctable fin. Que cette conviction fût fondée sur une analyse des contradictions dans la sphère de la production ou dans celle de la circulation, l'aile gauche marxiste insistait sur la certitude de l'effondrement final, à travers des crises de plus en plus dures qui entraîneraient dans le prolétariat la disposition subjective à renverser le système par une action révolutionnaire.

Le refus de reconnaître au capitalisme des limites objectives détourna l'attention des réformistes de la sphère de la production vers celle de la distribution, et, par conséquent des relations sociales de production vers les relations de marché qui constituent le seul objet de la théorie économique bourgeoise. Les perturbations

du système étaient désormais considérées comme issues des relations d'offre et de demande qui provoquaient, sans nécessité, des périodes de surproduction, par un manque de demande solvable dû à des salaires injustifiablement bas. Le problème économique se trouvait réduit à une question de distribution plus équitable du produit social, qui éliminerait les frictions sociales à l'intérieur du système. On tenait maintenant que la théorie bourgeoise était mieux appropriée aux fins pratiques que l'approche marxienne. Le marxisme devait donc faire usage de la théorie courante du marché et des prix, s'il voulait jouer un rôle dans la structuration de la politique sociale.

On prétendait maintenant qu'il y avait de lois économiques opérant dans toutes les sociétés et qui échappaient à la critique marxiste. La critique de l'économie politique n'avait pour seul objet que les formes institutionnelles sous lesquelles se manifestaient ces lois économiques éternelles. Changer le système ne changerait pas les lois de l'économie. Quoiqu'il y ait des différences entre les approches bourgeoise et marxiste de l'économie, il y avait aussi des similitudes que toutes deux devaient reconnaître. La perpétuation des relations capital-travail, c'est-à-dire du système salarial dans les sociétés qui se disaient socialistes; leur accumulation de capital social; l'application du système dit « des stimulants matériels » qui divisait la force de travail en différentes classes de revenu; tout cela et le reste, était maintenant considéré comme une nécessité intangible imposée par les lois économiques. Ces lois demandaient l'utilisation des instruments d'analyse de l'économie bourgeoise pour permettre la construction rationnelle d'une économie socialiste planifiée.

Cette variété de marxisme « enrichi » par la théorie bourgeoise devait bientôt trouver son complément dans une tentative de modernisation de la théorie économique bourgeoise elle-même. Cette théorie était en crise depuis la Grande Crise, née dans le sillage de la Première Guerre mondiale. La théorie de l'équilibre du marché ne pouvait ni expliquer, ni justifier, la durée de la récession et avait perdu sa valeur idéologique pour la bourgeoisie. Toutefois la théorie néoclassique trouva une sorte de résurrection

grâce à la modification keynésienne. Quoiqu'il fallût concéder que le mécanisme d'équilibre du système de marché et de prix, admis jusque-là, ne fonctionnait plus, on prétendait maintenant lui rendre son efficacité avec un peu d'aide de l'État. Le déséquilibre né d'une insuffisance de la demande serait corrigé par une production induite par l'État à des fins de « consommation publique », non seulement dans l'hypothèse de conditions statiques mais également dans le cadre d'une croissance économique, à condition d'être compensée par des moyens monétaires et fiscaux appropriés. Ainsi l'économie de marché, aidée par la planification étatique, viendrait à bout de la tendance du capitalisme à produire crises et récessions, et assurerait une croissance constante de la production.

Avec cet appel à l'État et à son intervention consciente dans l'économie, ainsi que l'attention portée à la dynamique du système, l'opposition entre l'idéologie du laisser-faire et celle de l'économie planifiée s'estompait. Ce qui correspondait à la convergence visible des deux systèmes, l'un influençant l'autre dans un processus tendant, peut-être, à combiner les avantages de chacun d'eux en une synthèse apte à surmonter les difficultés de la production capitaliste. En fait l'essor économique prolongé qui suivit la Seconde Guerre mondiale sembla donner corps à ces espoirs. Toutefois, malgré l'utilisation continue de l'intervention étatique, une nouvelle crise a succédé à la période d'expansion, tout comme autrefois. Malgré toute l'habileté déployée pour accorder au plus fin les instruments économiques et obtenir un équilibre délicat entre inflation et chômage, rien n'a pu éviter un nouveau déclin économique. La crise et les moyens prévus pour y faire face se sont révélés aussi nocifs les uns que les autres pour le capital. Ainsi la crise présente s'accompagne de la faillite du néokeynésianisme, tout comme la crise de 1929 avait sonné le glas de la théorie néoclassique.

Outre que la situation de crise réelle mettait en lumière le dilemme de la théorie bourgeoise de l'économie, son appauvrissement déjà bien avancé, lié à un formalisme toujours plus poussé, fit naître bien des doutes dans l'esprit des économistes universitaires. À force de remettre en question presque toutes les hypothèses de

la théorie néoclassique et de son rejeton keynésien, certains économistes – présentés à juste titre comme néoricardiens – retournèrent, à leur corps défendant, à l'économie classique. Marx lui-même, tenu pour un économiste ricardien, en vint à jouir d'une faveur accrue parmi les économistes bourgeois qui tentaient d'intégrer son « travail de pionnier » à leur propre spécialité: la science économique.

Mais le marxisme ne signifie ni plus ni moins que la destruction du capitalisme. Même en tant que discipline scientifique, il n'a rien à offrir à la bourgeoisie. Et pourtant, en tant qu'alternative à une théorie sociale bourgeoise discréditée, il peut fournir quelques idées utilisables pour un rajeunissement. Après tout, on apprend de ce qui vous résiste. Qui plus est, sous sa forme apparemment « réalisée » dans les « pays socialistes », le marxisme suggère des solutions pratiques éventuellement utilisables dans une économie mixte: réglementation étatique encore plus poussée dans un but de stabilisation, par exemple; politique des prix et des salaires se rapprochant beaucoup de ce que pratiquent, dans ce domaine, les systèmes à économie centralisée. Enfin, en l'absence de mouvements révolutionnaires, la recherche marxiste de style universitaire est sans risques, puisque restreinte au domaine des idées. Si bizarre que cela paraisse, c'est l'absence de mouvements révolutionnaires dans une période de perturbation sociale qui a fait du marxisme une marchandise commercialisable et un phénomène culturel attestant de la tolérance et de l'honnêteté démocratique de la société bourgeoise.

La popularité soudaine de la théorie marxiste n'en reflète pas moins une crise tout autant idéologique que politique du capitalisme. Elle affecte surtout ceux qui ont la responsabilité de fabriquer et de propager des idéologies, c'est-à-dire les intellectuels des classes moyennes spécialisés dans les théories sociales. Leur classe, dans son ensemble, peut s'estimer mise en danger par l'évolution du capitalisme et son déclin social visible, et peut, par conséquent, chercher sincèrement une alternative à un dilemme social qui est aussi le sien. Les intellectuels peuvent le faire pour des motifs qui, bien qu'opportunistes, sont liés à une attitude critique envers le

système en vigueur. Dans ce sens, la « renaissance marxiste » en cours peut préfigurer un retour au marxisme comme mouvement social d'importance à la fois théorique et pratique.

Pour le moment néanmoins, on voit peu de signes d'une réponse révolutionnaire à la crise capitaliste. Si l'on distingue dans la société la « gauche objective », c'est-à-dire le prolétariat comme tel, et la « gauche organisée », qui n'est pas strictement prolétarienne, c'est seulement en France et en Italie qu'on peut parler de forces organisées, éventuellement capables de défier la domination capitaliste – à supposer qu'elles en aient l'intention. Mais il y a longtemps que les partis communistes et les syndicats de ces pays se sont transformés en partis réformistes, très à l'aise dans le système capitaliste et prêts à le défendre. Le fait même de leur large audience parmi les ouvriers montre que ceux-ci ne sont ni préparés ni disposés à renverser le système capitaliste et que leur désir actuel est plutôt de trouver avec lui des accommodements. Leurs illusions concernant la possibilité de réformer le capitalisme confortent les partis communistes dans leur opportunisme politique.

En mettant en avant l'expression contradictoire d'« eurocommunisme », ces partis essaient de marquer la distinction entre leur attitude présente et leur politique passée, c'est-à-dire de montrer clairement qu'ils ont définitivement renoncé à leur objectif traditionnel, le capitalisme d'État – en fait abandonné depuis longtemps déjà –, en faveur de l'économie mixte et de la démocratie bourgeoise. Cela est la contrepartie de l'intégration des « pays socialistes » dans le marché capitaliste mondial. C'est aussi une façon de se porter candidat à des responsabilités plus larges dans les pays capitalistes et dans leurs gouvernements, et un engagement à ne pas briser la coopération limitée réussie par les États européens. Cela n'implique pas une rupture radicale avec le capitalisme d'État, existant dans une région du monde, mais la reconnaissance du fait que celle-ci n'est pas non plus intéressée par une extension de ce régime au moyen de révolutions, et qu'elle cherche seulement à assurer sa propre sécurité dans un monde de plus en plus instable.

Bien qu'à un tel stade l'éventualité de révolutions socialistes soit plus que douteuse, toute activité de la classe ouvrière pour défendre ses intérêts propres possède un caractère potentiellement révolutionnaire. Dans les périodes de stabilité économique relative, la lutte ouvrière, par elle-même, accélère l'accumulation du capital en forçant la bourgeoisie à mettre en œuvre des moyens plus efficaces pour accroître la productivité. Les salaires et les profits peuvent, comme on l'a déjà signalé, croître ensemble sans perturber l'expansion du capital. Mais la récession met fin à cette croissance simultanée (quoiqu'inégale) des profits et des salaires. La rentabilité du capital doit être restaurée avant que le processus d'accumulation puisse reprendre. Le conflit entre le capital et le travail met alors en jeu l'existence même du système, lié qu'il est à une expansion continue. Objectivement, des luttes économiques ordinaires pour des augmentations de salaires ont des implications révolutionnaires et revêtent donc des formes politiques, puisqu'une classe ne peut l'emporter qu'aux dépens de l'autre.

Bien évidemment, il se pourrait que les travailleurs soient prêts à accepter, dans certaines limites, une diminution de leur part du produit social, ne serait-ce que pour échapper aux épreuves d'une confrontation poussée avec la bourgeoisie et son État. Car, instruite par ses expériences passées, la classe dominante s'attend à des mouvements révolutionnaires et s'est armée en conséquence. Mais le soutien politique des grands organismes syndicaux est tout aussi nécessaire pour prévenir des soulèvements d'envergure. Comme c'est une crise prolongée qui menace le système capitaliste, il est essentiel que les partis communistes, autant que les autres organisations réformistes, aident la bourgeoisie à en sortir. Ils doivent essayer d'empêcher des actions de la classe ouvrière susceptibles de retarder la guérison du capitalisme. Leur politique opportuniste prend un caractère franchement contre-révolutionnaire dès que le système se trouve menacé par des exigences de la classe ouvrière qui ne peuvent être satisfaites dans le cadre d'un capitalisme en crise.

Bien que les économies mixtes ne soient pas prêtes à se transformer de bon gré en capitalisme d'État et que les partis de gauche aient,

pour le moment, abandonné, eux aussi, cet objectif, cela peut ne pas suffire à empêcher des soulèvements sociaux d'une ampleur telle qu'ils déborderaient le contrôle politique exercé par la bourgeoisie et ses alliés dans le mouvement ouvrier. Dans une telle situation, si elle se produisait, l'identification courante entre socialisme et capitalisme d'État et le retour forcé des partis communistes à la tactique première du bolchevisme pourraient bien canaliser tout soulèvement spontané des travailleurs vers le capitalisme d'État. De même que les traditions de la social-démocratie des pays de l'Europe centrale ont empêché les révolutions politiques de 1918 de se transformer en révolutions sociales, de même les traditions du léninisme pourraient bien empêcher la réalisation du socialisme et cela au profit du capitalisme d'État.

L'introduction du capitalisme d'État dans des pays « avancés », à la suite de la Seconde Guerre mondiale, démontre que ce système n'est pas restreint aux pays sous-développés mais qu'il est universellement applicable. C'est une éventualité que Marx ne pouvait envisager. Pour lui, le capitalisme serait remplacé par le socialisme et non par un régime hybride contenant des éléments des deux systèmes, à l'intérieur de relations capitalistes de production. La fin de l'économie de marché ne signifie pas nécessairement la fin de l'exploitation capitaliste, qui peut parfaitement être réalisée dans un système à économie planifiée. C'est là une situation historique nouvelle, qui suggère la possibilité d'un développement, caractérisé en général par le monopole étatique des moyens de production, non comme période de transition vers le socialisme, mais comme nouvelle forme de production capitaliste.

Les actions révolutionnaires supposent un bouleversement général de la société qui échappe au contrôle de la classe dominante. Jusqu'à présent, de telles actions n'ont eu lieu qu'en liaison avec des catastrophes sociales, nées par exemple de défaites militaires, de guerres perdues et des dislocations économiques qu'elles entraînent. Cela ne signifie pas que de telles situations soient des conditions sine qua non pour une révolution, mais cela donne une idée du degré de désintégration sociale nécessaire pour provoquer des soulèvements

sociaux. La révolution doit concerner une majorité de la population active qui n'y est pas amenée par endoctrinement idéologique mais par pure nécessité. Les actions qu'elle entreprend alors engendrent sa conscience révolutionnaire propre, c'est-à-dire lui permettent de comprendre ce qu'il faut faire pour ne pas être anéantie par l'ennemi capitaliste. Mais pour le moment, la puissance politique et militaire de la bourgeoisie n'est pas menacée par des dissensions internes; elle n'a pas épuisé l'arsenal des manipulations économiques. Et, en dépit d'une concurrence internationale plus intense au sein d'une économie mondiale dont les profits vont s'amenuisant, les classes dominantes des différentes nations continueront à se soutenir les unes les autres pour étouffer des mouvements révolutionnaires.

Le mouvement marxiste à ses débuts a terriblement sous-estimé les énormes difficultés que présentent une révolution sociale et une reconstruction communiste. On ne pouvait évidemment soupçonner la souplesse du capitalisme ni ses facultés d'adaptation au changement, avant d'avoir tenté d'y mettre fin. Mais il doit être clair aujourd'hui que les formes de lutte de classes utilisées pendant la période ascendante du capitalisme sont inadéquates pour celle de son déclin, seule période où on puisse espérer le renverser par une révolution. L'existence de capitalisme d'État démontre aussi que le socialisme ne peut être réalisé par des moyens considérés, autrefois, comme adéquats. Cela ne prouve pas pour autant la faillite du marxisme, mais simplement le caractère illusoire de beaucoup de ses manifestations, reflets d'illusions suscitées par le développement du capitalisme lui-même.

Aujourd'hui comme hier, l'analyse marxienne de la production capitaliste, des particularités et des contradictions de son évolution liées à l'accumulation, est la seule théorie qui ait été empiriquement confirmée par le développement du capitalisme. On analyse celui-ci en termes marxistes – ou pas du tout. C'est la raison pour laquelle le marxisme ne peut disparaître tant que le capitalisme subsiste. Bien que fortement modifiées, les contradictions du système capitaliste subsistent dans les systèmes capitalistes d'État. Toutes les relations économiques étant des relations sociales, la persistance de relations

de classes dans ces systèmes implique celle de la lutte de classes, même si celle-ci ne se manifeste d'abord que de façon unilatérale, sous la forme du régime autoritaire. L'unification inévitable de l'économie mondiale progresse en affectant toutes les nations, quelle que soit leur structure économique, et tend à internationaliser la lutte de classes. C'est ce qui sape les efforts entrepris pour apporter aux problèmes sociaux une solution nationale. Tant que l'exploitation régnera, elle engendrera une opposition marxiste, même si l'on interdit toute théorie marxiste, ou si l'on s'en sert comme idéologie fallacieuse pour étayer une pratique antimarxiste.

L'Histoire, bien sûr, les gens doivent la faire par la lutte de classes. Si le déclin du capitalisme est chose certaine, comme l'attestent la concentration constante du capital et la centralisation du pouvoir politique, d'une part, et de l'autre l'anarchie croissante du système, en dépit ou à cause de toutes les tentatives visant à créer une organisation sociale plus efficace, il se pourrait bien que cela prenne pas mal de temps. Ce sera le cas à moins que la classe laborieuse et avec elle tous ceux qui ne parviennent pas à assurer leur existence au milieu de conditions sociales en détérioration n'y coupent court en déclenchant des actions révolutionnaires. Mais au-delà de ce point, l'avenir du marxisme devient extrêmement flou. L'avantage que détient la classe dominante avec ses instruments de répression doit être contrebalancé par une force supérieure à celle que la classe ouvrière a été capable de rassembler jusqu'à présent. Il n'est pas inconcevable que cette situation perdure, ce qui condamnerait le prolétariat à payer de plus en plus lourd son impuissance à agir selon ses intérêts de classe. Plus encore, il n'est pas exclu que le maintien du capitalisme aboutisse à la destruction de la société tout entière. Le capitalisme restant menacé de crises catastrophiques, les nations auront tendance, comme par le passé, à recourir à la guerre pour se sortir de leurs difficultés, au détriment d'autres puissances capitalistes. Ce qui inclut la possibilité d'une guerre atomique, et, au point où en sont les choses aujourd'hui, la guerre paraît même plus probable qu'une révolution socialiste internationale. Bien que les classes dirigeantes soient parfaitement conscientes des conséquences

d'un conflit nucléaire, elles ne peuvent tenter de l'éviter que par un équilibre de la terreur, c'est-à-dire en rivalisant dans l'extension de l'arsenal atomique. Et, tout comme elles ne maîtrisent que très partiellement leur économie, elles ne contrôlent pas vraiment les affaires politiques. Peut-être ont-elles l'intention d'éviter une destruction réciproque, mais cela n'affecte guère la probabilité d'un tel événement. Une situation aussi terrifiante a ruiné la confiance d'autrefois en l'inévitabilité d'une révolution socialiste victorieuse.

L'avenir restant ouvert, même s'il est déterminé par le passé et les conditions du moment, les marxistes partent nécessairement du principe que la route du socialisme n'est pas coupée et qu'il reste encore une chance d'abattre le capitalisme avant qu'il ne s'auto-détruise. Le socialisme se présente aujourd'hui non seulement comme le but du mouvement ouvrier révolutionnaire mais comme la seule alternative à une destruction totale ou partielle du monde. Cela suppose évidemment l'émergence de mouvements socialistes qui reconnaissent dans les relations capitalistes de production la source d'une misère sociale croissante et d'une chute effroyable vers la barbarie. Pourtant après plus de cent années d'agitation socialiste, l'espoir en semble bien mince. Ce qu'une génération a appris, la suivante l'oublie, menée qu'elle est par des forces qui échappent à son contrôle et donc à sa compréhension. Les contradictions du capitalisme, système d'intérêts privés déterminés par les nécessités sociales, se reflètent non seulement dans l'esprit des capitalistes mais aussi dans la conscience du prolétariat. Les deux classes réagissent aux résultats de leur propre activité, comme si ces résultats étaient imposés par des lois naturelles intangibles. Soumis au fétichisme de la marchandise, ils voient dans le mode de production capitaliste, historiquement limité, une donnée éternelle à laquelle chacun doit s'adapter. Comme cette vision erronée conforte l'exploitation du travail par le capital, elle est évidemment encouragée par les capitalistes en tant qu'idéologie de la société bourgeoise, et inculquée au prolétariat.

Les conditions capitalistes de production sociale forcent la classe ouvrière à accepter son exploitation, seule possibilité d'assurer son

gagne-pain. Les besoins immédiats du travailleur ne peuvent être satisfaits que s'il se soumet à ces conditions et à l'idéologie qui les exprime. Il acceptera généralement l'une et les autres comme représentant la réalité qu'on ne peut défier sans risquer sa vie. S'il s'affranchit de l'idéologie bourgeoise, cela ne changera rien à sa situation réelle dans la société et ne sera, au mieux, qu'un luxe qu'il s'offre dans une situation de dépendance. Quel que soit le degré d'émancipation idéologique qu'il atteigne, en pratique il est bien obligé de faire comme s'il restait sous l'emprise de l'idéologie bourgeoise. Sa pensée et ses actions se contredisent nécessairement. Il peut se rendre compte que ses besoins individuels ne peuvent être assurés que par des actions collectives de la classe, mais il reste forcé de pourvoir à ses besoins immédiats individuellement. La double nature du capitalisme: production sociale pour un profit privé, réapparaît dans l'ambiguïté de la situation du travailleur, à la fois individu et membre d'une classe sociale.

C'est cette situation, plutôt qu'un quelconque conditionnement, qui rend les ouvriers incapables de surmonter l'idéologie capitaliste et rétifs à s'exprimer et à agir en fonction de l'attitude anticapitaliste qu'entraîne leur condition de salariés. Ils ont parfaitement conscience de leur statut de classe même s'ils le nient ou se le masquent, mais ils voient aussi l'énorme puissance qui menace de les détruire s'ils osaient seulement défier les relations de classes capitalistes. C'est aussi pour cette raison qu'ils choisissent des moyens réformistes plutôt que révolutionnaires pour extorquer des concessions à la bourgeoisie. Leur manque de conscience révolutionnaire n'exprime rien d'autre que les véritables rapports de force dans la société, lesquels ne peuvent évidemment pas être changés à volonté. Un « réalisme » prudent, c'est-à-dire la reconnaissance des limites assignées à leurs activités, détermine leurs pensées et leurs actions et trouve sa justification dans la puissance du capital.

S'il n'est pas accompagné d'actions révolutionnaires de la part de la classe ouvrière, le marxisme n'est rien de plus que l'intelligence théorique du capitalisme. Ce n'est pas la théorie d'une pratique sociale réelle visant à transformer le monde et capable de le faire, mais une

idéologie qui anticipe sur une telle pratique. Son interprétation de la réalité, si correcte soit-elle, n'influe pas de manière sensible sur les conditions immédiates. Elle se borne à décrire la situation réelle dans laquelle se trouve le prolétariat et en remet la transformation aux actions futures des ouvriers eux-mêmes. Mais les conditions mêmes où se trouvent les ouvriers les soumettent à la domination du capital et ne leur permettent, au mieux, qu'une attitude d'opposition résolue, en fait idéologique. En période d'expansion, les luttes de classes qu'ils mènent renforcent leur adversaire et affaiblissent leurs propres tendances à la résistance. Le marxisme révolutionnaire n'est donc pas une théorie de la lutte de classes en soi, mais une théorie de la lutte de classes dans des conditions spécifiques, celles du capitalisme déclinant. Elle ne peut pas acquérir d'efficacité dans les conditions « normales » de la production capitaliste, et doit attendre que celles-ci soient désintégréées. C'est seulement quand le « réalisme » prudent des ouvriers cesse d'être réaliste et quand les réformes deviennent utopiques – c'est-à-dire quand la bourgeoisie ne peut se maintenir qu'en aggravant sans cesse les conditions de vie du prolétariat – que des révoltes spontanées peuvent conduire à des actions révolutionnaires suffisamment puissantes pour renverser le régime capitaliste.

Jusqu'à maintenant, l'histoire du marxisme révolutionnaire a été celle de ses défaites, au nombre desquelles il faut compter les victoires apparentes qui ont abouti à la constitution des capitalismes d'État. Il est clair que le marxisme des débuts n'a pas seulement sous-estimé la résilience¹ du capitalisme, mais que ce faisant, il a également surestimé la capacité de l'idéologie marxiste à influencer sur la conscience de classe du prolétariat. Le changement historique, même accéléré par la dynamique capitaliste, reste un processus extrêmement lent, surtout mesuré à l'aune d'une vie humaine. Mais l'histoire de l'échec est aussi celle des illusions abandonnées et de l'expérience acquise, sinon pour l'individu au moins pour la classe. Il n'y a aucune raison de supposer que le prolétariat est incapable de tirer les leçons de l'expérience. Et, de toute façon, en

1. Résistance aux chocs [NdT].

dehors même de ces considérations, ce sont les circonstances qui l'obligeront à trouver le moyen d'assurer son existence hors du capitalisme lorsque cela sera devenu impossible dans le cadre de celui-ci. S'il est impossible de prévoir à quoi une telle situation ressemblera précisément, une chose reste claire: la classe ouvrière ne peut se libérer de la domination capitaliste que par sa propre initiative, et le socialisme ne peut être réalisé que par l'abolition de la société de classes, mettant fin au capitalisme. La réalisation de cet objectif sera tout à la fois la vérification de la théorie marxienne et la fin du marxisme.

PAUL MATTICK (1904-1981)

LA PASSION DE LA RÉVOLUTION OU L'IMPOSSIBLE SÉPARATION ENTRE PENSÉE ET ACTION. – En 1973, après la parution en danois de *Marx et Keynes*, Paul Mattick fut invité par des étudiants à faire une série de conférences à l'université de Roskilde, proche de Copenhague. P. Mattick leur répondit alors qu'il serait ravi d'accepter l'invitation mais qu'il ne possédait qu'un certificat d'ouvrier outilleur, remontant à 1923, délivré par le centre d'apprentissage de Siemens à Berlin. Les autorités universitaires d'après mai 1968 étant plutôt bienveillantes, P. Mattick put néanmoins séjourner deux heureuses années (1974-1975) au Danemark, pour parler de l'histoire du mouvement ouvrier et du rapport entre fascisme et crise capitaliste.

Cette petite anecdote illustre le parcours original de ce théoricien sans titres universitaires, qui peut être considéré – de l'avis même de ceux qui se sont opposés à lui – comme un des meilleurs connaisseurs de la pensée de Marx dans les années de l'après-Deuxième Guerre mondiale. Il laissa d'ailleurs quelques livres désormais incontournables pour celles et ceux qui veulent bien avoir une compréhension critique du capitalisme contemporain.

Connu surtout comme théoricien des crises économiques et partisan des conseils ouvriers, P. Mattick fut aussi un acteur engagé dans les événements révolutionnaires qui secouèrent l'Europe et les organisations du mouvement ouvrier au cours de la première moitié du xx^e siècle¹.

1. Au-delà de courtes notes biographiques éparses – et dont la plus complète est celle de Michael Buckmiller publiée dans le choix de textes *Le Marxisme, hier, aujourd'hui et demain* (Spartacus, Paris 1983) –, il n'existe pas de biographie de P. Mattick. La lacune est en passe d'être réparée par le travail de Gary Roth, qui doit aboutir à la publication prochaine, aux États-Unis, d'une biographie. Un long texte autobiographique de P. Mattick lui-même – suscité par une interview de Michael Buckmiller réalisée dans le Vermont (États-Unis), en juillet 1976 – doit aussi être édité en France et en Allemagne sous peu. Nous empruntons à ces deux sources l'essentiel des faits mentionnés dans ce texte, ainsi qu'aux souvenirs personnels de rencontres avec P. Mattick, entre 1970 et 1971.

Né en Allemagne en 1904, dans une famille ouvrière socialiste, P. Mattick passe son enfance à Berlin. Ses parents étaient des immigrés pauvres de Poméranie, sur la Baltique (région aujourd'hui rattachée à la Pologne). Son père était un de ces militants sociaux-démocrates révoltés par la boucherie de la Première Guerre mondiale. Il rejeta la ligne chauviniste des chefs socialistes et rejoignit le nouveau Parti social-démocrate indépendant, l'USPD, d'orientation pacifiste. Gamin des rues, vivant à la frange de la petite délinquance où se manifestait déjà une révolte contre l'organisation de la société de classes, P. Mattick adhère, en 1918, à l'âge de 14 ans, à l'organisation de jeunesse de la Ligue spartakiste et participe à la révolution allemande, toujours du côté des tendances les plus radicales. D'esprit indépendant, faisant preuve d'une inépuisable énergie, doué d'une vive intelligence, P. Mattick est élu au conseil ouvrier des apprentis, de chez Siemens, où il travaille, participe aux grèves et est de tous les affrontements insurrectionnels. D'abord contre le putsch droitier de Kapp, en mars 1920, il rejoint ensuite le nouveau parti communiste d'orientation non parlementariste et critique du syndicalisme intégrateur, le KAPD – Parti communiste ouvrier allemand. Lors de l'Action de mars 1921 – le soulèvement ouvrier en Allemagne centrale, qui marque un tournant dans la révolution –, P. Mattick est de nouveau en première ligne de l'agitation et de l'action. Arrêté à plusieurs reprises, il manque d'être exécuté deux fois par les sbires de la République de Weimar et ses supplétifs des « corps francs », dont l'action annonce « l'ordre nouveau » à venir. Très jeune, il écrit aussi ses premiers textes pour la presse révolutionnaire. Installé à Cologne à partir de 1923, il se lie avec les cercles artistiques radicaux proches du mouvement dadaïste², menant de pair travail en usine

2. P. Mattick fut alors très proche du peintre Williem Seiwert, membre actif de l'Organisation ouvrière unitaire (AAU-D), opposée à la double organisation (parti et syndicat). Seiwert fit partie du premier groupe dadaïste de Cologne et ensuite du noyau d'artistes dits « les Progressistes de Cologne ». Il écrivit plusieurs textes critiquant l'idée d'un « art prolétarien », cher aux communistes orthodoxes. Il fut aussi un ami proche de l'agitateur Ret Marut (B. Traven), qu'il cacha à Cologne après l'échec de la révolution de conseils de Munich. Sur les « Progressistes », on peut lire le texte de Paul Mattick Jr., « Modernisme et communisme antibolchevique, les Progressistes de Cologne », *Oiseau-Tempête*, n° 4, hiver 1998.

et agitation, vivant de façon précaire, alors même que la répression s'accroît contre les milieux radicaux. La passion de l'écriture le gagne et ses contributions paraissent dans diverses publications. Au milieu des années 1920, les conditions de survie deviennent plus dures; P. Mattick intègre alors des groupes informels d'ouvriers qui pratiquent des expropriations. Le but de ces actions est de faire vivre la presse révolutionnaire, mais aussi d'assurer la survie d'un nombre croissant de militants exclus des usines, pourchassés par la police social-démocrate de Weimar³. En 1926, le mouvement révolutionnaire est exsangue et sur le déclin. Le national-socialisme prend de l'essor en se réappropriant une partie du programme réformiste de la social-démocratie et en empruntant des modèles d'organisation, de propagande et d'action à l'autoritarisme bolchevique⁴. Alors que la mise au pas des forces communistes par Moscou concourt à la victoire de la contre-révolution, P. Mattick décide d'émigrer aux États-Unis.

Commence alors une nouvelle phase de sa vie.

Installé dans une petite ville du Middle-West, travaillant comme métallurgiste, P. Mattick met à profit ces mois d'isolement provincial pour se plonger dans la lecture, celle de Marx en tout premier lieu. Tout en gardant le lien avec les noyaux communistes de gauche qui survivent en Allemagne et ailleurs en Europe, il prend contact avec des organisations socialistes de l'émigration allemande aux États-Unis. En vain, il tente alors de faire revivre le vieux *Chicagoer Arbeiterzeitung* (CAZ), le journal dont August Spies avait été, en 1886, l'éditeur. Assez vite, l'appel de l'action collective l'incite à déménager à Chicago, où il milite chez les syndicalistes révolution-

3. À l'encontre de la vision mythifiée et idéalisée de Weimar qui a cours aujourd'hui, il n'est pas inutile de rappeler que, entre 1921-1922, il y avait dans les geôles de la République environ 6 000 prisonniers politiques se réclamant d'activités révolutionnaires. En juillet 1928, une loi d'amnistie, passée sous la pression de la rue, rendit la liberté à grand nombre de militants. Sur l'activité de ces groupes et le parcours étonnant d'un de leurs chefs, lire, *Max Hölz, Un rebelle dans la révolution, Allemagne 1918-1921* (traduit, présenté et annoté par Serge Cosseron), Éditions Spartacus, Paris, 1988.

4. Pour une analyse des phénomènes fascistes, voir de P. Mattick, « Karl Kautsky. From Marx to Hitler », juin 1939, repris dans le choix de textes *Intégration capitaliste et rupture ouvrière*, (traduction de Serge Bricianer et préface de Robert Paris), EDI, Paris, 1972.

naires nord-américains, les IWW (*Industrial Workers of the World*), pour la presse desquels il écrit. Il retrouve chez les « wobblies »⁵ l'esprit internationaliste et égalitaire, d'action directe, qui était celui des révolutionnaires allemands des années 1920. P. Mattick s'efforce d'ailleurs de rapprocher le réseau international des « wobblies » des noyaux européens du courant du communisme de conseils. Là aussi sans grand succès. À Chicago, il participe aussi à la vie de divers petits groupes de communistes hétérodoxes. Bientôt, P. Mattick et ses amis s'engagent pleinement dans le mouvement des chômeurs, qui prend son essor au début de la crise de 1929, surtout dans la région de Chicago. Ce mouvement, où s'investissent toutes les organisations de la gauche nord-américaine, va gagner les principales villes industrielles des États-Unis. En 1934, devant l'ampleur et la radicalité des mobilisations, le gouvernement fédéral de Roosevelt est forcé d'y apporter une réponse sous la forme d'un vaste programme national de travaux publics. P. Mattick est un des représentants élu à la Conférence nationale des comités de chômeurs réunie à Chicago en 1933. De cette période, il dira plus tard qu'elle fut la plus belle de sa vie. « J'étais moi-même chômeur [...] Je ne travaillais pas, j'étais complètement immergé dans le mouvement. C'était ma vie ! Du matin jusqu'au soir, j'allais par monts et par vaux et je côtoyais des milliers de personnes. Réussir à survivre sans travailler... C'était vraiment une période merveilleuse, une période dont je rêve encore aujourd'hui. »⁶

L'agitation sociale, la politisation de la société et le renouveau d'intérêt pour les idées révolutionnaires ouvrent de nouvelles perspectives à P. Mattick, qui écrit de plus en plus, collabore à diverses revues de la gauche nord-américaine. Dès 1934, les courants communistes antibolcheviques nord-américains publient une revue, *International Council Correspondance*, laquelle deviendra ensuite, *Living Marxism* (1938-41) puis *New Essays* (1942-43). P. Mattick en

5. On dénommait ainsi les militants des IWW. Sur les *Industrial Workers of the World*, lire, Larry Portis, *IWW. Le syndicalisme révolutionnaire aux États-Unis*, Paris, Éditions Spartacus, 1985 (réédition en mars 2003). Un ouvrage sur les IWW est annoncé pour 2012 aux éditions l'insomniaque.

6. Texte autobiographique, (inédit), juillet 1976.

est l'éditeur et la cheville ouvrière. Parmi les collaborateurs, outre lui-même et ses amis, on trouvera les noms de Dwight MacDonald, Anton Pannekoek, Daniel Guérin, Karl Korsch, Otto Rühle. Plusieurs des textes de P. Mattick publiés plus tard dans des recueils sont de cette période⁷. Pendant ces années (1930-40), il lui arrive aussi de travailler par intermittence pour les pontes de l'école de Francfort installés à New York, lesquels sous-traitent rapports, études et analyses aux intellectuels allemands réfugiés dans le Nouveau Monde⁸.

La guerre et sa « prospérité » vont bouleverser la donne politique. Devant l'inévitable montée du « patriotisme ouvrier », P. Mattick et ses amis sont forcés de se mettre en retrait, leur position n'a plus de prise sur la réalité et risque parfois même de mettre en danger leurs vies. Après avoir travaillé en usine à Chicago pendant presque toute la guerre, P. Mattick s'installe à New York, en 1948. Au début des années 1950, il se retire dans une contrée reculée du Vermont, où il entreprend de construire sa propre maison. Il va y vivre pendant les années difficiles de la guerre froide, avec son épouse, Ilse, et son jeune fils, Paul. Ils s'installent plus tard à Cambridge (Boston). Cette longue période d'isolement prend fin avec le renouveau d'intérêt pour les idées du communisme antiautoritaire, à la fin des années 60. P. Mattick fera alors plusieurs séjours en Europe, invité par des groupes issus du mouvement étudiant.

Si *Marx et Keynes* est l'écrit le plus connu de P. Mattick, nombreux furent ses textes qui eurent une importance dans les grands débats politiques de l'extrême-gauche des années 1960 et 1970. Ses analyses et ses conceptions d'un communisme antibolchevique influencèrent alors une génération de radicaux et continuent aujourd'hui d'inté-

7. En particulier dans le choix de textes, *Intégration capitaliste et rupture ouvrière*, *Ibid.*

8. Paul Mattick écrivit en 1936 une analyse du mouvement des chômeurs aux États-Unis pour la revue de l'Institut dirigé par Horkheimer. Jamais publiée, elle sera finalement éditée, dans les années 1960, par les éditions « Neue Kritik », du mouvement étudiant SDS allemand. Sur les relations difficiles entre ces intellectuels précarisés et l'Institut, on peut lire la correspondance entre K. Korsch et P. Mattick, *Marxiana, Critica della Politica e dell'economia politica*, janvier-février 1976, Bari, et K. Korsch, *Gesamtausgabe*, T8, 1908-1939.

resser celles et ceux attachés aux principes de l'auto-émancipation sociale⁹.

C'est au cours de son expérience à Chicago, dans les débats au sein des comités de chômeurs et des groupes radicaux, que P. Mattick commence à s'intéresser aux théories de la crise. Il découvre alors l'œuvre de Henryk Grossmann, économiste marxiste polonais peu orthodoxe, proche de Horkheimer et professeur à l'*Institut für Sozialforschung* de Francfort depuis 1925¹⁰. Malgré de profonds désaccords politiques, P. Mattick entretient une correspondance suivie avec Grossmann jusqu'à l'exil new-yorkais de ce dernier, en mai 1938. Revenant sur la théorie de l'accumulation de Marx, Grossmann avait rompu avec la thèse dominante chez les théoriciens socialistes qui ramenait les limites de l'accumulation capitaliste au problème de la réalisation de la plus-value – la thèse de la sous-consommation. Grossmann expliquait la crise, au contraire, à partir de « la loi de la baisse tendancielle du taux de profit », le problème de la rentabilité du capital trouvant pour lui ses racines dans les contradictions de la production de plus-value, sur le terrain de l'exploitation. La théorie de la valeur-travail de Marx, le rapport capital-travail, étaient ainsi remis au centre de l'analyse du processus d'accumulation capitaliste. De cette approche novatrice, P. Mattick et ses amis des comités des chômeurs tirèrent des implications pratiques. Les conséquences sociales du ralentissement de l'accumulation s'imposent au quotidien, rendent possible la prise de conscience de la nature déséquilibrée du système et de ses limites, la subversion du capitalisme par un mouvement indépendant des travailleurs.

D'après cette conception, dont P. Mattick se fait le défenseur, la question de la crise apparaît comme inséparable de celle de la

9. Voir bibliographie en annexe.

10. Henryk Grossmann, *Das Akkumulations – und Zusammenbruchsgesetz des kapitalischen Systems*, Leipzig, 1929 (réimpression, Frankfurt, 1967). Du même auteur, on pourra lire en français, *Marx, l'économie politique classique et le problème de la dynamique* (Champ Libre, Paris, 1975), avec une préface de Paul Mattick, « Henryk Grossmann, théoricien de l'accumulation et de la crise ». Il existe une biographie de H. Grossmann, Rick Kuhun, *Henryk Grossmann and the Recovery of Marxism*, University of Illinois Press, 2007.

subversion de l'organisation sociale capitaliste. La construction d'une opposition idéologique, avant-gardiste, ne se pose plus comme condition préalable au réveil de l'action. L'activité auto-émancipatrice se fonde sur la conscience des conditions réelles d'existence, se démarque ainsi du réformisme social-démocrate et de l'avant-gardisme bolchevique, courants où la conscience élaborée par l'organisation révolutionnaire prétend jouer un rôle déterminant. P. Mattick y reviendra quelques années plus tard: « Sans crise, il n'y a pas de révolution. C'est une vieille conviction qui vient de Rosa Luxemburg, qu'on a appelée la théoricienne de la catastrophe. Moi aussi, je suis un politicien de la catastrophe dans la mesure où je ne conçois pas que la classe ouvrière s'attaque au capitalisme si elle vit dans une société sans crise à long terme, sans une décadence permanente. Dans une telle situation, elle s'installera au contraire dans le capitalisme, elle ne l'attaquera pas. S'il n'y a pas de catastrophe, il n'y aura pas de socialisme. Et la catastrophe viendra du capitalisme. Parce que, si la classe dirigeante peut consciemment dominer la politique, elle est dans l'incapacité de dominer l'économie¹¹ ».

Après la Deuxième Guerre mondiale, l'essor du capitalisme est présenté comme le succès du keynésianisme, la preuve que le système est, enfin, arrivé à un stade mature de stabilité. Se fondant précisément sur sa conception des crises, P. Mattick se positionne à contre-courant et entame, dès 1947, une réflexion critique sur l'intervention de l'État dans l'économie. Après avoir écrit quelques articles pour des revues nord-américaines, il termine, en 1953, la rédaction de *Marx et Keynes, les limites de l'économie mixte*. Le livre n'est publié qu'en 1969, aux États-Unis et passe alors à peu près inaperçu. Le capitalisme traverse une période de prospérité et la rupture de l'intégration semble ne pouvoir venir que d'une critique de la « société de consommation »¹². P. Mattick argumente, de son côté,

11. Texte autobiographique, (inédit), juillet 1976.

12. Voir sa critique du texte le plus important de ce courant, Herbert Marcuse, *L'Homme unidimensionnel. Essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*, (1954), « Les limites de l'intégration » (1969). Malgré leurs désaccords, H. Marcuse et P. Mattick s'appréciaient et maintenaient des relations cordiales. Marcuse considérait par ailleurs que son livre n'avait suscité qu'une seule véritable critique, celle de P. Mattick.

que les formes nouvelles d'intervention de l'État dans l'économie ne sont qu'une solution provisoire, passagère, aux problèmes du capitalisme et créeront, à terme de nouvelles contradictions et déséquilibres. D'où sa formule de « la fausse prospérité ».

P. Mattick voit Keynes comme un grand penseur bourgeois révolutionnaire, critique des théories classiques et libérales, de l'idée de la capacité régulatrice « naturelle » du marché. À sa manière, Keynes reconnaît que l'intervention de l'État est la conséquence des problèmes d'accumulation. Certes, P. Mattick concède que l'intervention de l'État a transformé le capitalisme et prolongé son existence. Mais, rappelle-t-il, ce sont la guerre et ses énormes destructions qui ont rétabli la rentabilité du capital et ont relancé la machine économique et non les politiques keynésiennes. P. Mattick s'attache ainsi à confronter « la théorie et la pratique keynésiennes à une critique marxiste », argumentant que la théorie de la valeur-travail reste une méthode d'analyse valable après l'intervention de l'État dans l'économie, recherchant dans les contradictions des rapports sociaux d'exploitation les causes de la crise de rentabilité du capital privé.

À la faveur de cette « fausse prospérité », une convergence s'est opérée entre la gauche keynésienne et les courants modernistes du marxisme, mettant l'accent sur la relance par la consommation induite par les dépenses d'État. Critiquant la thèse de la sous-consommation, P. Mattick montre que l'intervention de l'État, favorisant la consommation (surtout par le biais de dépenses militaires), ne modifie nullement les déséquilibres du système, le problème de rentabilité du capital privé. « Autrement dit, l'échéance de la crise n'est que repoussée au moyen de dépenses qu'on ne saurait qualifier d'accumulation de capital, même au prix du plus singulier effort d'imagination¹³ ».

À l'encontre des partisans du libéralisme, P. Mattick démontre que ce n'est pas l'accroissement de l'intervention de l'État qui est

13. « Marxism and Monopoly Capital » (*Progressive Labor*, juillet-août 1967), repris dans *Intégration capitaliste et rupture ouvrière. Critique des économistes marxistes nord-américains de souche stalinienne*, Baran et Sweezy.

la cause des problèmes du capitalisme privé mais, au contraire, que ce sont les difficultés dans la production de profit dans le secteur privé qui justifient l'interventionnisme. Pour lui, les limites de l'économie mixte sont inhérentes à l'accroissement de cette intervention, c'est-à-dire à l'augmentation de la production sociale induite par des fonds publics. Ces fonds, prélevés sur les profits du secteur privé ou financés par la dette, pèsent sur la rentabilité totale du capital. La production induite par les commandes d'État n'étant pas directement productrice de nouveaux profits mais une redistribution des profits totaux au bénéfice de secteurs capitalistes.

Cette théorie semble avoir trouvé une confirmation dans le mouvement réel du capitalisme moderne. L'intervention de l'État s'est élargie à tous les secteurs. Indispensable à l'économie dite mixte, à la poursuite de la « fausse prospérité », elle est le seul moyen de maintenir l'emploi et l'équilibre social à un niveau minimal, ce dont Keynes était fort préoccupé. Seulement, l'idée keynésienne selon laquelle les déficits de l'État en période de récession pourraient être absorbés par la relance privée de la production de profit ne s'est jamais confirmée. Depuis la Seconde Guerre mondiale, la relance s'est accompagnée d'un constant accroissement de la dette publique. Comme le souligne P. Mattick, « les conditions qui rendaient cette solution efficace sont en voie de disparition ». Certes, les crises montrent que Keynes avait raison lorsqu'il avertissait que le « libre jeu du marché » menace la survie du capitalisme. Mais elles montrent aussi que l'interventionnisme ne joue pas sur les fondements de la rentabilité du capital, comme le prouve le niveau atteint par la dette souveraine, qui a fini par bloquer le fonctionnement financier du système. Avec, à terme, un problème nouveau qui caractérise la période actuelle: l'épuisement du projet keynésien, qui laisse les classes dirigeantes hésitantes entre la nécessaire réduction du déficit et l'aggravation de la récession et du chômage.

Chez P. Mattick, la réflexion sur la crise du capitalisme est animée avant tout par le désir de prouver que les crises sont inhérentes au fonctionnement contradictoire du capitalisme, que la nature instable et irrationnelle du système engendre en permanence des

injustices sociales et produit sans cesse de la barbarie. Enfin, que le manque de rentabilité du capitalisme est de plus en plus difficile à surmonter. Dans *Marx et Keynes*, il s'attache à analyser comment l'épisode historique du keynésianisme n'a pas sauvé le capitalisme mais seulement permis de reporter les formes de sa contradiction fondamentale, la baisse de la rentabilité du capital. Et le fait que les moyens utilisés pour assurer cette prolongation sont d'une efficacité provisoire, engendre de nouvelles difficultés pour le système. Aujourd'hui, l'illusion d'une constante prospérité se dissout dans la plus grave récession connue depuis la dernière guerre, alors même que le mode de production capitaliste s'est imposé à l'ensemble de la planète. L'analyse des théories des crises et la critique du keynésianisme développées par P. Mattick se trouvent ainsi confirmées par le désastre social, écologique et humain auquel nous assistons. Et si les politiques monétaires et fiscales semblent se révéler incapables d'apporter une solution à la crise, c'est justement parce que cette solution réside dans le rétablissement de la rentabilité du capital, lequel passe par l'augmentation de l'exploitation, la dévalorisation et la concentration du capital existant.

Paul Mattick est mort à Boston en février 1981 à l'âge de 77 ans.

« Pour moi – avait-il dit un jour, au soir de sa vie –, la révolution fut une grande aventure ». Une passion aussi, qui, comme toutes les passions, n'avait pas vieilli.

Son dernier livre – laissé inachevé et édité par son fils, Paul Mattick Jr. en 1983 –, dont le présent ouvrage est la traduction française, était dédié par lui à la mémoire de Marinus van der Lubbe¹⁴. Son titre, *Marxisme, le dernier refuge de la bourgeoisie ?* résume la problématique fondamentale de l'époque dans laquelle nous entrons. L'ouvrage est organisé autour de deux grands thèmes qui ont guidé le parcours politique de P. Mattick. Il revient une

14. Marinus van der Lubbe, ouvrier hollandais proche des groupes de communistes de conseils, mit le feu au Reichstag, à Berlin, le 27 février 1933. Il s'agissait, dans son esprit, de réveiller les travailleurs allemands et de les inciter à une action autonome contre le nazisme et pour le renversement du capitalisme. Arrêté, torturé [Suite page 407]

fois de plus, tout d'abord, sur les limites inhérentes au mode de production capitaliste, fondements du déséquilibre du système, dévoilés par la critique marxienne. Ces déséquilibres, peuvent-ils être surmontés par des aménagements, des politiques réformistes tout aussi vieilles et épuisées, ou vont-elles placer de plus en plus les sociétés devant le choix, l'émancipation sociale ou la barbarie ?

Poser la question, c'est déjà avancer la possibilité d'une réponse. Car, et pour reprendre la formule de Ludwig Feuerbach dans *l'Essence du christianisme*, il ne faut jamais « constituer en limites de l'humanité et de l'avenir les limites du présent et du passé. ».

Charles Reeve
Paris, 2011

et condamné à mort, il fut décapité le 10 janvier 1934, à Leipzig. Accusé par le pouvoir nazi d'être un simple d'esprit et un instrument du Parti communiste, il fut aussi accusé par les staliniens d'être un provocateur nazi. Jeu de calomnies qui a permis, et qui permet toujours, de ne pas aborder politiquement la responsabilité mutuelle de ces deux forces politiques dans l'avènement de cette période cruciale de l'histoire contemporaine. Voir à ce propos, *Marinus van der Lubbe, Carnets de route de l'incendiaire du Reichstag*, Verticales/Le Seuil, Paris, 2003 (textes présentés par Yves Pagès et Charles Reeve).

BIBLIOGRAPHIE

Une bibliographie complète, établie par Michael Buckmiller, Bjarne Frandsen, Elisabeth Jones et Paul Mattick Jr., est parue dans *IWK, Internationale Wissenschaftliche Korrespondenz zur Geschichte der Deutschen Arbeiterbewegung*, Cahier 2, Berlin, 1981.

On trouvera en ligne, autre grand nombre de ses textes, une bibliographie en anglais: http://www.redemas.org/collective_action_notes/pma-le.htm

La bibliographie ci-dessous fut établie à partir de celle publiée dans l'ouvrage *Le marxisme hier, aujourd'hui et demain*, Paris, Spartacus, 1983 et complétée par nos soins.

OUVRAGES TRADUITS EN FRANÇAIS

Intégration capitaliste et rupture ouvrière, choix de textes, traduits par Serge Bricianer, Paris, EDI, 1972, préface de Robert Paris, (Contient: « Rosa Luxemburg et Lénine » – « Karl Kautsky, de Marx à Hitler » – « Les groupes communistes de conseils » – « Organisation et spontanéité » – « Le marxisme et le capitalisme monopoliste » – « Les limites de l'intégration » – « La gestion ouvrière » – « Division de travail et conscience de classe »).

K. KORSCH, P. MATTICK, A. PANNEKOEK, O. RÜHLE, H. WAGNER, *La Contre-révolution bureaucratique*, Paris, UGE, 1973 (Contient, de P. Mattick: « Lénine et sa légende », « Le développement de la politique étrangère de la Russie soviétique », « La Russie soviétique aujourd'hui », « À propos du *Traité d'économie marxiste* d'Ernest Mandel »).

Marx et Keynes, les limites de l'économie mixte, traduit par Serge Bricianer, Paris, Gallimard, 1971, (réédition 2010).

Crises et théories des crises, traduction avec le concours de Serge Bricianer, Paris, Champ Libre, 1974.

Le Marxisme hier, aujourd'hui et demain, choix de textes, Paris, Editions Spartacus, 1983, avertissement par Claude Orsoni avec une note biographique de Michael Buckmiller, textes traduits par Claude Orsoni, Guy Fargette, Daniel Saint-James, Rina Saint-James et Wahbi Arbouz, (Contient: « Le marxisme, hier, aujourd'hui et demain », « Le nouveau capitalisme et l'ancienne lutte de classes », « La crise mondiale et le mouvement ouvrier », « Le capitalisme monopoliste d'État », « La révolution bolchevique », « Rosa Luxemburg », « Autorité et démocratie aux Etats-Unis », « Dictature des intellectuels ? », « "L'autre" mouvement ouvrier »).

De La Pauvreté et de la nature fétichiste de l'économie, Paris, Ab irato, 1998. Préface de Paul Mattick Jr., traduction de Daniel Saint-James, note biographique de Charles Reeve. Ce texte est le chapitre v du livre *Marxisme: dernier refuge de la bourgeoisie ?*.

ARTICLES ET TEXTES TRADUITS ET PUBLIÉS EN FRANÇAIS.

Postface à K. KORSCH, *Karl Marx*, Paris, Champ Libre, 1971, (publié dans *Living Marxism*, IV, 6, avril, 1939).

« Otto Rühle et le mouvement ouvrier allemand » (1945), in: O. RÜHLE, *fascisme brun, fascisme rouge*, Paris, Spartacus, 1975.

« Stalinisme et bolchevisme », in: W. HUHN, *Trotsky, le Staline manqué*, Paris, Spartacus, 1981, (1947).

« Nationalisme et socialisme », *Front Noir*, février 1965, et *Informations et correspondance ouvrières*, n° 99, 1970 (1959).

« Marx et Keynes », *Cahiers de l'ISEA* (Institut de science économique appliquée), janvier 1962.

« Anton Pannekoek », in: *La Révolution prolétarienne*, mai 1962, republié en préface à A. PANNEKOEK, *Lénine philosophe*, Paris, Spartacus, 1971.

« Karl Korsch », *Cahiers de l'ISEA*, n° 9, août 1963.

« Humanisme et socialisme », *Front Noir*, Paris, août 1965.

« Valeur et socialisme », *Cahiers de l'ISEA*, août 1965.

« Les limites de l'intégration », *Cahiers de l'ISEA*, août 1966.

« Le Capital aujourd'hui », *Cahiers de l'ISEA*, n° 11, juin 1967.

« Principes fondamentaux de la production et de la distribution communiste », *Cahiers de l'ISEA*, n° 14, novembre 1970 – version abrégée dans *Informations et correspondance ouvrières*, février 1971.

« Anton Pannekoek et la révolution mondiale » (1974) in : *Histoire du marxisme contemporain*, T.2, Paris, Union Générale d'Éditions (10/18), 1976.

« Henryk Grossmann, théoricien de l'accumulation et de la crise », préface à H. GROSSMANN, *Marx, l'économie politique classique et le problème de la dynamique*, Paris, Champ Libre, 1977.

« Les soviets et le parti », *autogestion et socialisme*, n° 37/38, avril 1977.

Interview de Paul Mattick par « Lotta Continua », *Revue Spartacus*, n° 11, Paris, Octobre 1978.

Interview de Paul Mattick par Jean-Jacques Lebel, in : A. PANNEKOEK, *les Conseils ouvriers*, tome 11, Paris, Spartacus, 1982.

TABLE

I	Avant Propos	9
<i>Marxisme et économie bourgeoise</i>		
1	Introduction	15
2	Valeur et prix	23
3	Le problème de la transformation	63
4	Valeur et capital	100
5	Théorie et réalité	130
<i>Révolution et réforme</i>		
1	Introduction	185
2	Capitalisme et socialisme	199
3	Réforme et révolution	220
4	Les limites de la réforme	244
5	La révolution selon Lénine	257
6	L'idée de la commune	296
7	L'État et la contre-révolution	308
8	La révolution allemande	347
9	Idéologie et conscience de classe	356
<i>Le marxisme hier, aujourd'hui et demain</i>		
I	Le marxisme hier, aujourd'hui et demain	369
	Note biographique	397
	Bibliographie	408

Réalisé par les éditions Entremonde
Genève (Suisse), 2011
ISBN 978-2-940426-11-9/ISSN 1662-3231
IMPRIMÉ EN FRANCE